

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

	HALABJA	
--	---------	--

Mars 1988

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais, kurde, italien, espagnol et turc.

Prix au numéro : France: 25 FF — Etranger : 30 FF
Abonnement annuel (6 numéros) France : 120 F — Etranger : 150 FF

Périodique bimestriel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66
www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

HALABJA

Le 16 mars 1988, les bombardiers irakiens ont noyé la petite ville kurde de HALABJA sous un déluge de bombes chimiques. En quelques heures, plusieurs milliers de civils sans défense, adultes et enfants, sont morts asphyxiés. Combien ? On ne le saura sans doute pas de sitôt. L'estimation la plus couramment avancée est de 5 000 morts.

Ce n'était pas la première fois que le régime irakien utilisait les gaz contre la population kurde. Il avait commencé à recourir à ces armes terrifiantes le 15 avril 1987 dans la province de Sulaimanya contre les villages de Haladin, Bargalo, Kanito, Awazic, Sirwan, Noljika, Chinara. Il y a eu une centaine de morts lors de cet "usage expérimental". Le 16 avril, cette sinistre "expérience" fut étendue à la province voisine d'Arbil, plus précisément contre les villages de Sheikwasan, Totma, Zeni, Khati, Balalokawa, Alana, Darash tous situés dans la vallée de Balasan. Bilan : 300 morts, dont 121 dans le seul village de Sheikwasan. Parmi les dernières victimes, 76 enfants âgés de moins de 8 ans. 286 rescapés de ce gazage avaient tenté d'aller se faire soigner dans les hôpitaux d'Arbil. Ils furent tous arrêtés par les forces irakiennes, collectivement massacrés et enterrés dans une fosse commune.

Expérience faite, les Irakiens se sont rendus compte de l'efficacité mortelle et de l'impact psychologique considérable de ces gaz. L'arme chimique est alors devenue une arme de plus dans la vaste panoplie des troupes irakiennes en guerre contre la guérilla autonomiste kurde, depuis pratiquement 27 ans (avec deux trêves de 1970 à 1974 et de 1975 à 1977). Une arme utilisée par routine contre les populations des vallées d'accès difficile, imprenables par les fantassins. Une routine peu remarquée par l'opinion publique internationale. Dans l'effroyable boucherie qu'est la Guerre du Golfe, avec son million de morts, son cortège de blessés, de destructions et de drames de toutes sortes, qui allait s'appitoyer sur le sort des civils kurdes gazés par un régime soutenu à la fois par l'Est et par l'Ouest ? C'est d'ailleurs en tablant sur cette hypothèse que Bagdad a mobilisé ses forces pour "régler une bonne fois pour toutes la question kurde" à la faveur de cette guerre, en s'inspirant du sort réservé aux Arméniens par les dirigeants ottomans au cours de la Première Guerre Mondiale. Un calcul qui s'est finalement révélé assez fondé puisque, malgré la destruction quasi totale des villages kurdes, la déportation de centaines de milliers de civils kurdes vers les déserts du Sud, les exécutions sommaires, par milliers, de patriotes kurdes et de leurs enfants, l'opinion n'a guère réagi.

Cette absence de réaction et de curiosité sur la situation intérieure d'un pays subissant l'une des dictatures les plus effroyables de l'histoire du Proche-Orient a permis aux autorités irakiennes de poursuivre leur projet de destruction de l'entité kurde en Irak. Puis, il y a eu HALABJA, 5 000 morts en quelques heures, des bébés tétant encore le sein maternel, les enfants tenus par la main par leur père ou leur mère au moment d'être subitement surpris par l'ange de la mort, pétrifiés sur place. C'est sans doute ces images télévisées qui ont incité l'opinion à se demander s'il n'y avait pas aussi quelque chose de pourri dans le "royaume de l'ami Saddam", jusque là présenté complaisamment comme le "défenseur des valeurs laïques et modernes contre le fanatisme moyen-âgeux de Khomeiny". Certes, le régime de Khomeiny est une abomination. Et les Kurdes sont peut-être mieux placés que quiconque pour le savoir. Les 8 millions de Kurdes de ce pays ne subissent-ils pas, depuis août 1979, la "guerre sainte" décrétée contre eux par l'Ayatollah ? Qui a oublié les centaines de jeunes kurdes fusillés par les "tribunaux révolutionnaires" de Khalkhali ? Mais la peste doit-elle faire oublier qu'il y a également d'autres fléaux mortels, comme le choléra par exemple ? Craignant la destabilisation de l'ensemble du Proche-orient, les puissances, grandes et moyennes, ont aidé l'Irak à empêcher l'exportation de la révolution islamique vers les pays de la région.

Pourquoi ce soutien devrait-il aller de pair avec le silence sur les exactions perpétrées par Bagdad contre ses propres citoyens ? Au cours de la Première Guerre Mondiale, l'Allemagne du Kaiser avait fermé les yeux sur les massacres des Arméniens par ses alliés turcs et on lui reproche encore aujourd'hui ce silence complice.

Malgré les témoignages accablants des images télévisées et la reconnaissance de l'usage des gaz chimiques par le vice-ministre irakien, Tareq Aziz, lors de sa visite en RFA, malgré la Convention de Genève de 1925 prohibant formellement l'usage de ce type d'armes, la communauté internationale a peu réagi, à l'exception des pays scandinaves, de l'Australie, du Canada, d'Israël et de l'Iran, ce dernier pays pour des raisons qui lui sont propres. Aucun Etat membre du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. n'a eu le courage de condamner ce massacre barbare, d'exprimer sa sympathie aux victimes. Même la France, puissance dépositaire de la Convention de Genève, s'est contentée de publier un bref communiqué "condamnant l'usage des armes chimiques où que ce soit" sans nommer ni les auteurs du crime, ni les victimes. Que de clameurs, de protestations véhémentes n'aurions-nous pas entendues si les Soviétiques avaient commis un tel massacre aux armes chimiques en Afghanistan, ou les Américains au Salvador, ou les Israéliens dans les territoires occupés.

Le silence des Etats et de l'O.N.U., l'absence de sanctions ne peuvent qu'encourager les Irakiens à poursuivre l'usage des armes chimiques contre leurs propres citoyens kurdes. Si un jour, ils arrivaient à fabriquer des armes bactériologiques ou nucléaires, ils n'hésiteraient probablement pas à s'en servir contre les Kurdes d'abord, puis contre d'autres Etats de la région. En lançant son entreprise de génocide des Juifs, Hitler avait déclaré : "Qui se souvient encore des Arméniens liquidés par les Turcs ?". Le régime irakien semble suivre un raisonnement similaire et se dire : "Face à la puissance économique, financière et politique du monde arabe, solidaire de l'Irak, quel Etat aura l'audace de prendre la défense des Kurdes contre nous ?".

Si les Etats sont restés silencieux, il n'en est heureusement pas de même avec les citoyens. Dans tous les pays occidentaux, de nombreux particuliers, des artistes, des intellectuels, des journalistes, des associations et organisations de défense des droits de l'homme ont témoigné de leur sympathie à l'égard du peuple kurde sous les formes les plus variées. Le Parlement européen et le Sénat américain ont adopté des résolutions spéciales pour condamner ce massacre. L'Internationale Socialiste et la plupart des partis socialistes, communistes et libéraux d'Europe occidentale ont exprimé leur condamnation. Dès qu'elle a pu avoir accès aux lieux du drame, la presse occidentale a consacré de nombreux reportages et articles empreints de sympathie pour les victimes d'Halabja. Elle a également bien couvert les manifestations de la diapora kurde à travers le monde. Dans leur malheur, les Kurdes ont été particulièrement touchés par cette solidarité de l'opinion publique démocratique.

L'ampleur de ce drame et les articles qui lui ont été consacrés dans la presse nous a semblé justifier, largement, la publication de ce "Numéro spécial Halabja" de notre bulletin.

**LISTE DES VILLAGES BOMBARDES AUX ARMES CHIMIQUES
PAR L'AVIATION IRAKIENNE**

Dates	Villages	Nombre de victimes
15 avril 1987	Haladin, Bargalo, Kanito, Awazic, Sirwan, Noljika, Chinara (dans la province de Sulaimanya)	des dizaines de morts et de blessés
16 avril 1987	Sheikwasan, Totma, Zeni, Khati, Balalokawa, Alana, Darash (dans la vallée de Balasan, province d'Arbil) 286 blessés ont essayé d'aller à Arbil pour se faire soigner, ils ont tous été capturés et tués par l'armée irakienne	121 morts dont 76 enfants âgés de 1 jour à 8 ans à Sheikwasan
17 avril 1987	Qizlar, Singar, Mijolaka (dans la province de Sulaimanya).	10 morts
18 avril 1987 19 avril 1987 20 avril 1987 21 avril 1987	Régions autour de Qaywan, Moutain, Kovak, Konakotr	2 morts 52 blessés
19 avril 1987 20 avril 1987 21 avril 1987	Vallée de Balisan	
21 avril 1987	Région de Qaradagh dans la province de Sulaimanya.	10 morts des centaines de blessés
1er mai 1987	Ziywi dans la région de Dihok	2 morts et des dizaines de blessés
23 mai 1987	Tomar, Gargan, Qamargan près de Kirkurk	10 morts dont 7 enfants
27 mai 1987	Nalakan, Gorasher, Kandol, Bardok, Bily Nali, Tahi	47 enfants tués 74 femmes et personnes âgées tuées des centaines de blessés
27 juin 1987	Vallée de Baliram	des dizaines de morts
27 juin 1987	Ziywi et Peramagron	35 blessés
27 juin 1987	Saregalo, Bargalo, Yakhsamar, Haladin, Naloma	5 morts (femmes et enfants) - des dizaines de blessés
3 septembre 1987	Bargalo, Yakhsamar	4 morts

14 septembre 1987	Mearga Pan	41 blessés
25 février 1988	Sargalo, Yakhsamar, Haladin, Gayzla, vallée de Jafty	62 morts 800 blessés
26 février 1988	" " " " "	
22 mars 1988	Région de Shanakhsi	10 morts - 460 blessés
16 mars 1988	Halabja, Inab, Zamagri	5 000 morts 9 000 blessés
22 mars 1988	Siwsinan, Dokan, Balakajar, Jafaran,	75 morts dont 47 femmes et enfants plus de 300 blessés
23 mars 1988	Walean, région de Qaradagh (Province de Sulaimanya)	
27 mars 1988	412 blessés venant de la région de Qaradagh pour essayer de se faire soigner à Sulaimanya ont été capturés et tués par l'armée irakienne	
14 avril 1988	Région de Garmian	des dizaines de morts des dizaines de blessés
15 avril		
16 avril		
23 avril		
25 avril		
26 avril		
27 avril		
03 mai 1988	Goptapa, Askar, Garchinan, Galnagaj, Sotka, Kalashera, Zarzy, région de Koya, Chaimrezan	112 morts 844 blessés
15 mai 1988	Nazaneen, Hiran, Doli, Simakloy, Wari	51 morts des centaines de blessés.

LA REVUE DE PRESSE EN BREF

TEHERAN ACCUSE BAGDAD d'avoir utilisé des armes chimiques contre une ville kurde irakienne - PLUS DE 2.000 KURDES TUES par des bombardements chimiques - L'Irak annonce le succès d'une IMPORTANTE OPERATION MILITAIRE contre les "rebelles" kurdes (AFP 16, 18/3)

SUCCEs TACTIQUE, l'opération n'est pourtant pas le début de l'offensive hivernale et serait de peu d'importance stratégique selon des sources militaires américaine et irakienne (New York Times 17/3)

L'IRAN ANNONCE QUE LES GAZ TOXIQUES employés par l'Irak ont fait 5.000 victimes et beaucoup parmi la population civile - La TV française a diffusé les premières images du bombardement à l'arme chimique de la localité kurde irakienne de Halabja (300 kms au nord de Bagdad) (The Associated Press 21/3, The Globe and Mail, AFP 22/3)

SIX VILLAGES IRANIENS BOMBARDES à l'arme chimique, selon Téhéran (AFP 22/3)

DES MILLIERS DE KURDES VICTIMES de bombardements chimiques (Guardian 22/3, Le Monde 23/3)

La guerre qui n'ose pas dire son nom : 5.000 KURDES TUES par des bombes chimiques - IRAN-IRAK : L'HORREUR - 10.000 victimes de l'"arme chimique" (Haute Marne Libérée, l'Alsace 23/3)

L'IRAK GAZE LES KURDES : le bombardement par les Mirage irakiens de la ville kurde irakienne de Halabja, occupée par l'Iran, aurait fait 5.000 morts - Mardi, Bagdad a récidivé contre le Kurdistan iranien (Libération 26/3)

L'IRAN ACCUSE L'IRAK - IRAN-IRAK, la guerre empoisonnée (New York Times, Herald Tribune 24/3, la Charente Libre 29/3)

HALABJA, un tableau de désolation après l'attaque irakienne, toutes les victimes sont des civils - Bombardement à l'ypérite et au cyanure ; la fabrication de ces armements doit être interdite (The Globe and Mail, L'Humanité 24/3)

"J'AI VU UN NUAGE, J'AI VU LES GAZ", l'une des victimes raconte (Dépêche du Midi 24/3)

UNE VILLE KURDE MASSACREE A L'ARME CHIMIQUE : Bagdad a utilisé des bombes au gaz moutarde et au cyanure - LES ARMES DE TERREUR de l'Irak (Midi Libre, The Guardian 24/3)

LA CRAINTE D'UNE NOUVELLE GUERRE CHIMIQUE plane sur le Moyen-Orient - Les victimes restent pétrifiées dans leur dernière attitude - MUTISME à Bagdad sur l'usage récent des armes chimiques interdites - Le gaz fait des centaines de morts - CINQ MILLE VICTIMES de l'impuissance des Grands (The Times 22/3, Liberté du Morbihan, The Washington Post, L'Est Républicain 24/3)

L'HORREUR DE LA GUERRE CHIMIQUE - L'IRAN DENONCE L'IRAK, lequel ne dément pas les accusations lancées contre lui - Guerre chimique : Téhéran menace - L'Impitoyable "punition" des Irakiens (Le Monde, Herald Tribune, l'Aurore, Ouest France 24/3)

IRAK : LE CRIME CHIMIQUE; contre ses propres Kurdes, Bagdad n'hésite pas à utiliser massivement des gaz - L'Augmentation des ARMES TOXIQUES menace le Moyen-Orient (L'Express, The Toronto Star 25/3)

LE VIE DE MILLIERS DE KURDES contaminés est en danger, selon un toxicologue belge - Les NATIONS UNIES vont étudier les accusations portées contre l'Irak - "Si vous pouvez imaginer quelque chose de plus abominable, faites-le" (AFP, New York Times, The Economist 25, 26/3)

C'est au tour des Kurdes d'être à LA UNE DE L'HORREUR - BAGDAD répond que les "pays menacés sont contraints d'utiliser tous les moyens disponibles pour se défendre" - LE CRIME DE L'IRAK - L'AVEU DE BAGDAD - L'état-major irakien fait le "serment" de détruire les villes iraniennes - Le retour des horreurs de la 1ère guerre mondiale (Herald Tribune, AFP, New York Times, Quotidien de Paris 26, 27, 28/3)

ARRIVEES A LONDRES, A VIENNE de victimes de la guerre chimique, pour des soins d'urgence - LE FILS DE RAFSANJANI blessé aussi par les armes chimiques (AFP, Midi Libre, The Washington Times 29, 30/3, Special to the Christian Science 1/4)

L'ARMEE IRAKIENNE COMMET LE PREMIER GRAND MASSACRE A L'ARME CHIMIQUE, KURDISTAN : HIROSHIMA - Kurdistan irakien : MSF CONFIRME L'UTILISATION de gaz toxiques (Politis 31/3, Haute Marne Libérée, Quotidien du Médecin 1/4)

LE TEMPS DES GENOCIDES : pour une nation écartelée mais déterminée à défendre son identité, c'est une agression de plus - L'IRAK GAZE ENCORE, Halabja "ville martyre" (Rouge 31/3-6/4, Paris-Normandie Mars 1988)

LES PHOTOS QUI ACCUSENT L'IRAK ; les experts envoyés par l'ONU doivent attendre l'autorisation irakienne pour pénétrer dans la région d'Halabja (L'Express 1/7 avril)

KURDISTAN : LA GUERRE DES GAZ ; lancées contre des populations sans protection, les armes chimiques asphyxient en quelques instants et pour les survivants, les séquelles sont irrémédiables - L'HORRIBLE GUERRE CHIMIQUE (Libération, Herald Tribune, Tribune le Progrès 2/4)

LA PREUVE PAR HALABJA - L'Irak "aurait achevé 400 blessés kurdes" - Arme Chimique : arme du pauvre - MASSACRE A HALABJA (La Croix, Le Journal de Toulouse, Newsweek 2, 4, 5/4)

UN RESPONSABLE IRAKIEN DEMENT les informations - "J'AI VU L'HORREUR", témoignage sur la ville d'Halabja - DES EXPERTS DE L'ONU sont arrivés sur les lieux (AFP 5 et 7/4, Jeune Afrique 6/4)

ARMES CHIMIQUES : l'horreur à l'état pur ; leur classification et leur toxicité - IRAN-IRAK, la guerre des gaz (Le Généraliste, Le Pèlerin 8/4)

"C'EST NOUS QUI AVONS JETE LES BOMBES DE L'ENFER", récit d'un pilote - La ville de Mersin, point stratégique en turquie : "ON NOUS A POUSES AU GENOCIDE" (Hürriyet 9 et 18/4)

LA FRANCE FOURNIRAIT DES ARMES CHIMIQUES à l'Irak - IRAK-IRAN : la guerre sale (Presse de la Manche 14/4, Le Nouvel Observateur 15-21/4)

JELLAL TALABANI, leader de l'Union Patriotique du Kurdistan, parle du Génocide irakien, lors d'une récente visite en Angleterre - "NOTRE HIROSHIMA", reportage au Nord de l'Irak - LE GENOCIDE DU PEUPLE KURDE : bombardement chimique sur Halabja (Insight 18/4, The Guardian, L'Unita 22/4)

L'IRAN A DEMANDE UNE AIDE INTERNATIONALE pour les victimes des armes chimiques - DEUX REGIMES DETESTABLES - ARMES : MICROBES EN UNIFORME (AFP 21/3, Les Echos 24/3, Le Nouvel Economiste 10/6)

LA MORT CHIMIQUE : "Ni sang, ni blessure, pas d'éclats non plus sur les corps innombrables d'hommes, de femmes, d'enfants, mais aussi du bétail et des animaux éparpillés..." - SILENCES SUR UNE TUERIE : le bombardement chimique n'a toujours pas été condamné par les autorités françaises - LA GUERRE BRUNE : les Etats-Unis ont commencé la production industrielle d'armes chimiques binaires. La France est prête à suivre (L'Humanité, Liberté, Les Echos 25/3)

L'IRAK S'ACHARNE CONTRE LES KURDES - KURDES : les morts AU CHAMP D'HORREUR (Dépêche du Midi 26/3, Le Point 28/3)

MISSION D'ENQUETE DE L'ONU : L'Irak critique violemment - MISSION DE L'ONU pour "examiner les blessés" - BAGDAD RECONNAIT IMPLICITEMENT avoir recours à l'arme chimique (AFP, Le Monde 28 et 29/4)

"L'HIROSHIMA KURDE" - TEHERAN réclame une CONDAMNATION FORMELLE de Bagdad - L'IRAK BANALISE LA GUERRE CHIMIQUE - L'APOCALYPSE DE LA GUERRE CHIMIQUE (Wiener Zeitung, Le Monde 30/3, L'Événement du Jeudi 31/3, Quotidien de Paris 5/4)

LES RETOMBÉES DE LA GUERRE CHIMIQUE - LE DOSSIER des armes chimiques - La guerre chimique ou l'HORREUR ORDINAIRE (Famille Chrétienne 14/4, La Croix 11/4, Jeune Afrique 27/4)

"HALABJA" (poème de Ben Pidgeon, Paris 28/3)

PROTESTATIONS à Londres, à Moscou, à Paris, à Vienne contre l'utilisation des armes chimiques (AFP 23 et 28/3, 26/4, Courrier Picard, Quotidien de Paris 26/3, Alsace, Var Matin, Midi Libre, Herald Tribune 29/3, Volks 30/3, Stampa 9/4, L'Humanité, le Parisien, le Monde 27 et 28/4)

MISSION DE L'ONU en Iran - L'IRAK critique l'ONU - LA JUSTICE CONTRE LA GUERRE (Le Journal de Toulouse 30/3, L'Événement du Jeudi 7/4)

IRAKIENS GAZENT IRAKIENS - CESSEZ D'ETRE HYPOCRITES : recherchez les Barbie d'aujourd'hui ! (Tribune pour l'Europe 11-15/4, Télérama 20/4)

HALABJA VUE PAR LA PRESSE MONDIALE, les bombardements chimiques constituent un crime de guerre quand l'ONU décrètera un embargo sur les livraisons d'armes à l'Irak (Jeune Afrique 27/4)

UN RAPPORT DE L'ONU s'abstient de condamner l'Irak - KURDES GAZES (Le Monde 28/4, Parlement Européen Avril 1988)

Le gouvernement français a exprimé "sa très grande préoccupation et sa condamnation absolue" après les bombardements chimiques sur la ville d'Halabja - L'ONU et la Croix Rouge se consultent (Var Matin, ONU Communiqué de Presse 25/3)

Au CANADA, le Ministre des Affaires étrangères condamne l'usage des armes chimiques utilisées au nord de l'Irak - "Non à l'horreur de la guerre chimique !" déclare le Mouvement de la Paix du Nord - "N'OUBLIEZ PAS LES KURDES !" (The Toronto Star 26/3, Nord Matin 29/4, Le Nouvel Observateur 15-21/4)

Le Conseil de Sécurité de l'ONU a recommandé à tous les gouvernements d'effectuer des contrôles stricts des

substances chimiques à destination de l'Iran et de l'Irak (AFP 10/5)

N'OUBLIEZ PAS LES KURDES ! - DES SURVIVANTS DE HALABJA RACONTENT - ARMES CHIMIQUES : LE SILENCE DE BAGDAD ; Washington condamne l'usage des armes chimiques et Téhéran menace de s'en servir si l'ONU ne réagit pas (Le Nouvel Observateur 15-21/3, Le Monde 8/4, Libération 24/3)

UN MEDECIN ESPAGNOL ENVOYE PAR L'ONU en mission spéciale à Téhéran - LA GUERRE CHIMIQUE AU KURDISTAN IRAKIEN (El Pais 24, 30/3)

DENONCIATIONS MULTIPLES : du Parlement européen, du Ministère des Affaires étrangères d'Australie, du Parti Socialiste Français, de l'Internationale Socialiste à Londres, de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (23, 24/3)

L'AMBASSADEUR D'IRAK EN GRANDE-BRETAGNE convoqué au Foreign Office (AFP 30/3)

L'ARME REPUGNANTE DE SADDAM HUSSEIN - LE GENOCIDE DU PEUPLE KURDE (Le Nouvel Observateur 17/4, L'Unita 22/4)

Iran-Irak
Téhéran accuse Bagdad d'avoir utilisé des armes chimiques contre une ville kurde irakienne

PARIS, 16 mars (AFP) - L'aviation irakienne a bombardé à l'arme chimique la ville de Halabjah, proche de la zone d'opérations de l'offensive iranienne Val-Fajr (Aurore) 10, dans le Kurdistan irakien, a affirmé mercredi soir le chef du quartier-général iranien d'Information sur la guerre, M. Kamal Kharrazi.

Dans sa déclaration, rapportée par l'agence iranienne IRNA reçue à Paris, M. Kharrazi a accusé l'aviation irakienne d'avoir "durement bombardé" les localités de Khormal et de Halabjah, dans le nord-est de l'Irak et dénoncé l'utilisation contre cette dernière ville d'armes chimiques.

Le responsable iranien, qui a estimé que ces raids étaient la "conséquence de la défaite" des troupes irakiennes sur le théâtre d'opérations de l'offensive Val-Fajr 10, lancée mardi soir dans le nord-est de l'Irak, a demandé "aux soi-disant organisations des Droits de l'homme de prendre des mesures immédiates" pour empêcher le gouvernement de Bagdad de "massacrer des musulmans irakiens", selon IRNA.

L'Iran avait affirmé mercredi que ses troupes s'étaient emparées de la localité de Khormal, et que plus de trois mille soldats irakiens avaient été tués ou blessés au cours de l'opération Val-Fajr 10.

L'agence indique, par ailleurs, que vingt civils ont été tués dans le bombardement par l'aviation irakienne du district d'Abdanan dans la province d'Ilam (sud-ouest de l'Iran).

Iranians' Strike Isn't the Feared Winter Offensive

By BERNARDE TRAINOR

Special to The New York Times

WASHINGTON, March 26 — Iran's attack into northeastern Iraq last week was a tactical success, but is of little strategic importance, according to both American and Iraqi military experts.

The experts said the attack was not the beginning of the winter offensive that had been expected from the Iranians and that such an offensive now appears increasingly unlikely.

The attack into Sulaimaniya Province in northeastern Iraq, the Iraq part of the region known as Kurdistan, caught the Iraqis by surprise, and about 1,500 Iraqi soldiers were surrounded and captured when the Iranian Revolutionary Guards captured the town of Halabja.

The Iranian attack appears aimed at seizing the Darbandikhan dam in the rugged Zagros mountains, which provides hydroelectric power to much of the region. The Iraqis have begun counterattacks on the ground to halt the Iranian attack.

Reported Use of Chemical Arms

According to American officials, Iraq used chemical weapons in and around Halabja. In addition, the State Department spokesman, Charles E. Redman, said that Iran may have used chemical artillery shells in the fighting, but did not say what information led him to make this statement. The United Nations is sending a team of experts to look into reports that Iraq used poison gas against civilians.

Military analysts say the Iranians, aided by ethnic Kurds in the region who oppose the regime in Baghdad, are capable of capturing mountaintops and isolated towns like Halabja near the border, but do not pose a serious threat to Iraq's main oil transshipment facility at Kirkuk in the less-mountainous region about 75 miles to the west. There is no evidence that the Iranians at this point are aiming at Kirkuk.

Iraq considers Kurdistan a secondary front and believes Iranian attacks in the area are intended to divert Iraqi reserves from the main front around Basra in southern Iraq. The Iranian success has prompted the Iraqis to make "certain troop adjustments" to

contain the Iranian offensive in the region, according to an American official. Iraq expects this year's main offensive by Iran, if there is one, to be on the Basra front.

Offensive Seen Unlikely

However, the likelihood of such an offensive this year appears to be diminishing, according to Iraqi and American analysts here.

Specialists on the Iran-Iraq war say that a variety of reasons could account for either a delay of the offensive or a decision not to carry one out. Among the political reasons cited are parliamentary elections scheduled in Iran for April 8. Some analysts believe the Iranian leadership would prefer to have the elections over before heavy fighting and attendant casualties occur.

Others believe that the moderate Arab states at the Arab summit meeting in Amman, Jordan, last year may have prevailed upon President Hafez al-Assad of Syria, a principal Arab supporter of Iran, to restrain the Teheran regime. A third political reason is the debate in the United Nations Security Council over possible sanctions against Iran for its failure to agree to negotiate with Iraq to end the war. Some analysts believe that Iran does not want to aggravate its standing in the international community by launching a major attack now.

But many analysts believe that the main reasons the Iranians have not launched an offensive are military. Iraqi authorities say that, for the first time in the war, Iran's revolutionary patriarch, Ayatollah Ruhollah Khomeini, has felt it necessary to make a personal appeal for volunteers to go to the front. United States analysts confirm that the ranks of the assault units of youthful volunteers called "basij" are about a third below what they were for last year's offensive.

There are also reports of a shortage of ammunition and equipment for a large-scale offensive. Iran manufactures much of its small-arms ammuni-

A tactical success in mountains, it carries little strategic value.

fog and flooded swamps around Basra to offset Iraq's superiority in tanks and armor.

While a major Iranian offensive has failed to occur, significant fighting persists in other theaters — in the so-called "war of the cities," in which each side fires missiles into the other's population centers, and in the Persian Gulf, where commercial shipping continues to come under attack.

tion and light munitions, but heavy weapons and ammunition for them are bought on the international arms market at premium prices. The United States has sought to discourage this trade.

Failure of Offensive Last Year

The Iranians must also take into account the failure of their unsuccessful and costly "final offensive" against Basra last winter — an assault designed to knock Iraq out of the war. Except for its possible propaganda value, a repeat of such an offensive against an enemy whose defenses are stronger than they were a year ago would make little sense. Either the Iranians must come up with new tactics to surprise and overwhelm the Iraqis or find some way to break the morale of the Iraqi Army.

Most military authorities agree that the Iranian Revolutionary Guards, who conduct offensives, have improved little over last year. The Iraqis admit their opponents are dedicated and will fight to the death, but they say that the most Iran can achieve with a renewed offensive is a minor territorial gain at a high price in casualties.

Assaults During Rainy Season

In previous years, Iran has launched major offensives against Iraq during the annual rainy season, which extends from December through April.

In October, Ayatollah Khomeini called for volunteers for an offensive against Iraq, and Teheran began to position troop units and ammunition along the southern front, opposite the port city of Basra.

An American analyst said that the offensive must be started soon if the Iranians hope to take advantage of rain,

Irak-Kurdes

Plus de 2.000 kurdes tués par des bombardements chimiques, selon un dirigeant kurde

PARIS, 18 mars (AFP) - M. Jalal Talabani, un des principaux dirigeants nationalistes kurdes, a indiqué vendredi dans une interview au Monde que plus de deux mille Kurdes ont été tués des suites des "bombardements à l'arme chimique" effectués par l'aviation irakienne dans la région de Halabja, Kurdistan irakien, occupée mercredi par les maquisards Kurdes avec l'aide de l'Iran.

Accusant Bagdad de se livrer à un "génocide dans le Kurdistan irakien", M. Talabani, chef de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK - allié de Téhéran), a déclaré dans cette interview à Londres qu'il ne "négociera jamais" avec le président Saddam Hussein.

"Nous assistons à une véritable destruction de tout ce qui est Kurde dans nos régions. Au cours du seul mois en cours, les Irakiens ont eu recours aux armes chimiques à 23 reprises. Il y a encore trois jours, plus de deux mille kurdes, pour la plupart des civils, ont perdu la vie à la suite de bombardements à l'arme chimique", a-t-il dit.

"Si un régime démocratique s'installe en Irak nous sommes prêts à accepter avec lui une formule de fédération qui reste à définir. Mais si l'Irak reste une dictature, nous opterons pour la création d'un Kurdistan indépendant et démocratique".

Le Monde écrit enfin que "M. Talabani a regretté que les autorités françaises ne lui aient pas accordé un visa d'entrée en France et a exprimé l'espoir que les rumeurs persistantes concernant la construction avec l'aide de techniciens français d'un réacteur atomique irakien au Kurdistan, à Karatchouk, entre Kirkouk et Mehmar, ne correspondent pas à la vérité".

Le Quai d'Orsay n'a pas voulu faire de commentaires à propos de l'affaire du visa du dirigeant Kurde.

Irak-Iran-kurdes

L'Irak annonce le succès d'une importante opération militaire contre les bases des "rebelles" kurdes

BAGDAD, 19 mars (AFP) - L'état-major irakien a annoncé samedi après-midi la "réussite" d'une importante opération de son armée contre des bases des "rebelles" kurdes irakiens, qui avaient "facilité" l'occupation de villes kurdes dans le nord du pays par les forces iraniennes.

Un porte-parole militaire irakien a précisé que l'armée irakienne avait réussi à occuper des bases de la "rébellion" kurde dirigée par le "traître" Jalal Talabani (chef de l'Union Patriotique du Kurdistan Irakien +UPK+) dans trois régions de la province de Suleimaniyeh (nord-est de l'Irak).

L'Irak avait reconnu jeudi dernier la chute des villes de Halabja (70.000 habitants) et de Khormol, situées à la pointe orientale de la province de Suleimaniyeh, où vivent près de la moitié des deux millions de kurdes du nord de l'Irak.

L'état-major irakien a affirmé dans son communiqué que plusieurs "traîtres" kurdes ont été capturés, dont le chef de la garnison chargée de la protection du poste de commandement de la "rébellion" dans ce secteur. Les bases "rebelles" occupées par l'armée irakienne, selon l'état-major, se trouvent à Sarcalou, Barcalou et Ziwa, dans une région montagneuse de la province de Suleimaniyeh. Le communiqué ne précise pas cependant si elles sont situées dans la zone de Halabja, où l'Iran affirme avoir occupé 900 km2 ces sept derniers jours.

C'est la première fois qu'un communiqué militaire irakien fait état officiellement d'une "rébellion" dans le Kurdistan irakien et cite nommément M. Talabani, l'un des dirigeants de l'opposition kurde alliée de l'Iran. Le deuxième principal mouvement d'opposition kurde est le Parti Démocratique du Kurdistan Irakien (PDK), dirigé par M. Massoud Barzani, l'un des deux fils du chef historique de la rébellion kurde au nord de l'Irak, Moustapha Barzani, décédé en 1979.

The Associated Press

21.3.88

Iran Says Iraq Used Nerve Gas

5,000 Kurds Die, 2 Tehran Tells UN

The Associated Press NICOSIA — Iran said it fired 13 missiles into Baghdad and Basra on Sunday and asserted that 5,000 Kurds were killed in Iraqi poison-gas attacks on towns that Tehran said it had captured in a new offensive.

The official Iranian news agency IRNA, monitored in Nicosia, said the Iraqis had used cyanide, mustard and nerve gases in the attacks on the towns in northeastern Iraq "to prevent the people from joining Iranian combatants." The agency quoted Foreign Min-

ister Ali Akbar Velayati of Iran as telling UN Secretary-General Javier Pérez de Cuellar that in addition to the 5,000 people killed, 4,000 Kurdish civilians had been injured in the attacks.

Mr. Velayati said about 70 percent of the Kurdish casualties were women and children. There was no independent confirmation available on the Iranian allegations.

The United Nations has reported that Iraq has used chemical weapons in combat on many occasions since 1984. Baghdad has denied this. Iran has said that if Iraq continued to use the weapons, it also would start using them.

IRNA said that Mr. Velayati had criticized the United Nations for failing to take "effective steps" to halt Iraqi use of poison gases.

Iran said that nearly 1,000 of the Kurdish casualties had been airlifted to hospitals in Iran. It appealed to the International Red Cross and other humanitarian agencies for medical aid.

The Iranians said they captured the towns of Halabja, Kholmara and Dojaila in Sulaimaniya Province on Thursday, during a weeklong offensive in the northeastern mountains. Many of the Kurds in the region have been in rebellion against the Baghdad government for years.

Meanwhile, shipping sources in the Gulf reported Sunday that Iranian gunboats had attacked the 84,631-ton Liberian-flag tanker Atlantic Peace with rocket-propelled grenades. The sources said there were no casualties.

It was the fourth Iranian attack on ships of noncombatant nations in the Gulf in three days, and it followed an Iraqi air strike Saturday on Iran's Kharg Island oil terminal, in which at least two tankers were set afire.

High civilian toll in Iraqi attack on city

Poison-gas victims recall bomb horror

BY PAUL KORING
Globe and Mail Reporter
TEHRAN

Kurdish civilians, including women and children, suffering from severe exposure to poison gas confirmed yesterday that Iraq bombed one of its own cities last week with chemical-warfare agents, 24 hours after it was seized by Kurdish rebels.

The 67 civilians being treated at Tehran's Lebafi-Negaed hospital are among thousands reported injured or killed in Halabja, a major centre with a population variously put at 40,000 to 70,000.

Halabja is just west of the Iran-Iraq border on the central front where Iranian forces are in the midst of an offensive. The area is now in the control of Iranian and

rebel Patriotic Union of Kurdistan Forces.

Initially, about 140 Kurdish victims were admitted to the hospital over the weekend. Nine have died. Some with serious respiratory failure were transferred to other hospitals for intensive care, and a few have recovered sufficiently to be sent to refugee camps, said Dr. Hamid Sonrabpour, a U.S.-trained respiratory specialist.

Soman Mohammed, a 14-year-old Kurd who is among the most seriously injured remaining in the hospital, described the air attack through encrusted lips in a face where most of the skin has been burned away.

The boy haltingly recounted how black jet fighters dropped

bombs which spewed clouds that smelled "like weed killer."

He said he was in the centre of Halabja when the bombs fell in the late afternoon. His version of events was confirmed by more than a dozen other patients.

Dr. Sonrabpour said the difficulty of treating a large number of civilian casualties had been compounded because none of the hospital staff spoke Kurdish and none of the patients understood Farsi.

An Iranian Government translator was provided to allow journalists to interview the victims. Some of the translator's answers seemed to echo the slogans of Iran's revolutionary Government rather than the painfully coughed-out words of the victims. But the victims' tales of fear and horror as the gas enveloped them seemed unmistakably genuine.

Asked whether he knew where his family was, Soman struggled to sit up and then pointed across the room to where his mother and sister, both wheezing, huddled in a single bed. But most of the victims said they had no idea what had happened to their families.

In the next room, a blistered baby suckled at its mother's breast. Some of the men lay with their horribly burned genitals exposed. Mucous membranes are especially sensitive to mustard gas, said Dr. Sonrabpour.

"I'm sure other gases were used as well," he said. "Some of the Kurds, especially those who died quickly, must have been exposed to other agents as well."

Two boys, the elder perhaps 10 years old and strapped with shoelaces to the bedframe because he was still writhing in pain, lay together in another bed. The younger boy, mute with fear, cradled his brother's head.

Dr. Sonrabpour said his hospital was one of several that had received a total of "hundreds of patients" from Halabja. Only the worst affected were brought to Tehran, which is 450 kilometres east of the fighting.

He said his hospital has treated an average of 300 victims of chemical warfare each year since Iraq first began using poison gas to counter massive Iranian offensives in 1986. The use of such gases was internationally banned in 1925 after both sides used them in the First World War.

"Most of those we have treated have been soldiers, even some Iraqi soldiers," said the slim, bespectacled doctor. "This is the largest contingent of civilians we have ever had."

Dr. Sonrabpour said the pathetic group of burned and coughing figures, especially the children, had "really touched my heart because they were helpless civilians."

The propaganda value of exposing such victims to foreign journalists, who are rarely allowed into Iran, is not lost on the Government, which arranged the interviews.

According to the Kurds, Halabja was taken by Kurdish guerrillas 24 hours before the bombing raids. The guerrillas, who oppose the Government of Iraqi President Saddam Hussein, receive support from Iran. Units of Iran's Revolutionary Guards apparently were battling the Iraqi army outside the city when the Kurdish rebels, perhaps in a jointly planned operation, took Halabja.

Iran says that none of its troops were in Halabja during the subsequent bombing, which, if true, would imply that Iraq launched a chemical attack against a town full of its own citizens, albeit including rebel elements.

There was no response from the Iraqi Government in Baghdad on the Iranian claims about chemical attacks.

PARIS, 22 mars (AFP) - Les chaînes de télévision françaises ont diffusé, mardi, les premières images du bombardement à l'arme chimique de la localité kurde irakienne de Halabja (300 km au nord de Bagdad), prise la semaine dernière par les forces iraniennes et les opposants kurdes irakiens.

Les images, tournées par la télévision iranienne et qualifiées de "très impressionnantes" par un présentateur, ont été authentifiées par des journalistes occidentaux amenés sur place par l'armée iranienne.

Elles montrent des rues et des chemins encombrés de nombreux corps, en habits traditionnels kurdes, ne portant aucune blessure apparente et manifestement victimes d'armes chimiques, "un mélange d'ypérite (gaz moutarde) et de cyanure couplé à du gaz inervant" selon les commentaires, qui reprennent les explications iraniennes attribuant à l'Irak la responsabilité du bombardement.

Les caméras de la télévision iranienne s'attardent notamment sur des corps d'enfants, sur un camion débordant des cadavres de personnes manifestement surprises par la mort dans leur fuite et sur une femme serrant dans ses bras un bébé, effondrée sur le pas d'une porte et recouverte d'une substance poussiéreuse blanche.

PARIS - L'Iran affirme, depuis jeudi dernier, que quelque 5.000 personnes ont trouvé la mort et 5.000 autres ont été blessées dans le bombardement chimique de Halabja, de la ville voisine de Khormal et des villages environnants, conquis la semaine dernière par les forces iraniennes et les opposants kurdes irakiens. Les blessés ont été évacués vers des hôpitaux iraniens, selon Téhéran.

Téhéran a demandé, lundi, aux Nations Unies d'envoyer en Iran une commission d'enquête chargée de visiter les blessés. Le représentant iranien aux Nations unies, M. Mohamad Mahallati, a d'autre part affirmé que "cette violation des conventions de Genève sur l'interdiction des armes chimiques, créait une atmosphère encore plus défavorable" pour la reprise prochaine de conversations à haut niveau entre M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, et les deux protagonistes de la guerre Iran-Irak.

L'Irak, qui n'a pas commenté les informations lui attribuant le bombardement, a pour sa part accusé l'Iran de "détruire la ville de Halabja et les villages avoisinants" et de faire état de combats pour "justifier ses actes de destruction".

Enfin, Téhéran a accusé, mardi, Bagdad d'avoir bombardé le même jour à l'arme chimique six villages proches des villes de Marivan et Sardacht, dans le Kurdistan iranien, cette fois.

Agence France
Presse
22.3.88

Iran-Irak

Six villages iraniens bombardés à l'arme chimique, selon Téhéran

PARIS, 22 mars (AFP) - Six villages iraniens au total ont été bombardés à l'arme chimique mardi par l'aviation irakienne, et plusieurs civils ont été tués et blessés, a annoncé l'agence IRNA reçue à Paris en fin de journée.

Selon IRNA, quatre localités situées près de la ville frontalière de Marivan (Kurdistan d'Iran, ouest) ainsi que deux villages près de la ville frontalière de Sardacht, également dans le Kurdistan, à environ 100 km au nord de Marivan, ont été bombardés à l'arme chimique mardi par l'aviation irakienne. Plusieurs civils ont été tués ou blessés, indique l'agence, sans préciser leur nombre.

IRNA avait annoncé en fin de matinée le bombardement à l'arme chimique de trois localités près de Marivan. Cette cité est située à une quarantaine de km de Halabja, ville kurde irakienne prise par l'Iran jeudi dernier et victime d'un bombardement irakien à l'arme chimique qui a fait 5.000 morts et 5.000 blessés, les 17 et 18 mars, selon Téhéran.

Par ailleurs, la ville de Sardacht, à 10 km de la frontière irakienne, avait déjà été victime du même type d'armes chimiques en juin 1987. L'Iran avait alors fait état de plus de 60 morts et de milliers de blessés civils.

Il s'agit des premiers bombardements irakiens à l'arme chimique de localités iraniennes depuis la récente escalade du conflit. L'agence IRNA, diffusée à l'étranger, a mentionné ces raids mais la radio iranienne n'en a pas fait état dans ses bulletins de mi-journée et de fin de soirée, sans doute pour ne pas alarmer la population.

Agence France
Presse

22.3.88

Guardian 22.3.88

Iran puts dead on show after gas raid

NO wounds, no blood, no traces of explosions can be found on the bodies - scores of men, women, children, livestock and pet animals - that litter the flat-topped dwellings and crude earthen streets in this remote and neglected Kurdish town in Iranian-occupied Iraq.

Its Arabic signs, not yet erased, offer "Greetings, love and prosperity to the President-leader Saddam Hussein" and "Death to the aggressors."

The skin of the bodies is strangely discoloured, with their eyes open and staring where they have not disappeared into their sockets, a greasy slime oozing from their mouths and their fingers still grotesquely twisted.

Death seemingly caught them almost unawares in the midst of their household chores. They had just the strength, some of them, to make it to the doorways of their homes, only to collapse there or a few feet beyond. Here a mother seems to clasp her children in a last embrace, there an old man shields an infant from her cannot have known what.

The first group of Western

reporters to visit Iran's new conquests in the Gulf war, we had been equipped with gas masks and hastily instructed in their use. What confronted us in Halabjah, once home to about 100,000 people, 25 kilometres inside Iraq, was the grisly reason for that precaution.

Eleven victims are strewn across a tiny courtyard. Others, upon hearing the planes, must have rushed to their cellars in the belief that they would be safe there from high explosives. But what the Iraqi Mirages dropped was, the Iranians say, cyanide.

"One bomb holds a hundred litres," said Dr Sayyid Furutan, "and on a cold day the vapour can quickly spread 500 metres. These people had no chance," he said, pointing to the remnants of a cyanide container.

In other parts of the town, said Dr Furutan, nerve and mustard gases were also dropped. "You can save the victims of nerve gas if you treat them quickly, and we saved many," the doctor said. Mustard gas, which burns the skin and lungs, claimed many victims.

We visited some of the milder cases in the hospital

at Bakhtaran in western Iran. The more serious ones have been transported to Tehran, where the Azadi stadium has been set aside for them, and to other cities. The Iranians put the number of chemically dead and injured at several thousand - all Iraqi Kurdish civilians except for a handful of Iranian soldiers who could not get their gas masks on in time.

It all happened, according to the accounts of Iranian officials and Kurdish victims, last Wednesday afternoon. At 2.30 on that day, Iraqi resistance to the latest Iranian offensive finally ceased and their soldiers evacuated Halabjah. The Iranian offensive, mounted by Revolutionary Guards with air force cover, had begun three days earlier.

The Deputy Foreign Minister, Mr Jaavar Larijani, said it was intended as "punishment" for Iraq's war of the cities. "Brother Shafi," a commander, said it was a way of disproving recent speculation that Iran has lost its ability to deal powerful blows to the enemy.

"We fought for three days against a superior force," said an Iraqi general, Ali Hussein Owein. "But we

were cut off without supplies from the beginning." He was one of several high-ranking officers in a group of 1,200 prisoners on display near Bakhtaran. The Iranians claim thousands more.

Iran's territorial gains further weaken Iraq's grip on the Kurdish north. Local partisans there are mounting bigger and bigger operations, with Iranian help.

Our helicopter took us almost to the eastern shores of the Darbandkhan dam, which the Iranians have made their new front line. The Iraqi defenders have withdrawn to the opposite shore. Twelve kilometres to the south and well within artillery range is Darbandkhan barrage, which supplies electricity to Baghdad.

It is hard to conceive of any explanation for the chemical bombardment of Halabjah other than the one which Iranians and Kurds offer - revenge, and on a scale proportionate to the Iranian victory.

Most of the inhabitants remained in the town when the Iranians came in on Wednesday afternoon. But some, familiar with Baathist practices already applied to hundreds of Kurdish villages, were afraid.

"I wondered what they were all doing," said Nazem Kazimi, an Iranian journalist, "hiding in the tobacco factory after we had entered the town without a shot being fired." He discovered the answer at 6.30 that evening when Iraqi Mirages swooped on the town, unleashing their deadly cargo.

As artillery continues to rumble round the hills, Halabjah stands silent and deserted except for a few chickens scrabbling for what they can find and a dazed old man, absent during the bombing, who has come back in search of his family.

It is likely to remain so until the war is over - or until the Revolutionary Guards push even deeper into Iraqi Kurdistan.

Le Monde 23.3.88

Sanglantes représailles irakiennes

Des milliers de Kurdes victimes de bombardements chimiques

La guerre du Golfe prend un caractère de plus en plus sanglant. Les Irakiens ont bombardé à l'arme chimique la région de Halabja, dans le nord de l'Irak, enlevée la semaine dernière par les Kurdes, alliés des Iraniens, faisant des milliers de victimes. D'autre part, quatre seulement des cinquante-huit membres d'équipage des deux pétroliers iraniens, attaqués samedi 19 mars, près de Kharg, ont été retrouvés vivants.

Selon Téhéran, les bombardements sur la région d'Halabja, dans le Kurdistan irakien, ont fait cinq mille morts et autant de blessés dans la seule journée de vendredi dernier.

Un groupe de journalistes occidentaux emmenés sur les lieux a pu voir dans les rues et abris de Halabja et des localités avoisinantes des dizaines de cadavres d'hommes, de femmes, d'enfants et d'animaux qui avaient été indiscutablement victimes de produits chimiques.

Au cours d'une conférence de presse au siège des Nations unies à New-York, le représentant de l'Iran, M. Mahallati, a demandé une aide internationale pour soigner les blessés, dont un certain

nombre, a-t-il dit, ont été victimes de gaz innervants. Selon lui, les avions irakiens ont utilisé des bombes à fragmentation contenant aussi du gaz moutarde et du cyanide.

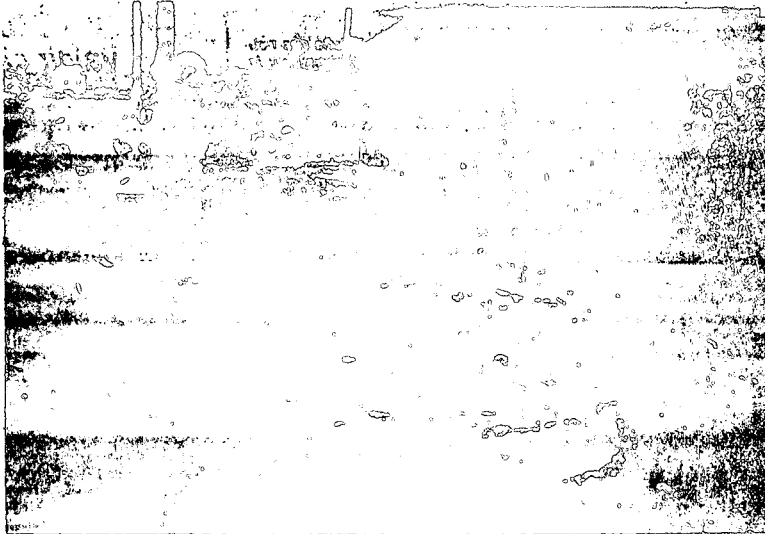
Le porte-parole de l'ONU a déclaré que M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'organisation, était « extrêmement préoccupé » par les informations qui lui avaient été transmises. Aux Nations unies, on rappelle que l'Irak a déjà été condamné à deux reprises par le Conseil de sécurité pour utilisation d'armes chimiques, la dernière fois il y a tout juste deux ans, le 21 mars 1986.

Haute Marnée libérée 23.3.88

La guerre qui n'ose pas dire son nom

5 000 Kurdes tués

par des bombes chimiques



On craint la guerre : Forme chimique a été créée dans l'usine de Téhéran. L'Irak serait responsable de cette attaque. (AFP)

Iran-Irak : l'horreur

L'ambassadeur iranien aux Nations unies affirme que l'Irak a tué 5.000 personnes en lançant une attaque chimique à l'aide de gaz innervants.

L'ambassadeur Mohammad Jafar Mahallati a accusé lundi soir l'Irak d'avoir bombardé des localités frontalières du Kurdistan irakien avec des gaz innervants à une échelle "sans précédent" depuis le début de la guerre Iran-Irak. Le représentant iranien précise que du gaz moutarde et du cyanide ont aussi été employés contre l'avancée des troupes iraniennes le 17 mars dernier.

Si ce véritable carnage s'avère exact, il s'agirait du bilan le plus lourd enregistré lors d'une attaque à l'arme chimique, un moyen utilisé à plusieurs reprises par Bagdad depuis sept ans.

L'ambassadeur iranien a proposé que des observateurs de l'ONU se rendent dans les hôpitaux iraniens pour constater la véracité de ses déclarations. Selon lui, la majorité des victimes sont des civils et 70% des femmes et des enfants. M. Mahallati estime que l'attitude de Bagdad envers sa propre population s'explique par l'hostilité des Kurdes vis-à-vis du pouvoir de Bagdad.

Alsace 23.3.88

L'Iran appelle la communauté internationale au secours

10.000 victimes de l'«arme chimique»

L'Iran a demandé lundi une aide internationale pour soigner les victimes d'attaques irakiennes aux «armes chimiques» dans le Kurdistan irakien qui auraient fait, selon Téhéran, 5.000 morts et 5.000 blessés la semaine dernière. L'Irak a annoncé hier le tir d'un nouveau missile sur Téhéran, portant à 93 le nombre d'engins lancés sur la capitale iranienne depuis le 23 février.

Au cours d'une conférence de presse, le représentant de l'Iran à l'ONU, M. Mohammed Mahallati, a reproché un appel lancé par le Croissant Rouge iranien et a indiqué qu'il avait demandé au secrétaire général de l'ONU de mobiliser toute l'assistance internationale disponible pour porter secours aux blessés, dont un certain nombre, a-t-il dit, ont été victimes de gaz innervants.

Les attaques ont été menées par voie aérienne à l'aide de bombes à fragmentation contenant aussi du gaz moutarde et du cyanide, a affirmé M. Mahallati, ajoutant que les victimes étaient en majorité des femmes, des enfants et des personnes âgées.

Pour contraindre les raids irakiens contre les villes iraniennes, l'Iran avait lancé la semaine dernière une nouvelle offensive contre le Kurdistan irakien. Dans cette région frontalière du nord-est de l'Irak, les forces iraniennes ont réussi à occuper quelque 1.000 km² de terrain ainsi que la principale ville de cette zone, Mahabadj, qui compte 70.000 habitants.

Un «tourment décevant»

M. Mahallati a déclaré que Téhéran était prêt à accepter les offres de tout pays prêt à prendre en charge des blessés, le nombre des victimes et la gravité de leurs blessures dépassant largement les capacités hospitalières iraniennes. Dans un message adressé aux Nations unies vendredi soir et publié lundi, M. Mahallati insistait sur le fait que les victimes des attaques chimiques par les Irakiens iraniennes contre les villes de Mahabadj et Khormal ainsi que des villages environnants. Le message précisait que les blessés avaient été évacués vers les hôpitaux à l'intérieur de l'Irak.

Le diplomate iranien a également déclaré que le message est venu de l'Irak, mais qu'il n'a pas été reçu par le Croissant Rouge iranien. Il a également déclaré que le message est venu de l'Irak, mais qu'il n'a pas été reçu par le Croissant Rouge iranien.

Le diplomate iranien a également déclaré que le message est venu de l'Irak, mais qu'il n'a pas été reçu par le Croissant Rouge iranien.

Tir d'un missile sur Téhéran et escalade dans la "guerre des pétroliers"

L'Irak a annoncé mardi le tir d'un nouveau missile sur Téhéran, alors que l'Iran poursuivait ses attaques contre des navires "neutres" traitant avec des ports arabes du Golfe et accusait Bagdad de bombarder "à l'arme chimique" trois localités kurdes en territoire iranien.

Selon un porte-parole militaire irakien, le missile tiré dans l'après-midi porte à 93 le nombre d'engins irakiens lancés sur la capitale iranienne depuis le 28 février. Huit autres avaient été tirés sur la ville sainte de Qom et deux sur Tspahan.

Par ailleurs, au moins deux marins ont été tués et 10 autres blessés dans l'attaque qui avait pris pour cible dans la matinée un petit méthanier, battant pavillon de Singapour et affrété par une compagnie norvégienne. Une seconde attaque, qui a pris pour cible un pétrolier grec, a provoqué seulement des dégâts mineurs.

Trois autres bâtiments "neutres" traitant avec les ports arabes du Golfe, ont été attaqués depuis samedi par des vedettes rapides des Gardiens de la Révolution: un cargo espagnol, un pétrolier libérien affrété par une compagnie japonaise, et un autre pétrolier battant pavillon libérien appartenant à une compagnie de Hong-kong.

La recrudescence des attaques iraniennes constitue manifestement une riposte au raid "meurtrier et dévastateur" de l'aviation irakienne mené samedi sur le terminal de l'île de Kharg (Nord-Est du Golfe), contre deux super-pétroliers iraniens. Ce raid, le plus meurtrier depuis le début de la "guerre des pétroliers"

dans le Golfe en 1984, a fait 54 morts parmi les marins qui sont de nationalité norvégienne, suédoise, iranienne et philippine.

Les deux bâtiments, frappés de plein fouet par des missiles, air-mer, vraisemblablement des Exocet, sont ravagés par le feu depuis trois jours.

Parallèlement, l'Irak a annoncé mardi des raids contre sept villes iraniennes. L'Irak, qui a pour sa part fait état de raids de l'aviation irakienne contre des localités iraniennes, a affirmé que les chasseurs-bombardiers avaient largué des "bombes chimiques" contre trois localités kurdes en territoire iranien.

(Selon Téhéran et des opposants kurdes irakiens, des bombardements irakiens à l'arme chimique auraient fait récemment 5.000 morts et 5.000 blessés au Kurdistan irakien).

Les médias irakiens ont réaffirmé mardi la détermination de l'Irak à mener une "guerre totale", afin de "forcer l'Iran à accepter la paix. Toutefois, selon des sources bien informées à Bagdad, l'Irak serait prête à faire preuve de retenue et à contribuer à désamorcer cette forme de guerre particulièrement meurtrière et dévastatrice.

La conférence des ministres des Affaires Etrangères de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) qui se tient actuellement en Jordanie, et à laquelle participent le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, et le directeur des Affaires politiques au ministère iranien de l'Information, Cheikh Mohammad Ali Tashkiri, pourrait également contribuer à mettre un terme aux bombardements des zones civiles irakiennes et iraniennes, selon des sources bien informées.

M. Mahallati a estimé qu'il était du devoir du Conseil de sécurité comme celui du secrétaire général de l'ONU de condamner vigoureusement l'Irak pour cette attaque.

Rafés sur le Golfe

Par ailleurs, au moins deux marins ont été tués et 10 autres blessés dans l'attaque qui avait pris pour cible dans la matinée un petit méthanier, battant pavillon de Singapour et affrété par une compagnie norvégienne. Le Havlimi a été visé une première fois par une vedette rapide irakienne, et ensuite par un hélicoptère, alors qu'il se trouvait au large du port de Dubaï (Émirats arabes unis). Une seconde

attaque qui a pris pour cible un pétrolier grec, le Stavros, a provoqué seulement des dégâts mineurs.

La recrudescence des attaques iraniennes constitue manifestement une riposte au raid "meurtrier et dévastateur" de l'aviation irakienne mené samedi sur le terminal de l'île de

Kharg (nord-est du Golfe), contre le Sanandaj, et le Avaj, deux super-pétroliers iraniens. Ce raid, le plus meurtrier depuis le début de la "guerre des pétroliers" dans le Golfe en 1984, a fait 54 morts parmi les marins qui sont de nationalité norvégienne, suédoise, iranienne et philippine. Les deux bâtiments, frappés de plein fouet par des missiles, air-mer, vraisemblablement des Exocet, sont ravagés par le feu depuis trois jours.

L'IRAK GAZE LES KURDES

Le bombardement aux armes chimiques de la ville kurde irakienne de Halabja, occupée par l'Irak, par les Mirage irakiens surak fait cinq mille morts selon Téhéran. Mardi, Bagdad a récidivé, contre le Kurdistan iranien cette fois.

Nouveau tir de missile irakien sur Téhéran, le 93^e contre la capitale iranienne depuis le 28 février, attaques iraniennes contre des navires « neutres » dans le Golfe (lire ci-dessous), mais si rien ne semble pouvoir arrêter l'absurdité meurtrière de la guerre entre l'Irak et l'Irak, le comble de l'horreur a été atteint avec les bombardements chimiques massifs de villages kurdes irakiens par l'armée irakienne qui auraient fait — selon les affirmations iraniennes — plusieurs milliers de morts.

La semaine dernière, pour contrer les raids irakiens contre les villes iraniennes, l'Irak avait lancé une nouvelle offensive contre le Kurdistan irakien. Dans cette région montagneuse du nord-est de l'Irak, les forces iraniennes ont réussi à occuper quelque 1 000 kilomètres carrés de terrain ainsi que la principale ville de cette zone, Halabja, qui compte 70 000 habitants. Après la prise de Halabja, le ministre irakien de la Défense, Adnan Kheirallah, avait menacé vendredi dernier l'Irak de recourir « à tous les moyens pour défendre le territoire irakien ».

Un groupe de journalistes occidentaux qui s'est rendu sur place lundi, sans pouvoir confirmer les chiffres des victimes, a témoigné de l'ampleur de ce qui apparaît comme un épouvantable massacre de populations civiles. « Ni sang, ni blessures, pas d'éclats non plus sur les corps — innombrables — d'hommes, de femmes, d'enfants, mais aussi du bétail et des animaux domestiques, éparpillés... dans cette ville kurde », écrit notamment David Hirst, dans le quotidien britannique « The Guardian ». Le journaliste cite également un médecin irakien affirmant que les bombes déversées par les Mirage irakiens contenaient chacune une centaine de litres de cyanure, un gaz mortel, qui, par temps froid peut se répandre rapidement sur cinq cent mètres.

Lundi, le représentant de l'Irak à l'ONU, Mohammad Mahalati, avait fait appel à une aide internationale pour soigner les victimes des attaques irakiennes aux armes chimiques dans le Kurdistan irakien qui auraient fait, disait-il, quelque 5 000 morts et 5 000 blessés, dont un certain nombre ont été victimes de gaz innervants.

Les attaques ont été menées par voie aérienne à l'aide de bombes à fragmentation contenant aussi de l'ypérite (gaz moutarde) et du cyanure, avait affirmé le diplomate irakien, ajoutant que, les victimes étaient en majorité des femmes, des enfants et des personnes

âgées. Il avait également déclaré que Téhéran était prêt à accepter les offres de tout pays prêt à prendre en charge des blessés, le nombre des victimes et la gravité de leurs blessures dépassant largement les capacités hospitalières iraniennes.

Mohammad Mahalati avait qualifié cette attaque de « tournant décisif » de la guerre chimique dans le conflit et il a rappelé que l'Irak avait déjà été condamné à deux reprises par le Conseil de sécurité pour utilisation d'armes chimiques, la dernière fois il y a tout juste deux ans, le 21 mars 1986. Le diplomate avait d'autre part indiqué que cette violation des conventions de Genève sur l'interdiction des armes chimiques, créait une atmosphère encore plus défavorable pour la reprise prochaine de conversations à haut niveau entre le secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, et les deux belligérants.

Mardi matin, selon l'agence officielle irakienne Irna, l'aviation irakienne a bombardé, de nouveau à l'arme chimique, six villages du Kurdistan irakien où plusieurs civils ont été tués et blessés.

Selon Irna, quatre localités situées près de la ville frontalière de Marivan (Kurdistan d'Irak, ouest) située à une quarantaine kilomètres de Halabja (Kurdistan irakien) ainsi que deux villages près de la ville frontalière de Sardacht, également dans le Kurdistan, à environ 100 km au nord de Marivan, ont été bombardés.

Il s'agit des premiers bombardements chimiques irakiens de localités du territoire irakien depuis la récente escalade du conflit. L'agence Irna, diffusée à l'étranger, a mentionné ces raids mais la radio irakienne n'en a pas fait état dans ses bulletins de mi-journée et de fin de soirée, sans doute pour ne pas alarmer la population.

Selon les chiffres partiels donnés par l'Irak, les bombardements irakiens à l'aide de missiles ou de l'aviation ont fait jusqu'à présent au moins 609 morts et plus de 1 000 blessés civils. L'Irak dont la capitale a été touchée par au moins 27 missiles depuis le 28 février ne donne pas de bilans des victimes et se borne à faire état à chaque chute de missile d'un certain nombre de morts et de blessés parmi la population.

Les pétroliers pour cibles

Le bilan de la « guerre des pétroliers », que se livrent depuis quatre ans l'Irak et l'Iran dans le Golfe, s'est alourdi tragiquement samedi avec la mort, selon des sources maritimes, de cinquante-quatre marins de différentes nationalités lors du raid mené par l'aviation irakienne contre deux superpétroliers iraniens, le « Sanandas » et le « Avaj », qui mouillaient au large du terminal irakien de l'île de Kharg (nord-est du Golfe).

La première victime de la reprise de cette guerre, jeudi dernier, après une accalmie de près de quatre semaines, a été un marin japonais du pétrolier battant pavillon panaméen, le « Maria 2 », attaqué par l'aviation irakienne. Mardi matin, l'attaque par l'Irak d'un petit méthanier, le « Havglint », transportant de l'ammoniac pour le compte d'une compagnie norvégienne et battant pavillon de Singapour, a fait au moins deux morts et 10 blessés parmi les membres d'équipage.

Le « Sanandas » et le « Avaj », respectivement de 253837 et de 316379 tonnes de port en lourd, étaient toujours en feu mardi matin, mais le raid irakien, selon les milieux maritimes, n'a pas empêché l'Irak de poursuivre ses exportations de pétrole par le terminal de Kharg. La navette de pétroliers mise en place pour transporter le brut de Kharg à Larak, terminal moins exposé aux raids irakiens et où se font les enlèvements, continuait à fonctionner normalement.

L'Irak a entre temps cessé depuis samedi d'attaquer des pétroliers transportant du brut iranien, alors que l'Irak a poursuivi sans répit ses opérations de représailles contre des navires traitant avec les pays arabes de la région, les exportations de pétrole irakien étant effectuées par pipeline via la Turquie ou l'Arabie Saoudite. En l'espace de trois jours, quatre navires ont ainsi été attaqués notamment par des vedettes rapides iraniennes dans le sud du Golfe.

New York Times 24.3.88

IRAN CHARGES IRAQ WITH GAS ATTACK

Says Chemical Weapons Were Used in a Counterassault on the Northern Front

By ALAN COWELL
Special to The New York Times

NICOSIA, Cyprus, March 23 — Iran renewed accusations today that Iraq had killed thousands of Kurdish civilians with chemical weapons on the northern battlefield.

The claims follow a surprise strike a week ago by Iranian Revolutionary Guards, who captured the northern Iraqi town of Halabja, spurring reprisal air strikes by Iraqi warplanes reportedly armed with chemical weapons.

Iran has urged the United Nations to send a mission to investigate its charges that Iraq used cyanide and mustard gases in its counterattack on Halabja, 15 miles inside Iraq and about 15 miles from the important Darbandikhan Dam, which supplies electric power to Baghdad.

Iran's delegate to the United Nations said Monday that 5,000 people had been killed and 5,000 wounded in a chemical attack on Halabja.

Photos Point to Chemical Attack

Iran said its forces had moved to the eastern shores of Lake Darbandikhan, only 8 miles from the dam itself, and were engaged in artillery duels with the Iraqis. Iran also was active on other fronts today, attacking a freighter in the Persian Gulf and firing a missile into Baghdad.

Don Kerr of the International Institute of Strategic Studies in London said in a telephone interview that a study of photographs of the casualties of the reported Iraqi bombardment of Halabja had "very much persuaded me that these people had died of chemical agents."

"There was no evidence of projectile injuries on the bodies," he said.

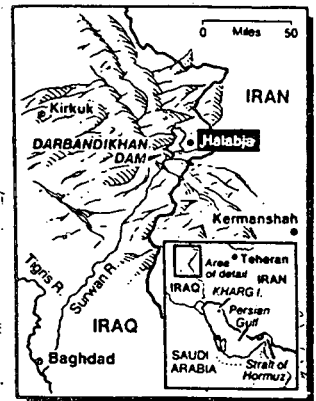
In Geneva, the International Committee of the Red Cross called the reported use of chemical weapons a "new and tragic escalation."

No Formal Response From Iraq

The United Nations has accused Iraq of using chemical weapons in the past, and Mr. Kerr said the recent course of the Iran-Iraq war suggested that toxic gas had been used in the land conflict with Iran when it seemed that Teheran's forces were on the point of major successes.

There have been unsubstantiated assertions, particularly from guerrillas fighting in the name of Iraq's 3.5 million Kurds, that Iraq has used chemical weapons in punitive attacks on the Kurdish population in northeastern parts of the country, Mr. Kerr said.

Iraq has denied all previous charges that it has used chemical weapons, which are banned under international law. Baghdad has offered no formal comment on the latest accusation, but



The New York Times/March 24, 1988

Iran accused Iraq of using chemical weapons at Halabja.

Iran's Ambassador in London said in an interview broadcast today that Iran, not Iraq, had bombed Halabja.

Teheran Radio, monitored here, said the Speaker of the Iranian Parliament, Hojatoleslam Hashemi Rafsanjani, toured hospital wards in Teheran today where Iraqi Kurds were being treated for ailments arising from mustard gas, which destroys the lungs, and cyanide and other nerve gases.

"We invite humanitarian doctors to come and help and see with their own eyes that the crimes of the Baathists are not comparable with those in any other war in history," the radio quoted him as saying. The Baath Party rules Iraq.

The Iranian Prime Minister, Mir Hussein Mousavi, said the Iraqi attack was a "disgrace for the Middle East." Referring to the Iraqi Government of President Saddam Hussein, he said Iran would not halt its war until "the root of mischief is eliminated from the region."

Iranians Nearer to Iraqi Oil

An Iranian spokesman, Ali Shafii, said Iranian gains in last week's push represented the biggest penetration by Teheran into Iraqi territory since the war began in September 1980.

Some reports said as many as 1,200 Iraqis were captured, but Iraq said its forces left the area before Halabja was overrun. It remained unclear whether Iran would seek to follow up the capture of Halabja with a further offensive into the inhospitable and mountainous terrain that lies between the town and Iraq's oilfields around Kirkuk, about 75 miles to the west.

Some military analysts in the gulf region suggested that Iran's intention might be to tie down Iraqi forces by further increasing support for the long-running Kurdish insurrection.

In action on other fronts in the conflict, Iran fired a surface-to-surface missile at Baghdad, its first in four days, in reprisal for an Iraqi missile attack on Teheran on Tuesday in the so-called "war of the cities."

Iranian gunboats in the Persian Gulf attacked a Cypriot tanker, the 34,346-ton Odysseas H, near the Strait of Hormuz and set it afire. It was the sixth Iranian attack on shipping since Sunday, after an Iraqi air strike that killed about 50 crewmen aboard two Iranian supertankers waiting to load oil at the Iranian terminal at Kharg Island.

Iran-Irak: la guerre empoisonnée

Après la guerre des villes, la guerre des pétroliers, le conflit entre dans la phase chimique

L'Irak maintenait hier le mutisme sur les accusations dont il a fait l'objet au sujet d'un recours massif aux armes chimiques contre la ville kurde irakienne de Halabja après son occupation par l'Iran, et contre six localités iraniennes.

Dans la capitale irakienne, touchée à nouveau hier matin par un missile sol-sol iranien, aucune réaction n'a été enregistrée à la suite de la diffusion par les chaînes de télévision françaises des premières images du bombardement à l'arme chimique, prises la semaine dernière par les forces iraniennes et les opposants kurdes irakiens. Ces images montrent des rues et des chemins encombrés de nombreux corps, en habits traditionnels kurdes, ne portant aucune blessure apparente et manifestement victimes d'armes chimiques. Téhéran affirme que

l'aviation irakienne a bombardé aux armes chimiques, les 17 et 18 mars, Halabja (300 km au nord de Bagdad), après sa prise par les Irakiens, et mardi, six villages iraniens, faisant 6.000 morts et autant de blessés.

L'Irak, qui avait reconnu la perte de Halabja (70.000 habitants), avait accusé l'Iran de l'avoir « détruite » et l'état-major irakien n'a pas fait état de bombardements au cours des derniers 24 heures.

Bagdad a en revanche fait état de la chute sur un quartier résidentiel de la capitale, d'un missile iranien, le 28ème depuis le 28 février, faisant « plusieurs tués et blessés civils ».

Un haut responsable iranien a évoqué hier la possibilité pour l'Iran de recourir à des armes chimiques contre l'Irak au cas où le Conseil de sécurité serait incapable d'empêcher Bagdad d'employer de telles armes: « L'Iran, a-t-il dit, a les moyens de riposter à l'Irak avec des armes chimiques » mais « sa décision en ce sens n'est pas encore prise ».

Depuis le début du conflit en 1980, l'Irak et l'Iran se sont

accusés mutuellement à plusieurs reprises, d'avoir utilisé des armes chimiques. Téhéran avait affirmé, lors de grandes offensives terroristes de ces troupes au sud de l'Irak en 1984, 1986 et 1987, que Bagdad avait usé d'armes chimiques par le protocole de Genève de 1925.

Tous deux producteurs d'armes chimiques

Les deux belligérents ont semble-t-il capoté de produire, des armes chimiques en quantité. La revue britannique spécialisée Jane's Weekly Defence, avait affirmé il y a un mois que l'Irak était devenu le plus important producteur de ce type d'armes au Moyen-Orient.

Selon la revue, l'Irak peut produire 60 tonnes par mois de gaz moutarde, quatre tonnes de gaz tabun et quatre tonnes de gaz sarin. Les deux principales usines de production sont construites à Samarra (100 km au nord-ouest de Bagdad) et al-Fallujah (65 km à l'ouest de la capitale), avait affirmé la revue. Pour sa part, l'Iran a com-

mencé à produire des tonnes de missiles sol-sol à charge chimique à Damghan (nord de Téhéran), avait récemment indiqué le quotidien britannique l'Observer. L'Iran a été également identifié par la Justice de plusieurs pays comme étant l'acheteur de différents cargaisons d'armes chimiques dont la dernière, composée de 6 conteneurs, avait été saisie fin février à Rotterdam.

Préoccupé par la question, l'ONU a effectué quatre missions d'enquête, dans les deux pays pour vérifier la véracité des accusations des deux parties.

En mars 1986, le Conseil de sécurité avait, pour la première fois, condamné explicitement l'Irak pour avoir utilisé des armes chimiques contre les forces iraniennes lors de l'offensive irakienne dans la péninsule méridionale irakienne de Fao. Au cours de cette opération, 12.000 soldats iraniens avaient été atteints par des gaz de combat, avait alors affirmé Téhéran.

Toutefois, une déclaration de l'ONU en mai 1987, avait condamné le recours en général

aux armes chimiques dans la guerre irako-irakienne, sans mentionner explicitement la responsabilité des forces irakiennes. Un mois après, une commission d'enquête de l'ONU avait confirmé que des soldats des deux pays avaient été

victimes d'armes chimiques.

Hier, le Premier ministre iranien a estimé que l'« honneur » et « le prestige » des organisations internationales et des dirigeants politiques du monde dépendent désormais de la position qu'ils adopteront à l'égard du bombardement de Halabja par les armes chimiques irakiennes.

A Genève, le Comité international de la Croix-Rouge a dénoncé l'utilisation d'armes chimiques dans le conflit irak-iran, et indiqué avoir fait part aux autorités iraniennes de sa disponibilité à intervenir en faveur des victimes.

La Maison Blanche a de son côté condamné l'utilisation des armes chimiques par tous les pays en qualifiant « d'horribles » les images des bombardements chimiques irakiens.

Iran Charges Iraq With a Gas Attack And Its Grisly Toll

By Patrick E. Tyler
Washington Post Service

HALABJA, Iraq — More than 100 bodies of women, children and elderly men lay in the streets, alleys and courtyards of this now-empty city, victims of what Iran alleges is the worst chemical-warfare attack on civilians in the more than seven years of the Gulf War.

Some victims hugged children in silent embraces, others sprawled in doorways. One family lay near a table set for lunch.

In another houses, the cellar became the death chamber for

seeped down into their refuge to kill them.

Outside, the streets were littered with the bloated corpses of cattle and sheep, cats and dogs, all trapped by the chemical burst near the city center.

Iraq denies responsibility for what happened in this valley 150 miles (245 kilometers) northeast of Baghdad on March 16 at 2 P.M. when a single warplane appeared from the west and dropped one or more chemical bombs sending a deadly yellow and white cloud through the city, killing hundreds and perhaps thousands of Iraqi residents.

Iranian military officials told Western journalists that two Iraqi pilots, whose jets were shot down during a fierce battle for the town, had acknowledged

that Iraq was responsible for the chemical attack.

Halabja survivors said in interviews that they were certain the gas attack had come from an Iraqi warplane, because it had occurred after the battle was over and Iraqi forces had withdrawn or surrendered to the Iraqis.

Iranian officials asserted that Iraq's military command was punishing the Kurdish population of Halabja for its complicity with Iranian forces.

An Iraqi military communiqué said last week that Iraqi forces had long ago abandoned Halabja and did not consider

serried, was Iran's responsibility.

Yet the evidence that the Iraqi Army was in Halabja in strength is plentiful.

The gas attack came during a large military offensive by Iranian Revolutionary Guards and Kurdish guerrillas, who have penetrated 30 miles into Iraq and now are dug in along the shore of Lake Dar Bandi Khan, whose dam is a major hydroelectric power source for northeastern Iraq.

In Tehran, the head of Iran's war information ministry said Wednesday that Iran "may be forced" to use chemical weapons against Iraq in retaliation for Iraqi chemical attacks.

"We hope that the Islamic Republic of Iran will not be

forced to take such measures," said the official, Kamal Khoruzi, adding that it depended on the will of the United Nations Security Council "in taking some measures against the use of chemical weapons" by Iraq.

Mr. Khoruzi said that if the "dramatic silence" continued in response to Iraq's protests to international organizations, "then maybe we will be forced to do that, to defend ourselves."

Mr. Khoruzi would not comment directly on reports from the Netherlands that Justice Ministry officials had seized a ship bound from the United States to Iran carrying \$15,000 pounds of rocket fuel. The ship was bound for the town of Halabja.

Artillery bases were still being moved to the north and south of Lake Dar Bandi Khan when Western reporters traveled to Halabja under Iranian escort this week. Iraqi warplanes roared overhead, and random artillery shells gouged small craters into the adjoining fields as reporters toured Halabja. Dajania and the tiny hamlet of Anap, where another 80 bodies of civilian gas victims had been heaped together on the roadside.

The bodies of dozens of dead Iraqi soldiers were strewn along the five miles of roadway between Halabja and Dajania, where the heaviest fighting occurred last week.

Officials of the Iranian Revolutionary Guards who were in charge of the offensive said they captured several hundred Iraqi tanks, artillery pieces and thousands of support vehicles, in addition to prisoners.

Burned or bombed out Iraqi

shells cluttered roadside emplacements and boxes of spent ammunition carrying markings from the

Jordanian Army — one of Iraq's suppliers — were stacked in supply areas.

But the starkest and most gruesome scenes of this distant battle set in a lush green valley guarded by flanking snow-capped peaks are the quiet faces of the non-combatant victims: four small girls in traditional local dress lying like discarded dolls by a trickling stream in Anap, two women cuddled in death by a flower garden, an old man in a turban clutching a baby on a doorstep.

Many of the Kurdish inhabitants of Halabja fled to nearby mountains, according to the handful of townspeople who have returned. But many others died in the subsequent fighting. Some were killed by Iraqi forces, others by Iranian forces. Some were killed by Iraqi forces, others by Iranian forces.

A year ago, the population of Halabja was reported at 70,000, but thousands of residents had fled after an uprising against the Iraqi military authorities last May, reducing the population by roughly half.

In Tehran, Iranian medical operations treating Halabja survivors said the gas cloud contained a mixture of mustard and cyanide gases.

Hundreds of gas victims were evacuated to Tehran hospitals, where Western journalists found them suffering from chemical burns on their skin, eyes and lung tissue. Some of the victims included Iranian Revolutionary Guards, who had just entered Halabja to accept the surrender of the Iraqi garrison whose supply lines had

gas victims from Halabja, none of whom had subsequently died. In general, Iraqi officials no longer deny using chemical weapons and argue privately that they are used to blunt Iranian assaults.

Nevertheless, any independent verification that Iraq was responsible for the Halabja attack would have to examine the question of why Iraqi forces employed such weapons on the civilian population of Halabja after the battle for the city was over.

At the time of the surrender in Halabja, the front lines of Iranian attackers had pushed well east of the city, deeper into Iraq, and Halabja was not being used by Iran as a base to support its forces. The town was under Iranian control. Some other reports that Iraq has undertaken a systematic campaign to punish that part of the Kurdish population of northern Iraq that has united to assist Iran.

The surprise Iranian offensive was carried out in stages, according to Ali Shafii, one of the Revolutionary Guard commanders.

In the first stage, Mr. Shafii said, Kurdish guerrillas backed by Revolutionary Guards opened up with artillery. Simultaneously, Revolutionary Guards using a flotilla of small boats came up the lake and landed ashore behind the Iraqi forces that were facing the first wave of the attack.

Israeli Homosexuality Legal

United Press International

JERUSALEM — The Israeli parliament, the Knesset, repealed on Tuesday a law dating to British

package of sex and sex-crime laws. The Knesset also approved harsher sentences for rapists.

Suite

Iran-Iraq Tactics: Fighting for Political Advantage

By Alan Cowell

New York Times Service

NICOSIA — In sharp contrast to recent practice, the Iran-Iraq war has become focused on offensives far from the major battlefronts on land that Tehran views as decisive in determining the eventual victor.

Unlike the fighting since 1984, Western and Arab specialists say,

the war this year has been limited to relatively modest encounters on land and wider assaults on

NEWS ANALYSIS

Gulf shipping and on the warring nations' cities. The shift, they say, is designed more to produce diplomatic and political advantage than secure major territorial gain.

The result, Western diplomats

say, has been a setback for Western efforts to secure an arms embargo against Iran. The setback, they add, accompanies a sense that the war, which topped Arab agendas only a few months ago, had slipped in importance because of the Palestinian uprising in the Israeli-occupied West Bank and Gaza Strip.

For the last four years, the early

months of each year have seen major onslaughts by Iran on the southern front around the Iraqi port of Basra. The efforts had been depicted by Tehran as final onslaughts to overthrow the leadership of President Saddam Hussein in Baghdad.

After bitter fighting a year ago, Iraq reinforced its defenses around Basra, apparently in an-

icipation of an Iranian offensive this year. At the time, Baghdad offered a conditional acceptance of a UN Security Council ceasefire plan, but Iran raised objections.

In regional diplomacy, Iraq also appeared to be gaining the upper hand when the largely con-

servative Arab nations of the Gulf rallied to Baghdad's cause late last year.

With sometimes bewildering speed, however, that lineup has become blurred and ambiguous. Iran failed to produce its widely forecast winter offensive, in part, according to Western diplomats in Baghdad, because it was not able to persuade enough Iranians to volunteer for the war.

And Iraq, frustrated and fearful of seeing the momentum of its re-

cent diplomatic gains slip away, has pursued tactics that have blocked Western efforts to win Soviet backing for an arms embargo against Tehran, specialists in the Gulf region say.

The Iraqi president has other considerations, too, according to a Western diplomat in the Gulf. The loss of momentum offered the prospect of a continued stalemate, a situation that Baghdad sees as benefiting Tehran with its larger population and its need to bolster

its armaments.

In late February, Iraq struck an Iranian refinery eight miles (13 kilometers) from the center of Tehran. Western diplomats in Iraq said Baghdad hoped to provoke Tehran into reopening the "war of the cities." The label refers to long-range missile and aerial offensives, which Western military experts say Baghdad is better equipped to fight.

Iraq launched three missiles into Baghdad, enabling Iraq to unleash its previously unused long-range

surface-to-surface missiles. The Iraqis say they build the missiles themselves, but Western military experts say they are Soviet-supplied Scud-B or SS-12 missiles with extended range.

"In a way the whole thing backfired," a Western diplomat said, because it enabled the Soviet Union to slip away from U.S. pressure to support an arms embargo against Tehran as a punishment for failing to accept the UN peace

plan, which was presented in September.

"The Iraqis wanted to worry the international community," an Arab diplomat said. "They wanted to make sure that Iran was not going to get away with stalling."

Since Feb. 29, Iraq has launched 106 missile strikes against Tehran and other Iranian cities.

The Globe and Mail

THURSDAY, MARCH 24, 1988

Victims all civilians

Halabja a picture of death after Iraqi poison-gas attack

BY PAUL KORING

The Globe and Mail

HALABJA, Iraq

Hundreds of victims of a devastating poison gas attack by Iraq's warplanes against its own Kurdish population still lie grotesquely amid the puddled gravel streets of this provincial town.

The unprecedented use of chemical agents on this scale against a non-military target was confirmed by witnesses, by Iranian army film and, according to the Iranian War Office, by the confessions of a captured Iraqi pilot. Iranian soldiers say at least 4,000 civilian bodies have been counted so far.

Halabja, on the northern front of the war between the two Persian Gulf states, was pounded with both high-explosive and gas bombs last week after an advance by Iranian Revolutionary Guards cut off several Iraqi divisions between Darbandi Lake and the Iran-Iraq border.

Iraq's War Office calls the attack the worst-ever use of chemical weapons against a civilian population. Iraq denies it bombed Halabja.

Six days after the attack, only dogs and chickens scavenge among the bloated human and livestock corpses while a few stunned survivors wander aimlessly.

Only a few areas have been cleared of corpses

because the battle between Iranian forces and retreating Iraqis is still raging nearby along the shore of Darbandi Lake.

In ditches along the roads leading out of Halabja lie scores of Kurdish corpses, sprawled among the unwrapping bundles of meagre possessions where the spreading gas caught their owners. Others who collapsed in the road itself have been piled into huge heaps near a creek to await burial.

Most of the victims were infants, children, women and elderly men. Iranian soldiers say a house-to-house search produced a count of 4,000 civilians killed in this once-bustling market town of 70,000. But scores of collapsed buildings make any accurate toll impossible.

One man died covering a baby in an alcove off the main street. In another house, a family lay scattered about a table prepared for a meal. The victims appeared to have been overcome extremely quickly, as there were no signs of struggle.

Some observers here, including a Tehran doctor with experience in dealing with gas victims, suggested the quick deaths may have been the result of cyanide gas, either mixed with or dropped along with the mustard gas bombs.

Iraq says only a few Revolutionary Guards were

ATTACK — Page A11

L'Humanité 24.3.88

Des milliers de Kurdes gazés par l'aviation irakienne

MASSACRE A L'ARME CHIMIQUE

Bombardement à l'ypérite et au cyanure sur Halabja. La fabrication de ces armements doit être interdite.

FEMMES gisant dans les rues en serrant encore dans leurs bras leur bébé mort, familles entières terrassées dans leur fuite, monceaux de cadavres agglutinés sous un porche où peut-être on pouvait espérer trouver refuge contre les bombes. Les images qu'on a vues, mardi soir à la télévision, du massacre à l'arme chimique d'Halabja sont terribles, insoutenables. Elles sont également irréfutables. L'Irak avait bien annoncé, vendredi, la mort de cinq mille

Kurdes d'Irak lors de bombardements par l'aviation irakienne (voir « L'Humanité du 19 mars). Mais l'information, unilatérale, pouvait passer pour propagande. Et comment imaginer qu'un gouvernement, celui d'Irak, massacrerait délibérément ses propres populations ? Car les victimes — cinq mille morts et cinq mille blessés, selon Téhéran — sont des civils kurdes vivant sur un territoire que Bagdad considère comme partie intégrante de l'Irak, citoyens irakiens,

même s'ils revendiquent, eux, leur appartenance au peuple kurde et sont nombreux à se battre pour l'indépendance.

Le bombardement de Halabja, importante ville de soixante-dix mille habitants, est ouvertement revendiqué par Bagdad comme une mesure de représailles destinée à « punir » les Kurdes d'avoir fait alliance avec l'Irak : le ministre irakien de la Défense avait annoncé qu'il n'hésiterait devant « aucun

moyen » pour « stopper l'agression irakienne » au Kurdistan.

Le concert de protestations qu'a déclenché la découverte de ce massacre n'a pas empêché Bagdad de récidiver aussitôt : dès mardi, son aviation bombardait à nouveau, avec les mêmes armes chimiques, six villages kurdes, mais en Iran cette fois, dans les régions de Marivan et Sardacht.

Il s'agit, selon les spécialistes de ce type d'armement, de bombes dans les-

quelles la charge de phosphore initialement prévue est remplacée par deux types de gaz : l'ypérite, ou « gaz moutarde », déjà utilisé pendant la première guerre mondiale, est un gaz dérivé du cyanure. Les deux produits seraient fabriqués en Irak même, à partir de dérivés de l'industrie pharmaceutique et de pesticides. Bagdad aurait eu recours pour mettre au point ces terribles produits à la « coopération technologique » de certains pays occidentaux : États-

Suite

Unité, Grande-Bretagne et RFA sont cités. Et la France ? On sait que le gouvernement demeure un des premiers les plus actifs de l'Europe de l'ouest, un bailleur de fonds de l'un des premiers fournisseurs d'armes : ce sont des Mirage F1 français qui ont servi à Meher les bombes sur Halabja et celles qui ont mené la mort chez les Kurdes d'Irak.

dans la dernière loi de programmation militaire, que les députés communistes ont été les seuls à combattre. Jacques Chirac vient de confirmer, dans le manuel « Défense active », qu'il entend doter les forces françaises de ce qu'il appelle « un stock minimal d'armes chimiques » et ajoute que « l'arme chimique constitue, dans le cadre de notre stratégie de dissuasion, un palier important ». Hypocritement, il relève que les conventions internationales, si elles interdisent l'utilisation d'armes chimiques, n'en proscrivent ni

la fabrication ni le stockage. Des déclarations critiquées dès hier par le général-pape de la mission des Nations Unies à Bagdad, Georges Gensoul. Il relève qu'avec cette logique, il pourrait contribuer à la prolifération des armes chimiques au lieu de leur interdiction. L'honneur que vivent les populations kurdes d'Irak et d'Iran prouve en tous cas que la production d'armes chimiques doit être, par tous les moyens et immédiatement, combattue. En France d'abord, où les communistes ont été les premiers et les seuls, il y a près de deux

ans, à pousser à l'adoption de cette loi, que la détermination des Nations Unies que les armées de ce pays cessent toute fabrication possible. Rappelons l'interdiction de ces armes, comme l'ont fait hier le COM et l'ONU, ne suffit pas. Des conventions d'armes chimiques ont été adoptées par l'ONU en 1925 et par l'ONU en 1948 et en 1968, l'utilisation par l'Irak d'armes chimiques. Cela n'a pas empêché Bagdad de persévérer. Il faut, et les communistes français ne cessent de le répéter, parvenir au plus vite à un accord inter-

national pour la fabrication d'armes chimiques, et, en attendant, cesser déjà leur production. Il faut aussi, pour mettre fin à la guerre meurtrière que se livrent depuis dix ans l'Irak et l'Iran, que la communauté internationale décide un embargo total des livraisons d'armes — et de toutes les armes — aux deux pays. François Gervais-Robin

Depeche du Midi 24.3.88 Massacre au Kurdistan irakien

« J'ai vu un nuage. J'ai vu les gaz »...

5.000 victimes selon Téhéran. Les bombes chimiques irakiennes ont semé la mort et la désolation à Halabja.

Accusés d'avoir recouru massivement aux armes chimiques contre la ville kurde de Halabja occupée par l'Irak, et contre six localités iraniennes, l'Irak se cantonnait, hier, dans un mutisme total. Toutes les télévisions ont pourtant retransmis ces effroyables images : les cadavres par dizaines jonchant les rues, les décombres des immeubles, des hommes, des femmes ser-

vant dans l'horreur qu'ils ont traversée. L'un d'eux raconte : « Les Iraniens sont arrivés. Nous leur avons fait bon accueil. Et puis, vers midi, ça été le bombardement. Tout le monde a été tué. J'ai vu un nuage. J'ai vu les gaz ». Certains ont voulu fuir. Ils n'en ont pas eu le temps. Dans le village d'Anap, tout près de là, des corps pendant

sur des poteaux dans des caisses aux vitres brisées.

Selon Téhéran, les bombardiers canadiens ont largué, la semaine dernière, sur Halabja, d'énormes charges explosives mais surtout des bombes chimiques au gaz moutarde et au cyanure, cloquant sur place tout ce qui bougeait.

Combien ces bombes ont-elles fait de victimes ? Cinq mille selon Téhéran, qui évoquent, hier, la possibilité d'utiliser à ces tour ces armes interdites par les lois internationales. Cinq mille morts... Un chiffre difficile à vérifier. Une chose est sûre et les premiers journalistes occidentaux venus sur place l'attestent : ici s'est produit un épouvantable massacre.

Pour arpenter les rues de Halabja, il faut se protéger le visage d'un mouchoir tout l'odeur des corps en décompo-

sition est insupportable.

Seuls quelques témoins ont survécu. Ils avaient la chance d'habiter en périphérie. Leur respiration sifflante, leur peau qui part en lambeaux disent aux portières de voitures qui n'ont pas été assez rapides.

Pourquoi les Irakiens ont-ils bombardé une ville irakienne ? Sans doute parce qu'Halabja est une ville kurde et qu'un soulèvement antigouvernemental y a été déclenché l'année dernière par Bagdad.

Laquêtude en Israël

Ce nouvel et atroce épisode de la guerre Iran-Irak inquiète, en tout cas, Israël. Depuis plusieurs mois, en effet, les dirigeants de l'Etat juif s'inquiètent de l'éventualité d'un bombardement de leur territoire par des missiles por-

teurs d'ogives chimiques. L'an dernier, le ministre de la Défense avait révélé que la Syrie disposait de telles armes.

La menace d'un bombardement de l'arrière israélien par des missiles balistiques à longue portée s'est aggravée depuis la publication d'informations faisant état de la présence récente, en Arabie Saoudite, de missiles balistiques chinois de CSS 2 ou de Vost d'Orient 2, d'une portée maximale de 2.500 à 3.560 kilomètres.

Reagan-Gorbatchev

Midi Libre 24.3.88

IRAN - IRAK

UNE VILLE KURDE MASSACRÉE A L'ARME CHIMIQUE

Contre l'offensive iranienne, Bagdad a utilisé des bombes au gaz moutarde et au cyanure, semant la mort à Halabja, dans le Kurdistan irakien

LES cadavres sont partout. Ils jonchent les rues, les décombres des immeubles, les épaves des voitures, dans la pénombre et le silence de la mort. Des hommes, des femmes drapées dans les couleurs chatoyantes des robes kurdes, serrant dans leurs bras des enfants au visage figé. Combien y a-t-il eu de victimes civiles à Halabja ? D'après l'armée iranienne, 5.000. Mais le chiffre est impossible à vérifier. Une seule chose est sûre pour les journalistes amenés sur place par les hélicoptères militaires de Téhéran : ici s'est produit un épouvantable massacre. D'après les autorités iraniennes et les survivants, cette ville du Kurdistan irakien a été méthodiquement bombardée par l'aviation de Bagdad après être

tombée aux mains des gardiens de la Révolution, le semaine dernière. Selon Téhéran, les bombardiers ennemis ont largué sur la localité non seulement d'énormes charges explosives qui ont rasé le centre, mais encore et surtout des bombes chimiques au gaz moutarde et au cyanure, cloquant sur place tout ce qui bougeait.

Enfants

Seuls quelques témoins ont survécu. Ils avaient la chance d'habiter en périphérie. Leur respiration sifflante, leur peau qui part en lambeaux disent assez l'horreur qu'ils ont traversée. L'un d'eux, vêtu de la peau de mouton, du pantalon bouf-

font et du bonnet brodés des berges kurdes, évoque en termes bruts la souffrance de ces journées d'apocalypse.

« Les Irakiens ont arrivé et nous leur avons fait bon accueil. Et puis, vers midi, ça a été le bombardement irakien. Tout le monde a été tué. J'ai vu un nuage. J'ai vu les gaz ».

La mort est partout. Dans une maison proche du centre, elle a touché une famille entière : tous les membres ont non seulement autour de la cour centrale. Parmi eux, plusieurs tout petits enfants au visage de poupée, dont le teint ciré, d'après les médecins, ont caractéristique d'un empoisonnement au cyanure. Certains ont voulu fuir. Ils n'en ont pas eu le temps. Dans le village d'Anap, tout près de là, des

corps pendant aux portières de voitures qui n'ont pas été assez rapides.

Pourquoi ?

Une question se pose : pourquoi ? Pourquoi les Irakiens ont-ils bombardé une ville irakienne ? A cela, les gardiens de la Révolution ne répondent pas. Tout au plus l'un d'eux se contente-t-il de rappeler que Halabja est une ville kurde et qu'un soulèvement anti-gouvernemental y a été déclenché l'année dernière par Bagdad.

A l'époque, ajoute-t-il, la moitié des quelque 70.000 habitants ont fui la ville.

Après le drame de la semaine dernière, la plupart des survivants ont été transférés en Iran, disent les soldats iraniens. Mais

ici, on raconte aussi que beaucoup ont pris le maquis pour se réfugier dans le montagne.

Ce n'est pas la première fois que l'on parle dans cette interminable guerre du recours par l'Irak à des armes chimiques interdites par les conventions internationales. Les Nations Unies l'ont déjà dénoncé.

L'armée iranienne, qui qu'il en soit, est bien décidée à exploiter au maximum cette nouvelle et terrible affaire. Avant leur arrivée en ville, elle a fait distribuer aux journalistes des masques à gaz, au cas où les bombardiers ennemis révoindraient. Et pour protéger les rues, il faut se protéger le visage d'un mouchoir tant l'odeur des corps en décomposition est insupportable.

The Iraqi poison gas attack on the Kurdish town of Halabja, killing thousands of its inhabitants, raises the possibility of generalised chemical warfare, hitherto outlawed. Vahé Petrosian analyses the course of the war and (below) David Fairhall on the new weapon

The Guardian 24.3.88

Iraq's weapons of terror

THE GULF war has taken a particularly ugly turn with Iraq's latest poison gas attack against one of its own Kurdish towns, killing thousands of civilians and raising the prospect of widespread use of chemical weapons by both sides. The attack on Halabja, once a town of 70,000 in mountain forests near the Iranian border, has brought protests from the Kurds and their Iranian allies,

and added a new note to the recent scenes of carnage dominating television screens. There is little doubt that the Iranian and Kurdish versions of the tragedy are essentially correct. Iraq has denied dumping chemicals on Halabja in revenge for the Kurds' co-operation with Iranian forces, suggesting that if such an atrocity took place the Iranians themselves may well be responsible. Yet there are several well-documented cases of such Iraqi at-

tacks against Iranian troops. The United Nations has sent experts to the area on three occasions since 1984, naming Iraq as the guilty party. The attack on Halabja comes in the wake of persistent Kurdish claims that dozens of villages and towns have been attacked in this manner over recent years. Kurds on the Iranian side have not been spared; 100 people died and 2,000 were injured in an Iraqi attack on the Iranian border town of Sar-

dasht on June 28, 1987, according to Iranian reports, and several nearby villages suffered further casualties in fresh attacks this week. Chemicals — including mustard gas, cyanide and the nerve agent Tabun — appear to have become Iraq's most effective weapon against both Iran and the Kurds. Their use is believed to have been instrumental in stopping or limiting three of Iran's big offensives east and north of Basra.

Iraq's Kurds have come in for particular attention since the Peshmerga guerrillas escalated their own battle for self-determination in the northern mountains. The Kurds say thousands of their villages have been razed to the ground and the populations displaced to more easily controllable cities and camps in the west. The Kurds — who have been fighting Baghdad on and off for some 20 years — became an important

threat to Baghdad when the various groups buried their differences in early 1987 and joined forces with help from Iran. With the main Patriotic Union of Kurdistan (PUK) operating in southern Kurdistan and the Kurdish Democratic Party (KDP) in the north, the Kurds now claim to control most of the rural areas.

The PUK leader Jalal Talebani, who is visiting London on a European tour to draw international attention to the plight

of Kurdish civilians, says that about 1.5 million Kurds have been displaced in one of the biggest mass deportations this century. "This is a new Armenia, a genocide," he says, referring to the infamous Turkish deportation and killing of a similar number of Armenians in 1915.

Talebani, the KDP, and other smaller Kurdish groups, have formed an alliance of convenience with Iran, receiving sophisticated and heavy weaponry, and carrying out joint military operations. Talebani said yesterday that the Kurdish Peshmarga guerrillas were instrumental in the cap-

ture of Halabja in mid-March. Talebani's headquarters are further west, where a separate battle has been going on between the PUK and 20,000-30,000 Iraqi troops since February 27. The Iraqis abandoned the fight during the battle for Halabja, Talebani says, though they seized the village of Sergelu after chemically bombing its 2,000 inhabitants.

The use of chemical weapons by Iraq in Kurdistan and in the war with Iran is unlikely to stop unless there is very strong international pressure, or the Iraqis themselves resort to similar weapons. Iraq's western

and Soviet allies should have little trouble twisting the arm of the Iraqi president, Saddam Hussein, but their fear of a victory by revolutionary Iran has so far been greater than their distaste for a form of warfare banned under a Geneva convention.

Iran announced late in 1986 that it had developed its own chemical warfare technology, and was awaiting a political decision because Iran's war is ideological; it wants to "set an Islamic example" and win over fellow Moslems, especially those in Iraq.

Iran's self-proclaimed principles are likely to be severely tested in the coming months, particularly if its troops make further inroads into Iraq. The Iraqis have often referred to secret new weapons which will "annihilate" Iran, a reference to the long-range missiles which they are now raining down on Tehran, and to new forms of chemical weapons.

If the Iraqis become desperate enough under Iranian military pressure, there is a fear in Tehran that a further round of missiles may contain more than simple explosives. That would make the tragedy at Halabja look like a sideshow.



Saddam Hussein: chemical war on the Kurds

Secret contents of the airborne canisters of death

David Fairhall

FIRSTHAND accounts of a whole Kurdish community frozen in death from an Iraqi gas attack — such as David Hirst provided for Guardian readers on Tuesday — still have the capacity to shock where the simple fact that chemical weapons have been used is sadly taken for granted. But for those technical experts who study the grisly processes of gas warfare, this latest attack raises a specific question: have the Iraqis at last acquired the nerve agent Sarin, similar in its military application to cyanide, but far more deadly and effective?

Hydrogen cyanide has been around as a means of chemical warfare at least since 1915, when the French used it. It kills quickly — which is why it has also been used to execute criminals in American gas chambers. But in the open air, dispensed from an artillery shell or a bomb, it is difficult to produce such deadly effects. Only

in large quantities, spread from something like a 500lb canister, is it likely to settle with what is known as the "pancake effect", long enough to envelop large areas as the gas seems to have done in Halabja. Yet, according to the Iranian doctor who accompanied our correspondent on his tour of the devastated Kurdish town, the canisters dropped by the Iraqi Mirages five days earlier contained about 100 litres of chemical agent — perhaps a third of the requisite size.

The doctor may simply have been mistaken about the quantity. Or maybe local weather conditions helped to make things worse. But if the canisters were actually filled, not with cyanide but with the nerve agent Sarin, the size would be right and the deadly vapour would almost certainly hang around long enough to do its work.

"The Iraqis are rumoured to have been producing Sarin," Dr Julian Perry Robinson, an authority on chemical warfare at the University of Sussex

pointed out yesterday, "and the great concern raised by the latest attack is that it may have been used on this occasion, not cyanide as the Iraqis are saying. In military terms, this would be a major advance."

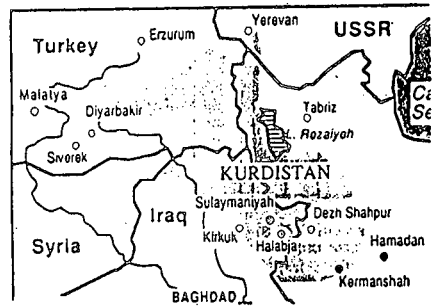
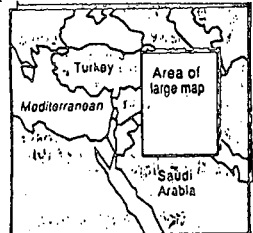
The director of the Chemical Defence Establishment at Porton Down, Dr Graham Pearson, studied the television film brought back from Halabja with the same possibility in mind. "Nothing in the film is incompatible with the allegation that cyanide was used," he said yesterday, "but from this evidence one could not rule out other agents."

In one sense such speculation is merely academic. If you are dead, does it matter which gas killed you? Perhaps not, but if you are among the crippled survivors — which at Halabja apparently numbered about 5,000 — then your treatment clearly depends on the diagnosis.

According to our correspondent's escorts, the Iraqis also dropped mustard gas and the nerve agent Tabun in last week's attack. The assumption

that they already have Tabun, a relatively non-persistent nerve gas similar to Sarin but less efficient at killing, is supported by UN reports. The belief that they want to produce Sarin and may already have done so has so far been based on reports that Iraqi representatives have been trying to acquire the necessary chemical precursors and specialise equipment.

Pinning the facts down is important for other reasons: Iraq's ruler, Saddam Hussein, has already brushed aside European inhibitions about chemical warfare. If he has not added Sarin to his armoury suggests that he regards gas an integral part of his military machine, not simply as a weapon of terror to be used once or twice for political effect. It is to prevent this happening worldwide, and if possible reverse the process, that much effort is currently being applied in Geneva to draft a new convention that would limit the production and use of such weapons.



Chemical war fear hangs over the Middle East

THE REPORTED slaughter of 5,000 Kurds in Iraqi poison gas attacks underlines a dangerous new dimension in the volatile Middle East: the growth of the chemical warfare capability of several important regional powers, and the fear that, despite efforts to curb these weapons, they could be used more widely.

The Iraqis have claimed that the Kurds were killed, and a further 5,000 injured, in raids on towns in north-east Iraq which the Iraqis captured in their latest offensive, launched on 16 March. Although the numbers may have been exaggerated, there is evidence that the Iraqis did drop poison gas bombs on the towns because the traditionally rebellious Kurds, who have been fighting for autonomy from Baghdad for years, welcomed the Iranian invaders.

Iraq, along with Syria, is now producing its own chemical weapons, often aided by Western and East European companies. The Iraqis say they, too, are now capable of manufacturing poison gases. They are also believed to be supplying Colonel Gaddafi with the know-how, in return for missiles and other weapons. Iran has said it will use chemical weapons if the Iraqis continue to do so.

The intensity of Tehran's accusations over the last few days, including allegations that Iraqi

From Our Correspondent in Nicosia

warplanes have also dropped chemical bombs on Iranian border towns, has heightened the fears that Tehran may be trying to justify using the weapons itself.

The Israelis claim the Syrians now have a significant chemical weapons arsenal, and the missiles and air force to deliver them. Although the Israelis have a vested interest in heightening the Syrian threat, there is evidence that Syria is now manufacturing its own chemical agents at two top-secret plants near Damascus and Homs.

But the biggest chemical weapons producer in the Middle East is believed to be Iraq. Western and Arab diplomats said the Iraqis have at least three plants producing sarin, a highly lethal nerve gas that can kill in 2-10 minutes; tabun, first developed by Nazi Germany before the Second World War; mustard gas, first used in the First World War, and phosgene.

The Iraqis can manufacture up to 60 tons of mustard gas a month, and four tons each of sarin and tabun, well-informed sources said. The Iraqis' main plant is at Samarra, ironically a Shia Muslim holy city, which the Iraqis have said they will not attack.

There is another plant at al-

Fallujah, 40 miles west of Baghdad, and the Iraqis have built a chemical warfare research centre at Salman Pak, 25 miles south-east of the capital, where the nerve gases are understood to have been developed. There are also unconfirmed reports that the Iraqis, outnumbered three-to-one by the Iraqis, are developing a germ warfare capability at Salman Pak.

Iraq has apparently been helped by British, West German, Indian, Austrian, Belgian and Italian companies, despite bans on the sale of chemicals that could have military uses. The companies involved may not have knowingly helped the Iraqis to develop their chemical weapons industry, but West German officials are currently investigating 12 companies suspected of illegally exporting equipment and chemicals to Iraq that could be used to make toxic and nerve gases.

The Times 22.3.88

Iraqi chemical attack on Kurds

From Nicholas Beeson, Halabja, occupied Iraq

Hundreds of Iraqi Kurds have been killed in one of the worst chemical weapon attacks against civilians since the start of the Gulf War in 1980.

The victims, from the town of Halabja, near the Iranian border, were apparently targeted by Iraqi bombers after the area fell to Iranian forces in heavy fighting last week.

Iranian authorities in the area claimed 3,000 people were killed and 10,000 injured in the reprisal raid and that the rest of the 40,000 civilians had been evacuated.

I saw about 90 bodies in the streets and in shelters, left lying where they died, who appeared to have fallen victim to cyanide and nerve gas. There was time only to visit part of the town but from the air it was clear that the lifeless streets elsewhere told a similar story.

Most of the wounded at hospitals in Tehran and Bakhtar were suffering from mustard gas exposure. Officials said Iran would approach the United Nations and the Red Cross to send teams of investigators to the town.

According to survivors most of the chemical bombs were dropped on Wednesday afternoon and Thursday after three days of heavy fighting in the Iraqi province of

Sulaymaniyah in the rugged mountains of Kurdistan.

A local commander of the Revolutionary Guards, who identified himself as "Brother Shafieh", said his forces, including naval units navigating river gorges, took the Iraqis by surprise and cut off a detachment of the Iraqi First Army Corps.

Diplomats estimated that between 10,000 and 30,000 Iranian troops took part in the operation.

The guards' commander said 3,000 Iraqis were killed, 4,000 captured and thousands

Seamen missing.....7
Frozen in agony.....24

of others wounded in the action.

Claims that 700 Soviet-made armoured vehicles, including 300 tanks, had also been seized could not be confirmed during an aerial inspection of the battleground. Iranian officials refused to disclose their own casualty figures. Traditionally Iran has suffered worse in land battles than Iraq.

But the size of the defeat for Baghdad was evident during discussions with captured Iraqi soldiers.

The officer in command, General Ali Hussein Awayed al-Gowi, at a prisoner of war

Suite

transit camp in Iran holding 1,500 Iraqis, said he had ordered his men to surrender after they were cut off and overwhelmed by superior Iranian forces.

Iran captured Halabja and four other small market towns in the area as well as scores of villages and hamlets near the border.

The area has been a hotbed of Kurdish resistance to Baghdad for generations. The town's imam, Sheikh Osman,

and about 10,000 Kurdish separatists fled the area 10 months ago in fear of reprisals from Iraqi authorities for anti-government activities.

Although Iranian troops were near the town during the chemical bombardment, they are all issued with gas masks and anti-toxic packs.

Commander Shafieh said the surprise Iranian attack on the area was launched in response to the heavy air and missile raids against Tehran

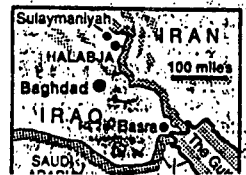
and other Iranian cities which have now entered a fourth

missiles at Iraqi cities, it is believed to have a depleted stock of long-range surface-to-surface missiles and its Air Force is heavily outnumbered.

Commander Shafieh said, "We don't believe in this kind of war. The war has to be fought on the battle front, not against innocent civilians."

Iranian forces, who claim to have "liberated" 386 square

miles of Iraqi territory in their latest offensive, are now at the eastern shore of the Dar Bandikhan lake and within artillery distance of the hydro-electric dam at the lake's southern end. If captured or destroyed it would mean power cuts in Baghdad.



THE TIMES TUESDAY MARCH 22 1988

Gas victims frozen in the agony of death

From Nicholas Beeston, Halabja, occupied Iraq

Like figures unearthed in Pompeii, the victims of Halabja were killed so quickly that their corpses remained in suspended animation.

There was the plump baby whose face, frozen in a scream, stuck out from under the protective arm of a man, away from the open door of a house that he never reached.

Near by, a family of five who had been sitting in their garden eating lunch were cut down — the killer gas not even sparing the family cat or the birds in the tree, which littered the well-kept lawn.

Their neighbours had had the foresight to hide in an underground shelter. It became their mass grave with 10 men, women and children huddled together in the darkness, surrounded by their best carpets and the family's valuables.

The Iraqi bombers first struck last Wednesday, dropping the chemical agents relentlessly and leaving behind the groans of the mustard gas victims, the trail of refugees and the haunting wax-work figures frozen by the cyanide vapour.

Halabja was once a prosperous market town surrounded by green pasture on the shore of Dar Bandikhan lake, overlooked on three sides by the snow-capped mountains of Kurdistan.

But for the 50,000 Kurdish farmers and shopkeepers, their proximity to the Iranian border turned the district into a battlefield which inflicted the worst punishment on the civilian population.

Mrs Jamila Abdullah, aged 28, a teacher in Halabja's primary school, said: "It was about half past six in the afternoon and the Iraqis had already left the town. I was at

home when I heard the explosion and then smelt the bad smell."

She had the presence of mind to douse her scarf with water and hold it to her face. But the other victims in a makeshift ward in the Iranian town of Bakhtaran, and those taken to Tehran for special treatment, were less fortunate. Nurses wearing black chadors went from bed to bed in the crowded Bakhtaran clinic, administering cream to women and children, most of them writhing in agony.

In one side street of Halabja an entire neighbourhood in a 500-yard radius appeared to have been wiped out by a bomb containing cyanide.

Dr Said Foroutan, a small and shy Revolutionary Guard with a neat uniform, darted from corpse to corpse taking photographs and notes.

A specialist on the effects of

chemical weapons, who during his time at the war front has probably had some of the most extensive first-hand experience in the world, he explained how the nerve gas and cyanide vapour killed their victims instantly; and how the sulphuric mustard gas left those it affected alive and in permanent agony.

The details were lost on one tearful Kurd, only one of 10 residents to be seen in the town, as he picked his way through the bloated carcasses of livestock and the bodies of his former neighbours.

"I do not know where my children are," said Mr Abdul Rahman, aged 60, an employee of the town's mosque.

Iraq had had its revenge and the Kurds of Halabja, probably not for the last time, had paid the price.

La Croix-Rouge dénonce l'utilisation d'armes chimiques

Mutisme à Bagdad sur l'usage récent d'armes chimiques interdites

24.3.88

Ces images montrent des rues et des chemins encombrés de nombreux corps, en habits traditionnels kurdes, ne portant aucune blessure apparente et manifestement victimes d'armes chimiques. Téhéran affirme que l'aviation irakienne a bombardé aux armes chimiques, les 17 et 18 mars, Halabja (300 km au nord de Bagdad) après sa prise par les Iraniens, et mardi, six villages iraniens, faisant 5.000 morts et autant de blessés. L'Irak, qui avait reconnu la perte de Halabja (70.000 habitants), avait accusé l'Iran de l'avoir « détruite » et l'état-major irakien n'a pas fait état de bombardements au cours des dernières 24 heures.

Bagdad a en revanche fait état de la chute, sur un quartier résidentiel de la capitale, d'un missile irakien, le 28ème depuis le 28 février, faisant « plusieurs tués et blessés civils ». Elle n'avait toujours pas annoncé en fin d'après-midi, de représailles en Iran ou dans le golfe.

Depuis le début du conflit, en 1980, l'Irak et l'Iran se sont accusés mutuellement à plusieurs reprises d'avoir utilisé des armes chimiques.

Téhéran avait affirmé, lors des grandes offensives terrestres de ses troupes au sud de l'Irak en 1984, 1986 et 1987, que Bagdad avait usé d'armes interdites sur le protocole de Genève de 1925.

Les deux belligérants producteurs d'armes chimiques

Selon différentes sources, les deux belligérants sont capables de produire des armes chimiques en quantité. La revue britannique spécialisée Jane's Weekly Defence, avait affirmé il y a un mois que l'Irak était devenu le plus important producteur de ce type d'armes au Moyen-Orient.

Selon la revue, l'Irak peut produire 60 tonnes par mois de gaz moutarde, 4 tonnes de gaz tabun et 4 tonnes de gaz sarin. Les deux principales usines de production sont construites à Samarra (100 km au nord-ouest de Bagdad) et Al-Fallujah (65 km à l'ouest de la capitale), avait affirmé la revue, citant des sources diplomatiques.

Pour sa part, l'Iran a commencé à produire des têtes de missiles sol-sol à

charge chimique à Damghan (nord de Téhéran), avait récemment indiqué le quotidien britannique L'Observer. L'Irak a été également identifié par la justice de plusieurs pays comme étant l'acheteur de différentes cargaisons d'armes chimiques dont la dernière, composée de 8 conteneurs, avait été saisie fin février à Rotterdam.

Préoccupée par la question, l'ONU a effectué quatre missions d'enquête dans les deux pays pour vérifier la véracité des accusations des deux parties.

En mars 1986, le Conseil de sécurité avait, pour la première fois, condamné explicitement l'Irak pour avoir utilisé des armes chimiques contre les forces iraniennes lors de l'offensive irakienne dans la péninsule méridionale irakienne de Fao. Au cours de cette opération, 12.000 soldats iraniens avaient été atteints par des gaz de combat, avait alors affirmé Téhéran.

Toutefois, une déclaration de l'ONU en mai 1987, avait condamné le recours en général aux armes chimiques dans la guerre irako-irakienne, sans mentionner

explicitement la responsabilité des forces irakiennes.

Un mois après, une commission d'enquête de l'ONU avait confirmé, dans un rapport, que des soldats des deux pays avaient été victimes d'armes chimiques.

Mercredi, le Premier ministre iranien, M. Mir Hossein Moussavi, a estimé que « l'honneur » et « le prestige » des organisations internationales et des dirigeants politiques du monde dépendent désormais de la position qu'ils adopteront à l'égard du bombardement de Halabja par les armes chimiques irakiennes.

A Genève, le Comité international de la Croix-Rouge a dénoncé l'utilisation d'armes chimiques dans le conflit Irak-Iran, et indiqué avoir fait part aux autorités iraniennes de sa disponibilité à intervenir en faveur des victimes.

« Une nouvelle et tragique étape vient d'être franchie dans le conflit Irak-Iran par l'utilisation d'armes chimiques, qui ont causé la mort de nombreuses victimes parmi la population civile de la province de Sulaymaniyeh », indique son communiqué.

L'Iran évoque la possibilité de recourir aux armes chimiques

Un haut responsable iranien a évoqué mercredi la possibilité pour l'Iran de recourir à des armes chimiques contre l'Irak au cas où le conseil de sécurité serait incapable d'empêcher Bagdad d'employer de telles armes, selon Radio-Téhéran captée à Paris.

Le directeur du Bureau iranien d'informations sur la guerre, M. Kamal Kharazi, a affirmé mercredi à Téhéran, en réponse à des journalistes étrangers, que « L'Iran a les moyens de riposter à l'Irak avec des armes chimiques », mais que « sa décision en ce sens n'était pas encore prise ».

LA MORT CHIMIQUE EN FACE

Mutisme à Bagdad sur l'usage récent d'armes chimiques dans un bombardement qui aurait fait 5.000 morts mardi dernier dans six villages iraniens

L'Irak montrant hier le mutisme sur les accusations dont il a fait l'objet au sujet d'un recours massif aux armes chimiques contre la ville kurde irakienne de Halabja après son occupation par l'Iran, et contre six localités iraniennes. Dans la capitale irakienne, touchée à nouveau hier matin par un missile sol-sol iranien, aucune réaction n'a été enregistrée à la suite de la diffusion par les chaînes de télévision françaises des premières images du bombardement à l'arme chimique, prises la semaine dernière par les forces iraniennes et les opposants kurdes irakiens.

Ces images montrent des rues et des chemins encombrés de nombreux corps, en habits traditionnels kurdes, ne portant aucune blessure apparente et manifestement victimes d'armes chimiques. Téhéran affirme que l'aviation iranienne a bombardé aux armes chimiques, les 17 et 18 mars, Halabja (300 km au nord de Bagdad), après sa prise par les Iraniens, et mardi, six villages iraniens, faisant 5.000 morts et autant de blessés.

L'Irak, qui avait reconnu la perte de Halabja (70.000 habitants), avait accusé l'Iran de l'avoir « déstabilisé » et l'état-major irakien n'a pas fait état



L'un des rares rescapés dans un hôpital de Téhéran

de bombardements au cours des dernières 24 heures.

Depuis le début du conflit en 1980, l'Irak et l'Iran se sont accusés mutuellement à plusieurs reprises, d'avoir utilisé des armes chimiques. Téhéran avait affirmé, lors de grandes offensives terrestres de ses troupes au sud de l'Irak en 1984, 1986 et 1987, que Bagdad avait usé d'armes interdites par le protocole de Genève de 1925.

Selon différentes sources, les deux belligérents sont capables de produire des armes chimiques en quantité. Le *revue britannique spécialisée* *Jan's Weekly Defence*, avait affirmé il y a un mois que l'Irak était devenu le plus important producteur de ce type d'armes au Moyen-Orient.

Selon la revue, l'Irak peut produire 60 tonnes par mois de gaz moutarde, quatre tonnes de gaz tabun et quatre tonnes de gaz sarin. Les deux principales usines de production sont construites à Samarra (100 km au nord-ouest de Bagdad) et al-Falujah (65 km à l'ouest de la capitale), avait affirmé la revue.

Pour sa part, l'Iran a commencé à produire des têtes de missiles sol-sol à charge chimique à Damghan (nord de Téhéran), avait récemment indiqué le quotidien britannique

The Observer. L'Iran a été également identifié par la justice de plusieurs pays comme étant l'acheteur de différentes cargaisons d'armes chimiques dont la dernière, composée de 8 conteneurs, avait été saisie fin février à Rotterdam.

Préoccupés par la question, l'ONU a effectué quatre missions d'enquête, dans les deux pays pour vérifier la véracité des accusations des deux parties. En mars 1986, le Conseil de sécurité avait, pour la première fois, condamné explicitement l'Irak pour avoir utilisé des armes chimiques contre les forces iraniennes lors de l'offensive iranienne dans la péninsule méridionale irakienne de Fao. Au cours de cette opération, 12.000 soldats iraniens avaient été atteints par des gaz de combat, avait alors affirmé Téhéran.

Toutefois, une déclaration de l'ONU en mai 1987, avait condamné le recours en général aux armes chimiques dans la guerre irako-iranienne, sans mentionner explicitement la responsabilité des forces irakiennes.

Hier, à Genève, le Comité international de la Croix-Rouge a dénoncé l'utilisation d'armes chimiques dans le conflit irakien, et indiqué avoir fait part aux autorités iraniennes de sa disponibilité à intervenir en faveur des victimes.

The Washington Post 24.3.88

Poison Gas Attack Kills Hundreds

Iran Accuses Iraq of Atrocity in Kurdish Region Near Border

By Patrick E. Tyler
Washington Post Foreign Service

HALABJA. Iranian-occupied Iraq, March 23—More than 100 bodies of women, children and derly men still lay in the streets, alleys and courtyards of this now-ruined city, victims of what Iran claims is the worst chemical warfare attack on civilians in its 7½-year-old war with Iraq.

Some victims hugged children in silent embraces, others crawled in doorways. One family lay near a table set for lunch.

In another house, the collar beneath the death chamber for residents trying to flee the heavy, yellowish cloud—said by Iranian analysts to be a mixture of mustard and cyanide gases—that

seeped down into their refuge to kill them.

Outside, the streets were littered with bloated carcasses of cattle and sheep, cats and dogs, all trapped by the chemical burst near the city center.

Iraq denies responsibility for what happened in this valley 150 miles northeast of Baghdad last Wednesday at 2 p.m. when, according to survivors, a single warplane appeared from the west and dropped one or more chemical bombs that dispersed a deadly yellow-and-white cloud through the Kurdish city, killing hundreds, and perhaps thousands of residents.

Iran has estimated that 4,000 civilians died in Halabja either from gas poisoning or from the intensive Iraqi bombing that fol-

lowed. The figure could not be independently verified.

Iraq said last week that its forces had long ago abandoned Halabja and did not consider the area important. Whatever happened here, the communiqué asserted, was Iran's responsibility.

Iranian officials charged today, however, that Iraq used the gas to punish the Kurdish population for complicity with Iranian forces in seizing control of the city after the Iraqi garrison was surrounded and forced to surrender.

Evidence is plentiful that the Iraqi Army was here in strength.

The gas attack came during a large military offensive by Iranian Revolutionary Guards and Kurdish guerrillas, who have penetrated 30 miles into Iraq and are now dug in along the shore of Lake Dar-

The brutal assault on Halabja, if committed by Iraq, would seem to confirm other reports that Iraq has undertaken a systematic campaign to punish the Kurdish population in northern Iraq that is assisting Iran's military operations.

The surprise Iranian offensive was carried out in three stages, according to Ali Shafii, one of the Revolutionary Guard commanders in the north.

In the first stage, Shafii said, Kurdish guerrillas backed by Revolutionary Guards opened up with artillery from mountains east of the valley and then pushed down toward Khurramshahr, south of Lake Darbandi Khan, and then, successively, Revolutionary south and, in small boats, came up the lake and stormed ashore behind Iraqi forces, he said.

Shafii said 20 Iraqi brigades, including armored and commando units, were involved in the battle. The "main clash," he said, came at Dojaila, where Iraqi forces put up a stand until their ammunition dwindled.

Shafii said that as the Iraqi defense of Dojaila collapsed, the Iraqi garrison in Halabja "was arrested and handed over" by Kurdish residents of the city.

Shortly after this surrender, the gas attack occurred, according to residents and Iranian officials.

Shafii said 600 square miles of Iraqi territory were captured.

Est Républicain 24.3.88

Cinq mille victimes de l'impuissance des Grands

Cinq mille victimes de plus pour l'arme silencieuse du génocide kurde. Il aura fallu les images du dernier bombardement chimique de l'Irak, aux frontières du Kurdistan, pour émouvoir l'opinion. Bagdad s'en moque depuis deux ans.

Le dossier de l'our

Suite

Mars 1933: le Conseil de sécurité des Nations unies condamne formellement l'Irak pour avoir utilisé des armes chimiques...

Mars 1988: le régime de Saddam Hussein récidive avec un système total. La caserne française irakienne vient de subir un important revers...

Comment en est-on arrivé à utiliser le gaz «moutarde», expérimenté pour la première fois à Ypres, en 1915...

blème de l'accroissement monstre d'une guerre qui se développe depuis huit ans, dans l'indifférence et avec la complicité des marchands d'armes.

Comme les engrais !

Rien de plus facile et de plus rentable que de produire des armes chimiques. Il suffit de savoir faire des câbles. La preuve, le directeur d'une entreprise automobile, PSA, cessant d'être loyal à l'Irak...

Les premières preuves du comportement de Bagdad remontent pourtant à 1984. Dès cette époque, la presse britannique révélait l'existence de l'usine souterraine d'Alkashat...

Très vite, dans le sillage des grandes offensives iraniennes, les experts

allaient suivre de la trace les effets de l'odeur d'allié de du liquide noir évoqué par les témoins. Selon les médecins du champ de bataille, les substances toxiques après l'explosion des bombes...

La peur de la contagion

Le moins que l'on puisse dire est que la réaction de la Communauté des nations étonne d'une étrange mélancolie. La peur de voir l'Irak submergé par l'Islam intégriste n'y fut pas étrangère...

Le million de morts de la guerre du Golfe n'empêche pas le monde de tourner. Quant à la lutte des Kurdes pour leur identité, nul ne s'en souciait, jusqu'aux images insupportables de la télévision...

maton, 497 bombes ont été atteintes dans le Golfe dans moins de dix heures. La menace de la guerre chimique de ce type et de feu l'Et, brutalement, le voici qui réveille la peur de la contagion.

Les premiers à réagir au bombardement chimique du Kurdistan irakien ont été, outre la Croix-Rouge internationale, les Israéliens. Et pour cause ! La menace de la guerre chimique de ce type d'un nouveau support abondamment expérimenté dans «la guerre des villos»...

Ainsi, une nouvelle menace prend-elle forme. En fermant les yeux sur les massacres du Chott el-Arab, puis en s'avérant incapables de faire respecter le cessez-le-feu ordonné par le Conseil de sécurité à l'Irak et à l'Iran, les «Grands» ont laissé le champ libre aux «pacifistes» du Kurdistan...

Jean-Pierre ZEHNDER

Le Monde 24.3.88

Les bombardements irakiens au Kurdistan

L'horreur de la guerre chimique

L'aviation irakienne a bombardé, mardi 22 mars, avec des armes chimiques, six villages du Kurdistan irakien, ce qui indique que Bagdad n'a pas l'intention de renoncer à une pratique qui a suscité une vive émotion dans le monde.

L'Irak accusé d'avoir bombardé, en représailles, et tué à l'arme chimique des milliers de Kurdes qui avaient aidé les iraniens. La France (ou, plus exactement, son premier ministre, M. Jacques Chirac) critiquée par le ministère soviétique des affaires étrangères pour avoir avoué qu'elle cherchait à se constituer un stock minimal de munitions chimiques...

ont ultérieurement réservé la possibilité le droit de les utiliser en riposte à une agression.

Depuis le conflit mondial de 1914-1918, lorsque des toxiques suffocants (comme le phosgène) ou vésicants (comme l'ypérite) furent utilisés pour la première fois, la guerre chimique relève avec raison de ces grandes terreur de l'humanité, au même titre aujourd'hui que l'apocalypse nucléaire. Personne n'a oublié ces «poilus» gazés à Ypres. Mais depuis, malheureusement, les gaz de combat n'ont cessé d'évoluer et, du même coup, leur efficacité de s'accroître : on les décrit comme vingt à cent fois plus toxiques, avec la découverte de produits plus élaborés qui agissent comme des agents incapacitants ou neutralisants sur la transmission de l'influx nerveux des combattants.

Le «fin du fin» aura été la mise au point, aux Etats-Unis, de ces munitions chimiques dites

binaires : des contenants séparés dans la munition contiennent chacun un produit inoffensif, lorsqu'il est isolé, mais dont le mélange provoqué par le choc ou par l'explosion devient un produit redoutablement toxique.

A partir de son industrie nationale de produits pharmaceutiques et de pesticides, l'Irak n'est pas demeuré en reste par rapport à la communauté des pays, dans le monde, capables de fabriquer des armes chimiques. Et, depuis 1975, il ne s'est pas davantage fait prier pour acquérir certaines technologies de complément auprès de sociétés privées en Allemagne fédérale, aux Etats-Unis, en Italie et en Grande-Bretagne.

De ce seul point de vue, l'Irak sème à tous vents, à partir des mortiers ou des pièces d'artillerie de son armée de terre et des avions d'assaut de son armée de l'air. Il lui suffit, comme une enquête des Nations unies l'a montré, de faire larguer par ses avions, au-dessus des populations, à moins de 300 mètres d'altitude,

ces bombes de 250 livres auxquelles on retire leur charge incendiaire au phosphore pour la remplacer par du «gaz moutarde», que les chimistes préfèrent appeler le sulfure de dichloroéthyle. Et, pour cela, un Mirage F-1 français peut faire l'affaire.

La France renonce sa doctrine

Précisément, la France ne dissimule pas son intention de rejoindre le camp des pays apaisés à mener des opérations chimiques. Elle l'a explicité en 1986, lorsque le gouvernement de M. Chirac a présenté à l'approbation du Parlement sa loi de programmation militaire 1987-1991. Elle l'a fait avec suffisamment de discrétion pour que l'Union soviétique, par exemple, n'en prenne réellement conscience qu'aujourd'hui, deux ans après, lorsque le premier ministre, devenu candidat à l'élection présidentielle, réitéra l'intention de la France de constituer un «stock minimum» d'armes chimiques, qualifiées de «dissuasives» face à une agression dans le mode classique.

A l'époque, il y a donc deux ans, personne en France, à l'exception du Parti communiste, n'a révélé le nouvel engagement de la France. Cette orientation avait une justification stratégique officielle, ne pas être placé devant le dilemme : renoncer à sa doctrine

ou riposter avec les seules armes nucléaires, en cas d'une attaque de cet national par une armée fortement équipée en armes chimiques. Mais cette même orientation, approuvée par le Parlement, est demeurée volontairement ambiguë : les munitions chimiques sont des armes comme les autres et leur choix définitif relève du conseil de défense, présidé par le chef de l'Etat, dont les travaux ne sont pas rendus publics.

Dissuasion nucléaire ou dissuasion chimique. La France renonce sa doctrine de défense, en l'absence d'un vrai débat qui susciterait la réflexion de ses citoyens. Si, en effet, la France ne peut pas laisser croire que, face à une agression chimique, elle n'aurait que la possibilité de recourir à une réplique nucléaire, c'est donc qu'elle admet indirectement que la dissuasion nucléaire peut présenter des ratés et des insuffisances, rattrapés ou compensés par une dissuasion chimique dans certaines circonstances. A l'heure où la télévision montre, sur ses écrans, l'horreur de la guerre chimique menée par l'Irak contre des populations civiles sans protection, cela serait à l'honneur de la classe politique française, en campagne, de provoquer un tel débat.

JACQUES ISNARD.

Herald Tribune 24.3.88

Iran Charges Iraq With a Gas Attack And Its Grisly Toll

By Patrick E. Tyler Washington Post Service

HALABJA, Iraq — More than 100 bodies of women, children and elderly men lay in the streets, alleys and courtyards of this now empty city, victims of what Iran alleges is the worst chemical-warfare attack on civilians in the more than seven years of the Gulf War.

Some victims hugged children in silent embraces, others

sprawled in doorways. One family lay near a table set for lunch.

In another houses, the cellar became the death chamber for residents trying to flee, the heavier-than-air cloud that seeped down into their refuge to kill them.

Outside, the streets were littered with the bloated corpses of cattle and sheep, cats and dogs, all trapped by the chemical burst near the city center.

Iraq denies responsibility for what happened in this valley 150 miles (245 kilometers) northeast of Baghdad on March 16 at 2 P.M. when a single warplane appeared from the west and dropped one or more chemical bombs sending a deadly yellow and white cloud through the city, killing hundreds, and perhaps thousands of Iraqi residents.

Iranian military officials told Western journalists that two Iraqi pilots, whose jets were shot down during a fierce battle for the town, had acknowledged

that Iraq was responsible for the chemical attack.

Halabja survivors said in interviews that they were certain the gas attack had come from an Iraqi warplane, because it had occurred after the battle

was over and Iraqi forces had withdrawn or surrendered to the Iranians.

Iranian officials asserted that Iraq's military command was punishing the Kurdish population of Halabja for its complicity with Iranian forces.

An Iraqi military communiqué said last week that Iraqi forces had long ago abandoned Halabja and did not consider the area important. Whatever happened, the communiqué asserted, was Iran's responsibility.

Yet the evidence that the Iraqi Army was in Halabja in strength is plentiful.

The gas attack came during a large military offensive by Iranian Revolutionary Guards and Kurdish guerrillas, who have penetrated 30 miles into Iraq and now are dug in along the

shore of Lake Dar Bandi Khan, whose dam is a major hydroelectric power source for northeastern Iraq.

In Tehran, the head of Iran's war information ministry said Wednesday that Iran "may be forced" to use chemical weapons against Iraq in retaliation for Iraqi chemical attacks.

"We hope that the Islamic Republic of Iran will not

See GULF, Page 4

Les bombardements chimiques au Kurdistan

L'Irak n'a pas démenti les accusations lancées contre lui

Tandis que l'Irak poursuit ses bombardements à l'arme chimique de villages turdes, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, s'est déclaré mardi « consterné » par l'escalade du conflit et a lancé un nouvel appel « dans les termes les plus énergiques » aux deux belligérants pour mettre fin à tout acte faisant ob-

Selon Téhéran, les bombardements à l'arme chimique ont visé mardi la Kurdistan iranienne, où six villages turdes dans les régions de Marivan et de Sardacht ont été atteints par des bombes chimiques larguées par l'aviation iranienne. La ville de Sardacht, à 10 kilomètres de la frontière irakienne, avait déjà été victime du même type d'armes

chimiques pour essayer de freiner l'offensive adverse, les autorités de Bagdad avaient laissé entendre qu'elles se réservaient le droit de recourir à n'importe quelle arme pour stopper « l'agression irakienne ».

Après la prise de Halabja, le ministre irakien de la défense, M. Adnan Kheirallah, avait de même menacé de recourir « à tous les moyens pour défendre le territoire irakien ». A ce propos, M. Hushyar Zebari, membre du comité central du Parti démocratique du Kurdistan (KDP), a relevé que « le président Saddam Hussein était le premier dirigeant du monde à utiliser des armes chimiques contre ses propres citoyens ».

A Paris, l'Association arabe des droits de l'homme a condamné mardi les « massacres inqualifiables » perpétrés au Kurdistan irakien. « Quelles que soient les motivations », ajoute l'Association, co-présidée par M. Mohamed Harbi, ancien conseiller politique du président Ben Bella, et l'écrivain syrien Bourhane Ghalioune, « les Arabes ne peuvent se taire devant de telles pratiques employées contre une population qui fait partie intégrante du peuple irakien ».

Entre-temps, la « guerre des villes » se poursuit bien qu'à une moindre échelle : mardi seules deux fusées sol-sol ont été échangées entre Bagdad et Téhéran.

L'Irak a répliqué à l'attaque de deux de ses superpétroliers, qui avait fait près de cinquante-quatre morts - le bilan le plus meurtrier d'une attaque de navires dans le Golfe depuis le début de la « guerre des pétroliers » en 1984, - en attaquant un méthanière norvégien le Havglimt, et le super-pétrolier grec Stavros. Ce dernier n'a subi que des dégâts mineurs. L'attaque du Havglimt a fait au moins deux morts et dix blessés parmi les marins.



cle à l'arrêt des hostilités. Le secrétaire général a fait cette déclaration après des consultations entre les membres du Conseil de sécurité de l'ONU sur les derniers développements du conflit, et en particulier sur le recours aux armes chimiques par l'Irak dans le Kurdistan irakien. Un porte-parole de l'ONU a déclaré que M. Perez de Cuellar étudiait la requête de Téhéran d'envoyer sur place une mission d'enquête pour constater « l'ampleur des crimes irakiens ».

chimiques en juin 1987. L'Irak avait alors fait état de plus de 60 morts et de milliers de blessés civils.

L'Irak, si prompt d'habitude à réagir aux communiqués irakiens, n'a pas encore démenti les accusations concernant l'utilisation de l'arme chimique, ce qui constitue presque un aveu. En mars 1984, au moment des offensives irakiennes dans les îles Majnoun, au cours desquelles les Irakiens avaient pour la première fois utilisé des produits

L'Aurore 24.3.88

Guerre chimique : Téhéran menace

L'Irak accuse Paris, Washington et Londres d'avoir fourni des armes chimiques à Bagdad. Mais les deux belligérants sont capables d'en produire.

L'Irak a menacé, hier, de recourir aux armes chimiques contre l'Irak si le Conseil de sécurité de l'ONU s'avérait incapable d'empêcher Bagdad d'utiliser encore ces armes.

Alors qu'apparaissent de nouveaux témoignages sur les bombardements chimiques d'Halabja (Kurdistan irakien) des 17 et 18 mars (5 000 morts et centant de blessés selon Téhéran), le directeur du bureau iranien d'information sur la guerre, Kamal Kharrazi, a déclaré : « L'Irak a les moyens de riposter à l'Irak, avec des armes chimiques... sa décision en ce sens n'est pas prise... Elle dépendra de la réaction du Conseil de sécurité. »

M. Kharrazi a ajouté qu'il disposait d'éléments prouvant que la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne avaient fourni des armes chimiques à l'Irak.

De son côté, Kachomi Rafsanjani, le président du Parlement iranien, a fait appel à l'aide internationale pour ceigner les survivants des bombardements chimiques du Kurdistan.

Selon différentes sources, il apparaît que les deux belligérants sont capables de produire des armes chimiques en quantité. La revue spécialisée Jane's Weekly Defence avait affirmé il y a un mois que l'Irak était

devenu le plus important producteur d'armes de ce type au Proche-Orient. Il peut produire chaque mois soixante tonnes de gaz moutarde, quatre tonnes de gaz tabun et quatre tonnes de gaz sarin. L'Irak, selon Jane's, a des usines à Samarra et Al-Fallujah (dans un rayon de 100 km autour de Bagdad).

Pour sa part l'Irak a commencé à produire des litres de missiles sol-sol à charge chimique à Damghan (nord de Téhéran), selon L'Observer de Londres. Une cargaison de huit conteneurs chargés d'armes chimiques pour l'Irak a été asisée fin février à Rotterdam.

Nouveaux témoignages

Patrick Worsnip, l'envoyé spécial de Reuter, décrivait hier ce qu'il a vu à Halabja, la ville bombardée chimiquement : « Les cadavres sont partout. Ils jonchent les rues, les débris des maisons, les épaves des voitures dans le pantouf et le silence de la mort. Des hommes, des femmes drapées dans les couleurs chatoyantes des robes turdes, serrant dans leurs bras des enfants au visage figé. »

« Seuls quelques témoins ont survécu, poursuit Worsnip. Ils avaient la chance d'habiter en périphérie. Leur respiration sifflante, leur peau en lambeaux disent assez l'horreur qu'ils ont traversée. » Il cite témoignage de l'un d'eux : « Les Irakiens sont arrivés et nous leur avons fait bon accueil. Et puis vers midi le bombardement irakien a commencé. J'ai vu un nuage. J'ai vu des gaz. Tout le monde a été tué. »

« Dans une maison proche du centre, la mort a frappé une famille entière : tous les membres sont étendus autour de la cour centrale. Parmi eux, plusieurs tout petits enfants au visage de poupée, dont le teint cireux, d'après les médecins, est caractéristique d'un empoisonnement aux cyanures. »

« Certains ont voulu fuir, poursuit l'envoyé spécial de Reuter. Ils n'en ont pas eu le temps. Dans le village d'Anap, tout près de là, les corps pendent aux portières des voitures de ceux qui n'ont pas été assez rapides. »

« La guerre des villes s'est poursuivie hier. Un 28^e engin iranien a atteint Bagdad dont l'aviation a bombardé sept villes irakiennes. En mer, deux vedettes irakiennes ont attaqué un cargo panaméen ou chypriote. (AFP, Reuter.) »

The Globe and mail 24.3.88

Iran raises prospect of gas war between cities

to condemn Iraq using chemical weapons against our towns and villages we may be forced to do so.

Iraq has "an aggressive regime that may use chemical weapons against Tehran," Mr. Kharazi said. He said Iran had the capacity to launch its own chemical warfare attacks with missiles against Iraqi cities.

In the past 25 days, Iraq and Iran have rained a near-daily hail of Scud-B missiles on each other's cities. "All of this is obvious from their silence," he said.

have caused pockets of devastation and, in Tehran at least, produced widespread fear and the flight of civilians, the impact of the chemical warfare exchanges would be far greater.

In a not-so-veiled threat aimed at both Iraq and the United Nations Security Council, Mr. Kharazi said he hoped "Iran will never have to use chemical attacks," but that this depended on whether the security council continued to remain silent about Iraq's crimes.

"We think that some members of the security council may have been involved in the attacking of Iranian cities and may also have been involved in the planning of chemical warfare attacks against the captured Kurdish town in Iraq of Halabja."

When pressed on that point and on a subsequent question about "superpower collusion" against Iran, he retreated to say that Iran had unspecified documents proving that the United States, Britain, France and the Soviet Union were involved.

"All of this is obvious from their silence," he said.

BY PAUL KORING The Globe and Mail TEHRAN

The spectre of missiles laden with poison gas being launched at Tehran and Baghdad in a deadly escalation of the "war of the cities" was raised yesterday by Iran's head of war information, Kamal Kharazi.

"We haven't taken any decision yet," on using gas, said Mr. Kharazi, who also sits on Iran's Supreme Defence Council. "But as long as the international community refuses

Guerre chimique au Kurdistan

L'impitoyable « punition » des Irakiens

Les images qu'on a vues à la télévision sont la plus terrible des accusations. Femmes foudroyées alors qu'elles tentent de sauver leur bébé des gaz mortels. Adolescents foudroyés sans blessures apparentes. Familles en grappes dans une rue sur le seuil de leurs poutres démolies. Contre l'arme chimique, il n'y a aucune parade sauf à porter un masque.

La ville d'Halabja, c'était jusqu'à mardi soir un nom inconnu sur la carte du Kurdistan que se disputent les Irakiens et les Iraniens. Elle a

rejoint désormais l'interminable litania des cités-martyrs. Au même titre qu'Oradour-sur-Glane, Mylaj ou Vietnam, que ces villes rasées en Afghanistan ou Saïgour.

Des civils pris en otages, si l'on peut dire, de la haine anticontraire contre peuples. Leur seul crime : être passé du côté iranien, eux qui révoient à un Kurdistan libre. Mais le poids de l'histoire est tel que les Kurdes, pas plus que les Arméniens ou les Palestiniens, n'ont droit à une terre à eux.

Ce massacre sans nom, Bagdad n'a pas tenté de l'ex-

pliquer. Sinon pour rappeler que le territoire sur lequel vivent les Kurdes est partie intégrante de l'Irak.

« Punition » qui rappelle les plus sanglantes représailles. Avec en même temps de faiblesse de l'Irak. Bagdad voit, une nouvelle fois, se mettre en marche le rouleau compresseur d'un Iran beaucoup plus peuplé. Alors on a recours à tous les moyens et les civils se retrouvent partout en première ligne.

Au-delà du concert des protestations, cette guerre chimi-

que peut faire réfléchir. L'Occident avait un peu vite pensé que le sinistre gaz à moutarde était d'un autre âge, d'une autre guerre. Son emploi massif rappelle l'existence de stocks énormes entre les mains des deux « grands » et de bien d'autres pays. Tellemont plus faciles à fabriquer les gaz toxiques que le bombe atomique. Il suffit de se procurer sur le marché - européen entre autres - des dérivés connus de l'industrie pharmaceutique ou des pesticides.

F.J. CHAUDET.

The Toronto star
25.3.88

Toxic arsenals growing threat in Middle East

NICOSIA (AP). — The slaughter of Kurdish civilians in apparent Iraqi poison gas attacks and Iranian warnings of retaliation underscore the growth of the chemical warfare arsenals of major Middle East powers.

Despite efforts to curb such weapons, their spread has added a dangerous new dimension to conflicts in the volatile Middle East. Their use, but not their production, is banned under a 1925 Geneva agreement.

The London-based Jane's Defence Weekly noted in a recent study that the use of poison and nerve gases since 1984 in the 7½-year-old Iran-Iraq war has "changed the rules of war in the Middle East."

Tehran says Iraqi warplanes have dropped chemical bombs on several villages in northwestern Iraq recently seized by Iranian forces. Western correspondents in Iran have reported evidence to at least partly substantiate the Iranian claims.

Iran has warned it may use its own chemical weapons in retaliation.

"It's entirely likely that the Iranians could do so," said Don Kerr of the International Institute for Strategic Studies in London. "They've had these weapons used against them for a long time."

Stocks of poison

Iraq, a signatory to the 1925 agreement, has been condemned by the United Nations four times since 1984 for using chemical weapons.

Iraq has the biggest chemical weapons armory in the region, with sizable stocks of poison and nerve gases, western military analysts say.

Syria is also believed to have a chemical weapons industry.

Germ warfare dates back to the 14th century, when the Tatars catapulted the corpses of plague victims into the besieged Crimean city of Kaffa in a bid to spread disease.

Modern chemical warfare began on April 22, 1915 when the Germans released chlorine gas at the battle of Ypres.

Other notable examples of the use of chemical weapons have been Italy's use of poison gas during the invasion of Ethiopia in 1935 and the U.S. use of the defoliant Agent Orange in Viet Nam.

La destruction des stocks demandera dix ans

Aucun traité international ne pourra donner une garantie absolue contre l'éventualité d'une attaque chimique... » constatait le dossier remis à l'ouverture de la conférence d'Ottawa sur l'interdiction des armes chimiques. C'est hélas vrai, estime le général Compagnon, qui a suivi les travaux de cette réunion internationale. La production d'armement chimique est toujours possible à partir de l'industrie civile : aucune vérifi-

cation ne peut assurer l'absence de production à usage militaire.

Il est admis que la destruction des stocks demandera dix ans, compte tenu de ses énormes capacités. Les stocks américains sont inférieurs et la production très peu importante, les crédits étant affectés à la recherche dans le domaine des munitions toxiques. Les stocks français sont inconnus. « L'in-

certitude est un élément de la dissuasion », affirme André Giraud.

En effet, explique le général Compagnon, le gouvernement français s'alarme du maintien de la supériorité soviétique pendant les dix ans nécessaires à la destruction (avec encore 50 000 t de la meilleure qualité pendant la dixième année).

Cette supériorité a deux effets. Elle donne un pouvoir de chantage politique. Elle

amoindrit la valeur opérationnelle des soldats occidentaux (de 40 % est-il estimé) astreints à des manœuvres de protection (masquage, vêtements opaques, etc...) auxquelles échappent les soldats de l'Est.

Pour parer à ce déséquilibre, la France souhaite disposer pendant dix ans de stocks de sécurité "restreints, mais à valeur de dissuasion significative, de l'ordre de 1 000 à 2 000 t."

L'Express 25.3.88

GOLFE

Irak : le crime chimique

Contre ses propres Kurdes, Bagdad n'hésite pas à utiliser massivement des gaz. Un massacre.

Depuis quelques mois déjà, c'est le monde à l'envers au Kurdistan irakien et iranien. Passant outre à leur fierté légendaire et à la sacro-sainte tradition, même les vieux notables à barbe blanche se promènent, nu-tête. Leur inséparable turban, les Kurdes ne s'en servent plus comme d'une coiffure, mais comme d'un dérisoire masque à gaz. Ces jours derniers, parmi les milliers de victimes qui jonchaient les rues des villages de la région de Halabja (Kurdistan irakien) ou de Sardasht (Kurdistan iranien), beaucoup serraient encore contre leur visage atrocement brûlé le célèbre turban.

Une fois passée la tourmente du bombardement aérien, c'est toujours le même spectacle. De rares maisons détruites et d'innombrables cadavres étrangement recouverts d'une sorte de poudre blanche. La plupart n'ont aucune blessure apparente, simplement des taches roses sur la peau. Et puis, toujours, omniprésente et tenace, cette odeur âcre qui vous brûle la gorge et les yeux.

« Par Allah le Clément et le Miséricordieux, voici devant vous la preuve de l'inhumanité du régime de Saddam Hussein », confiait à l'envoyé spécial de L'Express un médecin iranien barbu, peu après l'un de ces bombardements chimiques. Le gymnase de Sardasht était transformé en hôpital

de campagne. Au chevet des blessés aux poumons brûlés, des goutte-à-goutte suspendus aux portemanteaux, mais aussi des produits pharmaceutiques. Leurs noms : salbutamol, atropine, réactivateur de la cholinestérase... « Vous pouvez être certain à 100 % que ces médicaments correspondent au traitement utilisé pour les victimes d'armes chimiques », confirmera un médecin français.

D'usage jusqu'à présent épisodique et limité, voici donc que, depuis une dizaine de jours, l'arme chimique est utilisée massivement par l'Irak : 5 000 morts et autant de blessés en quelques jours, assurent les dirigeants iraniens. Kurdes iraniens, mais surtout Kurdes irakiens, en rébellion contre le régime baasiste. « Saddam Hussein est sans doute le premier dirigeant au monde à utiliser de telles armes contre son propre peuple », remarque un membre du Parti démocratique kurde (PDK), un des deux grands mouvements de la résistance.

Si le président irakien en est arrivé là, c'est que les maquisards kurdes ne cessent de progresser depuis des mois. Au lendemain de l'accord signé entre l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jelaï Talabani et le PDK

de Massoud Barzani, les forces irakiennes perdent continuellement du terrain, notamment dans la périphérie montagneuse du Kurdistan. Le seul front nord du pays mobilise deux corps d'armée autour des principales villes : Mossoul, Kirkouk, Souleimanieh. Mais, dans les montagnes, les soldats et, surtout, l'aviation de Saddam Hussein préfèrent pratiquer la politique de la terre brûlée.

Des armes biologiques, Bagdad en a à revendre. L'Irak fabrique lui-même massivement cet arsenal de destruction : 60 tonnes par mois de gaz moutarde, 4 tonnes de tabun et 4 tonnes de Sarin, selon le « Jane's Defense Weekly ». A Salman Pak, à 50 kilomètres au sud de la capitale, le centre de recherches sur les armes chimiques aurait même ouvert récemment un département bactériologique. La fabrication de ces produits et leur conditionnement s'effectuent à Samarra, à 100 kilomètres au nord-ouest de Bagdad, et à Al Fallujah.

Est-il possible, après quelque huit ans de guerre, d'aller plus avant dans l'horreur ? Oui. Jusqu'à présent, le largage des bombes chimiques s'opère par avion. Mais, à l'heure où la « guerre des villes » se déchaine (28 missiles tombés sur Bagdad depuis la fin de février et 93 sur Téhéran, selon les communiqués des deux pays belligérants), on ne peut exclure que les missiles sol-sol puissent être, un jour, des vecteurs d'armes chimiques. Sans doute, avant d'en arriver là, Saddam Hussein réfléchira-t-il aux dégâts considérables que ceux-ci produiraient dans l'opinion internationale. Mais, dans cette guerre sans merci, même le pire ne peut être exclu.

ALAIN LOUYOT

Avec Henri Eyraud.

Agence France Presse 25.3.88

Armes chimiques : la vie de millions de Kurdes contaminés est en danger, selon un toxicologue belge

BRUXELLES, 25 mars (AFP) - Les millions de Kurdes contaminés récemment par le recours massif aux gaz chimiques dans le Kurdistan risquent d'en mourir, a déclaré un toxicologue belge, le professeur Aubin Heyndrickx, appelé en consultation aux Nations-Unies pour témoigner sur les effets des armes chimiques.

On ignore encore le nombre exact des victimes. Selon Téhéran, le seul bombardement par l'armée irakienne de la ville de Halabja (Kurdistan irakien), a fait 5.000 morts et 5.000 blessés.

Interrogé par La Libre Belgique, avant son départ samedi pour New York, le professeur Heyndrickx a déclaré à propos des milliers de personnes contaminées au Kurdistan: "C'est la catastrophe. Dans nos cliniques universitaires, il faut pratiquement une infirmière par malade intoxiqué. Qui va pouvoir s'occuper là-bas des blessés? Ils vont "crever" sur place. Il n'y a en outre quasiment plus d'eau sur place."

Quatre assistants du toxicologue belge sont partis au Kurdistan en mission exploratoire.

BRUXELLES - "La situation est plus difficile qu'après un tremblement de terre car l'ypérite a un effet résiduel très élevé. Elle restera dans le sol pendant vingt à trente ans", a en outre déclaré le professeur.

Le gaz yperite a été ainsi dénommé pour avoir été utilisé la première fois le 22 avril 1915 dans les tranchées de la région d'Ypres, près de la frontière franco-belge au début de la Première guerre mondiale. Cinq mille soldats y avaient succombé. Selon le toxicologue, des agriculteurs sont encore aujourd'hui contaminés lorsqu'ils travaillent la terre ils mettent à jour d'anciens obus renfermant de l'ypérite.

Par ailleurs, La Libre Belgique rapporte que des universitaires ont acheté pour 240 dollars tous les composants nécessaires pour produire 27 kg de gaz moutarde nitrogène, c'est-à-dire assez pour tuer un million de personnes.

Le journal cite une étude de l'université d'Amsterdam publiée dans les annales du second congrès sur la guerre biologique et chimique qui s'est tenu à Gand (Belgique) en 1986. Selon cette étude, les composants sont utilisés dans les industries des insecticides, plastiques, photographie et électronique.

Les universitaires ont pu constater qu'ils pouvaient exporter ces produits librement à partir du port d'Amsterdam, ces derniers étant désignés par un nom ne figurant pas sur la liste des substances nécessitant une autorisation d'exportation. L'ignorance du douanier a fait le reste, ajoute La Libre Belgique.

New York Times 25.3.88

U.N. to Study Poison-Gas Charge

Special to The New York Times

UNITED NATIONS, March 25 — Secretary General Javier Pérez de Cuéllar agreed this evening to an Iranian demand that he send a team of experts to investigate accusations that Iraq used chemical weapons against civilians, the United Nations said.

The chief Iranian delegate had threatened to boycott coming peace talks with the Secretary General on the Gulf war if the team was not sent.

The announcement opened the way for Mr. Pérez de Cuéllar to proceed

with the talks, which are scheduled for next month. It also set the stage for possible disclosures about the Iraqi war effort that might embarrass Western members of the Security Council as they try to impose an arms embargo on Iran.

Iran has reported that more than 5,000 people were killed and 5,000 were wounded during five days of Iraqi attacks on the Kurdish village of Halabja, in Iraqi territory occupied by Iran. Iran has asserted that Iraq used mus-

tard gas and cyanide in the attack, and this week it allowed journalists to tour the area and to photograph the victims.

In the past, Iraq has denied using chemical weapons. This time, its Ambassador in London suggested that Iran, not Iraq, used them at Halabja.

After being told of the Secretary General's decision, the Iranian delegate to the United Nations, Mohammad Mahallati, announced that his Government would send an envoy to the talks.

Several Security Council members had tried to persuade the Secretary General not to send the team to Iraq, arguing that the visit would divert attention from the peace process.

Mr. Pérez de Cuéllar today said there was "serious evidence in the public domain" implicating Iraq in the attacks in Kurdistan. Mr. Mahallati rejected this statement as insufficient.

Fighting in Kurdistan

NICOSIA, Cyprus, March 25 (AP) — Iranian and Iraqi soldiers fought today in the Kurdistan mountains for control of an area east of the Kirkuk oil fields, which produce more than half the oil that finances the Iraqi war effort.

Each side said it shot down four of the other's planes during the battle, which took place on the northern front, the region that includes Halabja.

Iran said its Revolutionary Guards killed or wounded 500 Iraqis in heavy fighting east of Sayyid Sadiq. Both sides used planes and helicopter gunships in the fighting.

The Economist 26.3.88

If you can think of something even beastlier, do it

FROM OUR LEVANT CORRESPONDENT

EIGHT years of carnage have not robbed the Gulf war of its capacity to shock. In the middle of March (the exact date is unclear) Iranian soldiers pushed the Iraqi army out of the Kurdish town of Halabja, in the Kurdish part of north-east Iraq. One or two days later (this date, too, is unclear), the Iraqi air force appears to have responded by bombing Halabja with some sort of poisonous gas.

The Iraqis say it was the Iranians who bombed the town, a claim that contradicts the testimony of most survivors. The Kurds say that more than 4,000 people died, a claim difficult to verify. But western reporters and television crews, helicoptered into Halabja by the Iranians, found hundreds of

corpses strewn around the town. Most were eerily unwounded, suggesting that they had been the victims of a quick-acting poison agent, possibly one of the nerve gases. Hundreds more victims, in hospitals in Tehran, had ferocious skin burns of the kind caused by mustard gas.

If it was indeed the Iraqis who gassed Halabja (the United States says that both sides stockpile chemical weapons) one result will be to deepen the hatred most Kurds of Iraq's mountainous north-east feel for the regime of President Saddam Hussein. Iraqi Kurds—armed by Iran with Katyusha rockets, mortars, anti-tank and anti-aircraft missiles—are undoubtedly playing a part in the current Iranian push in the north-east. An Iraqi counter-action would seem normal in the grisliness of a desperate war, were it not for the horror of the

method Iraq seems to have used.

Iraq has always said that it will, if necessary, use chemical weapons to stop an Iranian breakthrough. It has used gas before, to stop Iranian attacks on Basra, its second-biggest city. Iraq may have feared that an Iranian advance towards the provincial capital of Sulaymaniyah (see map) might eventually threaten the vital oilfields around Kirkuk. But to get there Iran's soldiers would have to fight their way through well-defended mountain passes, and then descend into open plains, where they are vulnerable to attack by Iraq's stronger air and armoured forces.

The truth is that the new fighting in Iraq's north is no more likely to produce a decisive change in the course of the war than is the new round of attacks by both sides on ships in the Gulf, or the continuing firing of inaccurate and probably not particularly devastating missiles on to each other's cities. Yet this particularly horrible re-appearance of the gas war follows the revival of both the "tanker war" and the "war of the cities". In all three cases, it is the Iraqis who seem to have taken the initiative.

On March 19th Iraqi aircraft struck Iran's main oil terminal at Kharg Island in the northern Gulf, setting fire to two tank-

ers and killing 46 sailors. Iran responded with half a dozen attacks on neutral shipping. The war of the cities, meanwhile, has settled down into a dreary and dreadful routine. Iraq says it has fired around 110 missiles since the two sides started the present round of firing at the end of February. The Iraqis retaliate for attacks on their capital within minutes; the Iranians, who seem to have a smaller missile arsenal, take longer to shoot back. The Iraqis have fired as many as 11 missiles in a single day.

None of these exchanges seems to have had a decisive effect. The drizzle of Iraqi missiles has been heavy enough to disrupt life in Tehran, but almost certainly not to destroy Iran's will to fight on. Instead, the missile war is taking on an increasingly symbolic character. Iran has been lobbing missiles into President Hussein's home town of Tikrit, and Iraq has been firing on Qom, the Iranian holy city associated with Ayatollah Khomeini.

Iraq is presumably hoping that its intensification of the war will remind the great powers of the ceasefire plan laid down in last July's United Nations Security Council Resolution 598. The Iraqis have accepted this; the Iranians have consistently ignored it. When Mr George Shultz, the American secretary of state, was in Moscow in Febru-

Suite

ary he thought the Russians were at last prepared to co-operate in clamping an international arms embargo on Iran. Nothing has happened since then: perhaps because Russia is bargaining for an American concession in the Afghan negotiations before it helps with Iran; maybe because Mr Gorbachev has now decided he does not want to infuriate Iran; possibly because Mr Shultz just misheard in Moscow.

It suits the Russians to blame their inaction on Iraq's stubborn pursuit of the "war of the cities": (Iran has accused them bitterly of providing Iraq with the missiles that thump into Tehran.) On March 7th Russia proposed a missiles-only ceasefire; the Iraqis brushed it angrily aside. Sir Geoffrey Howe, the British foreign secretary, has warned his Iraqi counterpart that the missile war has muddied the main issue, but Iraq does not seem to be listening.

Iran, in contrast, has been showing its usual Persian subtlety. On February 28th its foreign minister wrote to the UN secretary-general, Mr Javier Perez de Cuellar, hinting

at a new flexibility in the Iranian negotiating position. This was almost certainly designed to mislead; but on March 16th the Security Council was persuaded to endorse a decision by Mr Perez de Cuellar to invite the foreign ministers of both belligerents to New York for "intensive consultations", code, on past experience, for further international ditherings.

The Russians may in the end decide that an attempt to befriend both Iran and Iraq cannot work. They may then come off the fence and agree to an arms embargo. If the missiles Iraq has been firing at Tehran have helped Russia to delay that difficult decision, they will have prolonged a war Iraq badly wants to end.

field headquarters. Since the Hondurans have always denied that such bases exist, they could not complain loudly or fast. So the United States put the complaint in their mouths and responded to it on March 16th by doubling its forces in Honduras: it sent in 3,200 more soldiers, who were at first kept well

away from the border area where the fuss was going on. They moved closer when the Sandinists, laying mines as they went, were clearly on the way home. The Honduran air force flew past and dropped a few bombs into the almost trackless bush, a declaration of sovereignty if of nothing else.

The upshot was no decisive gain for either side. The Sandinists managed to destroy some contra weapons; but not the main base from which American mercenaries fly their helicopters over into Nicaragua. The contras will probably inherit ammunition and other equipment that the visiting American soldiers "forget" to take home. The Congress in Washington, having drifted this way and that so many times on contra aid, might have been alarmed enough

by the cross-border incursion to drift into renewing the military aid it had earlier decided to cut off.

But the Sandinists, too, had few cards left to play. Their economy has collapsed under the pressure of boycott and their own incompetence. The much-maligned peace

plan of Costa Rica's president, Mr Oscar Arias, has squeezed them into allowing more freedom of speech, and their citizens have a great deal to grumble freely about. The talks with the contras at the small southern town of Sapoa, near the Costa Rican border, led not only to the truce but also to large concessions which the Sandinists had said they would never make: face-to-face discussion of political issues, notably that of the release of political prisoners, of whom they hold more than 3,000, in two categories.

Some are held for acts committed after the Sandinists came to power; these they have always said might be released as part of a settlement. But they have insisted they would hold on to others, imprisoned for offences committed in the service of the Somoza dictatorship, which was overthrown

Herald Tribune 26.3.88

The Kurds' Turn for the Atrocity du Jour

By Jim Hoagland

PARIS — Did you catch those pictures on television the other night, all those bodies in that village in Iraq, and not a mark on them? Poison gas, the announcer said, and it sure looked like it. Victims were the Kurds. Again.

Hadn't heard much about the Kurds recently. Maybe 10 million of them or more in that mountainous belt that stretches across Turkey, Iraq and Iran. Since Turkey denies they even exist and Iran and Iraq smack them around regularly, they are hard to find and count.

Kurds: Aryan tribesmen, Moslems but not Arabs. That has been part of the trouble in Iraq, where the Ba'athist government wants everybody to sign up for "Arab socialism." The Kurds keep revolting to make their northeastern corner independent or autonomous from Bag-

dad. Remember how they lost in the 1970s with America's help?

They got on Baghdad's nerves this time by joining up with the Iranians in that organized slaughter dignified with the name of the Iran-Iraq war. Seems they helped Iran capture a few Kurdish villages inside Iraq last week. Big mistake. It provoked the Iraqis to send the bug squad.

That's probably not what they call the planes and pilots that the Kurds say dropped poison gas on them. But Iraqi officials were saying already last year, with lighthearted chuckles, that they weren't going to just use flyswatters if those waves of flies kept coming at them from Iran. They could always reach for the Filii.

French newspapers say it looks like the biggest use of poison gas

like this since the Germans just about wiped out Ypres in 1917 and gave the stuff a bad name. Maybe Halabja, the village where the bodies were on display the other day, will at last be famous now.

But you can't even count on that. Kurdish calamities never seem to make a big impression in the outside world. Isolated, living in feudal conditions, hospitable as can be to the few foreigners who ever go up there but divided into bitter factions themselves, they are accustomed to being minor victims in big geopolitics.

In the 1970s, for example, the shah of Iran and the Americans encouraged them to rise up against Baghdad and then dropped them like a rock. The contras of that era, the Kurds were supposed to just bleed the Iraqis and their Russian patrons, but not get strong enough to overthrow the Baghdad government and create an international crisis.

Baghdad plays down its Soviet ties now, and is on fairly good terms with Washington, which seems less eager to see problems in Kurdistan. Reports last year that Kurdish villages were being destroyed and chemical weapons used by the Iraqis on Kurdish civilians caused a military attaché at the American Embassy to go up for a look-see. Came back and told other diplomats he'd seen destroyed villages. Told a visiting journalist that he hadn't.

It was not a time for boat rocking. The United States was then applauding Iraq's president, Saddam Hussein, for apologizing for the "tragic" error in which one of his planes put

an Exocet missile into the U.S.S. Stark. "Tragic" is a politician's way of saying that 37 American sailors died for no good reason.

Kind of honorary Kurds, those sailors. They had the poor judgment to get hit by an Arab missile while Reagan and Co. were trying to make up to the Arabs and show that the United States really was mad at the Iranians, Ollie North and arms shipments to ayatollahs notwithstanding. Washington had to grin and bear the Stark to reassure the Arabs and gain influence with Iraq.

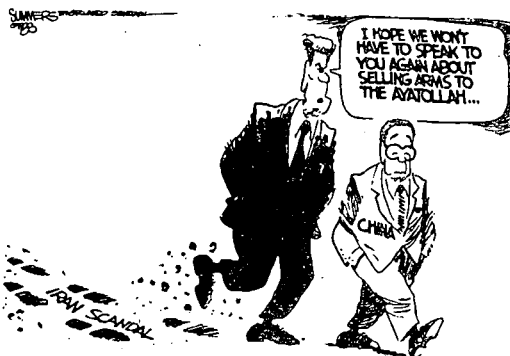
We see now how far that influence goes. In the past month the Iraqis have started a new round of attacks on shipping in the Gulf, intensified missile attacks on Iranian cities and squirted Iraqi perfume on Halabja. The ayatollahs, no slouches in the atrocity game, respond in kind where they can.

The White House says it is disgusted by what seems to have happened at Halabja. But the American policy response to Iraq's escalation is to keep on pushing for an arms embargo — against Iran.

With logic like that shaping policy, Washington's friendship for Baghdad is likely to survive one night of poison gas and sickening television film. Television moves on, shock succeeds shock, the day's horror becomes distant memory. The Kurds will stay on history's margins, and policy will have continuity.

Say, did you catch the film of the Jews and the Arabs slugging it out on the West Bank? Watch the pictures of the Catholics and Protestants in Belfast? Did you see

The Washington Post.



BAGDAD, 26 mars (AFP) - L'Irak a dénoncé samedi soir sa condamnation par des instances internationales et les pays étrangers qui l'accusent d'utiliser des armes chimiques et a affirmé son droit ainsi que sa détermination à "avoir recours à tous les moyens à sa disposition pour contrer l'invasion irakienne". Dans un communiqué officiel, les instances dirigeantes irakiennes, réunies sous la présidence du président Saddam Hussein, ont déclaré que "l'Irak ne peut rester les bras croisés devant l'agression irakienne et les vagues d'invasion barbares".

Cependant, le communiqué ne reconnaît pas explicitement le recours de l'Irak aux armes chimiques qui ont fait, selon l'Irak, 5.000 morts dans le seul bombardement de la ville kurde de Halabja.

"L'Irak proclame au monde entier qu'il ne peut rester les mains liées devant les envahisseurs barbares et qu'il est décidé, fermement décidé, à se défendre par les tous les moyens disponibles", a déclaré le communiqué diffusé par l'agence irakienne d'information INA.

Le Conseil de commandement de la révolution et le Commandement du Parti Baas (au pouvoir à Bagdad), les deux plus hautes instances irakiennes, ont souligné à cet égard, dans leur communiqué, que la "Charte des Nations-Unies et la loi internationale sont un tout indivisible et qu'il est inacceptable d'en faire fi pour traiter d'une partie des principes et des clauses énoncés".

suivra

Suite

BAGDAD - Le communiqué a souligné que tous les articles de la loi internationale doivent être respectés et que la paix doit être acceptée (par l'Irak), sinon les pays menacés sont contraints d'utiliser tous les moyens disponibles pour se défendre".

Commentant les déclarations du secrétaire général des Nations-Unies, M. Javier Perez de Cuellar, et celles des pays qui ont condamné l'Irak sur "ce qu'on appelle l'utilisation d'armes chimiques", le communiqué "a dénoncé avec force les déclarations tendancieuses" et les a qualifiées de "suspectes".

Ces déclarations, a poursuivi le texte "masquent la réalité et ignorent que l'Irak refuse la paix et a occupé sous les yeux du Conseil de sécurité de l'ONU une ville irakienne".

La ville de Halabja (70.000 habitants) a été occupée par l'Irak le 17 mars, lors de l'offensive "Val-Fajr-10" (Vore-10) menée dans la province de Suleimaniyeh, dans le Kurdistan irakien.

Le communiqué a estimé que les prises de position contre l'Irak n'étaient "ni justes ni sincères" et encourageaient l'Irak à poursuivre son "chantage" sur la communauté internationale.

M. Perez de Cuellar, qui a fait part de sa "condamnation irrévocable" pour l'utilisation par l'Irak d'armes chimiques, a décidé d'envoyer une mission d'experts à Téhéran pour enquêter.

The New York Times 26.3.88

Poison Gas: Iraq's Crime

Again, Iraq stands credibly accused of resorting to chemical weapons in its seven-year war with Iran. More than 100 Kurds — women, children and elderly people — were killed last week in the Iranian-occupied city of Halabja. The instrument of their death arrived in a single warplane, almost certainly Iraqi, whose bombs dispersed a yellow-white cloud through the Kurdish Iraqi city.

The deed is in every sense a war crime. It is compounded by Iraq's lame official denials and unofficial alibis for using a dastardly weapon.

The State Department properly denounced Iraq for its "particularly grave violation" of the 1925 Geneva protocol outlawing use of gas weapons. Though Americans have no wish to see Iran prevail in the Persian Gulf war, it wasn't the ayatollahs who started it, bombed the U.S.S. Stark and escalated the "war of the cities," firing missiles into the center of civilians areas.

Iran bears the responsibility for prolonging this senseless war. If it now retaliates with its own gas weapons, the mullahs will have thrown away their moral advantage and edged the world closer to barbarism.

Churchill called mustard gas "hellish poison" when it was introduced by the Germans, then employed by all sides routinely and hideously in World

War I. So great was the loathing aroused by chemical warfare that former belligerents joined in signing the 1925 protocol against use of a weapon "justly condemned by the general opinion of the civilized world."

Iraq signed in 1931, and now violates both letter and spirit of the treaty. The victims are not even Iranian soldiers but Iraq's own Kurdish citizens. The attack appears to be a grisly warning against an ethnic group that Baghdad accuses of collaborating with Iran.

Long before the gulf war, sporadic violations were alleged against the Italians in Ethiopia in 1935-36 and Egypt in Yemen in 1963. But Iraq's violation has been repeated and flagrant, beginning in 1984. Baghdad's culpability was established by a United Nations inquiry, resulting in condemnation by the Security Council.

The United States and the Soviet Union have been negotiating a new Geneva agreement that would reaffirm the ban on use, outlaw production and call for destruction of existing stockpiles of chemical weapons. Agreement has been stalled in arguments over verification and over what to do about proliferation of these weapons to nations like Iraq.

In the meantime, Washington and Moscow have to get an urgent message to Baghdad now: Stop using these weapons or forfeit outside support.

28.3.88

Herald Tribune

Iraq Stands Accused

Again, Iraq stands credibly accused of resorting to chemical weapons in its war with Iran. More than 100 Kurds — women, children and elderly people — were killed on March 16 in the Iranian-occupied city of Halabja. The instrument of their death arrived in a single warplane, almost certainly Iraqi, whose bombs dispersed a yellow-white cloud through the Kurdish Iraqi city.

The deed is in every sense a war crime. It is compounded by Iraq's lame official denials and unofficial alibis for using a dastardly weapon. The U.S. State Department properly denounced Iraq for its "particularly grave violation" of the 1925 Geneva protocol outlawing use of gas weapons.

Americans have no wish to see Iran prevail in the Gulf war, but it was not the ayatollahs who started it, bombed the U.S.S. Stark and escalated the "war of the cities," firing missiles into the center of civilian areas.

Iran bears the responsibility for prolonging this senseless war. If it now retaliates with its own gas weapons, the mullahs will have thrown away their moral advantage and edged the world closer to barbarism.

Churchill called mustard gas "hellish poison" when it was introduced by the Germans, then used by all sides routinely and hideously in World War I. So great was the loathing aroused by chemical warfare that

former belligerents joined in signing the 1925 protocol against use of a weapon "justly condemned by the general opinion of the civilized world." Iraq signed in 1931, and now it violates both the letter and the spirit of the treaty. The victims are not even Iranian soldiers but Iraq's own Kurdish citizens. The attack appears to be a grisly warning against an ethnic group that Baghdad accuses of collaborating with Iran.

Long before the Gulf war, sporadic violations were alleged against the Italians in Ethiopia in 1935-36 and Egypt in Yemen in 1963. But Iraq's violation has been repeated and flagrant, beginning in 1984. Baghdad's culpability was established by a United Nations inquiry, resulting in condemnation by the Security Council.

The United States and the Soviet Union have been negotiating a new Geneva agreement that would reaffirm the ban on use, outlaw production and call for destruction of stockpiles of chemical weapons. Agreement has been stalled in arguments over verification and what to do about proliferation of these weapons to states like Iraq.

In the meantime, Washington and Moscow have to get an urgent message to Baghdad now: Stop using these weapons or forfeit outside support.

— THE NEW YORK TIMES.

Quotidien de Paris

28.3.88

Guerre chimique : l'aveu de Bagdad

● Tandis que la « guerre des villes » se poursuit, l'Irak a reconnu samedi implicitement avoir utilisé des armes chimiques.

Deux missiles sol-sol iraniens sur Bagdad, des missiles irakiens sur des quartiers résidentiels de Téhéran et Ispahan : la « guerre des villes » s'est poursuivie hier, alors qu'une mission des Nations unies est attendue aujourd'hui à Téhéran pour enquêter sur les récentes attaques aux armes chimiques dont sont accusées les forces irakiennes. Cette mission, qui comprendra deux personnes dont un médecin, examinera des blessés iraniens.

En fait l'utilisation d'armes chimiques a été reconnue implicitement samedi par l'Irak qui a affirmé son droit d'user de « tous les moyens » pour se défendre contre l'Iran.

« L'Irak proclame au monde entier qu'il ne peut rester les mains liées devant les envahisseurs barbares et qu'il est décidé, fermement décidé, à se défendre par tous les moyens disponibles », affirme un communiqué officiel publié à l'issue d'une réunion des instances dirigeantes irakiennes sous la présidence de Saddam Hussein.

Des équipes de télévision invitées par l'Irak avaient pu filmer ces derniers jours des scènes impressionnantes où apparaissaient les victimes de la ville kurde irakienne de Halabja, massivement bombardée les 17 et 18 mars aux armes chimiques après être passée sous le contrôle de l'Irak. Selon le bilan iranien ces bombardements auraient fait 5 000 morts et autant de blessés. Selon Téhéran, trois localités du nord-ouest de l'Irak ont également été bombardées aux armes chimiques le 22 mars ainsi que les abords de la ville de Marivan, dans la même région, le 25 mars.

Iraqi gas attacks revive horrors of the Great War

Jim Muir

KURDISTAN

THE IRAQ-IRAN conflict, grinding along well into its eighth year, has often been compared to the first world war because of the huge numbers of troops sacrificed for the sake of advancing, in some cases, not much more than a few yards.

Parallels are again being drawn with the 1914-18 conflict, but for a different, perhaps more sinister reason — the use of poison gases, banned by the international community in 1925 so that the horrors of earlier years would never be repeated.

They have been, in the unlikely setting of the remote Kurdish mountain town of Halabja in northern Iraq, some 15 miles from the border with Iran. Western correspondents who visited the town with the Iranians last week verified that hundreds of Iraqi Kurdish civilians, including entire families, were killed by chemical weapons.

Exactly how many people died is not yet known. Kurdish *peshmerga* guerrillas, allies of the Iranians, captured the town on March 16. The gas attacks happened before Iranian forces joined the guerrillas.

Tehran Kurdish rebels claim that as many as 5,000 Kurdish civilians and hundreds of guerrillas perished in the town, in normal times a thriving community of some

70,000 people. The Iranians say that thousands more are suffering from the effects of the poison gases.

Dr Mohammed Al-Mashat, the Iraqi ambassador in London, last week denied accusations that it was Iraqi warplanes which dropped chemical bombs on Halabja. He accused the Iranians of responsibility for the killings. But Iraq has never admitted



using poison gases in the past, even when the charges have been substantiated by independent investigators. In March 1986, a team of United Nations experts for the first time publicly named Iraq as responsible for using chemical weapons against Iranian forces "on many occasions"

during the Iranian attack on Iraq's Faw peninsula, at the southern end of the battle-front.

Even American officials — no friends of Iran — conceded that Iraq was the most likely culprit at Halabja. "In addition to the media reports, we do have some additional indicators that the massive attack was in fact carried out by Iraq," a state department official told The Sunday Times.

The spokesman added that there were "other indications" that Iraq also used chemical shells in the same area, but he could not specify when, where, or what type of chemicals were involved.

By all accounts, a combination of mustard gas and other, more instantly fatal, chemical agents caused the massive carnage at Halabja.

The injured survivors that reporters saw being treated in hospitals in Tehran and elsewhere last week showed the classic symptoms of mustard gas poisoning — ugly skin lesions and breathing difficulties.

As well as progressively affecting the lungs and skin, mustard gas also impairs the bone marrow function. It often means a lingering and painful death, although some victims recover.

But many of those who died

instantly in or near their homes bore different traces. "The speed of their deaths would suggest something very quick-acting — nerve agents or one of the cyanide-based blood gases," said Don Kerr of the International Institute of Strategic Studies (IISS) in London.

Iranian officials in Halabja itself also believe that cyanide agents caused many of the deaths. Experts believe Iraq has at least three chemical weapon production centres — at Samarra, Rutbah and Salman Pak — and is producing the nerve gases Tabun, Sarin (both are phosphorous compounds), cyanotic agents and mustard gas.

Although it did not name Iraq as responsible, a team of UN experts first reported that mustard gas and Tabun had been used against Iran as early as March 1984. Since then, Iraqi use of chemical weapons has been reported every year except 1987, with varying degrees of success, against Iran's spring offensives.

Their use against the Kurds, however, is apparently a more recent thing. Rebel Iraqi Kurds say that Iraq first began using poison gases against their guerrilla bases and a number of Kurdish villages last April.

Kurdish guerrillas accused

the Iraqis of bombing Halabja out of spite, and to deter the population from joining the guerrillas.

Don Kerr of the IISS agreed that may have been one factor. "But this is also an action the Iraqis have taken before against the Iranians when in danger of losing — and they

seem to have taken a beating at Halabja," he said.

"This is something that is going to be held against them [Iraq] for a very long time to come — and it's going to do nothing to ease their internal problem in the north," Kerr added.

Iranian leaders last week vowed to resort to chemical warfare if the UN Security Council fails to condemn Iraq. Experts say Iran is working on chemical weapons, but is lagging well behind Iraq, though American officials say Iranians have used chemical shells on "very limited occasions" over the past two years.

Agence France
Presse 27.3.88

L'état-major irakien fait le "serment" de détruire les villes iraniennes
Par NABIL JUMBERT

MANAMA, 27 mars (AFP) - Un mois après le début de la "guerre des missiles" que se livrent aveuglément et sans répit l'Irak et l'Iran, l'état-major irakien a fait dimanche le "serment" solennel de détruire les villes iraniennes et de "semer la mort" dans les rangs iraniens.

Selon Téhéran, les forces iraniennes continuent à progresser en territoire irakien dans la province kurde de Sulémaniyah après avoir occupé, le 17 mars, la ville de Halabja (70.000 habitants) et pris le contrôle de 1.000 km² dans ce secteur, situé à moins de 300 km de Bagdad.

L'Irak a reconnu entre-temps, en des termes à peine voilés, qu'il avait recours aux armes chimiques pour contrer l'"invasion" irannienne et déclaré avoir le droit de recourir à "tous les moyens disponibles" pour se défendre.

L'Irak est accusé depuis plusieurs années d'avoir recours aux armes chimiques. Selon une revue britannique spécialisée il pourrait produire mensuellement près de 70 tonnes de différentes sortes de gaz. Mais il ne l'avait jamais reconnu, même quand il avait été condamné explicitement en mars 1986 par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Convoquées par le président Saddam Hussein, les deux plus hautes instances dirigeantes du pays ont publié un communiqué samedi soir pour "proclamer au monde entier que l'Irak ne peut rester les mains liées devant les envahisseurs et qu'il est fermement décidé à se défendre par tous les moyens à sa disposition".

Suivra...

MANAMA - Selon Téhéran, le bombardement aux armes chimiques de la ville de Halabja, après sa chute aux mains des forces iraniennes, a fait 5.000 morts et 5.000 blessés. Plusieurs autres victimes ont été dénombrées dans d'autres bombardements du même type contre des localités iraniennes.

Une mission des Nations-Unies est attendue, sur instructions du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, lundi à Téhéran pour examiner les blessés iraniens.

L'Irak a dénoncé M. de Cuellar nommément, dans un geste sans précédent, pour avoir condamné le recours aux armes chimiques. Il l'a accusé d'être "partial" et de s'occuper de questions secondaires au lieu de contraindre l'Iran à accepter une paix globale.

Cette accusation met d'ores et déjà en péril l'issue des conversations sur une relance d'un règlement de paix que M. de Cuellar doit avoir successivement à New York, en principe à partir de mardi avec un représentant du gouvernement iranien, puis les 4 et 5 avril avec le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz.

Dimanche, manifestement pour montrer qu'il compte garder toute latitude d'action dans ses opérations militaires, l'Irak a tiré deux nouveaux missiles sur Téhéran et deux autres sur Ispahan, la deuxième ville iranienne. L'Iran a riposté comme d'habitude et tiré deux missiles sur la capitale irakienne en début de matinée puis deux autres l'après-midi sur Bassorah, la deuxième ville irakienne.

Suivra...

MANAMA - En 28 Jours, l'Irak a déjà tiré 103 missiles sur Téhéran, à près de 500 km des frontières; huit sur la ville sainte chiite de Qom et quatre sur Ispahan; la "moitié du monde", selon le dicton iranien. L'Iran a tiré autant de missiles dont au moins 31 ont touché la capitale irakienne; à moins de 150 km du territoire iranien.

Selon Téhéran, les forces iraniennes ont réussi à s'approcher de huit km de la localité de Seyed Sadia au nord du lac et, dimanche, une nouvelle opération, nommée Beit Ol-Moadass-4, leur a permis le contrôle d'une vingtaine de km au sud; dont plusieurs hauteurs de "grande importance stratégique".

Leur progression est appuyée par une intervention inhabituelle de l'aviation iranienne. L'Irak a affirmé avoir abattu huit avions iraniens ces trois derniers jours.

Dimanche, l'état-major a déclaré, dans un communiqué officiel: "L'Irak, son peuple et son armée font le serment solennel de transformer les villes iraniennes en un tas de décombres. L'Irak va désormais semer la mort".

Agence France Presse 29.3.88

Six victimes de la guerre chimique sont arrivées à Londres pour des soins d'urgence

LONDRES, 29 mars (AFP) - Six victimes de l'attaque irakienne aux armes chimiques contre la ville de Halabja, dans le Kurdistan irakien, sont arrivées à l'aéroport de Heathrow mardi après-midi à bord d'un avion iranien, pour recevoir des soins d'urgence dans un hôpital londonien.

Il a fallu deux heures pour faire descendre les six blessés, trois hommes et trois femmes, qui souffrent de brûlures des yeux, de la peau et des poumons. Ils ont été aussitôt emmenés en ambulance à l'hôpital Cromwell, dans le centre de Londres.

Environ 80 Iraniens soutenant le régime de l'ayatollah Khomeiny ont manifesté sans incidents devant le centre médical à Heathrow, brandissant des panneaux avec des photos de victimes brûlées par des armes chimiques.

L'avion iranien avait fait escale auparavant à Vienne, Francfort et Genève, où d'autres blessés avaient été débarqués. Il devait ensuite se rendre aux Etats-Unis.

Arrivée à Vienne pour traitement de six Kurdes blessés au gaz toxique

VIENNE, 29 mars (AFP) - Six Kurdes, blessés récemment lors d'une attaque aux armes chimiques en Irak, sont arrivés mardi par un avion iranien à Vienne, pour être traités dans deux hôpitaux dans la capitale autrichienne; ont annoncé les autorités de l'aéroport de Vienne-Schwechat.

Selon les autorités de l'aéroport, une trentaine d'autres Kurdes blessés au gaz toxique se trouvaient à bord du même appareil. Ils doivent être acheminés pour traitement dans des hôpitaux à Genève, à Londres et en RFA.

L'ambassade d'Irak à Vienne, qui avait annoncé lundi la prochaine arrivée des Kurdes blessés dans la capitale autrichienne, a indiqué que ces derniers avaient été victimes d'une attaque aux armes chimiques perpétrée "par le régime irakien contre la ville d'Halabja" en Irak. Selon Téhéran, 5.000 personnes auraient trouvé la mort et 5.000 autres auraient été grièvement blessées lors de cette attaque aérienne.

Les autorités iraniennes ont acheminé dimanche dernier plusieurs blessés au gaz toxique à Stockholm, rappelle-t-on.

A plusieurs reprises, dans le passé, l'Irak avait déjà envoyé en Autriche des Iraniens blessés au gaz moutarde dans la guerre du Golfe.

New York Times 29.3.88

Iran Says It Stalled Iraqi Drive

NICOSIA, Cyprus, March 28 (AP) — Iran said that its Revolutionary Guards beat back an Iraqi counterattack in Kurdistan today and that Teheran holds 540 square miles of the strategic region in northeast Iraq.

Elsewhere in the Persian Gulf, Iranian gunboats attacked two supertankers, setting them ablaze, and Iraqi-backed opponents of Ayatollah Ruhollah Khomeini reported that several thousand of their fighters overran Iranian positions in southwestern Iran.

Iraq acknowledged losing ground to Iran in the mountainous northeast.

The official Iraqi press agency said that Iraq fired three long-range missiles into Qum, the Iranian holy city, and that Iraqi warplanes bombed four Iranian towns to avenge "Iranian attacks on our cities and border."

Iraq said its artillery hit "military and industrial targets" in the southern city of Basra and in five other border towns. Teheran Radio said 11 Iranians died in Iraqi air raids on the towns of

Dizful, Ilam, Burujird and Kuhdasht.

If the Iranian report of a major advance into Kurdistan is true, it would mark the worst military setback for Iraq since the Iranian assault on the southern port city of Basra a year ago.

The official Iranian press agency said Iranian forces "fiercely repelled" a counterattack by Iraq's Fifth Army Corps around Lake Darbandikhan. It gave no indication of Iranian advances but quoted Mohsen Rafiq-Doust, the Minister for the Revolutionary Guards, as saying that his men had overrun 540 square miles in Kurdistan.

Their National Liberation Army mounted an offensive in Iran's southwestern Khuzistan Province. The rebels reported heavy Iranian casualties. Iran rejected the assertions.

Iranian gunboats attacked the Danish supertanker Karama Maersk and the Norwegian-operated tanker Golar Kansai off the southern emirate of Sharjah. No casualties were reported.

Midi Libre 30.3.88

IRAN : LE FILS DE RAFSANJANI VICTIME DES ARMES CHIMIQUES

■ Six Kurdes, blessés lors d'une attaque aux armes chimiques en Irak, sont arrivés hier à Vienne pour être traités dans deux hôpitaux de la capitale autrichienne. Une trentaine d'autres blessés seront acheminés pour traitement dans des hôpitaux à Genève, à Londres et en RFA.

A Téhéran, les deux experts mandatés par les Nations-Unies pour enquêter sur l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak ont été reçus lundi, peu après leur arrivée, par Mohammad Javad Larjani, vice-ministre iranien des Affaires étrangères chargé des affaires économiques et internationales.

M. Larjani a affirmé que le peuple iranien et l'opinion pu-

blique internationale attendaient des Nations-Unies une condamnation formelle du régime irakien pour l'emploi d'armes chimiques en violation du protocole de Genève de 1925.

D'autre part on apprendait que le propre fils du président du parlement iranien, Yasser Rafsanjani, ainsi que celui du procureur de la Révolution, Amir Mohamad Khomeini, figurent parmi les victimes des armes chimiques.

Ils ont été blessés lors des opérations de Val-Fajr 10 qui se déroulent actuellement dans le Kurdistan irakien (nord-est), auxquelles ils participaient en tant qu'étudiants volontaires. Ils sont soignés dans un hôpital de Téhéran.

Kurd victims of Iraqi attack flown to West for treatment

LONDON (AP) — Two dozen Kurds burned on their faces, backs and hands from reported Iraqi poison gas attacks that killed 5,000 were flown to four European countries yesterday for treatment.

Some coughed violently. Others lay motionless on stretchers as they were taken from an Iran Air ambulance plane that touched down in Austria, Switzerland, West Germany and Britain.

The State Department said that due to the "humanitarian nature" of the request from Iran, arrangements have been made to expedite their entry.

Swiss Red Cross President Felix Christ said the Iranian government was paying for the medical treatment.

Iran said the Iraqi air force dropped cyanide and mustard gas bombs on three Kurdish towns in Iraq, killing 5,000 Kurds and injuring 5,000 other people.

The attacks first targeted the town of Halabja, which had been captured by Iran, on March 16. Some chemical bombs reportedly hit the nearby villages of Khormal and Dojaila during the next few days. Most victims were in Halabja.

Dr. Gerhard Freilinger, depart-

ment head of Vienna's University Clinic for plastic surgery, said the patients he talked to appeared to have been injured by mustard gas that may have been mixed with a nerve gas.

Most of Iraq's 3.5 million Kurds live in the northeast. Kurdish sep-

U.S. officials said six would be treated at St. John's Episcopal Hospital in New York.

arist guerrillas, now backed by Iran, have been fighting Iraqi governments for decades, and Halabja was the scene of a Kurdish rebellion last year.

For its part, Iraq accused Iran yesterday of using poison gas in its Kurdistan offensive and threatened to attack Iranian cities with chemical weapons.

At the United Nations, Iraq criticized a U.N. decision to send two experts to investigate Iran's reports of gas attacks.

Iran said its Revolutionary Guards were moving deeper into Iraqi territory in the northern campaign.

Iranian rebel groups based in Iraq, said to include women fighters for the first time, appeared to have pushed into the oil-rich Khuzestan province of southwest Iran, around the town of Fakkeh.

There was no independent confirmation of the operation by the National Liberation Army of Iran. But the Iranians, who claimed Monday that the offensive was repulsed, said their warplanes bombed "enemy forces" yesterday in the Fakkeh region.

Also yesterday, Iran's official news agency said the 16-year-old son of a senior leader is in a hospital suffering the effects of an Iraqi chemical weapons attack. Reuters news agency reported.

The Islamic Republic News Agency identified the youth as Yaser Hashemi Rafsanjani, son of Parliament Speaker Ali Akbar Hashemi Rafsanjani.

It said Yaser Rafsanjani was a student volunteer in Iraq's northern Sulaymaniyah province when he came under Iraqi chemical attack Friday.]

grand massacre à l'arme chimique

DOCUMENTS

UN VERITABLE CHIMIQUE

Les « avantages » de l'arme chimique

Rapport du général Mohammed Chemali

■ Certains s'imaginent que la riposte à l'arme de destruction stratégique (nucléaire) nécessite l'emploi d'une arme similaire. Cette idée n'est pas sans fondement, mais d'autres formulent la question différemment, et affirment que n'importe quel pays du Tiers-Monde peut opposer à la menace nucléaire la menace chimique. En gardant à l'esprit que le danger de ces deux armes se situe au même niveau, et qu'elles font toutes les deux partie du groupe des armes de destruction totale. Des voix s'accordent pour laisser entendre que l'arme chimique offrirait plus d'intérêt aux yeux du pays du Tiers-Monde que son homologue nucléaire. À l'appui de cette thèse sont formulées les considérations suivantes :

— Les coûts de fabrication de l'arme chimique sont incomparablement moins élevés que ceux de l'arme nucléaire.

— Il est possible d'utiliser l'arme chimique en ayant recours à des avions épandeurs, de fabrication civile et non sophistiquée, à l'artillerie classique, à l'aviation pourvue de missiles tactiques. Cet ensemble de facteurs rend absolue la nécessité d'une suprématie aérienne et ne change rien au résultat escompté : porter l'arme de destruction totale sur le sol de l'ennemi.

— Il est possible de fabriquer l'arme chimique dans tous les laboratoires chimiques. Les procédés de fabrication sont connus, répandus et multiples.

— Stocker des arsenaux d'armes chimiques est chose facile et ne nécessite ni tapage ni délais excessifs.

— Il est possible d'installer des laboratoires souterrains à peu de frais.

— Les masques et combinaisons protecteurs ne constituent pas une parade fiable face à l'arme chimique. Les blindés et les abris collectifs ont une capacité protectrice bien limitée. Et puis, l'utilisation sera rapide et étendue dès les premiers instants, ce qui permettra d'atteindre l'objectif avant que les mesures de sécurité ne soient prises.

— Il est difficile de détecter la production d'armes chimiques.

— L'arme chimique, au même titre que la bombe à neutrons, détruit les forces vives sans endommager l'armement et le matériel, ce qui permet la récupération des ressources existantes dans les régions ainsi conquises, après avoir procédé à une simple décontamination.

— Il est possible d'utiliser l'arme chimique à l'attaque aussi bien qu'à la défense et à l'attaque frontale quand le sens du vent est favorable. L'intérêt réside dans le fait que les forces utilisant l'arme chimique, peuvent prendre le contrôle des régions attaquées sans encourir les risques issus de l'emploi de l'arme atomique.

(Extraits)

Politis 31.3.88

L'armée irakienne commet le premier

KURDISTAN : HIROSHIMA

□ Ecartelé entre l'Irak, l'Iran et la Turquie, le Kurdistan fait l'unanimité contre lui. Chacun leur tour, ces pays cognent à bras raccourcis sur les populations kurdes. Le comble de l'horreur a été atteint, la semaine dernière, avec les bombardements, par l'armée irakienne, de villages kurdes irakiens récemment conquis par l'Irak. Au moins 5 000 morts, essentiellement des femmes, des enfants et des personnes âgées. Et, pour faire bonne mesure, le bétail et les animaux domestiques.

Les bombes larguées par les Mirage F1 (faut-il rappeler que la France est le premier fournisseur d'armes de l'Irak ?) à basse altitude étaient remplies de gaz, cyanide et ypérite. L'effet a été immédiat : la mort par asphyxie.

Déjà condamnée deux fois

C'est la première fois que les armes chimiques sont utilisées à une telle échelle sur un terrain d'opérations. Si l'Irak a déjà été condamné deux fois par le conseil de sécurité de l'ONU pour usage d'armes chimiques contre l'Iran (que la Convention de Genève interdit), ce n'est pas la première fois qu'elle s'attaque ainsi aux régions du

5 000 Kurdes asphyxiés par bombardement chimique. Un nouveau pas vient d'être franchi par Bagdad dans la barbarie guerrière.

Kurdistan placées sous administration. Dans sa volonté d'en finir avec le mouvement nationaliste kurde (voir ci-dessous l'ordonnance du commandement militaire), en particulier avec le Parti démocratique du Kurdistan qui dirige la résistance armée, elle utilise fréquemment le gaz.

Substitut à l'arme nucléaire

Trois mille villages kurdes ont été détruits ou incendiés, plusieurs milliers de personnes contraintes à une immigration forcée. Le massacre prend un tour si systématique qu'il ressemble fort à un génocide.

Le document que nous publions dans la page ci-contre est un extrait d'un rapport du général libyen Mohammed Chemali. Il avait pour fonction de convaincre les gouvernements du Tiers-Monde de produire et d'utiliser à une grande échelle les armes chimiques, comme substitut à l'arme nucléaire pour les pays qui n'ont pas les moyens de se payer le nucléaire.

Menaces de ripostes iraniennes

Chose faite : l'Irak est désormais le plus grand producteur de ce type d'armes au Moyen-Orient, dans ses usines de Samarra et d'Al Fallujah. Le bombardement chimique du Kurdistan irakien risque par ailleurs d'aggraver, si faire se peut, le conflit Iran-Irak. Le gouvernement de Téhéran a, en effet, menacé de riposter en utilisant à son tour les armes chimiques (au moyen de missiles sol-sol dont les têtes seraient à charge chimique). Après la guerre tout court, après la guerre du Golfe, après la guerre des villes (déclenchée chaque fois par l'Irak), va-t-on entrer dans l'ère de la guerre chimique ?

J.P.B.

Otages français en sursis

Dans leur lutte contre le régime de Bagdad, les organisations nationalistes kurdes ont choisi de soutenir l'Iran. C'est pourquoi l'UPK (Union patriotique kurde) qui est avec les PDK (Parti démocratique du Kurdistan) la principale organisation de lutte armée, vient de menacer le pays qui soutiennent l'Irak. En particulier la France, coupable de « complicité avec les crimes de Saddam Hussein ». Les techniciens français qui participent à la construction de la centrale nucléaire de Karatchauk sont désignés aux milliers de pershmergas (combattants kurdes) comme des otages en sursis, devant être traités comme « des criminels de guerre ».

Ordonnance du commandement de la région nord de l'Irak

- 1) Les villages où se trouvent les saboteurs, les traîtres à la patrie et ceux qui soutiennent l'Iran, doivent être considérés comme des menaces pour la sécurité nationale.
- 2) Ces villages sont donc considérés comme des villages à éliminer ; les animaux et les habitants de cette région doivent être détruits. Cette instruction reste valable jusqu'à nouvel ordre.
- 3) Sont strictement interdites : les activités industrielles et agricoles ; défense d'entrer et de sortir ; tous les organismes officiels et compétents sont tenus d'exécuter ces instructions.
- 4) Tous les commandants doivent de manière permanente

attaquer ces régions dangereuses ; ces attaques pouvant se faire de jour comme de nuit.

5) Les gens de ces régions doivent être interrogés par les forces de l'ordre et, renseignements obtenus, doivent être pendus.

6) Les interrogatoires ne peuvent dépasser trois jours, dix dans les cas particuliers.

7) Les « troupes patriotes de défense » peuvent conserver leurs butins sauf les armes tactiques. Les commandants des troupes patriotiques de défense doivent rendre compte aux agents gouvernementaux, des résultats de leurs opérations. Il est indispensable de bien appliquer toutes ces instructions.

Giftgasopfer zur Behandlung in Wien eingetroffen

Irak läßt Polizei nicht ermitteln

Von Ferdinand Hennerbichler

In Wien sind gestern sechs Giftgasopfer von der Nordfront des Golfkriegs im irakischen Kurdistan zur ärztlichen Behandlung eingetroffen. Ihre Überlebenschancen werden mit 50 Prozent eingeschätzt. Im betroffenen Giftgasgebiet um die Kurdenstadt Halabdscha an der irakisch-iranischen Grenze hat unterdessen das Rote Kreuz eine humanitäre Untersuchungsmission begonnen.

Die Giftgasopfer wurden mit einer Sondermaschine der „Iran Air“ von Teheran nach Wien geflogen. Sie sind Kurden, die aus der Stadt Halabdscha im irakischen Südkurdistan stammen. Die sechs Giftgaspatienten in Wien gelten medizinisch als schwere Fälle. Sie werden vor allem vom Wiener Giftgasspezialisten Prof. Gerhard Freilinger behandelt.

In Genf hat ein Sprecher des Roten Kreuzes bestätigt, daß bereits eine Untersuchungskommission ihre Arbeit in

der verwüsteten Kurdenstadt Halabdscha aufgenommen habe. Nach seiner Darstellung habe der Iran dem Roten Kreuz problemlos den Zugang zu Halabdscha ermöglicht.

In Wien geht unterdessen die Diskussion um Vorfälle rund um die Protestkundgebung von Kurden vor der irakischen Botschaft in der Bundeshauptstadt weiter. Kurdische Demonstranten waren dabei gewaltsam in das Botschaftsgebäude eingedrungen. Nach Handgreif-

lichkeiten waren in der Botschaft auch Schüsse gefallen. Wer dabei konkret geschossen hat, konnte die Polizei bisher nicht eruieren. Der irakische Botschafter hat der Polizei verboten, im Gebäude der Mission Untersuchungen zu führen. Die Iraker beschuldigen kurdische Demonstranten, in der Botschaft geschossen zu haben. Die Kurden bestreiten dies energisch und betonen, unbewaffnet gewesen zu sein. Nach ihrer Darstellung hat ein irakischer Sicherheitsbeamter in der Botschaft das Feuer auf sie vermutlich mit einem MG eröffnet.

Einige der insgesamt 64 festgenommenen Demonstranten vor der irakischen Botschaft in Wien beschwerten sich, von der Polizei schlecht behandelt worden zu sein. Die Polizei wies diese Vorwürfe zurück.

Quotidien du Medecin 1.4.88

Kurdistan irakien : MSF confirme l'utilisation de gaz toxiques

Première mission médicale à s'être rendue à Halabja, une équipe belgo-néerlandaise de « Médecins sans Frontières » a confirmé mercredi l'usage de gaz moutarde et probablement de cyanogène par l'armée irakienne contre cette ville du Kurdistan irakien.

« En tant que médecins, nous devons dire que c'est l'horreur », ont déclaré les membres de MSF-Belgique, en précisant que des échantillons de sang et d'urine de patients hospitalisés ainsi que des matières et objets (eau, sable, vé-

tements) recueillis sur place doivent être analysés par les toxicologues de l'université de Gand.

Le Dr Dallemagne a raconté qu'une semaine après le bombardement de cette ville de 70 000 habitants des centaines de cadavres jonchaient encore les rues et que les corps présentaient les symptômes que provoquent certains types de gaz, notamment cyanurés.

Des milliers de personnes ont cependant survécu et MSF a lancé un appel à une aide d'urgence en médicaments et en matériels.

Rouge

31.3.88/6.4.88

LE TEMPS DES GENOCIDES

Plusieurs milliers de tués : on en parle pudiquement autour des tapis verts et avec satisfaction chez les marchands de canons. Pour une nation écartelée mais déterminée à défendre son identité, c'est une agression de plus.

La guerre Iran-Irak offre une fois de plus, la triste occasion de rappeler le vrai visage de ces tueries dont on parle pudiquement autour des tables diplomatiques et avec un certain contentement chez les marchands de canons. Le peuple kurde, déjà humilié depuis des décennies, a vu plusieurs de ses villes anéanties par des bombardements irakiens à l'arme chimique. C'est là une épreuve supplémentaire s'ajoutant à la litanie des agressions subies par une nation écartelée entre différents Etats (Turquie, Iran, Irak et, dans une moindre mesure, Syrie et URSS) et déterminée à défendre son identité.

Halabja est une ville martyre. L'aviation irakienne a bombardé à basse altitude (trois cents mètres pour avoir une efficacité maximale) la ville kurde depuis peu sous contrôle iranien. Bilan : cinq mille morts, cinq mille blessés, dont de nombreux vont mourir, les voies respiratoires et le corps brûlés. La ville compte habituellement près de soixante-dix mille habitants : elle s'était vidée de bon nombre d'entre eux

avant de subir ainsi les représailles irakiennes à l'offensive iranienne. L'Irak est sans doute le premier pays à faire ainsi usage de l'arme chimique contre les habitants d'une partie de son territoire. Les Kurdes d'Irak payent ainsi chèrement leur engagement aux côtés de Téhéran dans la guerre.

L'arme chimique est souvent comparée à l'arme nucléaire. Pour être plus précis, il faudrait la comparer à la bombe à neutrons. En effet, comme on a pu le constater lors des reportages diffusés aux journaux télévisés, seules les personnes sont atteintes. Depuis la Première Guerre mondiale, où les poilus sont morts sous les effets du gaz moutarde, les armées sont la plupart du temps équipées de masques à gaz. Seuls les civils sont strictement sans défense.

L'arme chimique est aussi parfois présentée comme la bombe atomique des pauvres, cachant un peu trop facilement certaines responsabilités impérialistes dans la prolifération de ce matériel meurtrier. Les bombes employées par l'Irak nécessitent la maîtrise

de deux éléments : les composants chimiques que les usines pharmaceutiques et de pesticides irakiens peuvent effectivement produire et une technologie particulière de fabrication. Les Irakiens ont obtenu la maîtrise de cette technique (association de deux éléments séparément inoffensifs, mais aux effets dévastateurs lors de la mise à feu de sociétés privées d'Allemagne de l'Ouest, des Etats-Unis, d'Italie et de Grande-Bretagne à la fin des années soixante-dix. Les « barbares » sont bien aidés pour mettre en œuvre leur « barbarie ». Cette boucherie n'est-elle pas le résultat du vaste commerce de la mort qui s'étend à toute la pla-

nète ? Et ce n'est pas le gouvernement français engagé dans de juteux contrats de ventes d'armes à Bagdad qui pourrait nous contredire.

Il fallut attendre plusieurs jours pour que la nouvelle du massacre brise le mur du silence. L'ONU, bien qu'informée, ne s'est guère empressée de réagir. Il fallut les terribles images des télévisions montrant ces dizaines d'enfants, ces centaines d'habitants morts en pleine rue pour qu'une protestation de l'opinion internationale commence à se faire entendre.

Mais cela n'a pas l'air d'émouvoir le gouvernement irakien qui continue de procéder aux bombardements à l'arme chimique. Cette fois-ci, c'est la partie du Kurdistan iranien qui est visée. L'objectif est le même : anéantir la résistance du peuple kurde ; lui faire payer la collaboration de ses organisations du Kurdistan irakien avec le régime de Téhéran. C'est à une véritable politique de

génocide que se livre ainsi Bagdad. Les bombardements d'armes chimiques couronnent une vaste opération de déplacement des populations kurdes tout au long de la frontière nord de l'Irak. Les villages sont rasés, les mosquées et églises détruites, les populations déportées et les militants kurdes torturés en prison comme le dénonçait récemment Amnesty International.

Ce génocide chimique éclaire crûment la récente déclaration de Chirac justifiant sa décision de doter la France de l'arme chimique. Ce « palier important dans la stratégie de dissuasion » n'est rien d'autre qu'une arme d'extermination des populations civiles : comme en témoignent les images saisissantes en provenance du Kurdistan.

Aujourd'hui, dans la fille surenchère guerrière qu'ils se livrent, l'Iran a menacé d'utiliser à son tour l'arme chimique contre l'Irak...

Gilles Decours

Haute Marne Libérée Mars 1988

Une équipe de Médecins sans Frontière confirme l'utilisation de gaz contre Halabja

Une équipe belgo-néerlandaise de Médecins sans Frontière (MSF) -- première mission médicale étrangère à s'être rendue la semaine dernière à Halabja - a confirmé l'usage de gaz moutarde et probablement de cyanogène par l'armée irakienne contre cette ville du Kurdistan irakien (Nord du pays).

« En tant que médecins, nous devons dire que c'est une horreur », ont déclaré des membres de MSF-Belgique lors d'une conférence de presse mardi à Bruxelles. Près d'une semaine après les faits, des centaines de cadavres jonchaient encore les rues des villages, tandis qu'Halabja était déserte, selon un médecin. Des milliers de personnes atteintes ont cependant survécu et sont hospitalisées.

Armes chimiques : l'Irak gaze encore

L'Irak a eu à nouveau recours aux armes chimiques sur le front du Kurdistan irakien pour repousser les offensives iraniennes dans la région de Suleimanyah (Nord-est de l'Irak), affirmant des responsables militaires iraniens. Une source médicale occidentale, qui a requis l'anonymat, a confirmé après avoir examiné joudi plusieurs blessés dans un hôpital de la ville, que ceux-ci avaient été gazés à l'ypérite (gaz moutarde), entre deux et

quatre jours plus tôt. Déjà des bombes chimiques avaient été utilisées massivement les 17 et 18 mars contre la population kurde de Halabja, dans le Kurdistan irakien, faisant de trois à cinq mille morts, selon les sources. Cette fois-ci, le nombre des victimes serait moins élevé : n'aurait d'une centaine de morts.

Halabja, « ville martyre »

Pas le moindre frémissement, pas un cri, pas un mouvement : Halabja, ville kurde irakienne occupée par l'Irak, gazée, les 17 et 18 mars, par les Irakiens, semble figée, immobilisée dans un sommeil de plomb, alors qu'au loin tonne la canonnade.

Cette bourgade, conquise le 17 mars par les Pasdaran (gardiens de la révolution) et leurs alliés kurdes qui ont dévalé des montagnes voisines, figure désormais en bonne place dans le martyrologe iranien, juste après « Nagasaki, Hiroshima et le Vendredi noir de La Mecque », selon les media iraniens.

De deux à cinq mille personnes, selon les sources, ont trouvé la mort et cinq mille ont été blessées dans le bombardement chimique de la ville par plusieurs vagues d'avions irakiens.

Après un bombardement classique, tous ceux -hommes, femmes, enfants- qui ne s'étaient pas réfugiés dans les montagnes, ont été surpris dans leurs maisons ou rattrapés sur les routes par le nuage toxique.

Un étrange silence

Estimant qu'il fallait « briser le silence de l'opinion internationale sur cet holocauste », Téhéran a largement ouvert ses frontières à la presse internationale, pour la première fois depuis de longs mois.

Après les Américains et les Japonais, mais avant les Italiens, un groupe de journalistes francophones a été convié à se rendre à Halabja, à onze kilomètres à l'intérieur de l'Irak et trois cents km au nord-est de Bagdad. Avion jusqu'à Bakhtarjan (ouest de l'Irak), puis hélicoptère au-dessus des crêtes enneigées avant de plonger dans d'étroites vallées pour échapper aux Irakiens, maîtres du ciel.

Les champs de céréales sont d'un vert éclatant, au pied

de montagnes culminant à 4.000 mètres. Presque une paisible scène bucolique, s'il n'y avait un étrange silence.

Cette ville de plusieurs milliers d'habitants (70.000 avec les villages environnants) porte les cicatrices d'un bombardement, mais les maisons sont toujours debout, les épiceries pleines. Il n'y a pourtant plus âme qui vive depuis que les avions irakiens ont lâché leur poison mortel.

Selon un responsable irakien de l'information militaire, les bombardements chimiques ont fait trois mille morts.

Macabre comptabilité, difficile à établir : une équipe de l'organisation humanitaire française Médecins sans frontières a évalué, sur place, le nombre des tués entre deux et trois mille. Téhéran fait officiellement état de cinq mille morts.

De ces cadavres qui jonchaient les rues, il ne reste aucune trace. « Nous avons du les enterrer, il y a déjà quelques jours », souligne le responsable de l'information.

Quelques Pasdaran passent rapidement dans les rues désertes et boueuses. Cinq ou six Kurdes coiffés du turban traditionnel -certains exhibent un masque à gaz- « offert par le République islamique » racontent inlassablement le passage des avions, la mort, les familles décimées.

Le docteur Hamid Sohrabpour, de l'hôpital Labbafi Nejad, à Téhéran, affirme que la majorité des morts étaient des femmes et des enfants, qui ont succombé à des gaz innervants et au cyanure, dont les effets mortels sont très rapides.

Mais, selon une source médicale occidentale qui a requis l'anonymat, seule l'utilisation d'ypérite (gaz moutarde) a pu être établie avec certitude.

Pestiférée pour vingt ans

Comme si la ville était pestiférée -l'ypérite va empoisonner les sols pendant une vingtaine d'années- les milliers de rescapés ne sont pas redescendus des montagnes, et sont souvent regroupés de l'autre côté de la frontière, dans des camps iraniens.

Impression diabolique : la vie surgit brutalement sous la forme d'obus qui tombent tout autour de la ville. La première ligne de front n'est pas très loin, tout juste à une dizaine de km.

« Au nom de Dieu », le briefing du commandant Hamadi, des Pasdaran, commence. « L'offensive Val-Fajr 10 (Aurore-10) se poursuit sur deux axes » explique-t-il. Vers le nord, en direction de la grande ville de Suleimaniyeh, distante de quarante km, et vers le sud pour atteindre le barrage de Darbandikhan qui alimente Bagdad en électricité. Les forces iraniennes, qui ont pris pied sur la rive orientale du lac de Darbandikhan « ne sont plus qu'à sept km du barrage », affirme le commandant Hamadi.

Téhéran a accusé l'Irak d'avoir à nouveau eu recours à des armes chimiques lors de ces combats. Des « Gardiens de la révolution » ont été gazés à l'ypérite, il y a quelques jours, a-t-on appris de source médicale occidentale.

Lors de la grande prière du vendredi, à l'université de Téhéran, devant quinze mille fidèles et les chefs de l'opération Val-Fajr 10, le président de la république, Ali Khamenei, fréquemment interrompu par les cris de « Guerre, guerre jusqu'à la victoire » lancés par la foule, a exhorté « les combattants à poursuivre leur offensive contre le régime de Saddam » (Hussein, le président irakien).

Comment faire face ?

par le général Etienne Copel*

Les généraux sont parfois accusés d'être en retard d'une guerre. Ou de deux, lorsqu'ils parlent de guerre chimique. Les événements du Moyen-Orient montrent l'actualité de ce péril.

Aujourd'hui, les esprits ont évolué, et la menace représentée par les neurotoxiques, les toxines et même l'ypérite est de mieux en mieux perçue. Sous l'influence de Maurice Schumann, président du Haut Comité français pour la défense civile, il est maintenant reconnu que la protection des populations renforce la dissuasion nucléaire. Mais il reste encore beaucoup à faire pour voir les dangers diminuer franchement. L'essentiel est, à mon sens, de bien prendre conscience des données suivantes :

► Les armes chimiques ne sont vraiment dangereuses que lorsqu'il y a un déséquilibre majeur entre les stocks des adversaires (potentiels ou non) comme entre leurs moyens de protection.

En 1940, nous n'avons pas eu la guerre des gaz. Non que Hitler eût été respectueux des conventions internationales, mais il n'y avait pas intérêt. Nous avions autant d'armes que lui, et les mêmes moyens de nous protéger.

► Actuellement, les puissances occidentales n'ont pour ainsi dire pas d'armes chimiques, alors que les forces du Pacte de Varsovie disposent — tout à fait officiellement — d'armes extrêmement nombreuses et diversifiées.

Ces armements ne sont pas stockés au fond de l'Oural ni de la Sibérie, ils sont en service dans les unités opérationnelles de l'avant.

► Il convient de saluer le courage du gouvernement français, qui, dans sa loi de programme d'équipements militaires, a décidé la reprise de la fabrication d'armes chimiques. Cette décision a été confirmée, voilà peu, par le Premier ministre.

► Pour éviter la guerre chimique, il ne suffit pas de posséder des armes de représailles, il est nécessaire aussi de protéger les militaires et les populations.

► Combattre en « ambiance chimique » n'est pas très simple : il faut des véhicules aux cabines pressurisées et filtrées, des masques et des combinaisons particulières pour les combattants... C'est relativement cher, mais, pour l'essentiel, les équipements ont déjà été achetés dans la plupart des pays de l'Alliance.

► Défendre les populations contre les dangers chimiques, en temps de guerre comme en temps de paix, est, en revanche, franchement facile et à bon marché. Dans un espace clos, en effet, un simple masque à gaz protège avec une très grande efficacité.

► Il suffirait donc d'un peu de formation (quelques émissions de télévision) et d'une dépense d'environ 200 francs par personne (prix du masque à gaz, dont tous les Suédois sont équipés) pour éviter la panique et la démobilisation en période de conflit. Ces conditions rendraient donc illogique toute attaque chimique ; elles permettraient, en outre, de réduire les effets catastrophiques d'accidents tels que Bhopal (2 500 morts), en Inde, ou Tchernobyl, en URSS.

L'Express 1/7 Avril 1988

Les photos qui accusent l'Irak

Kaffa, Ypres, et maintenant Halabja. La guerre chimique a une nouvelle cité martyre : une grosse bourgade du nord-est de l'Irak, au sein d'une vallée de 70 000 habitants, en plein pays kurde. Conquis par les Iraniens, ce foyer de la rébellion kurde a été « puni » chimiquement par l'aviation de Saddam Hussein. Peut-être 5 000 morts, selon la propagande iranienne, et 10 000 gazés, dont la plupart resteront handicapés à vie. Parmi ces derniers, d'après Téhéran, figure Yaser Rafsandsjani, fils du président du Parlement irakien.

« On se serait cru à Pompéi », ont déclaré les premiers témoins, des journalistes occidentaux, amenés là par les Iraniens, le 20 mars, quelques jours après le bombardement irakien. Et encore, ils n'ont vu que ce qu'on a bien voulu leur montrer. C'est-à-dire, essentiellement des victimes civiles et des carcasses d'animaux. Mais aucun militaire. Il n'est pas dans les habitudes de Téhéran de dévoiler le nombre de ses soldats tués.

Saddam Hussein n'a rien inventé. Déjà, au XIV^e siècle, les Tartares ont eu recours à un semblant de guerre biologique. Pour obtenir la reddition de la ville de Kaffa, en Crimée, qu'ils assiégeaient sans succès, ils catapultaient, à l'intérieur des murs, les corps de leurs soldats morts de la peste. Cadavres qui bien vite répandaient les épidémies. Mais c'est à Ypres, en Flandre, que la guerre chimique moderne est née, lors d'une attaque des troupes du Kaiser en 1915. Chlore, phosgène, et un produit couleur de moutarde qui gagnera un nom : l'ypérite. Aujourd'hui, les panoplies se sont diversifiées. A ces trois gaz frustes se sont ajoutés des produits neurotoxiques, innervants, et des mycotoxines, premier pas vers la guerre bactériologique, plus terrible encore.

Une convention, signée à Genève

en 1925, interdit l'utilisation d'armes chimiques, mais non leur production. Et rien ne s'oppose à la prolifération, puisque, contrairement à l'arme atomique, l'arme chimique est relativement simple à fabriquer. Une vingtaine de pays, sans grande ressource, ou sans prix Nobel, cherchent à s'en doter. D'autant que l'industrie des plastiques, des insecticides, la photographie, l'électronique même, utilisent des produits, qui entrent dans la composition des gaz de combat. Des universitaires belges ont fait l'expérience : pour un peu plus de 1 000 francs, ils ont pu acheter dans le commerce spécialisée des composants suffisants pour tuer un million de personnes. Vingt-sept kilos de gaz moutarde suffisent.

Dissuasion au rabais

Condamné quatre fois par l'Onu pour avoir fait usage de gaz dans sa guerre contre l'Iran, l'Irak a reconnu implicitement l'utilisation de l'arme chimique. Le régime de Bagdad affirme son droit d'avoir recours à « tous les moyens » pour se défendre. Saddam Hussein sait qu'avec l'Iran révolutionnaire islamique, trois fois plus peuplé, il s'agit d'une lutte à mort. Son régime ne s'embarrasse pas de sentiments ni de soucis d'humanité. Les experts du Proche-Orient ne l'ignorent pas : l'Irak est le plus gros producteur d'armes chimiques de la région. Chaque mois, 60 tonnes de gaz moutarde, 4 tonnes de tabun et de Sarin sortent de ses usines. Et le bombardement à l'ypérite, au cyanure d'hydrogène, voire aux neurotoxiques, à partir d'avions ou d'hélicoptères, fait régulièrement partie de la tactique irakienne. Armes de terreur, armes de vengeance ? Militairement, c'est surtout un moyen de dissuasion au rabais.

Au cours de sept ans et demi de guerre, l'Irak a organisé ses défenses en lignes successives, chacune avec champ de mines, barbelés et fortifications de campagne. L'appui des chasseurs bombardiers, des hélicoptères et de l'artillerie n'est pas toujours suffisant devant l'assaut des vagues humaines iraniennes. Il arrive que la première ligne — et même la deuxième — soit enfoncée. Si l'armée de Bagdad est incapable de colmater la brèche, il ne lui reste plus, alors, que la tactique classique de la « terre brûlée » pour empêcher les Iraniens de s'installer sur le territoire conquis : tapis de bombes classiques, mais aussi chimiques. Les Pasdaran iraniens ont fait l'expérience sur le front sud. Et dans le Nord, les Kurdes, pourtant citoyens irakiens, sont depuis longtemps victimes de bombardements aux gaz.

Les Irakiens, en réalité, ont perdu, aujourd'hui, le contrôle de la périphérie montagneuse du Kurdistan, qui est de faible importance stratégique pour eux. Deux corps d'armée sur sept suffisent pour tenir les champs pétroliers et les grandes villes, telles Kirkouk et Mossoul, limitrophes. Pas de réserves, pas de renforcements possibles, la protection des fronts centre (face à Bagdad) et sud (Bassora) a priorité.

L'Irak a été unanimement condamné pour le massacre d'Halabja. Et deux experts choisis par l'Onu, Manuel Dominguez Carmona et James Holger, sont arrivés à Téhéran, le 28 mars, avec l'intention de se rendre sur les lieux. Mais la région d'Halabja, bien qu'occupée par les Iraniens, est officiellement territoire irakien. L'Onu ne peut y enquêter sans l'autorisation de Bagdad. Qui ne la donnera pas avant que les pluies aient fait disparaître les preuves du crime.

ques Chirac, « elle serait obligée, si une attaque chimique était lancée aujourd'hui contre ses intérêts vitaux, de recourir à la riposte nucléaire ». Ce qui serait disproportionné.

Parallèlement aux accords sur les euromissiles, la négociation sur les chimiques a également progressé. Sous l'influence de plusieurs facteurs. Tout en détruisant peu à peu leurs stocks, obsolètes, inutilisables, et dangereux pour l'environnement, les Américains ont lancé une production limitée, mais nouvelle, pour faire pression sur les Soviétiques : armes binaires, sur canons de 155 mm. C'est maintenant au tour de l'URSS d'innover. Au printemps de 1987, Mikhaïl Gorbatchev reconnaît, pour la première fois, que Moscou dispose d'un arsenal chimique. En août, il accepte même le principe d'inspections obligatoires

Téhéran proteste contre les armes chimiques. Mais menace, à son tour, de s'en servir.

sur son territoire. Enfin, les 7 et 8 octobre, pour montrer sa bonne volonté, l'URSS invite des délégués de Genève à Chikhany, lieu de production de certaines armes chimiques.

Depuis, les chefs de délégation des deux pays, Max Friedersdorf et Youli Nazarkine, se sont rencontrés à plusieurs reprises. Sans percée décisive toutefois, en raison de deux grandes difficultés : les vérifications approfondies et inopinées in situ, jugées indispensables par les Occidentaux. Et la quinzaine de pays du tiers monde qui ont un programme d'armes chimiques

Soldats irakiens faits prisonniers par les Iraniens lors de la chute d'Halabja.

répugnent à l'interrompre sans garanties.

L'Iran, de son côté, menace de riposter à l'« agression » chimique de l'Irak par les mêmes méthodes. S'il ne l'a pas fait jusqu'à présent, c'est que les gaz s'adaptent mal à sa stratégie offensive et à l'idéologie révolutionnaire islamique. Mais la saisie, à la fin de février dernier, à Rotterdam, de huit conteneurs de produits chimiques interdits à l'exportation, embarqués à bord d'un cargo battant pavillon islamique, montre que Téhéran en a les moyens. En outre, selon l'« Observer », des têtes chimiques seraient produites depuis peu à Damghan, au nord de Téhéran, pour équiper les missiles sol-sol. Les spécialistes n'excluent pas une nouvelle escalade dans la folie : le montage de charges chimiques sur les missiles utilisés dans la « guerre des villes ».

HENRI EYRAUD et JEAN-FRANÇOIS LEVEN

Special to The Christian Science 1.4.88

Iran enlists US help in treating victims of chemical attack

By Marian Houk
Special to The Christian Science Monitor

United Nations, N.Y.

Iran sent war victims to the United States for emergency medical treatment Tuesday, the first time it has done so.

Iranian diplomats said US authorities had been "very helpful."

US diplomats say that Iran's request to treat the victims here was facilitated for humanitarian reasons. But the Iranian request, and the US agreement, are expected to have a number of important diplomatic repercussions.

The five patients are Iraqi civilians - victims, Iran says, of a chemical weapons attack by Iraq on its own people in Halabja, a city of 70,000.

The March 18 attack was seen both as a counterattack against the Revolutionary Guards who had captured the surrounding region the previous day and as punishment of the rebellious Kurdish population.

Most victims of the Iraqi attack appear

to have been Iraqi civilians because the Iranian forces have gas masks and were out of the city at the time.

Iran has been anxious to prove its charge that Iraq is using chemical weapons. Wednesday the Iranian UN mission showed a 36-minute videotape of the Halabja attack to journalists. First the film showed Iranian forces entering and touring a city. Then, in scenes filmed from a distance, explosions spread huge white clouds of gas over sections of the city. Finally the film showed another tour of the city, with corpses of civilians everywhere.

The Iranians, who said they film all their military actions for analysis and as a matter of record, submitted the videotape to the UN as an official document.

Iranian officials have cited casualty figures of 5,000 killed and 7,000 wounded specifically by Iraqi chemical weapons.

Médecins sans Frontières, an organization of doctors who assist victims of international conflicts or disasters, sent a team into Iran last Friday. So far, the team has confirmed at least 2,000 killed and 5,000 wounded, according to reports received in New York from Western embassies in Tehran.

Most victims of the Iraqi attack appear to have been Iraqi civilians.

A UN team arrived in Tehran on Monday, after persistent Iranian requests. But the Iranians are said to be unhappy because the team consists of a political officer and a medical doctor but no chemical weapons expert to identify the chemicals used in the attacks.

Nevertheless, Iran's chief justice, Mousavi Ardebili, wrote a letter of appreciation to the UN chief. Mr. Ardebili is a hard-liner not previously known for his warm feelings for the international body. "We sincerely thank you for having

condemned the acts of the Iraqi regime and for having announced the dispatch of a specialist team of the UN to the Islamic Republic of Iran to investigate this catastrophe..." Ardebili wrote.

The letter publicly registered a new point of view for one said to be a leading Iranian skeptic about a diplomatic solution to the Iran-Iraq war. "It is evident that, should the UN show its good will in confronting this crime, there will exist the possibility of seriously considering your excellency's suggested consultations. Otherwise, the party responsible for the failure of consultations will be Iraq."

Next week, the UN Secretary-General is to hold another round of consultation with high-level emissaries from both Iraq and Iran, in an effort to implement his peace plan. The endorsement from Justice Ardebili increases the likelihood that in those consultations, Iran will clearly and publicly declare its acceptance of the UN's cease-fire resolution, according to informed diplomats at the UN.

L'Irak a eu à nouveau recours aux armes chimiques sur le front du Kurdistan irakien pour repousser les offensives iraniennes dans la région de Souleymanieh (nord-est de l'Irak), ont affirmé jeudi à Bakhtaran (Kurdistan irakien) des responsables militaires à un groupe de journalistes occidentaux. Une source médicale occidentale a confirmé, après avoir examiné jeudi plusieurs blessés dans un hôpital de la ville, que ceux-ci avaient été gazés à l'ypérite (gaz moutarde), entre deux et quatre jours plus tôt. Des bombes chimiques avaient été utilisées massivement, les 17 et 18 mars, contre la population kurde de Halabja, dans le Kurdistan irakien, faisant de 3 à 5 000 morts, selon les sources. Aucune précision n'a été donnée par les Iraniens sur le nombre de tués et de blessés lors de ces derniers bombardements chimiques. Toutefois, selon des sources de l'opposition irakienne, 75 villageois kurdes ont été tués et une centaine blessés dans la province de Souleymanieh au cours de ces bombardements. Par ailleurs une vingtaine de

soldats — pasdaran (gardiens de la révolution) et bassidj (volontaires) —, légèrement atteints, étaient soignés à l'hôpital de Bakhtaran pour des troubles ophtalmologiques et des brûlures de la peau. Selon la radio officielle irakienne, deux villages de la région de Marivan, également dans le Kurdistan, ont été jeudi la cible de bombardements chimiques irakiens qui ont fait trois tués.

Les bombardements chimiques menés par l'armée irakienne contre les populations kurdes ont attiré l'attention internationale sur une guerre que les Occidentaux préfèrent oublier. Des centaines, des milliers de Kurdes... saisis par la mort brutale. Le régime baassiste de Bagdad a revendiqué ouvertement la paternité de l'opération, et assume à l'avance la responsabilité de futurs massacres avec les mêmes armes. On en oublierait presque que le régime irakien n'en est pas à son coup d'essai : outre les gazes opérés à plusieurs reprises sur le front sud (attestés par les brûlures des soldats irakiens soignés en Europe), Bagdad a déjà recouru à l'arme chimique, il y a un an, dans ce Kurdistan rebelle où les Iraniens progressent. Mais aucune équipe de télévision n'était là pour témoigner.

Pour Bagdad, l'objectif semble être de

KURDISTAN: LA GUERRE DES GAZ

Libération 2.3.88

créer la terreur pour vider villages et bourgades des zones « sensibles » de leurs habitants. Ces derniers s'en vont ainsi grossir le flot des réfugiés dans des villes contrôlées par l'armée. Les gaz, l'ypérite notamment, imprégnant le sol et empêchant toute tentative de réinstallation pendant des années. Technique connue de la « terre brûlée ».

A Halabja pourtant, l'Iran n'a sans doute pas un aussi beau rôle qu'il y paraît : selon des sources kurdes non gouvernementales, les pasdaran irakiens auraient empêché l'évacuation de la population de la ville en dépit des avertissements donnés par l'armée irakienne avant les bombardements.

Une nouvelle fois les Kurdes se trouvent être les victimes des règlements de comptes entre des Etats qui se partagent leur terre et décident de leur sort. Leurs organisations politiques, qui disposent d'un pouvoir local de fait au Kurdistan d'Irak, dans des « zones libérées », pourraient également ne pas sortir indemnes du conflit. Souvent rivales, elles pratiquent un subtil jeu d'alliances croisées avec l'Irak et l'Iran. Actuellement, les exactions du régime de Bagdad ont nettement fait pencher la balance en faveur de Téhéran, qui interdit cependant toute expression autonome à ses propres Kurdes.

Avant même le conflit avec l'Irak, Bagdad n'a jamais vraiment contrôlé ces régions montagneuses où vivent trois millions de Kurdes (un quart de la population irakienne). Les organisations kurdes y disposent de forces armées organisées, et leur rébellion constante a amené le Baas à reconnaître des droits culturels et même constitu-

tionnels aux Kurdes.

En 1975 pourtant, les accords d'Alger entre le régime de Bagdad et l'Irak du chah ont provoqué l'effondrement de la révolution des Kurdes d'Irak, menée par le Parti démocratique du Kurdistan-Irak de Mustafa Barzani. Ses fils, Massoud et Idriss (décédé l'année dernière), ont pris leur revanche en s'alliant militairement avec la République islamique de Khomeiny. L'appui à l'Irak des 5 à 8 000 « peshmergas » (combattants kurdes, littéralement « au-devant de la mort ») que compte le PDK-Irak ne s'est pas démenti depuis lors.

Un autre parti kurde irakien, créé en 1975, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), de Jela Talabani, est devenu, depuis, la principale organisation. Son leader tente aujourd'hui de fédérer l'ensemble de l'opposition kurde au régime de Bagdad avec la création d'un front du Kurdistan, allié à l'Iran. Talabani essaie notamment d'y intégrer la force montante depuis 1981, les partis islamiques kurdes (sunnites). L'alliance des partis kurdes avec Téhéran est avant tout tactique. L'Iran reconnaît du bout des lèvres vouloir accomplir les « désirs » des Kurdes, ce qui n'est pas très compromettant. Objectif réel : enfoncer un coin dans l'Irak chancelant.

Le régime de Bagdad a pris la mesure du danger. La politique de la terre brûlée a été considérablement amplifiée, depuis que l'UPK menace les champs pétroliers de Kirkouk. Tout se passe comme si l'Irak, conscient que la montagne est intenable, laissait le champ libre aux « peshmergas » et à leurs alliés iraniens, pour mieux assurer la défense de l'axe névralgique Mos-

soul-Erbil-Kirkouk. C'est là, dans la plaine, la route du pétrole (1,8 million de baril/jour, expédié via la Turquie vers la Méditerranée).

Prochaine étape peut-être, le désengagement irakien de Souleymanieh (400 000 habitants), la capitale culturelle des Kurdes d'Irak. Le sort du conflit, improprement dit « du Golfe », se joue peut-être au nord, dans les montagnes kurdes. Saddam Hussein, comme les « peshmergas », y joue son va-tout.

Christiane MORE
Diego SOLANAS

Suite

Des brouillards dévastateurs

Les armes chimiques lancées contre des populations sans protection asphyxient en quelques instants. Pour les survivants, les séquelles sont irrémédiables.

Une simple explosion, rarement un brasier, puis le silence: les corps de villageois, de paysans, et d'enfants iraniens, saisis au petit matin par un brouillard meurtrier, se comptent par milliers. Des corps définitivement figés, encore auréolés de gaz plus ou moins volatils. Leur peau largement recouverte d'une huile brunâtre: le gaz moutarde.

Ce gaz liquéfié, l'ypérite, s'attaque exclusivement aux tissus vivants à partir de doses minimes: des cloques et des brûlures se forment au bout de quelques heures sur la peau et les yeux. Mais sa véritable cible sont les voies respiratoires. Il obture les bronches, et entraîne des lésions du larynx et des pneumonies à répétition. La destruction de plusieurs enzymes provoque le blocage de la respiration et conduit à la mort 78 % des personnes exposées sans protection — ce qui était évidemment le cas des populations kurdes. Pour les survivants, les séquelles sont désastreuses.

En 1984, des Iraniens gazés à l'ypérite présentaient des troubles nerveux graves: inflammation des nerfs, troubles de la personnalité, dépression, crises d'épilepsie... Sur le plan biologique, on constate également d'importants dérèglements, tel que le passage de sang dans les urines, une baisse des globules blancs et de la réponse immunitaire du corps. Le traitement des malades est difficile, car les premiers symptômes respiratoires ne cessent d'évoluer, entre quelques heures et trois jours.

Les soins intensifs sont souvent complexes. Le 16 mars, à Halabja, a été associé au gaz moutarde des bombes d'acide cyanhydrique, un gaz très volatil qui tue en bloquant la « respiration cellulaire »: il empêche les cellules d'utiliser normalement l'oxygène transporté par le sang. Difficulté respiratoire, nausées, vomissements, la mort est le plus

souvent au bout de l'épreuve.

Nombreux sont les médecins en Europe comme sur le front Iran-Irak qui étudient depuis ces dernières décennies les effets de ces armes. Enseignée dans les facultés de Bruxelles ou de Munich, la « spécialité » a même fait l'objet d'un congrès international parfaitement confidentiel (1). Venus d'Irak et d'Afghanistan, des spécialistes ont confronté leurs données médicales.

Les libellés des communications scientifiques valent bien un rapport des Nations unies: « Première publication des effets toxiques de l'ypérite sur les soldats iraniens ». « Données cliniques et paracliniques sur 233 patients empoisonnés au gaz moutarde », « Rapport des décès imputables à la guerre chimique par le gaz moutarde ». Quelques services de réanimation se sont même spécialisés dans l'accueil de ces cas difficiles venus d'Irak ou d'Irak, à l'image du département de soins intensifs de l'hôpital universitaire de Gand en Belgique.

Avec la découverte au début du siècle des procédés de liquéfaction des gaz, les industries de colorants synthétiques, pharmaceutiques et agro-chimiques, deviennent les pourvoyeuses de l'arme chimique. Souvent à leur insu. Ainsi, cela fait plus de soixante-dix ans que des hommes et des femmes tombent foudroyés par cette pluie chimique. La première fois qu'une bombe gazeuse fait son apparition, c'est le 22 avril 1915 à Ypres. L'armée impériale allemande arrose les alliés de 6 000 bidons de chlore liquide. L'effroi est aussi dramatique que l'effet: 6 000 morts, 15 000 blessés, et une angoisse terrible dans les tranchées face à une mort jusqu'ici inconnue. « Propre ». Sans feu. Radicale. Le 12 juillet 1917, les forces allemandes déversent un autre gaz: le fa-

meux gaz moutarde. Au bout du compte, plus d'un million de personnes périssent durant la « sale guerre » de 14-18 sous l'effet de ces armes nouvelles.

Par la suite, des dizaines de milliers de composés chimiques sont testés dans les laboratoires militaires américains, soviétiques et français. De nouveaux cocktails apparaissent, encore plus meurtriers. Les gaz neurotoxiques, délériorant les transmissions nerveuses, naissent dans les années 1940. Utilisé par les Irakiens en 1983, ces armes sont issues des composés d'insecticides ménagers (les organophosphorés). L'état-major allemand les retient comme « agents de guerre » et construit une usine à Dyhernfurt, conçue tout particulièrement pour produire cette arme: de 1942 à 1945, près de 30 000 tonnes de tabun, l'un de ces gaz, sortent des chaînes. La production d'un composé voisin, le sarin, est envisagée. Des stocks gardés en réserve et qui ne serviront heureusement pas.

L'accumulation d'armes chimiques de part et d'autre du front durant la dernière guerre mondiale va finalement éviter leur emploi. Si ce n'est dans les camps nazis pour exterminer les prisonniers. Une certaine dissuasion chimique intervient donc avant celle de l'arme atomique.

Mais la course à la production se poursuit aux quatre coins du globe. D'autant que le système d'arme chimique dit « binaire » (la réunion des composés ne se fait qu'au dernier moment, au sein du projectile) permet de le stocker en toute tranquillité. En toute légalité. Quant à leur fabrication, ces armes seraient à la portée de la plupart des chimistes. Ainsi, le professeur Stunnenberg du département de chimie organique de l'université d'Amsterdam, affirmait-il justement en 1986 (1), qu'il était parvenu à fabriquer une bombe

chimique sans difficulté: « Nous avons pu obtenir 22,5 kilos de triethanolamine à 4,43 dollars le kilo (une quantité donnant droit à 30 % de réduction) et 60 kg de thionchlorure à 1,70 dollar le kilo (avec 70 % de réduction). Cela signifie que pour seulement 240 dollars incluant les taxes, nous avons pu, en Hollande, produire 27 kilos de gaz moutarde. Une quantité suffisante pour tuer un million de personnes. »

On sait que l'Irak possède, à Bassorah, les installations pétrochimiques pour produire de l'éthylène et, dans la région de Mossoul, des gisements de soufre. La combinaison des deux composés par un procédé connu sous le nom de « procédé Lévinstein » permet de fabriquer ce fameux gaz moutarde. Un « gaz du pauvre », comme le qualifie le général Hervé, responsable du département NBC (nucléaire-bactériologique-chimique) à la Direction française des recherches militaires. Pauvre, peut-être, mais redoutable.

Vincent TARDIEU
Gille PIAL

(1) Deuxième congrès mondial: « Les nouveaux composés de la guerre chimique et biologique. Evaluation de leur toxicité, des moyens de protection et du traitement », Ghent, Belgique, 24-27 août 1986.

La panoplie des gaz de combat

Les gaz de combat sont classés par degré décroissant de toxicité (1). On distingue ainsi trois catégories: les « agents létaux » (qui entraînent la mort pour 50 % des personnes exposées sans protection), les « agents incapacitants » et les « neutralisants ».

Dans la première catégorie, la Défense range les gaz suffocants comme le phosgène et le chlore, largement utilisés au cours de la Première Guerre mondiale. Ils agissent exclusivement sur les pou-

mons et lésent les tissus des voies respiratoires. On meurt donc par asphyxie. La protection par masque à gaz et combinaison semble efficace. Dose létale: à partir de 19 grammes inhalés par minute et concentrés dans un mètre cube pour le chlore, 3,2 g-m³ pour le phosgène. Bien que techniquement « dépassé », certains pays en produisent plus de 100 000 tonnes chaque année.

Toujours dans cette catégorie, on range les gaz vésicants comme l'ypérite (gaz moutarde), les gaz hémotoxiques comme l'acide cyanhydrique et les neurotoxiques comme le tabun, le sarin, le soman ou, plus dangereux encore, la série des V (VX, VG). Dose létale: pour l'ypérite, 1,5 g-m³ par voie respiratoire et 4 à 5 g après application sur la peau; pour l'acide cyanhydrique 2 à 5 g-m³; pour le tabun, 0,4 g-m³; pour le soman et le sarin 0,1 g-m³; pour les agents VX de 0,035 g-m³ par inhalation et 0,015 mg après application cutanée...

Dans la seconde catégorie, la Défense a classé les agents qui rendent le soldat incapable de continuer le combat (troubles de la vision, paralysie temporaire, convulsion passagère, diarrhée, vomissements): ce sont des psychotropes (LSD, mescaline, benzilate) dispensés par aérosols, mais aussi des agents « incapacitants physiques » comme les morphiniques, qui provoquent des vomissements, une hypotension, des tremblements...

Enfin, on classe dans la dernière catégorie les gaz irritants: les lacrymogènes bien connus des arpenteurs de pavés, mais aussi les stéromiteux en nuage de particules, provoquant toux et vomissements, et enfin, détestables, les urticants qui engendrent démangeaisons et brûlures. V.T.

Herald Tribune 2.4.88

New Iraqi Gas Attacks Kill 75, Iran Says

New York Times Service

PARIS — Iran said Friday that 75 more people died and at least 100 were injured in new Iraqi mustard gas and nerve gas attacks.

For the first time, Tehran broadcast a national alert that widespread Iraqi attacks with chemical weapons were likely on major Iranian cities. The radio broadcast demonstrated a new signal tone to warn of such an attack.

Iran said the attacks occurred in at least five border villages in northeastern Iraq. The Iranian press agency IRNA named them as Sustyan, Doukan, Balakha, Jafaran and Oliyari in the Qara Dagh region, which lies about 25 kilometers (15 miles) west of the borders. There was no independent confirmation or comment from Iraq.

The Iranian report came amid growing international concern that widespread use of chemical arms in the Iran-Iraq war was becoming a distinct possibility. Over the past

few days various Iraqi officials, including Foreign Minister Tarik Aziz, said Iraq would use every weapon in its arsenal to defend against Iranian invasions of Iraqi territory.

An Iranian official said his country may come under domestic pressure to respond in kind, although the Iranian foreign minister, Ali Akbar Velayati, told the 40-nation Disarmament Conference in Geneva on Thursday that Iran "will never" use chemical weapons.

Iran accused Iraq two weeks ago of killing 5,000 Kurdish people in chemical bomb raids after Iranian troops overran a string of Kurdish villages with the help of pro-Iranian Kurdish guerrillas.

Iranian and Arab officials said that offensive, which is continuing, was slowly unfolding as a potentially significant threat to the northern oil-producing region of Iraq.

Iran also announced Thursday

that it had fired two missiles into the northern city of Kirkuk in a vital Iraqi oil-producing area.

These developments come as the tempo of the war appeared to heat up, with Iranian advances in the northern front bringing its troops closer to Kirkuk while the frequency of attacks on tankers and ships in the Gulf has been increasing.

Iran announced that its Revolutionary Guards have surrounded 5,000 Iraqi troops around a strategic hydroelectric dam on Lake Darbandikhan, 128 kilometers from Kirkuk. Iran said two weeks ago that it had captured as many as 4,000 Iraqi soldiers in earlier battles in that region.

Some experts said Iraq's resort to chemical weapons reflects desperation and exhaustion with the war. "The Iranians are not winning the war, but the Iraqis are really beginning to lose it," an analyst said.

He said Iraq had tried everything

to stop the war — from diplomacy to attacks on Iran's oil facilities to missile assaults on major cities — to no avail.

An Iranian official who lives in Western Europe said Friday that while Iran indeed was reluctant to use chemical weapons, he had "no doubts the moral restraints will weaken considerably" as the war drags on.

The official, who asked not to be identified, said elements of the Iranian Army and the Revolutionary Guards were putting pressure on the Iranian government to use chemical weapons. "I have no doubts we have them," he said.

■ New Figures on Mines

The U.S. Navy has found and destroyed 41 mines in the Gulf since its sweeping operations began last year, including 13 in the past three months, a military spokesman said Friday as reported by The Associated Press in Bahrain.

Tribune le Progres 2.4.88

L'HORRIBLE GUERRE CHIMIQUE

L'Irak a respecté hier la trêve qu'il s'est assignée dans la « guerre des villes » à l'occasion de la visite à Bagdad du Premier ministre turc, M. Turgut Ozal, et a en même temps poursuivi ses violentes critiques contre le secrétaire général de l'O.N.U., M. Javier Perez de

Cuellar qu'il accuse d'être favorable à l'Iran.

M. Ozal qui, tente d'amener les deux belligérants à la modération, avait demandé aux dirigeants de Téhéran d'observer la même retenue. L'Iran avait donné une réponse favorable à la requête turque, mais seulement en ce qui concerne la capitale irakienne, tout en réitérant la position irakienne favorable à un cessez-le-feu définitif

dans la « guerre des villes ».

Un tir sur Kirkouk d'un missile iranien, selon Bagdad (deux selon Téhéran), fait partie de la « guerre des nerfs », véritable toile de fond de la « guerre des villes » à laquelle se livrent Bagdad et Téhéran depuis trente-trois jours.

La poursuite de la « guerre des villes », et surtout l'utilisation par l'Irak au Kurdistan de gaz de combat, notamment contre la ville

de Halabja (70 000 habitants), tombée aux mains des Iraniens, a contribué à modifier l'image de l'Irak, et à affaiblir sa position diplomatique. La perspective de sanctions internationales contre l'Irak s'éloigne au grand dam de Bagdad.

Actuellement, c'est l'Irak qui fait figure d'accusé, l'utilisation d'armes chimiques ayant soulevé un tollé de protestations dans le

monde.

Les relations de l'Irak avec l'O.N.U. deviennent ainsi tendues, ce qui risque de rendre encore plus difficile la tâche de M. Perez de Cuellar qui doit engager, séparément, à partir du 6 avril des entretiens avec des représentants de l'Irak et de l'Iran.

La preuve par Halabja

L'utilisation de gaz mortels par l'armée irakienne confirmée par « Médecins sans frontières »

Une équipe belgo-néerlandaise de « Médecins sans frontières » (MSF) - première mission médicale étrangère à s'être rendue la semaine dernière à Halabja - a confirmé l'usage de gaz moutarde et probablement de cyanogène par l'armée irakienne contre cette ville du Kurdistan irakien, au nord du pays.

« Notre conclusion est claire : des populations civiles ont été gazées et, en tant que médecins, nous devons dire que c'est un horreur », ont déclaré des membres de MSF-Belgique lors d'une conférence de presse, mardi à Bruxelles.

Le président de MSF-Belgique, le docteur Reginald Moreels, a annoncé que des échantillons de sang et d'urine de patients hospitalisés ainsi que des matières et objets (eau, sable, oiseaux morts, pièces de vêtements...) recueillis à Halabja par son équipe, devaient être analysés cette semaine par des toxicologues de l'université de Gand (Flandre). Les résultats seront transmis aux Nations Unies et aux organismes internationaux de santé. Ils confirmeront sans doute l'action, soit simultanée, soit successive, de différents types de gaz, a-t-il indiqué.

PÉNURIE DE MÉDICAMENTS

Le docteur Moreels a également lancé un appel à une aide d'urgence en médicaments et en matériels de secours, qui pourrait constituer, a-t-il estimé, une « intervention déci-



Une femme du village kurde irakien de Halabja, bombardé par Bagdad le 14 mars dernier, reçoit des soins dans un hôpital iranien. (Photo Sipa Press.)

docteur Dallemagne. Beaucoup de victimes ont été surprises « dans leurs tâches domestiques ou parfois en pleine fuite », a-t-il raconté. Elles sont mortes très vite. Les symptômes que présentent leurs cadavres sont ceux que provoquent certains types de gaz, notamment cyanures.

Des milliers de personnes atteintes ont cependant survécu et les 400 blessés vus par la mission belgo-néerlandaise dans des hôpitaux du front et de Téhéran, présentent des signes caractéristiques d'une intoxication par des gaz de combat.

« Le gaz moutarde, notamment, provoque des brûlures profondes et peut entraîner des lésions aux voies respiratoires ainsi que des risques sérieux d'infection. A long terme, ce gaz peut même agir sur la moelle osseuse », a expliqué le docteur Dallemagne.

Outre de graves brûlures, les symptômes sont une inflammation des yeux, des problèmes respiratoi-

res, un déficit en globules blancs et une dépression de la moelle osseuse.

sive » pour sauver des milliers de blessés.

Dans cette mission, entamée le 23 mars à la demande de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et de l'ambassade d'Iran à Bruxelles et achevée lundi dernier, les docteurs Moreels et Georges Dallemagne de

MSF-Belgique étaient accompagnés d'un responsable de MSF-Pays-Bas et de toxicologues de l'université de Gand.

« La ville d'Halabja - où vivaient 70 000 personnes - a été bombardée, de même que des villages avoisinants de la province de Soulayman-

jeh », ont indiqué les responsables de MSF-Belgique, notant qu'il était « difficile d'évaluer le nombre de victimes ».

Près d'une semaine après les faits, des centaines de cadavres jonchaient encore les rues des villages, tandis qu'Halabja était déserte, selon le

Le Journal de Toulouse « L'Irak aurait achevé 400 blessés kurdes »

Alors que l'Irak a affirmé avoir « liquidé définitivement » le mouvement rebelle kurde, « L'Union patriotique du Kurdistan » accuse Bagdad d'avoir

achevé 400 blessés kurdes victimes d'armes chimiques. Par ailleurs, l'Irak annonce la fin de la « Trêve des villes ».

Le mouvement d'opposition kurde (Union patriotique du Kurdistan) a accusé l'Irak d'avoir transporté, puis tué 400 civils blessés par des gaz chimiques, le 2 avril, indique la « Société pour les peuples menacés », une organisation de défense des droits de l'homme basée à Goettingen (Nord-est de la RFA).

Selon des rapports de l'UPK communiqués lundi à l'AFP par l'organisation ouest-allemande, l'armée irakienne, sous prétexte d'aide médicale, aurait transporté, entre les 26 et le 28 mars, 400 civils blessés, dont 150 femmes et enfants, et les aurait amenés dans un camp militaire, à Tanjaro. C'est dans ce camp, affirme l'UPK, que les blessés auraient été « exécutés » par l'armée irakienne le 2 avril.

Selon l'Iran, 75 villageois kurdes ont été tués et une centaine d'autres blessés par des armes chimiques dans ce secteur fin mars.

L'Irak avait affirmé le 19 mars, que son armée s'était emparée du quartier général du mouvement de rébellion

kurde dans cette province, l'Union Patriotique du Kurdistan irakien (UPK, de M. Jalal Talabani).

Cette opération, la première de cette envergure contre l'un des deux principaux mouvements d'opposition kurdes, avait suivi la chute de Halabja (70.000 habitants), aux mains des forces iraniennes. Le gouvernement irakien a accusé l'UPK d'avoir « facilité » la prise de la ville par les Iraniens.

C'est à la suite de la perte d'Halabja que l'Irak a bombardé cette région avec des armes chimiques, causant, selon les sources, entre 2.000 et 5.000 morts et 5.000 blessés.

La trêve est finie

Quant à la « guerre des villes », la trêve est finie. L'Irak a assuré, lundi, son intention de reprendre la « guerre des villes », interrompue vendredi pendant la présence à Bagdad du Premier ministre turc Turgut Ozal. M. Ozal a quitté Bagdad dimanche. Un porte-parole militaire, cité par l'agence de presse irakienne IMA, a justifié cette

décision par le tir d'un missile iranien sur la ville de Kirkouk au nord de l'Irak.

Un nouveau missile s'est abattu lundi sur Kirkouk, faisant selon Bagdad de nombreux tués et blessés.

D'ailleurs, cette annonce a été concrétisée par un tir de missile sur la ville d'Isfahan. Des raids aériens ont pris pour cibles des « objectifs économiques », c'est-à-dire les raffineries de pétrole, de Tabriz et d'Isfahan.

L'Irak a repoussé samedi à 22 heures une attaque navale iranienne menée par 15 vedettes contre le terminal irakien désaffecté de Mina-al-Amiq, « détruisant et coulant six embarcations », a indiqué dimanche un porte-parole militaire irakien.

Mina-al-Amiq est situé à une trentaine de kms de la péninsule de Fao à l'extrémité sud de l'Irak, dont une portion stratégique est occupée par l'Iran depuis février 1986.

L'Irak a démenti, samedi, des informations de Téhéran selon lesquelles six de ses embarcations ont été bombardées par l'artillerie côtière des Gardiens de la révo-

lution, vendredi soir, à Khor Abdallah, bras de mer entre la péninsule de Fao et l'île koweïtienne de Bobyane. Sur le terrain diplomatique, l'Iran a « rejeté » une offre irakienne pour une trêve de la « guerre des villes » sur la base des propositions du 10 mars. Mais les conditions imposées par l'Irak sont aberrantes : Bagdad exige que le dernier bombardement soit effectué par ses forces et que l'Iran ne lance plus d'offensive aux frontières internationales, tout en se réservant le droit de pilonner des objectifs économiques.

Le Secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar doit rencontrer, à partir d'aujourd'hui, les délégués des deux pays.

Des consultations dont on n'attend pas de grands résultats : l'Iran refusant la résolution 598 des Nations-Unies tant que l'Irak ne sera pas normalement désigné comme l'agresseur, l'Irak étant mal disposé envers l'ONU après sa condamnation, pour avoir employé des armes chimiques. Des consultations pour rien ?

Massacre in Halabja

Iran blames Iraq for a poison-gas attack

In its long, deadly war with Iraq, Iran has repeatedly sought international condemnation of Baghdad's alleged use of chemical weapons. Last week the Iranians had a grisly opportunity to make their case when they allowed a few Western reporters to tour Halabja, a city in eastern Iraq recently occupied by Iranian forces after a brief but bloody siege. According to Iran, the Iraqis bombarded the city with chemical weapons after their defeat. The Iranians said the attack killed more than 4,000 civilians. NEWSWEEK's Theodore Stanger visited Halabja and filed this report.

At ground zero in this once teeming market city, death struck in seconds. Bodies of Halabja's Kurdish residents lay scattered in the dirt streets, in backyards, in living rooms. Like the dead of Pompeii, some were frozen in escape attempts: at the wheel of a car, in doorways. One woman was huddled protectively over her baby, also dead. Nearby, a lifeless father vainly shielded his son. A family sheltered in its cellar was killed by the heavier-than-air fumes that seeped down. Everywhere, the stench of rotting corpses was overpowering.

Iranian doctors said most of the victims died almost instantly from a massive dose of cyanide gas. The poison killed all forms of life, from household cats to cattle, whose bloated bodies dotted the city lanes and outlying pastures. On a hillside in the nearby village of Anap, the Iranians had piled about 60 bodies of men, women and children for burial. It was a sight reminiscent of Jonestown. Hundreds who survived the cyanide were injured by mustard gas, which burns and penetrates the skin to destroy bone marrow. They were evacuated to hospitals all over Iran. "Even those who survive will have health problems for the rest of their lives," said Dr. Hamid Sohrabpour, an Iranian physician who is treating the injured in Teheran.

Though Baghdad denied using chemical weapons, survivors' accounts suggested Iraq may have gassed Halabja because of the city's recent rebellious history. Last May some of the city's Kurds rose up against the Baghdad government and were forced into exile by an Iraqi counterattack. The Kurds and Iranians then combined forces to win the city of 70,000 in mid-



PATRICK TYLER—THE WASHINGTON POST

March after a battle that left several thousand Iraqi dead, wounded or captured.

The capture of Halabja was a major advance for Iran. The city sits near Lake Darbandi Khan, where a major dam regulates the irrigation of the Diyala River basin in northeast Iraq and provides much of Baghdad's electricity. The Iranian push put Teheran's Revolutionary Guards 30 miles inside Iraqi territory and just five miles from the dam itself. Boasted Brother Ali Shafiq, an Iranian Revolutionary Guard commander: "We are certain we can hold this area and make new advances."

But just getting to the front near Halabja was a risky business, a sign that Iran may have problems advancing against Iraqi defenses. To reach the city, we were flown in two Iran Air Force Bell helicopters through deep gorges of the rocky Zagros Mountain range. To avoid Iraqi jets, the helicopters flew so low that their blades often just missed trees. As we toured the area in Toyota pickups driven by Revolutionary Guards, an occasional Iraqi artillery round landed in nearby fields. And the otherwise fearless guards dispersed whenever an Iraqi MiG was spotted overhead, even at a safe altitude of 15,000 feet.

Back in Teheran, the Iranians certainly looked less like conquerors. The capital cowered under Iraqi missiles. More than 100, including Soviet-made SS-1s, have fallen on Teheran in past weeks, killing and maiming thousands. Some diplomats believe that even larger missiles, such as Soviet SS-12s, have been used, because the destruction sometimes covers entire city blocks. Ironically, one missile that landed on the grounds of Teheran's largest cinema blew out the windows of the Soviet Embas-



FARNOOD-SIPA

The perils of victory: Bodies of the victims, Khomeini

sy across the street. The missile onslaught has spawned a rash of blitz humor among Iranians. One joke tells of a dimwitted ambulance driver who keeps making runs to a missile-impact site and returning empty. When asked why he is not bringing back the victims, he replies, "I am bringing back the missing."

About half of Teheran's 8 million residents were indeed missing last week. They took advantage of the Persian New Year to take shelter from the missiles in mountain towns and in Caspian Sea resorts. The government of Ayatollah Ruhollah Khomeini acknowledged that many Teheranis had fled the barrage, but pledged not to waver in pursuing the war. "Our people are used to severe conditions, and they are prepared to live underground for years if necessary," said Kamal Kharazi, a member of the Supreme Defense Council, Iran's highest military body.

Illegal weapons: But events at Halabja and the missile war might open a new, more deadly chapter in the seven-year conflict. "Iraq's use of chemical weapons on civilians at Halabja was a desperate act," said a European ambassador in Teheran. "It's a warning they are ready to use chemical warfare elsewhere, including Teheran." It would be simple for Iraq to equip its long-range missiles with chemical warheads. Iranian leaders threatened last week to use their own chemical weapons in retaliation. Though Iran's chemical-arms capability remains a mystery, sources in Teheran believe Iran is producing the illegal weapons, partly with West German technology.

For the moment, Iran seemed more intent on scoring a public-relations win from the Halabja massacre. Many of the rotting corpses had been left unburied for one week so our group could see them. As we left Halabja near sundown, Iranians chanted: "On to Karbala! On to Karbala!" the Shiite holy city in Iraq. But Halabja was a ghostly reminder of the perils of victory.

Arme chimique : arme du pauvre

La redoutable arme chimique, à nouveau utilisée ces jours-ci dans le conflit irano-irakien, et qui aurait notamment fait 3.000 à 5.000 victimes lors d'une attaque contre la ville kurde de Halabja, dans le nord de l'Irak, est parfois qualifiée d'arme du pauvre.

Fabriquée à partir de produits chimiques relativement bon marché, produits ou accessibles sans difficulté majeure, elle est d'une souplesse d'emploi qui en accroît les possibilités et l'efficacité. Grenades, mines, obus, roquettes, têtes de fusées, bombes, réservoirs d'épandage, pulvérisateurs, peuvent être utilisés comme « munitions » déposés ou lancés à la main, au fusil, à l'obusier, au canon, à l'aide de missile ou fusée, par avion.

Ne s'attaquant qu'au personnel, comme disent les militaires, mais y compris les populations civiles, les produits toxiques composant ces armes sont classés, selon la durée de leurs effets, en agent fugaces imposant une protection des voies respiratoires, et en agents persistants, imposant une protection complète du corps et créant un risque de contamination par transfert.

La guerre chimique débuta véritablement sous forme de vastes opérations, le 22 avril 1915 à Ypres, lorsque les Allemands lâchèrent au vent des positions françaises un nuage de 180 tonnes de chlore, en ouvrant les valves de 6.000 bouteilles d'acier.

L'attaque, se solda, du côté français, par 15.000 hommes hors de combat, dont 5.000 moururent par la suite. Deux jours plus tard, une nouvelle attaque allemande fit 5.000 morts parmi les troupes canadiennes.

Progressivement, le

phosgène remplaça le chlore et une première attaque sur le front oriental, le 31 mai 1915 causa 6.000 morts dans les rangs russes.

Le 12 juillet 1917, les Allemands utilisèrent pour la première fois des obus chargés d'ypérite. A partir de juin 1918, le quart des obus tirés par les Français étaient à l'ypérite. Et parmi les victimes d'un régiment de réserve bavarois se trouvait un certain caporal de 29 ans : Adolf Hitler.

Entre les deux guerres, l'arme chimique fut utilisée par les Italiens en Abyssinie contre les armées du Négués, et par les Japonais contre les Chinois. D'importantes recherches sur de nouveaux toxiques sont effectuées principalement en Allemagne où le Tabun est préparé pour la première fois à la veille de Noël

1936.

Le Soman fut découvert en 1944 par le Docteur Kuhn, Prix Nobel. Les Sarin, VX, etc, apparaissent dans les années 60. Un irritant, le CS, a été largement utilisé par les Américains au Vietnam. Depuis, l'arme chimique a fait son apparition en Afghanistan, dans le conflit irako-iranien. Et ce, en dépit de l'interdiction de la guerre chimique votée par la Société des Nations, à Genève en juin 1925.

L'Irak à nouveau accusé d'utiliser des armes chimiques

Alors que l'Irak respecte la trêve unilatérale qu'il a décidée dans la « guerre des villes » Bagdad est de nouveau accusé d'avoir utilisé des armes chimiques ce qui complique les relations avec le Secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar.

Deux avions non-identifiés (iraniens ou irakiens ?) ont bombardé le territoire turc, la semaine dernière. C'est peut-être ce qui a décidé le premier ministre turc à jouer les médiateurs dans ce conflit du Golfe qui dure depuis 8 ans.

La présence de M. Turgut Ozal à Bagdad a, en tout cas, certains effets bénéfiques. En effet, l'Irak, à cette occasion, a décrété jeudi une trêve unilatérale dans la « guerre des villes ». Le régime de Saddam Hussein a respecté cette trêve malgré la chute vendredi à l'aube, d'un missile iranien sur Kirkouk, nord de l'Irak.

M. Ozal a demandé aux dirigeants iraniens « d'observer la même retenue ». Par la voix de leur ambassadeur aux Nations-Unies, M. Mohammad Mahallati, ceux-ci ont accepté de n'épargner que Bagdad, tout en réitérant la position iranienne favorable à un cessez-le-feu définitif dans cette guerre des villes.

Mais la présence de M. Ozal n'a pas empêché l'Irak de réutiliser, malgré les condamnations internationales, des armes chimiques sur le front du Kurdistan iranien.

L'Irak a eu à nouveau recours aux armes chimiques

sur le front du Kurdistan iranien pour repousser les offensives iraniennes dans la région de Suleimanyah (nord-est de l'Irak), ont affirmé jeudi à Bakhtaran (Kurdistan iranien) des responsables militaires d'un groupe de journalistes occidentaux.

Une source médicale occidentale qui a requis l'anonymat, a confirmé après avoir examiné jeudi plusieurs blessés dans un hôpital de la ville, que ceux-ci avaient été gazés à l'ypérite (gaz moutarde), entre deux et quatre jours plus tôt.

Cette attaque de 5 villages, aurait fait 75 tués et 100 blessés lors de ces derniers bombardements chimiques. Une vingtaine de soldats, légèrement atteints, étaient soignés à l'hôpital de Bakhtaran pour des troubles ophtalmologiques et des

Suite

brûlures de la peau.

Des bombes chimiques avaient été utilisées massivement les 17 et 18 mars contre la population kurde de Halabja, dans le Kurdistan irakien, faisant de trois à cinq mille morts, selon les sources.

Les troupes iraniennes, qui ont conquis 1.500 km² de territoire irakien selon Téhéran, poursuivent l'offensive Val-Fajr 10 (aurore 10) dans la région de Suleimaniyah, à 300 km au nord-est

de Bagdad.

Le régime de Bagdad s'est toujours refusé à confirmer ou infirmer l'utilisation des armes chimiques mais s'est déclaré dans son droit d'utiliser « tous » les moyens pour repousser la « barbarie ».

Cependant, cette utilisation ne fait guère de doute aujourd'hui, et l'image de l'Irak s'en trouve altérée : toutes les instances de la communauté internationale ont fermement condamné ce type d'action.

C'est ce qui explique la mauvaise humeur affichée par le ministre irakien des Affaires étrangères, M. Tarek Aziz, envers le Secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar.

Ainsi, le fléau de la balance est en train de s'inverser : avant, cette affaire des armes chimiques, l'Irak passait pour le « Bon », parce qu'il acceptait la résolution 598 des Nations-Unies, qui prévoyait un cessez-le-feu immédiat. Dans le même

temps, l'Iran se voyait attribuer l'image du « Méchant », en refusant cette résolution, ou plutôt en exigeant comme condition que l'Irak soit nommé « l'agresseur » dans ce conflit et refusant de rencontrer le Secrétaire général des Nations-Unies.

Aujourd'hui exsangue et au bord de la ruine, l'Iran envoie des émissaires de haut rang à l'ONU, prend ainsi la place du « Bon », alors que le

« Méchant », c'est l'utilisateur de cette arme interdite qui critique très vertement M. de Cuellar, pour avoir envoyé une « mission » à Téhéran.

La tâche de M. Perez de Cuellar, qui doit rencontrer séparément les deux parties dès le 6 avril prochain, paraît aujourd'hui au moins aussi compliquée qu'hier.

BAGDAD, 5 avr (AFP) - Un responsable irakien, cité mardi par l'agence irakienne d'information INA, a démenti les informations d'une organisation de défense des droits de l'homme selon lesquelles l'Irak aurait achevé des civils blessés par des gaz chimiques.

Le responsable irakien a affirmé que ces informations, « colportées » par des sources iraniennes, sont dénuées de tout fondement et visent à « camoufler l'utilisation par l'Iran d'armes chimiques dans le secteur de Halabja et d'autres régions du nord de l'Irak ».

Citant un mouvement kurde pro-iranien, l'UPK (Union Patriotique du Kurdistan), la « Société pour les peuples menacés », une organisation de défense des droits de l'homme basée à Goettingen (nord-est de la RFA) avait accusé l'Irak d'avoir transporté puis tué, le 2 avril, 400 civils blessés par des gaz chimiques.

Jeune Afrique 6.4.88

J'AI VU L'HORREUR

Mercredi 16 mars 1988, la ville irakienne d'Halabja a été gazée par l'aviation de Saddam Hussein. Pour la première fois, l'arme chimique venait d'être massivement utilisée contre des civils.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL, FRANÇOIS SOUDAN

Le printemps, dans les montagnes kurdes, est une fête, sensuelle. Comme le peuple que cette terre a vu naître, les fleurs sauvages surgissent de rochers impossibles, là où aucun homme, aucune plante ne devrait pouvoir survivre. En ce dimanche 20 mars, jour du Nowrouz, le nouvel an kurde et iranien, la vie explose de partout sous le ventre de l'hélicoptère qui nous entraîne au-delà de la mort.

Le printemps de 1988, dans les montagnes kurdes, a une odeur de moutarde. Au cœur des ténèbres, au-dessous du volcan, Halabja (prononcez Halabché), cité irakienne du Kurdistan irakien, est aujourd'hui devenue le faubourg d'Hiroshima et la banlieue de Nagasaki. Une ville de soixante-dix mille habitants où nul désormais ne voit plus le soleil se lever, une ville martyre dont l'histoire retiendra peut-être le nom depuis qu'un Mirage F1 irakien venu de l'ouest a largué au-dessus des terrasses où jouaient des enfants de drôles de petites bombes cylindriques. C'était le 16 mars à quatorze heures trente et sous le métal de ces containers à ailettes la mort chimique était tapie, la mort jaune, la mort sale, la mort en ce jardin.

Halabja. Dante y aurait peut-être vu l'un des cercles ultimes de l'enfer. Pour nous qui nous y sommes rendus quatre jours plus tard à bord d'un Bell couleur sable et terre de l'armée iranienne, ce fut un choc majeur. Halabja, mais aussi Dojaïla, Khormal, Anap, gros faubourgs agricoles agrégés sur ce plateau fertile non loin du lac Dar Bandi Khan, à une trentaine de kilomètres à l'intérieur du territoire irakien (voir carte p. 27). Les rues et les maisons d'Halabja, mais aussi les champs de fleurs alentour et les fossés des petites routes qui mènent d'un village à l'autre. Par-

tout, des dizaines, des centaines de corps, figés en l'espace de quelques secondes par le nuage de cyanide, les yeux ouverts sur l'horreur, la peau étrangement décolorée, les doigts convulsés, la bouche maculée d'un filet de salive rouge solidifiée. Civils, tous civils. Bazaris kurdes aux larges pantalons, les mains soudées autour de leurs chapelets, paysans enturbannés, femmes aux bracelets d'or, vieillards mangés de barbes blanches, enfants en habits chatoyants.

Là où la cyanide est tombée, la mort presque immédiate par asphyxie a décomposé la vie en autant d'instantanés, de tableaux polaroid que l'on perçoit tout d'abord comme un théâtre de l'étrange. L'épouvante, la nausée viennent ensuite et ne vous quittent plus. Toute une famille effondrée autour d'une table intacte où les oignons, les galettes et les oranges ont pris une couleur bleutée. Quatre petites filles allongées main dans la main sur l'herbe fleurie, comme des poupées désarticulées. Une mère, serrant ses enfants dans les plis de sa robe et son bébé dans ses bras, comme assoupie dans la cour d'une maison. Trois générations d'un même nom foudroyées devant leur porte, du grand-père vénérable au gamin espigle. Une cave, abri dérisoire, au fond de laquelle, serrés les uns contre les autres, vingt petits êtres et deux adultes semblent attendre la baguette qui les réveillera de leur sommeil empoisonné : le nuage jaune, plus lourd que l'air, s'est infiltré par les soupentes. Sans doute ont-ils eu droit à quelques secondes de souffrance en plus. Combien avons-nous vu de corps en cette matinée grise, alors que les bombardements d'artillerie et le staccato de mitrailleuses anti-aériennes déchiraient l'horizon à dix kilomètres de là ? Deux cents, peut-être deux cent cinquante pour ce seul quartier d'Halabja, à l'ombre des murs de l'usine à tabac. Les vapeurs de l'acide cyanhydrique — celui-là même que les nazis utilisaient dans les chambres à gaz — se dissipent en dix minutes mais tuent en cinq secondes.

Embarquée à bord de containers de cent litres ou placée à l'intérieur de bombes de deux cent cinquante livres d'où la charge incendiaire au phosphore a été retirée, la cyanide a été déversée sur Halabja, mais aussi Anap et Dojaïla, le 16 mars. Les habitants non contaminés ont aussitôt commencé à quitter la ville, avec l'aide des Pasdarans iraniens, pour se réfugier dans les

montagnes avoisinantes. Mais le lendemain, jeudi 17 mars dans la matinée, une seconde vague de bombardements chimiques, effectués par deux Mirage F1 irakiens, a touché trois autres quartiers d'Halabja non encore évacués. Le cocktail utilisé comprenait cette fois du tabun, un gaz nerveux non persistant semblable à la cyanide et surtout le plus effrayant des nuages chimiques : l'ypérite, le gaz moutarde, dont nous allons découvrir dans les hôpitaux de l'arrière les effets dévastateurs...

Comment en est-on arrivé à ce qui apparaît, dans l'histoire, comme la première utilisation massive d'armes chimiques contre des civils ? A cette perversion suprême qui veut que ce type de solution finale ait été appliqué par un Etat à l'encontre d'une ville située sur son propre territoire ? Tout commence aux environs du 10 mars lorsque plusieurs unités de Pasdarans iraniens (l'armée, au sens propre du terme, n'interviendra que dans le domaine de l'artillerie et de la couverture aérienne) déclenchent dans la région l'offensive Wal Fajr 10 (Aurore 10).

Les objectifs en sont relativement limités : reprendre la localité iranienne frontalière de Newsud, occupée par les Irakiens et détruire les bases de départ des Moudjahidine Khalk de Massoud Radjavi, opposants alliés à Bagdad. « Surtout », explique le « frère » Ali Shafii, jeune commandant barbu, sans grade ni autre distinction que le badge des gardiens de la révolution, « nous voulions répondre sur le terrain strictement militaire à la guerre des villes ».

Un frappant de plein fouet l'articulation des deux grands corps d'armée irakiens du Nord (le premier et le cinquième), les Iraniens vont pourtant réussir au-delà de toute espérance. Newsud est libérée le 11 mars et les Pasdarans franchissent la frontière alors que devant eux les vingt mille hommes du général Ali Hussein Oweïn Al Gawi reculent précipitamment jusqu'au plateau d'Halabja. De nuit, une flottille de radeaux pneumatiques bourrés d'hommes et de matériel remonte sur quarante kilomètres la rivière Ab al Zinkan et accoste sur la rive est du lac Dar Bandi Khan, dans le dos des Irakiens. C'est cette seconde colonne qui, le 13 mars au matin, entre dans Khormal et Halabja que l'armée irakienne a évacuées. Retranchés au nord d'Halabja, les hommes du général Al Gawi résistent trois jours. Les combats sont extrêmement violents. Vu

d'hélicoptère, le terrain ressemble aujourd'hui à un véritable gruyère ; au sol, des dizaines de corps de soldats en uniforme vert olive de l'armée irakienne, des centaines de douilles d'obus, de nombreuses caisses de munitions (d'origine jordanienne), des carcasses de blindés soviétiques et des canons intacts jonchaient lors de notre visite les dix kilomètres qui séparent Halabja de Dojaïla. Totalement encerclés, le général à deux étoiles, le colonel gouverneur de la région et cinq mille hommes se rendent le mercredi 16 mars au matin. Ils sont alors regroupés et emmenés par camions dans un camp de prisonniers non loin de Bakhtaran où nous avons pu les voir, hagards, livides, défaits comme tous les chefs vaincus...

Le 14 mars, soit deux jours avant la reddition de ces unités appartenant au premier corps d'armée, le président irakien Saddam Hussein et le ministre de la Défense Adnan Khairallah se rendent à Souleimaniyah, siège du quartier général du Kurdistan méridional. La situation, à l'évidence, leur paraît inquiétante : les Iraniens menacent désormais la route Bagdad-Souleimaniyah et surtout ils sont à portée de canon du barrage de Dar Bandi Khan, situé à l'extrémité du lac et qui alimente en électricité le nord-est de l'Irak et une partie de la capitale. Un regroupement est alors ordonné sur la rive occidentale du lac (où le front s'est, depuis, stabilisé) et on indique au général Al Gawi qu'il lui faut tenir le plus longtemps possible en attendant la contre-offensive.

Le 16, Al Gawi dépose les armes. Sans doute les dirigeants irakiens (Saddam Hussein lui-même ?) prennent-ils alors la décision d'utiliser les bombes chimiques. « L'Irak, dira le lendemain Adnan Khairallah, se réserve la possibilité d'employer tous les moyens à sa disposition pour contrer l'agression ennemie ».

Halabja, en ce début d'après-midi du mercredi 16 mars, est une ville ouverte. Le front s'est déplacé à dix kilomètres au-delà et seule une poignée de Pasdarans continuent de garder les points sensibles. Halabja, depuis trois jours, n'est donc pas un objectif militaire, encore moins une base iranienne. Habités et méfiants, les Pasdarans ont, dans leur paquetage, un nécessaire individuel de survie : masque à gaz, piqûres automatiques d'antropine. Les habitants d'Halabja n'ont rien. Pourquoi, d'ailleurs, chercheraient-ils à se

Suite

protéger ? C'est pourtant sur eux, Irakiens d'une ville irakienne, qu'un Mirage irakien vient déverser son nuage de cyanide, sans doute parce qu'il fallait les punir d'être des Kurdes.

Accrochés à leur incroyable volonté de survie, les Kurdes font partie de ces peuples que l'Histoire massacre en silence, de ces victimes mineures de la grande géopolitique. Ils sont dix millions, éclatés en trois pays - Turquie, Irak, Iran - à s'être battus contre tous et que tous ont battus. Traditionnellement, les Kurdes d'Irak sont soutenus par l'Iran et les Kurdes d'Iran par l'Irak. Mais depuis le début de 1987, une sorte de reclassement semble s'être opéré au profit de Téhéran. Constatant que leur « ennemi principal » était à Bagdad, les principaux mouvements autonomistes armés ont en effet décidé de conclure une alliance tactique avec l'Iran : le parti démocratique de Masoud Barzani, le Hezbollah du cheikh Mohamed Khaled et surtout l'Union patriotique (UPK) de Jalal Talabani, qui opère dans le secteur de Souleimaniyah et d'Halabja, mènent depuis lors des actions conjointes avec les Pasdaran. Seul un mouvement, celui d'Abdoul Rahman Ghassemlou, demeure avant tout anti-iranien. Considérablement renforcés en armements de tous types - Sam 7, mortiers, lance-roquettes multiples - les peshmergas (ainsi appelle-t-on les guerriers kurdes) ont ouvert un véritable front interne dans le nord-est de l'Irak, multipliant les actions de sabotage. Ainsi qu'en atteste l'organisation humanitaire Amnesty International (peu suspecte en la matière de complaisance envers l'Iran), la réaction des autorités irakiennes a été extrêmement ferme : regroupement de populations, villages bombardés et même, dans certains cas, empoisonnements collectifs au thalium.

Halabja fut à cet égard un symbole. Les inscriptions officielles souhaitant « gloire et longévité au leader Saddam Hussein », badigeonnées sur les murs de la ville, ne trompent guère en effet. La cité sympathisait avec l'UPK de Talabani et elle fut la première, en mai 1987, à voir se dérouler une manifestation hostile aux mesures de répression. Celui qui la menait, Cheikh Ousmane Abdelaziz, un religieux d'une soixantaine d'années, s'enfuit peu après en Iran en pleine nuit avec un millier de ses partisans. Réfugié aujourd'hui à Bakhtaran, protégé par ses peshmergas le doigt sur la dé-

tente de leur kalachnikov, il se dit persuadé que le drame que vient de vivre la ville dont il est l'imam est une « vengeance de Satan ». La participation des hommes de Talabani à l'offensive Wal Fajr 10 - ils servirent d'éclaireurs et de force d'appoint - leur entrée triomphale dans Halabja le 13 mars aux côtés des Pasdaran et le fait que le quartier général de l'UPK soit situé non loin de là, entre Chuartah et Dokan au nord de Souleimaniyah, ne font que confirmer cette impression.

Aux yeux de Bagdad, Halabja était une ville rebelle. Elle devait donc expier, à l'exacte mesure de la défaite subie...

Bakhtaran - ex-Kermanshah - lundi 21 mars. Dans un ancien collège de cette ville presque morte, régulièrement bombardée depuis les premiers jours de la guerre, les survivants du drame d'Halabja reçoivent quelques soins avant leur évacuation vers les hôpitaux de Téhéran. Réveillés chaque nuit par les alertes, effondrés sur leurs lits de fortune, ils racontent tous la même histoire : les avions venus de l'ouest, l'explosion et cet étrange nuage jaune pâle couleur de pollen, de miel ou de moutarde. Tous ici ont été atteints par l'ypérite, le plus révaisant de tous les gaz. Au début en effet, on ne ressent rien, puis les picotements apparaissent, les cloques au bout de deux heures et la réaction chimique enfin, après quelques jours, sur et à travers la peau, rend inéluctablement aveugle. Une toux rauque et des vomissements répétés signalent que les poumons et le système digestif sont touchés (ce qui survient dans 95 % des cas). La mort est inévitable, une mort lente, par asphyxie et œdème du poumon, au bout de dix à quinze jours.

Pour l'instant, aucun traitement autre que symptomatique n'est possible. On soulage la douleur, mais on ne guérit pas. Des infirmières en tchador vert s'affairent autour d'une femme agonisante qui serre dans ses bras un bébé mort : personne n'a eu le courage de le lui arracher. Le lendemain, dans les salles aseptisées de l'hôpital Baghya-

ollah, un établissement ultramoderne de la banlieue nord de Téhéran, nous verrons des dizaines d'autres Kurdes au visage ravagé par les brûlures. Vazirah et Rachila, treize et onze ans, sont déjà aveugles. Leur électrocardiogramme a de curieux soubresauts.

Mais elles se dressent sur leurs coudes, parlent et sourient : « On va partir d'ici, on va rentrer chez nous. » A l'heure où ces lignes sont écrites, elles sont déjà mortes...

Du bout des lèvres, par l'intermè-

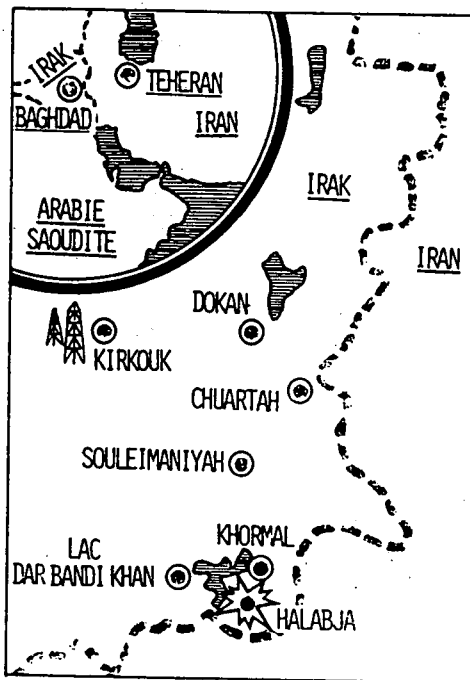
que nous avons menée sur place, les témoins que nous avons interrogés confirment bien la guerre totale menée par l'Irak contre les civils du plateau d'Halabja.

Depuis cinq ans en fait, les dirigeants de Bagdad utilisent l'arme chimique sur le front : à Piranshahr, à l'extrême nord du front, en août 1983, dans les îles Majnoun, en mars 1984 ; à Sardacht en juin 1987, les effets des gaz ont été dûment constatés par des missions d'enquête des Nations unies.

En privé d'ailleurs, les officiers supérieurs et les pilotes ne le cachent guère. Et nul n'ignore qu'à Samarra, sur la route de Mossoul, à cent kilomètres au nord de Bagdad, une usine d'insecticides fabrique en réalité des gaz nerveux et notamment de l'ypérite dont l'effet résiduel est catastrophique (il reste vingt ans incrusté dans le sol) et dont le coût de production est très bas.

L'Iran, de son côté, même s'il n'a pas encore, semble-t-il, utilisé une telle arme, est également en mesure de la produire : la technologie nécessaire est rudimentaire. Si l'on sait comment faire des pesticides, on sait alors fabriquer des gaz. Selon certaines sources, la principale unité de production iranienne se trouvait à Damghan, dans le nord-est du pays, à mi-chemin entre Téhéran et Mashad. Et selon les craintes, les fantômes et les cauchemars de chacun, le prochain stade de la guerre pourrait bien être l'utilisation de missiles à têtes chimiques. Le pire a souvent été sûr ici depuis

huit ans... Dans une rue d'Halabja, un album de photos abandonné, effeuillé par le vent, racontait l'histoire d'une famille : naissances, mariages, clichés intimes et chaleureux du vieux « baba » et de ses petits-enfants, repas de fêtes, fierté de la nouvelle voiture. A quelques mètres de là, tous ces visages comme des figures de cire gisaient dans la poussière. Ce qui est advenu à Halabja le 16 mars 1988 est un crime de guerre. Mais la mémoire des hommes et leur capacité d'oubli sont ainsi faites que même ces crimes-là deviennent respectables à force de durer... ●



diaire de quelques-uns de ses diplomates en poste en Occident, l'Irak a démenti être partie prenante dans le massacre d'Halabja. Aucune réfutation par contre n'est venue directement de Bagdad. Samedi 26 mars, les instances dirigeantes du parti Baath et celles du Conseil de commandement de la révolution, convoquées par Saddam Hussein, ont une nouvelle fois proclamé « au monde entier que l'Irak est fermement décidé à se défendre par tous les moyens à sa disposition » - ce qui apparaît comme une manière de reconnaissance implicite. L'enquête

VIENNE, 5 avr (AFP) - Un des six Kurdes soignés à Vienne après avoir été brûlés lors d'une attaque aux armes chimiques contre la ville de Halabja en Irak pénétrée, selon Téhéran, par le régime de Bagdad, est décédé mardi, ont annoncé les médecins traitant.

La victime, un Jeune homme de 22 ans, était arrivée le 29 mars à Vienne avec ses camarades. Les cinq autres blessés sont toujours soignés dans un hôpital de la capitale autrichienne.

BAGDAD, 7 avr (AFP) - Deux experts de l'ONU sont arrivés à Bagdad pour enquêter sur l'utilisation d'armes chimiques par l'Iran contre des troupes irakiennes près de Halabja (Kurdistan irakien - nord-est du pays), a-t-on appris, Jeudi, au ministère irakien des Affaires étrangères.

Le ministre irakien des Affaires étrangères, M. Tarek Aziz, avait accusé l'Iran, lundi, d'avoir utilisé, les 30 et 31 mars, des armes chimiques contre des militaires irakiens, dont 90 sont actuellement hospitalisés à Bagdad, selon des sources médicales.

M. Aziz avait demandé au secrétaire général de l'ONU Javier Perez de Cuellar l'envoi d'une mission d'enquête.

Les deux experts, le Dr Manuel Dominguez Caronna (Espagnol) et M. James Holger (Chilien) commenceront leur enquête vendredi. Ils s'étaient rendus en Iran, fin mars, après les accusations de Téhéran selon lesquelles l'aviation irakienne avait utilisé des gaz de combat contre la population kurde de Halabja le 17 mars, aux mains des troupes iraniennes.

Cinq mille civils sont morts et 7.000 autres ont été blessés dans ces bombardements, selon l'Iran.

Agence France
Presse 7.4.88

GUERRE DES VILLES

Téhéran : un mois sous les bombes

Les missiles irakiens ont frappé très durement la capitale. Faisant fuir une grande partie de ses habitants.

Vainement, les sirènes se mettent à hurler. Trois, quatre, dix fois par jour. Souvent davantage. Elles parviennent mal à couvrir ce sifflement mortel que les habitants de Téhéran ont su, très vite, identifier : « Les missiles de Hussein. » Défiant ou oubliant le danger, les plus audacieux se précipitent sur les toits des immeubles ou s'installent aux balcons pour suivre, à l'œil nu, la trajectoire des Scud-B. L'ogive se détache et, quelques secondes plus tard, c'est l'explosion. Terribles ravages !

Depuis la reprise spectaculaire de la « guerre des villes » entre l'Irak et l'Irak, le 29 février dernier, plus d'une centaine de missiles sol-sol irakiens se sont écrasés sur Téhéran. Pour la seule première quinzaine de mars, on aurait dénombré 3 900 victimes, notamment dans les quartiers sud, là où croupit une population misérable. Mal guidées, les bombes (de 500 à 600 kilomètres de portée) frappent n'importe où — hôpitaux, écoles, mosquées — sans avoir jusqu'à présent atteint un objectif militaire. Ainsi ont été touchés et gravement endommagés la mosquée Javad, les bureaux du président du Parlement, les squares Fawzieh et Ferdoussi, l'avenue de Jordanie, une partie du central téléphonique. L'hôpital d'Eyvaz Zadeh n'est plus qu'un amas de pierres et de poutrelles tordues. Plusieurs dizaines de morts, au moins. Peut-être une centaine. La télévision, bâillonnée, est obligée de reconnaître que le centre hospitalier, l'un des plus grands de Téhéran, « a été touché par un missile, faisant plusieurs victimes parmi les malades et le personnel ».

Chaque fois qu'un missile explose, ce sont les Pasdarans, les premiers, qui accourent sur les lieux, dispersant tout rassemblement. Mais, à plusieurs reprises, ils ont été pris à partie par

une foule en colère (certains ont été battus à mort), qui n'a pas hésité à maudire le nom de Khomeini. Désormais, ce sont les comités révolutionnaires de quartier qui ont pris la relève. Equipés de bulldozers, ils ont reçu pour mission d'effacer les traces de l'« agression », de combler les énormes cratères, quitte à ensevelir des survivants. A deux reprises, des blessés, déjà recouverts de gravats, n'ont dû leur salut qu'à l'acharnement d'une poignée de sauveteurs.

En quelques semaines, Téhéran, qui compte 10 millions d'habitants, s'est vidée. Il n'en reste plus aujourd'hui que 4 millions. Une véritable hémorragie. Qui ne trouble pas la sérénité de l'imam Khomeini. Recevant, l'autre jour, des familles de martyrs, le guide de la Révolution a benoîtement récité son credo : « Le peuple iranien n'a pas peur des missiles irakiens. Il tient bon et se moque d'eux. » Cette bonne nouvelle n'a pas empêché le gouvernement de mettre « en congé technique » une grande partie de l'administration, de fermer les écoles et les lycées de la capitale. Profitant des fêtes du nouvel an (21 mars), la majorité des habitants ont quitté la ville maudite pour se réfugier à la campagne. Les plus fortunés ont gagné les stations de ski à quelques kilomètres du nord de la

capitale. Ou se sont repliés sur les bords de la Caspienne.

Cet exode sans précédent n'est pas sans conséquence. La première, la plus évidente : la disparition des patrouilles de Pasdarans, l'éclipse des gardiens de l'ordre islamique chargés de veiller au respect de la « ligne de l'imam ». On ne voit plus, au coin des rues, ces commandos de « zahra », anciennes prostituées reconverties aux vertus du chiïsme, s'acharnant sur d'intrepides bourgeois aux lèvres colorées et aux ongles vernis. Autre effet : faute de clients, les cours des produits alimentaires ont dégringolé. Et les spécialistes du marché noir maudissent, eux aussi, les missiles de Saddam Hussein. Seuls les voleurs s'en donnent à cœur joie : les appartements, désertés, sont pillés.

Combien de temps encore va-t-il durer, ce pilonnage aveugle ? Réponse de l'Etat-Major irakien : « Nous faisons le serment solennel de transformer les villes iraniennes en un tas de décombres. » « L'ennemi, a dit le vieux prophète de Téhéran, est incapable de comprendre ce qu'est la spiritualité de l'Iran. » SAFA HAERI ■

Le Généraliste 8.4.88

Armes chimiques : l'horreur à l'état pur

Dr Jean Brière*

Brûlures et lésions fatales, convulsions, paralysies et mort. Quelles que soient les armes chimiques utilisées, la description de leurs effets est insoutenable. Des stocks importants d'armes chimiques mais aussi bactériologiques existent dans de nombreux pays. Mais les grandes puissances disposent de protections très performantes et de forces de dissuasion telles que ce sont finalement les pays et les populations les plus démunis qui en font les frais.

C'est, semble-t-il, du gaz moutarde ou ypérite qui a été utilisé lors de massacres de villages kurdes irakiens par l'Irak. Il s'agit d'une des plus anciennes armes chimiques. Facile à préparer et à stocker en grandes quantités, de même que l'acide cyanhydrique, il tient encore une place importante, même si le relais est pris peu à peu par les gaz neurotoxiques plus efficaces et indétectables par les seuls sens humains. Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits d'une conférence donnée récemment à Lyon par le Dr Jean Brière sur les armes chimiques et qui donne à la menace de guerre chimique toute sa dimension.

Les premiers essais d'obus à gaz toxiques datent de l'époque 1855-1865, en France et en Grande-Bretagne. La première utilisation de gaz dans un conflit date de 1899 dans la guerre russo-japonaise. C'est en 1912 que la France utilise les premiers gaz lacrymogènes contre des grévistes. Dès le début de la première guerre mondiale, ces gaz seront largement utilisés par la France.

Le 25 avril 1915, c'est l'attaque surprise des Allemands à Ypres. Ils utilisent alors le chlore. Dans le même secteur, ils expérimenteront le 12 juillet 1917 le gaz moutarde ou ypérite.

Tous les belligérants utiliseront ce gaz responsable d'un million de morts, 300 000 morts immédiats pour 1 300 000 personnes gazées et 700 000 morts des suites ; 125 000 tonnes de produits chimiques toxiques furent utilisées durant cette guerre : chlorure de cyanogène qui bloque la cytochrome oxydase, l'hydrogène arseniqué à action hémolytique, et surtout l'ypérite (CH₂-CH₂-C1) ou gaz moutarde, vésicant agissant au contact.

Au Viêt-nam, toute la gamme des armes chimiques

En 1936, durant la guerre d'Abyssinie, les Italiens lanceront des bombes à ypérite sur les troupes éthiopiennes dénuées de toute protection. De 1937 à 1943, les Japonais se servent en Mandchourie d'ypérite et de lewisite. Ils

Depuis 1917, le gaz moutarde

Le sulfure de dichloréthyle (gaz moutarde, ypérite) est un liquide huileux, incolore ou jaune clair très soluble dans les solvants organiques, ayant beaucoup d'affinité pour les lipides.

De faible odeur, douce et agréable, c'est en fait un très fort vésicant, utilisé comme gaz de combat pendant la Première Guerre mondiale. C'est un irritant très violent des yeux, de la peau et des poumons, pour lesquels les lésions sont souvent fatales. Des démangeaisons sévères, des érythèmes, de l'œdème des paupières apparaissent en 1 à 12 heures. L'ingestion de produits alimentaires contaminés peut causer des nausées et des vomissements. Immédiatement après l'exposition, on peut tenter de décontaminer la peau par traitement au kérosène, mais pour être utile il doit être fait dans les quinze minutes suivantes.

Il a été utilisé comme produit de référence dans les études biologiques concernant les produits alkylants.

On sait actuellement qu'il provoque chez l'homme un accroissement des incidences cancéreuses au niveau de l'appareil respiratoire des sujets exposés.

(EMC-Intoxications agents physiques 2-058U-10, 13 a).

expérimentent des armes bactériologiques (staphylocoques et autres bacilles) sur les prisonniers mandchous, faisant des milliers de victimes. C'est en 1942 que l'Allemagne lance la fabrication en série de neurotoxiques organophosphorés, tel que Sarin ou Tabun. Ils ne seront pas employés durant la Deuxième Guerre mondiale. Durant l'hiver 1951-1952, les Américains utilisent des gaz toxiques dans la lutte anti-guérilla en Corée. Au Viêt-nam, toute la gamme des armes chimiques sera mise à contribution par les pays en guerre (défoliants, lacrymogènes, herbicides, incapacitants et autres gaz de combat). Durant la guerre d'Algérie, la France se sert de persistants pour contaminer les caches de maquisards.

Les Irakiens contre les Iraniens, les Egyptiens contre le Yémen, les Vietnamiens contre le Cambodge, les Soviétiques contre les Afghans,

l'usage des armes chimiques n'a pas cessé.

Les neurotoxiques

Le Sarin ou G.B. (méthylfluorophosphonate d'isopropyl) est gazeux. Le Soman est persistant (méthylfluorophosphonate de pinacolyle) de même que l'agent VX (méthylthiophosphonate d'O-éthyl-S-diisopropyl-aminoéthyle). Ce dernier a la volatilité d'une huile lourde et l'on peut faire varier sa persistance entre plusieurs jours et plusieurs semaines, en l'épaississant avec des polymères synthétiques, comme pour le Soman.

Les gaz neurotoxiques tuent un individu en se fixant sur l'enzyme acétylcholinestérase et en la neutralisant. Le blocage de cette enzyme entraîne une rapide accumulation d'acétylcholine (transmetteur synaptique) qui est normalement décomposée par l'acétylcholinestérase, quelques millisecondes après

avoir été libérée aux terminaisons nerveuses. Le blocage des synapses provoque des symptômes caractéristiques : transpiration intense, obstruction des bronches par du mucus, troubles de l'accommodation, diarrhée et vomissements, fasciculations musculaires, convulsions, paralysie et mort. Ces gaz peuvent provoquer la mort en quelques minutes. Si la dose reçue est légèrement inférieure à la dose provoquant une mort immédiate ou si l'empoisonnement est provoqué au contact de la peau, la mort n'advient qu'au bout de plusieurs heures. Des doses plus faibles n'entraînent que des troubles neurologiques. La désintoxication naturelle est faible, ce qui explique pourquoi la dose mortelle est sensiblement la même qu'elle soit absorbée en une seule fois ou en plusieurs heures.

Protection individuelle et collective

La protection s'adresse prioritairement aux neurotoxiques qui sont les plus efficaces, inodores, incolores, et indétectables par les seuls sens humains (appareils de détection indispensables). Ils agissent aussi bien par contact que par inhalation. La particularité est que les combattants peuvent être protégés beaucoup plus facilement contre les effets des armes chimiques que contre les autres armes. Avec protection, la guerre peut continuer. Cette protection peut être individuelle ou collective (véhicules NBC).

C'est un aspect particulier de la guerre chimique qui a des répercussions stratégi-

Suite

ques et tactiques. La panoplie complète du fantassin NBC commence à être familière : masque à gaz, vêtements spéciaux. Cet équipement est également valable dans une certaine mesure contre les rebombées radioactives.

Les antidotes

Le produit utilisé couramment dans les auto-injecteurs américains et soviétiques est connu sous l'appellation de TAB. C'est un composé de trimédoxine, d'atropine et de bénométholène, ce dernier produit étant un autre antagoniste de l'acétylcholine. Le TAB est capable d'éviter la mort si le sujet a reçu un peu plus que la dose létale moyenne. Il ne peut réduire les dommages causés par des doses sub-mortelles.

Les agents incapacitants

Les seules armes anti-personnel non mortelles qui font actuellement partie de l'arsenal chimique des Etats-Unis sont les agents CS irritants (malononitrile orthochlorobenzylidène) et CR (dibenzozépine). Ils ont été utilisés en grandes quantités pendant la guerre du Vietnam. Classés dans la catégorie des armes « anti-émousses », ils font partie de l'arsenal des forces de police. L'agent BZ anticholinergique (hydroxy-3-quinuclidine) a été abandonné, car il induisait entre autres effets la folie. En fait, ces agents ne sont pas considérés comme des armes chimiques. Ils ne sont guère adaptés à une guerre moderne entre puissances bien équipées de protections.

Les gaz périmes, mais cependant encore bien d'actualité, comme l'acide cyanhydrique et l'ypérite ont fait preuve de leur efficacité durant la Première Guerre mondiale, et plus récemment dans la guerre Irak-Iran. Faciles à préparer et à stocker en grande quantité, ils doivent être pris en compte.

Les toxiques d'origine biologique

Le développement des biotechnologies permet d'envisager la production de toxines très efficaces (phyto-toxines, zootoxines, mycotoxines). Le Sipri** répertorie une dizaine de toxines qui seraient stockées en prévision d'une future guerre chimique ou bactériologique. Le tricothécène a défrayé la chronique sous l'appellation de pluie jaune. Il aurait été employé en Afghanistan. Actuellement, il n'existe apparemment pas de doctrine d'emploi de ces toxines qui font en quelque sorte le pont entre armes chimiques et armes dites biologiques.

Les défoliants (agent orange), les herbicides, les stérili-

Classification et toxicité des armes chimiques

Type	Exemple	Etat	Toxicité	Exposition
Vésicant	Ypérite à l'azote	Liquide - Vol faible (en aérosol - en gouttelettes)	Percutanée incapacitante létale 2 g x mn/m ² 5 g x mn/m ² sur l'œil : 0,2 g x mn/m ²	Inhalation létale 1,5 g x mn/m ³
Hémo-toxique	Cyanure (CICN)	Liquide		
Neuro-toxique	Sarin	Liquide (= eau) vol. 16 g/m ³ à 25°C (aérosol et vapeur)	Inhalation létale 25 à 100 mg x mn/m ³	Percutanée létale vapeur 15 g x mn/m ² liquide 1 g/homme
	Soman	Liquide (huileux) vol. 3 g/m ³ (faible) utilisé en épandage liquide épais	Inhalation létale 25 à 100 mg x mn/m ³	Percutanée létale vapeur 10 g x mn/m ² liquide 1 g/homme
	VX	Liquide (huileux) vol. 10 mg/m ³ (très faible) aérosol	Inhalation létale 35 mg x mn/m ³ 15 mg/homme	Percutanée létale aérosol liquide
Toxine origine biologique	Toxine botulique	Solide - aérosol de fines particules	Inhalation létale 0,02 mg x mn/m ³ les symptômes entre 24 et 48 heures	Ingestion létale 0,0005 mg
	Tricothécène T2	Solide - aérosol	Inhalation vomissements - sang	Cutanée très irritant à très faible dose
Neutralisant	Lacrymogène	Solide ou liquide selon formule chimique aérosol - vapeur	Seuil d'action 0,3 à 2 mg/m ³	Concentration insoutenable 5 à 30 mg x mn/m ³
	Sternutatoire	Solide - aérosol	0,1 mg/m ³	0,25 à 1 mg x mn/m ³
	Urticant	Solide - aérosol	0,004 mg/m ³	
	Incapacitant Blue X	Solide - aérosol	0,07 mg pour endormir un homme	

sants du sol, ont été utilisés au Viêt-nam pour affamer les populations. Ces molécules font partie des armes chimiques.

Les armes binaires

Le stockage et la manipulation des munitions et contenants de gaz toxiques représentent un danger particulièrement important. Aussi tout un programme de développement d'armes binaires est actuellement en cours aux Etats-Unis, et ce depuis 1961 (bombe aérienne big eye, obus d'artillerie 155 mm, etc.). L'avantage est qu'il n'est pas nécessaire de manipuler des gaz extrêmement toxiques, car ce sont des munitions comportant deux compartiments chargés d'une ou deux substances relativement peu toxiques.

Lors de l'explosion, l'opercule séparant les deux compartiments est rompu, et le mélange des deux produits entraîne la production du gaz neurotoxique. Le Sarin et le VX peuvent être produits de cette façon. En général, on charge le deuxième compartiment sur le champ de bataille, juste avant usage. Les composants chimiques de chaque compartiment n'étant pas vraiment des toxiques, leur production est indépendante de la production du gaz neurotoxique proprement dit. Ce qui complique le problème du contrôle d'un désarmement chimique.

Les grandes puissances chimiques

Trois puissances produisent et stockent des armes chimiques. Par ordre d'importance : l'URSS, les Etats-Unis, et la France.

L'URSS stockerait 400 000 tonnes de gaz toxique. Elle a récupéré les stocks allemands en 1945. Quatorze usines produiraient du Soman et du VX. Il existe des stocks aux frontières européennes et chinoises. A signaler qu'il existe 150 000 tonnes de munitions chargées d'ypérite datant de la guerre 14-18.

Les Etats-Unis dont le stock est situé presque entièrement sur leur sol. Il existe cependant des munitions chimiques pour deux semaines de guerre en RFA, sous contrôle américain. Entre 1953 et 1957, 15 000 tonnes de Sarin ont été fabriquées et stockées à ciel ouvert dans le désert de l'Utah. Entre 1961 et 1967, 5 000 tonnes de VX ont été fabriquées. Un quart des stocks actuels est conservé en conteneurs et trois quarts sous forme de munitions, à savoir trois millions de projectiles d'artillerie, et plusieurs milliers de bombes aéroportées de 500 et 750 livres. Apès un arrêt à la fin de la guerre du Viêt-nam, la production d'armes binaires a repris en 1981 (bombe big eye de six tonnes).

La France, comme pour le nucléaire, arrive en troisième position dans le domaine des armes chimiques. De nombreux documents étrangers font état de stock d'armes chimiques en France. Le Sipri avance quelques centaines de tonnes. La France est en bonne place dans le domaine de la recherche liée aux armes chimiques et à leur prévention : masques, vêtements protecteurs, détecteurs, etc.

Les doctrines d'emploi

L'exemple de la guerre d'Abyssinie en 1936 est un bon exemple d'une utilisation « rentable » de l'arme chimique. Il faut bien voir que la probabilité d'emploi de cette arme n'est pas fondée sur des principes de moralité ou de permissivité, mais sur le seul aspect de sa rentabilité. D'où l'utilisation par les puissances industrielles contre des armées de guérilla, ou de pays non industrialisés, ou de pays du tiers monde entre eux. A contrario, malgré les stocks considérables dont disposait l'Allemagne, Hitler n'a pas jugé utile d'engager une guerre chimique.

La question du pourquoi de l'accumulation des armes chimiques et de la poursuite de la course aux armements en ce domaine se pose donc. Au cœur du débat est la notion de dissuasion chimique selon laquelle les nations doivent posséder des armes chimi-

ques pour dissuader d'autres nations de les utiliser. (NDLR. C'est l'argument développé par la France pour justifier son intention de constituer un « stock minimum »).

Une arme du champ de bataille

Avec la relance de la production d'armes binaires, l'administration Reagan a relancé cette polémique. La dissuasion chimique est un concept qui doit être différencié de la dissuasion nucléaire. L'arme chimique est nécessairement une arme du champ de bataille. Elle a un champ de destruction plus limité que la plus petite bombe A. On ne connaît pas actuellement de fusée équipée d'ogive chimique. On ne peut concevoir son utilisation qu'après engagement des hostilités. La dissuasion ne s'exerce donc qu'en cours de conflit. L'arme chimique ne dissuade que de la guerre chimique. On voit mal la possibilité matérielle d'une attaque surprise visant à détruire la totalité d'une population, ce qui en théorie serait plus satisfaisant que l'arme nucléaire ou biologique du fait de la fugacité des effets.

Les armées modernes, tant à l'Est qu'à l'Ouest, sont préparées à se protéger contre une offensive chimique. De part et d'autre, existent des bataillons spécialisés de défense chimique, des compagnies de décontamination, des détecteurs de gaz neurotoxique. Chaque division américaine de 16 à 17 000 hommes a une compagnie équipée NBC. On ne peut donc concevoir qu'une utilisation par surprise sur des troupes non protégées. En fait, le principal avantage serait de contraindre l'adversaire au port de vêtements de protection qui gênent considérablement la mobilité des hommes. L'utilisation de l'arme chimique sur son propre territoire pose des problèmes peu solubles de protection des civils en cas de vents défavorables. □

Le Pelerin 8.4.88

Iran-Irak : la guerre des gaz

On savait que l'arme chimique existait : les Soviétiques l'ont eux-mêmes utilisée en Afghanistan ; les États-Unis avaient été fortement suspectés de l'avoir fait au Viêt-nam. Aujourd'hui, dans la guerre du Golfe, l'Irak a osé.

Antoine Steir

Pour contrer l'avancée des Kurdes irakiens alliés à l'Iran, l'Irak a reconstruit avoir bombardé plusieurs bourgades à l'arme chimique, faisant des milliers de victimes. Le spectacle est horrible : quelques maisons détruites mais de nombreux cadavres recouverts d'une poudre blanche, sans blessure apparente, comme s'ils dormaient. De légères taches roses sur le visage et une forte odeur qui vous prend à la gorge.

La réglementation de l'arme chimique — d'usage épisodique et fort limitée jusque-là — est sans doute fort insuffisante : tout pays a le droit de la fabriquer mais, selon les Nations Unies, aucun n'a le droit de l'utiliser. Mais la communauté internationale,

dont la responsabilité n'est pas totalement écartée dans cette affaire, n'a pas les moyens de sa politique, ne serait-ce que pour vérifier l'application des règles édictées par l'ONU.

Selon le *Jane's Defense* de Londres, sorte de bible stratégique, l'Irak dispose d'un véritable arsenal de destruction dans ce domaine. Il fabrique environ 60 t de gaz moutarde, 4 t de Tabun et 4 t de sarin. En outre, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Bagdad, à Salman Pak, un centre de recherches sur les armes chimiques développerait depuis peu des armes bactériologiques.

Engagés depuis septembre 1980 dans une guerre à outrance, l'Iran et l'Irak ont ignoré jusque-là les limites



Escalade de l'horreur dans le conflit Iran-Irak : l'emploi d'armes chimiques.

de l'horreur. La « guerre des villes » a déjà fait des milliers et des milliers de victimes ; si l'on s'en remet aux seuls communiqués des belligérants, Bagdad a reçu depuis le début du mois de mars 28 missiles, contre 93 sur Téhéran. Dans une optique d'horreur à laquelle les Irakiens et Iraniens nous ont habitués à ce jour, les missiles qu'ils s'envoient allègrement porteront-ils un jour des charges chimiques ?

Hürriyet 9.4.88

Hürriyet, kimyasal bombalarla 5 bin can alan Irak filosofunun esir pilotu ile konuştu:

Cehennem bombalarını biz attık



VİCDAN AZABI Binbaşı Ahmet Shaker, esir düştükten sonra ilk kez basın karşısına çıkarıldı. Iraklı pilot, vicdan azabı içinde kıvranıyordu...

Hamî ALKANER

İRAK'ın Halepçe, Düceyde, İnnap, Hürnal ve Sirva kasabalarının elinden çıkması üzerine, buraları Mig-21'ler ile "kimyasal bomba" yağmuruna tutarak 5 bin vatandaşın ölümüne yol açan ve insanlığa kara leke süren faciada,

raianmaları üzerine duyduğu vicdan azabından yaşanan ölü görünümündeydi. Üzerinde, 17 Mart'ta kimyasal bombayı attıktan sonra düşürülen uçagında uçtuğu sırada giydiği, haki uçak kombinosu bulunan Bnb. Ahmet Shaker, "İstihbaratı yanlış yaptık. Bize bu kasabaların düştüğünü ve yaşanan Iraklıların şehri bozalttığını, sadece İran birliklerinin olduğunu söyledik. Bana daha sonra filmi gösterdiler. Keşke görmeseydim. Acı veren bir film. İnsanları öldürmek için başvurulan çok kötü bir metod" derken konuşmakta zorluk çekiyordu.

Irak Hava Kuvvetleri Harp Akademisi mezunu olduğunu ve ilk kez 1983 de bir kez daha kimyasal bomba attığını açıklayan Ahmet Shaker, sorulara şöyle yanıtlar verdi:

"18 Mart'ta ne oldu bize anlatır mısınız?"

"UÇAGIM DÜŞÜRÜLDÜ"

"Perşembe günüydü. Irak'ın kuzeyinde iki dağ arasında 10 kilometre uzunluğundaki bir volda İran birliklerinin ilerlediği istihbaratı geldi. O gün

hava çok bulutluydu, bu nedenle hedefi bulamadık üsse döndük. Bir gün sonra gelen istihbaratta İranlıların açık araziye indiklerini ve başta Halepçe olmak üzere civardaki kasabaların yaşayan Iraklıların buraları terk ettikleri haberi geldi. Bizi bu bölgeye gönderdiler. Bombayı attıktan sonra dönerken İran birlikleri tarafından açılan ateşte Halepçe'nin 59-69 kilometre güneyinde uçagım düşürüldü. Paraset kolunu çekerek atladım. Yere düşince belimden sakatlandım.

"Daha önce de hiç kimyasal bomba attınız mı?"

"1983 Yılında İran'ın güneyindeki Hor el Huveyze bölgesine attım. İran birliklerinin bu bölgeye girmesini onledik. Açık bataklık bir araziydi."

"Kimyasal bombaları nereden yüklediniz?"

"Üsmüzen. İran birliklerinin Halepçe'ye girdiklerini söyleyen yoğun ateşe başladık. Amacımız, İran birliklerinin ülkemizi topraklarında daha derinlere inmesini önlemek için kimyasal bombayı kullanmak zorunda kaldık."

"Ne tür kimyasal bombaydı ve uçağa nasıl takılıyor?"

"Bize nasıl bir tür olduğunu söylemediler. Özel kamyonlarla uçağa takılıyor. Ve, uçak hemen havalandı. Üsse özel kamyonlarla gelen bu bombalar depolanıyor. Bunları asker değil, sivil ekip getiriyor."

"Bombayı attıktan sonra ne hissediyorsunuz?"

"Biz Müslüman ülkeyiz. İslama göre düşmanı öldürmek

istiyoruz ona acı çekirmeden en kısa yoldan öldürmek gerekir. Peygamberimizin: 'Öldürmek istediğin zaman basit ve kısa yolla acı çekirmeden öldür, işkence yapma' diye hadisi var. Kurbanları da bu nedenle biçmiş bileyleyip acı çekirmeden öldürürüz. Biliyoruz bu bomba insanlar için yasaklanmıştır. Fakat herşeyden önce bir emir kuluuz. Bize bu bombaları 'sivilere atın diye' değil, 'İran birlikleri girdiği için üzerine atın' diye emir verdiler."

"Buzca sizin topraklarınızda olan bir köy ve sivilere yaşıyordu. Bu bombaları atarken bilmiyor muydunuz?"

"Bize Halepçe'nin düştüğünü, İran birliklerinin köylere kasabalara girdiğini, halkın ise dağı çıktığını söylediler. Kaçmış olmaları gerekiyordu. Bu durumda Halepçe'ye benim ile birlikte çok sayıda savaş uçağı verilen emirler doğrultusunda kimyasal bomba attı. Sonra filmi görünce yanlış istihbarat yaptığımızı anladım."

"Şimdi ne hissediyorsunuz?"

Iraklı savaş pilotu Bnb. Shaker bu soru üzerine durdu. Yutkundu... Bir noktaya diktığı gözlerinden hafifçe yaşlar süzölmeye başladı. Kısa bir süre sonra, fakat sesinin tonu daha da yavaş adeta başka bir dünyada yaşayan insan gibi konuşmaya başladı:

"KENDİ AİLELERİMİZİ BOMBALARIMIZ İLE ÖLDÜRMEK ÇOK KÖTÜ"

"Acı veren bir film. İnsanlık için kötü bir film. Ve insanları öldürmek için başvurulan çok kötü bir metod. Gördüğüm zaman keşke görmeseydim, görmemek daha iyi olacaktır, diye düşünüyorum. Çünkü orada kendi ailelerimizi, çocuklarımızı, kendi bombalarımız ile öldürdüğümüzü görmek çok kötü bir şey. Allah'tan şunu isterim. Bütün burada ölen kardeşlerimizi cennete koymasını. Yaptığımız büyük bir hataydı. Bu bizim zavıf istihbaratımızdan mı kaynaklanıyordu, bilemiyorum."

Bnb. Shaker, İranlıların bazen kimyasal bomba attığına dair gelen haberleri ile ilgili soruya ise, bunun bomba değil gaz olduğunu belirtti ve "İranlılar yalnız Irak birliklerine karşı bunu kullandı. Bu nedenle de bizler bunlardan korunmak için gaz maskesi ve bazı özel cihazlarımız var. Kritik durumlarda bunu kullanıyoruz," dedi.

İran birliklerine bugüne kadar 42 kez hücum ettiğini de kaydeden Bnb. Shaker, sorulara kısa kısa şöyle yanıtlar vermeye devam etti:

"Televizyonda Iraklıların kullandığı kimyasal bombayı Amerika tarafından verildiği yorumu yapı. Sen-ce bu doğru mu?"

"Hayır. Bu konuda hiçbir bilgin yok. Kimyasal bombaların üzerinde bir marka yazılı değil. Sadece yeşile boyanmıştır. Benim bildiğim 'bu bombalar Irak'ta yapıyor. Bir kısmı dışardan gelmiş olabilir. Bombalar üssü getirilirken gizli yollar kullanılıyor."

"Siz Sovyet pilotları mı eğitiyor?"

"Hayır. Iraklı komutanlar eğitiyor. Hava Kuvvetleri Akademisi'nde Rus, Mısır,

Pakistanlı ve Hindistanlı pilot adayları var, ama bunlar savaşta katılmıyor."

"Irak Hava Kuvvetleri savaşta çok mu darbe yedi?"

"Bizim uçak sayımız fazla olduğu için operasyon adedi de fazla. Bu nedenle İranlılar'dan daha fazla pilot esir verdik. Biz dışardan istediğimiz kadar uçak alabiliriz. Öyle zannediyoruz İranlılar savaşın başladığından buyana uçak alamadı."

"İNSANIN AİLESİNDEN ÜLKESİNDEN UZAK OLMASI"

Uçaktan atarken belinden sakatlanmasına rağmen dim dik duran ve devamlı bir noktaya bakan Bnb. Shaker, esir olduğu yerdeki yaşam koşulları ile ilgili bir soruya da, "İraklıların yaşadıkları esir kamplarını görmüdim. Bilemiyorum. Ama şu var, en kötü olan insanın ülkesinden ve ailesinden uzakta olması. Tüm hayatı boyunca herşeyini paylaştığı ailesinden ayrılarak, geleceği belli olmayan bir ortama girmesi ve geriye dönüp dönmeyeceğini bile bile bilememesi," dedi.

PARIS, 11 avr (AFP) - Des avions irakiens ont à nouveau bombardé aux armes chimiques les populations kurdes dans le nord de l'Irak dimanche, faisant "des centaines de victimes", a affirmé lundi le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, autonomiste kurde).

Dans un communiqué daté d'Ankara et diffusé par l'agence iranienne IRNA reçue à Paris, le PDK, qui affirme que ces nouveaux bombardements ont fait des centaines de morts et de blessés, "dénonce le silence des gouvernements devant ces violations flagrantes des droits de l'homme". Le PDK ajoute qu'il considère ces bombardements comme des "complices du régime de Bagdad".

Selon Ténérani, plus de 5.000 personnes ont été tuées et 7.000 autres blessées dans des bombardements irakiens, les 18 et 19 mars, de la ville de Halabja, située dans le Kurdistan irakien occupé par l'Iran en mars dernier.

Hürriyet, ölüm ticaretini aydınlatıyor

Çetin YEKİN
Şökel OKANT

“İLSEM taser mıydım? Bir bilseydim hiç TIR'ları yükletir miydim? Benim de elim var. Bak bak; foto bu da kızın fotoğrafı! Ah, ellerim kırılıyodu, girmeceydim bu işe!”

Aflamaktıydı, yaptığı için korkmuştu yeni yeni anlamaya başladığı. Nahiyyeydi ve TIR'ları yükletip Irak'a gönderilen "kimyasal" maddeler içinde aracı olarak çalışıyordu. Ege televizyonda, gazetelerde, Irak'ın 17 Mart 1988'de Halepçe ve çevresinde kullanılan kimyasal silahlarla yavaş yavaş yitiren 5 binden fazla insanın o korkunç, tüyler ürpertici görüntülerine tanık olmasaydı, hâlâ tesadüfün arzılık ettiği "mal"ların bu sonucu doğurduğundan belki hiç kuşlanmıyacaktı. Çünkü, bir besabanın tın insanları, bebeklerin, çocukların, anaların, babaların istisap içinde kıvrılarak, çarpına çarpına öldükleri sahnelerin mimarlarından birinin de kendisi olduğu, hiç aklına gelmeyecekti. "Tanet olsun; lanet olsun sidiğim paraya!"

Anıyordu... O korkunç fotoğrafları görünce, içine kurtulmuştu. Gemiler dolu kimyasal madde, Mersin'e Avrupa ülkelerinden getiriliyor, limano indiriliyordu. Bazan fişlar, bazen de torbalar içinde getirilen bu maddeler bir başka torbanın içine konuluyor, üzerine de bir Türk firmasına ait etiket yapıştırıldıktan sonra TIR'lara yüklenerek Irak'a gönderiliyordu.

Halepçe'de 5 bin kişinin kimyasal maddelerle hunharca öldürülmesinden sonra kuşlanıyordu: "Irak 100 binlerce ton kimyasal maddeyi ne yapıyordu? Avrupa ülkelerinden gelen bu fişlar, neden torbaları sokuluyordu; üzerlerine neden Türk firmalarının etiketleri yapıştırılıyordu? Yoksa..."

Araştırmamız sırasında karşılaştığımız bu nakliyeciler, utanç ve pısmıklık duyan tek kişi değildi. Buna karşılık, ültiye döviz kazandırdıklarını söyleyerek, "Benden sonra tufan" diyenler de vardı.

Hürriyet olarak bizim saptığımız gerçekler ise şunlar:

TÜRKİYE, KÖPRÜ ÖLKE

Irak'ın kimyasal silah yapımında kullandığı maddeler bosta İsviçre, Belçika, Federal Almanya olmak üzere, Avrupa ülkelerinde üretiliyor; deniz yoluyla Türkiye'ye, Mersin Limanı'na indiriliyordu. Mersin'de bazı Türk firmaları tarafından ambalajları değiştirilen bu maddeler, yine bazı Türk nakliyecileri tarafından Irak'a götürülüyordu. Bu işten de, Türk firmaları ger-

çekten de "döviz" kazanmış oluyorlardı. Ayrıca, bu maddeleri kendi ihracatını gibi gösteriyor ve "İhracatımız ne kadar da arttı" diye de seviyorlardı!

NEDEN, AMBALAJ ÖSTÜNE AMBALAJ?

İçin püf noktası, silah yapımında kullanılan kimyasal maddelerin içine konuldukları fişın ya da torbanın üzerine bir tebehe daha geçirilerek, yeni bir etiket yapıştırılmasıydı. Kimyasal maddeler, Mersin Limanı üzerinden Irak'a, doğrudan doğruya, yani transit olarak gönderiliyordu. Mersin Limanı'na indirilip yeniden ambalajlanıyor, bundan sonra Türk firmaları aracılığıyla Irak'a ulaştırılıyordu.

Bu dolambaçlı yöntemle bağırmasında herkesin kendine göre bir nedeni vardı. Her şeyden önce, Arapların oluşturduğu "İsraili Boykot Komitesi"nin listesinde bulunan Avrupa firmaları, araya Türk şirketlerinin girmesiyle, bir Arap ülkesi olan Irak'a mallarını satma olanakına kavuşuyordu. Böylece, Irak da Arap ülkelerinin boykot listesini çığnemmiş oluyordu.

Nitekim, Irak'a bu tür kimyasal maddeleri satan şirketlerden "Tradeasy SA"nın imza yetkilisi sahip ortaklarından Jak Levi Yehudi olduğu gibi, yine imza yetkilisi sahip olan Toay Ezra Venturo da Cenevre'de oturan Türkiyeli bir Yahudi.

Bu yöntemle bağırulmanın bir başka nedeni de, Batılı firmaların dünya kamuoyu önünde yipranmak istememeleriydi. Kimyasal silahlar dünya kamuoyu tarafından nefretle karşılandığından, bu firmalar "Kimyasal katliam" a buluşan ellerini gizlemiş oluyorlardı.

Araç Türk firmalarının bu işten kazancı ise şöyleydi: Bu kimyasal maddeleri ihraç kaydıyla Türkiye'ye ithal ediyorlar; ambalaj ve etiket değiştirilerek Irak'a sattıklarında, bunlar Türkiye'de yeniden işlenmiş gibi gösterildiği için, küçük bir çabayla milyonlarca dolar kar sağlıyorlardı. Aynı mal Mersin Limanı'na indirilse, buradan transit olarak TIR'larla Irak'a gönderilse, sağlanacak gelir, etiket ve ambalaj değiştirilerek yapılan ihracatın yanında devde kul kalırdı. Ayrıca, "ihraç" kaydıyla ithal edilen firmalar, hem Türk Hükümeti'nden "teyvik" elde ediyor, hem de "döviz tahsisatı" sağlayabiliyorlardı.

Bu işlemler kuşkusuz, hükümetin de işine geliyordu. Nereden, nasıl geldiği bilinmez de, Türkiye döviz hırsızlığı oluyordu.

1985 yılında yapılan Cenevre Anlaşması ile yapımı ve kullanımını yasaklanmış olan kimyasal

silahları sık sık kullanılan Irak, "ekonomik" açıdan hiç de "zengin" olmayan bu tür pahalı ticareti kabulleniyor. Irak'ın transit ticaret yerine, daha pahalıya malolan "yeniden ihracat"ı kabullenmesinin önemli bir nedeni daha bulunuyor. Mersin Limanı (ya da Iskenderun), ovası nedeniyle, Irak'ın Avrupa'ya açık en önemli kapısı durumunda. Türkiye'nin Avrupa ülkeleriyle "iyi" ticari ilişkiler içinde bulunması, Mersin'in, Irak'a Batı ülkeleri arasında "sağlam köprü" olması sağlıyor. Bazı Türk firmalarının Irak'ın zor durumundan yararlandıkları ve daha çok kar sağlayacak anlaşmalar yapma yoluna gittikleri anlaşılıyor.

Kimyasal maddelerin nakliyatını üstlenen firmalardan birinin, edinin açıklanmasını istemeyen sahibi Hürriyet'e şunları söyledi:

"Eskiden beri, Irak'a belirli kimyasal maddeler konteynerlerle Mersin'den geçerek gitmekteydi. Bunlar Mersin Gümrüğü'nden transit geçirdi. Bu nedenle de konteynerler açılmaz, muhteviyatının ne olduğu, bunları Irak'a götüren Türk nakliyecileri tarafından bilinmezdi. Ancak son zamanlarda transit durdu. Geçici kabul ile Türkiye'ye gelen malların ambalaj ve etiket (işlerine konuldukları tahta) değiştirilerek Irak'a ihracat işlemleri başladı. Bu durum bir buçuk yıldır sürüyor; gönderilen kimyasal maddelerin miktarı da artıyor."

PENTA FIRMASI NE DİYOR?

Merkezi İstanbul'da, Elmadağ, Cumhuriyet Caddesi, No:81 de olan PENTA Dağ Tic. Ltd. Şti. de aynı yöntemle Irak'a kimyasal madde satan firmaların bir başkası. Manifestosunda, kimyasal maddenin satıcısı olarak "Tigre Produits Chimiques SA" görülmüyor; İsviçre'nin Cenevre Kentinde 3 Place Leal Mercier 1201 adresinde bulunan bu İsviçre firmasından, Irak'a gönderilmek üzere, Pol-yol, Methylene di-Isocyanate ve Freon maddeleri ithal edilmiş, PENTA'nın ithal ettiği 500 ton dolayındaki maddeler, Mersin'de TIR'lara yüklenerek Irak'a gönderiliyor. Bu arada ilginç bir nokta da var: Satıcı durumundaki İsviçre firmasının imza yetkilisi sahip üç ortağının biri Türk. Adı Necdet Bayasın...

ONAK'a yönelmek istediğimiz soruyu, PENTA'nın ortaklarından Faruk Erkoç'a sordüğümüzda şu cevabı aldık: "Irak'ın deniz kenarında bir yer yok ve deniz kıyısından doküme mal alamıyor. Tanker geliyor; 5 bin ton mal Türkiye'ye boşaltılıyor."

Irak'ın malını nereye boşaltacakları? Başra kapağı Irak'ın mal alabileceği yakın iki yer var. Bunlardan bir tanesi Akabe... Ancak burası çok doludur... Üstelik oraya ulaşmak için Süveyş Kanalı'ndan geçmek gerekir ki, bu da yüklü bir ücret demektir. İkinci ise Mersin ve Iskenderun'dur."

Faruk Erkoç, sözlerini şöyle sürdürdü: "Biz bu maddeleri sattık... Bir şirkete satıyoruz... Bundan kısma şüphelenmez. Çünkü, bunların beraber kullanıldığı belli amaçlar var. Bu amaçlar için bunlar satılır. Ben sanetmıyorum ki, başka amaçlar için kullanılmış olsun. Bunlar, mesela kauçuk yataklar, buzdolap gibi şeylerin yapımında kullanılır."

Bu tür maddelerin Irak'a bazı sanayi dallarında kullanılmasına bile, bu denli yüksek miktarlarla ulaşması mümkün görünmüyor. Örneğin, buzdolap üreten bir kuruluş bu tür maddelere ihtiyacı çok azdır. PENTA'nın ortağı Faruk Erkoç, Irak'a sattıkları kimyasal maddelerin, kimyasal silah yapımında kullanıldığını belirlediğini söylediğimizde de şunları söyledi:

"Siz bana Irak'tan geleniz, bugün isteseniz, ben bu malları yine size satardım; bayılırmım... Tabii, mevzuat mümkün olduğu kadar, satmaya devam ederim. Kısmen bana bir şey diyemez."

UZMANLARIN GÖRÜŞÜ

Irak'a satıldığını saptadığımız kimyasal maddelerin, kimyasal silah üretiminde kullanılmayacağı konusunda görüşlerine başvurduğumuz uzmanlar ise şunları belirttiler:

"Belirtilen bileşiklerden, azıncu ve yanıcı olanlar, boğucu ve yanıcı özellik gösterirler... Alkollü olanlar, yanmayı kolaylaştırır... Kaynama noktası düşük olanlar, havada rahat yayılırlar. Bu nedenle de, bunların, bazı karışımlar yapılmak suretiyle savaşta kullanılmaları mümkündür. Ayrıca, laosiyen bileşikler zehir olarak kullanılır ve çok tehlikelidir."

Yine uzmanların belirttiğine göre, Kalay-2-Oksalat (SnO2O4) savaşlarda yapay sis yapmak için kullanılır. Freon dan (Diğerleri Diklorometan) (CF2Cl2) ses hızını eşan sürümlerde yararlandırıyor.

ÇÖZÜLEN ESRRAR

Irak'ın, kimyasal silahları nereden ve nasıl sağladığı, uluslararası bir tartışma konusu. Bazı çevreler, kimyasal silahları İngilizlerin Irak'ta bulduklarını arada gizlice depo-

ladıklarını, Iraklıların bunları bularak kullandıklarını öne sürmüştü. Örneğin, İngiliz bilim adamlarından Dr. Murphy, "No Fire-No Thunder" (Ateş de yok; Fırtına da) adlı kitabında bu görüşe yer vermişti. Buna karşılık bazı çevreler, Irak'ın, kimyasal silah üretmek için gerekli olan teknolojiyi geliştirdiğini belirtiyor. İran ise, kimyasal silah üretmek için gerekli olan hammaddelerin, Irak'a Batılı ülkeler tarafından satıldığını öne sürüyor.

Irak'ın geçen mart ayında yeniden kimyasal silah kullanmadığını, Alman 2'nci televizyonu ZDF'de yer alan bir habere, "Paldepland und Cold" adlı bir Alman firmasının Irak'ta, kimyasal silah üretecek bir fabrika kurduğunu açıklamıştı. Almanların

ünü Stern Dergisi ise, merkez Hamburg'da bulunan "Water Engineering Trading" adlı bir başka firmadan da, aynı amaçlı malzeme ve aygırları, 1986 yılı içinde, merkezi Münih'te bulunan "Merkez" adlı bir nakliye şirketi aracılığıyla Türkiye üzerinden Irak'a ulaştırıldığını açıklamıştı. "Water Engineering Trading" firmasının ortaklarından birinin Iraklı olması, Irak'ta kurulan tesislerin işletilmesine İsviçre'nin de katkide bulunduğu, Batı basınında çıkan haberler arasında yer alıyordu.

Ve işte bazı Türk firmaları, bilimeyle de olsa, Irak'ın kimyasal silah yapmak için ihtiyacı duyduğu kimyasal maddeleri, bu kapidan sağlanmasına yardımcı oluyordu.

Presse de la Manche
14.4.88

● La France fournirait des armes chimiques à l'Irak

STRASBOURG. - M. Ahmad Bamarni, l'un des porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan en Europe, a accusé hier la France de fournir une partie des armes chimiques dont se sert l'Irak pour bombarder les populations kurdes d'Irak. - Nous élaborons un dossier identifiant les firmes de Franco, d'Allemagne, de Belgique et d'Espagne qui fournissent à l'Irak les éléments lui permettant de produire ces armes chimiques. - La France est en train de réaliser un centre nucléaire au Kurdistan d'Irak - a-t-il poursuivi après avoir rappelé que les bombes chimiques lâchées sur Halabja avaient été larguées à partir d'un Mirage fourni par la France

Insight 18.4.88

Kurdish Political Leader Tells of Iraqi Genocide

Jellal Talibani, a leader of the Patriotic Union of Kurdistan, said in a recent visit to England that Iraq was trying to wipe out the local Kurdish population. He said about 1.5 million Kurds have been deported and more than 3,000 of their 5,000 villages destroyed. This year, he said, Iraqi forces have destroyed 12 Kurdish towns and moved the 205,000 inhabitants to cities in the area. The population of Chiman was killed after the town was surrounded by government troops last fall, he said.

Agence France Presse 22.4.88

NEW YORK (Nations Unies), 22 Mars (AFP) - L'Iran a effectué une démarche lundi soir auprès du Secrétaire général de l'ONU pour demander l'envoi d'une mission d'enquête sur les récentes attaques aux armes chimiques menées dans le Kurdistan irakien par les forces de Bagdad, qui auraient fait selon Téhéran quelque 5.000 morts et 5.000 blessés.

Le représentant iranien à l'ONU, M. Mohammad Mahallati, qui a effectué cette démarche, a indiqué à la presse après son entrevue avec M. Javier Perez de Cuellar, qu'une telle mission n'aurait pas besoin de se rendre en territoire irakien, les blessés ayant été évacués sur des hôpitaux à Teheran et à l'arrière du front en territoire iranien.

Selon l'Iran, ces attaques menées par l'aviation irakienne se seraient déroulées au milieu de la semaine dernière contre les villes de Halabja de Khormal et des villages environnants, dans une région montagneuse du nord-est irakien où les forces iraniennes ont réussi à s'emparer d'une zone d'environ 1.000 km2.

Toujours selon l'Iran, l'aviation irakienne aurait, pour la première fois depuis le début du conflit, fait usage intensif de gaz innervants couplé avec l'emploi d'ypérite (gaz moutarde) et de cyanure.

Le Nouvel Observateur
15-21.4.88

Iran-Irak : la guerre sale
Le ministère iranien de la Guerre a fait venir sept convois de journalistes à Halabja, la ville du Kurdistan irakien bombardée à l'arme chimique le 17 mars dernier. Jamais on n'avait vu autant de journalistes sur le front depuis le début de la guerre Iran-Irak. Au même moment, à Téhéran, le numéro deux des Affaires étrangères, Djavad Laridjani, refusait de s'engager sur la non-utilisation par son pays d'engins chimiques : « Nous n'excluons aucune arme »...

NEW YORK (Nations Unies) - M. Mahallati a déclaré avoir indiqué au Secrétaire général que son gouvernement attendait une réaction énergique des Nations Unies à cette attaque.

Il a d'autre part affirmé que cette violation des conventions de Genève sur l'interdiction des armes chimiques, créait une atmosphère encore plus défavorable pour la reprise prochaine de conversations à haut niveau entre M. Perez de Cuellar et les deux belligérants.

Le diplomate iranien a estimé que l'ONU devrait "réévaluer la situation" mais il s'est bien gardé d'affirmer qu'il s'agissait là d'une condition à la venue à New York d'un émissaire iranien de haut rang.

Il a déclaré n'avoir pour l'instant pas reçu de réponse à l'invitation lancée par M. Perez de Cuellar pour ces conversations à haut niveau prévues les 30 et 31 mars prochains avec l'Irak et les 4 et 5 avril avec l'Irak.

The Guardian 22.4.88

Tragedy in the making

This week's eruption of hostilities in the Gulf and the ground fighting in the Faw peninsula on the southern Gulf war front has shifted attention away from the north, where Iraqi Kurdish guerrillas are cooperating with Tehran and paying the heavy price of chemical gas attacks, David Hirst reports

Our Hiroshima. That is what the Kurds of northern Iraq, victims of the Gulf war's most spectacular atrocity, call the estimated 5,000 chemically dead of Halabja.

The Iranians are apparently seeking to shift the whole thrust of the eight-years long to the northern end of the 700-mile front, where it is grafting itself on to a much older struggle, between Iraq's Kurdish minority and the Government in Baghdad. And a great national tragedy may be in the making.

Never, in the 27 years since they first took up arms, have Kurdish rebel leaders seemed so confident of eventual triumph — yet never so full of foreboding about the terrible price their people may have to pay.

This Hiroshima does not mark the end of a war, merely a new threshold in its growing ferocity. It is the first time in five years that Tehran has failed to mount its annual winter offensive through the marshes and desert flatlands of the southern front.

Hitherto, it had favoured the south for a combination of military and political reasons: the alluring prospect of achieving one great, decisive breakthrough that would enable it to seize a large slice of southern Iraq, and to establish, in this predominantly Shi'ite area, a provisional "Islamic Govern-

ment" under the ostensible control of clients such as Hojatoleslam Bakr Hakim and his Supreme Assembly of the Islamic Revolution in Iraq.

But it is a constricted front with predictable avenues of advance, and the vast and elaborate fortifications which the Iraqis have steadily built up appear finally to have deterred the Iranians.

And now, in a psychologically damaging setback, the Iranians have actually lost their expensively acquired and riskily held foothold on the Faw peninsula.

The north, with its highly irregular, mountainous terrain, lends itself better to the new approach to which Iran appears to have switched — smaller-scale offensives where and when the opportunity arises.

The Halabja offensive resulted in as large a piece of Iraqi territory as the Faw peninsula being seized, and, more obviously than Faw, it opens up the possibility of further stage-by-stage advances of the same kind.

The piecemeal approach means that the price of any failure is nothing like it would be in the south. This is important for a regime which, with war-weariness growing, can no longer afford to be so profligate with its human resources.

The mountains suit infantry, the main strength of the Revolutionary Guards who now do most of the fighting, and enable

them to make the most of their proven qualities of a versatility, mobility and localised initiative.

It also enables them to exploit a domestic Iraqi insurrection, even though this is not the one staged by their co-religionists in the Shi'ite south for which they had really hoped. But herein lies an Iranian — and a Kurdish — dilemma.

In scale and intensity, the Kurdish uprising now far exceeds the last great campaign, led by the late Mustafa Barzani in 1974-5, which collapsed after it was betrayed by the late Shah.

It entered a new stage with the appointment, early last year, of President Saddam Hussein's cousin, Ali Hassan Majid, as governor of Kurdistan, with powers that explicitly override an already absolutist constitution.

It was soon afterwards, in April, that, according to the Kurds, Iraq used gas for the first of 67 times during the whole of last year, not only against the Peshmerga, or Kurdish guerrillas, but against the civilian population in villages often far removed from the battle zones.

The depopulation of Kurdistan is apparently the backbone of President Saddam's policy. It is to this end that, in addition to the physical eviction from, and the bulldozing of, the more accessible villages, chemical weapons have become a routine supplement to the aerial and artillery bombardment, with conventional explosives, of the remoter villages which the Iraqi soldiers cannot reach.

The policy, Kurds say, goes back to the collapse of the 1975 campaign and the subsequent razing of 800 villages to create a "security belt" along the Iranian frontier. Hundreds of other villages later suffered the same fate — as individual reprisals for guerrilla operations, as a result of the Iraq-Iran war, as

part of the longstanding practice of Arabising existing and newly-discovered oil regions — and now, with the destruction of one thousand villages over the past year alone, it is calculated that at least 70 per cent of Kurdistan's four thousand villages no longer exist, with well over a third of its land areas completely depopulated.

Kurds are also being driven from the larger towns of Kurdistan, so that, they reckon, they now constitute a majority in only three of them. In an ominous administrative subterfuge, 26 "districts" have recently been redefined as smaller "sections."

The refugees flee to Iran, to the Kurdish "liberated zones," or into government-controlled "camps," either in Kurdistan itself or deep in the Arab south.

"If this goes on," says Masud Barzani, son of the late Mustafa, and leader of the Kurdish Democratic Party (KDP), "there will be no Kurds left in Kurdistan. That is Saddam's plan. He wants to destroy us as a people. We are now struggling for survival. It is him or us."

That conviction seems to have put down deep roots. The people of Kurdistan, it is said, are joining the resistance "like ants."

In addition to routine guerrilla skirmishes, the Peshmerga now claim very big operations, in which up to a thousand men wipe out isolated garrisons in night raids.

Operating out of their large "liberated zones," they are penetrating deep into the plains, with hit-and-run raids as far away as oil-rich Kirkuk, and they regularly cut the key Baghdad-Turkey highway for several hours at a time. They claim to have taken over 1,500 Iraqi prisoners last year, while some 4,000 "Jash," Kurdish government troops, came over to their side.

Imbued with a sense of great danger, but also great opportunity, the rebels, so prone to disension, have achieved a new political cohesion, with the KDP and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan, the two main rivals, and three other groups, now close to the formation of a coalition national front.

Instead of the traditional, more limited "autonomy," the front will call for "voluntary federation" with Iraq. This, with its implied right to opt for a fully independent Kurdish state, is partly the leadership's concession to its own public, which, through cruel experience, is increasingly hostile to the whole idea of remaining within the Iraqi body politic.

The advantage that Iran could seize from this domestic Iraqi insurrection is obvious — and not least to Saddam Hussein. His punitive reaction to

any evidence of Iranian-Kurdish collaboration is automatic and savage. After the Peshmerga were deemed to have helped the Iranians conquer the Haj Omran heights in the far north in 1983, Kurds say, no less than 8,000 men, mainly from the Barzani clan, were

'If this goes on, there will be no Kurds left in Kurdistan. That is Saddam's plan. . . It is him or us'

seized from government "camps," and have not been heard of since. They are all presumed to be dead.

And the Kurds have no doubt about it: the gassing of Halabja was revenge for their role in this latest Iranian conquest. The Iranians claimed all the credit, mentioning nothing of Kurds, but, according to KDP commanders, it was their men who dealt the decisive first blow. For the loss of only seven men, they seized a key bridge, cutting off the Halabja area, and then, infiltrating a de-

stroyed village, ambushed the Iraqi reinforcements.

It was only after this success that the Revolutionary Guards decided to commit themselves in strength.

The Halabja tragedy has greatly exacerbated the already sharp controversy within the Kurdish movement over collaboration with Iran. For some, it is the nature of the collaboration which is at issue. In a guerrilla war, they say, one should never get involved, directly or by proxy, in the conquest and permanent occupation of big towns like Halabja, such easy targets for Iraqi retaliation.

For others it is the very idea of collaboration. Already, one of the five groups will have nothing to do with it.

They are deeply suspicious of the Iranians' real intentions and future aims, believing that they are quite as intolerant as the Iraqis of Kurdish national aspirations, and that they have surreptitious imperial ambitions in Iraq to boot.

They only help us militarily, they say, when we help them, and sometimes — and quite shamelessly as in a Kurdish operation related to Halabja — not even then. They refuse to recognise Kurdish political rights. They set up their own subservient Kurdish organisations, of the approved Islamic kind, in an attempt to draw popular support away from authen-

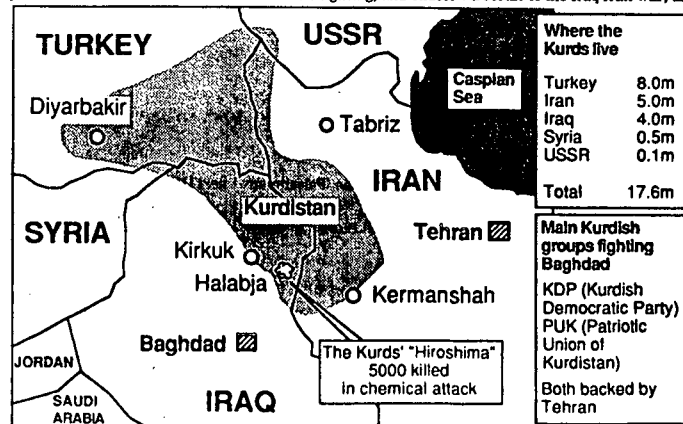
tic, indigenous ones. They even try to promote the military role in Kurdistan — trifling and inept though it is — of Hojatoleslam Hakim's Shi'ite militia.

Through their influence on their protégés, they help thwart the establishment of an Iraqi opposition front, embracing Shi'ites, Sunnis and Kurds. This would greatly help their own principal war aim, the overthrow of Saddam Hussein — but at the expense of their crusading ambition to set up an Islamic Republic in their own image.

Halabja was a lesson for us," said a Kurdish commander, who contended that for further advances into north Iraq, the Iranians cannot do without the Peshmerga, their experience, and knowledge of the terrain. "Either we get a fair deal," he said, "or from now on we don't help them at all; we shall not be their slaves."

The more the Iranian people suffer in the "war of the cities," the more urgent becomes the Mullahs' need to appease the population with progress on the battlefields.

With the loss of Faw, the Mullahs' need may prove to be the Kurds' historic opportunity. But fair deal or not, it now seems probable that, with an embattled Saddam swearing to use "all available means" in his own defence, more "Hiroshimas" are on the way.



Il genocidio del popolo curdo

PARIGI. Secondo il professor Aubin Heyndrickx, responsabile del laboratorio tossicologico dell'ospedale universitario di Gand in Belgio, gli irakeni hanno bombardato Halabja con una micidiale mistura di tre gas diversi: iprite, già usata dai tedeschi fin dalla prima guerra mondiale, neurotossici e cianogeni, lasciati cadere a breve distanza l'uno dall'altro per ottenere un cocktail di morte di inedita efficacia. Il professor Heyndrickx ha tratto le sue conclusioni dall'esame di reperti di terra, di acqua e carcasse d'animali che i suoi assistenti hanno raccolto in loco, dopo aver operato dei prelievi sulle vittime - uomini, donne, bambini - della Guernica 1988. Il Belgio vanta una tradizione di triste ospitalità: fin dal 1984, dai tempi cioè del primo impiego da parte irakena di armi batteriologiche (la «pioggia gialla») e di gas «da combattimento», accolte nei suoi ospedali le vittime di simili atrocità. Aubin Heyndrickx invierà ora l'esito dei suoi esami alle Nazioni Unite: «La cifra fornita dagli irakeni - ha detto - è certamente veritiera. Ai 5 mila morti fanno aggiunti più di 10 mila intossicati». Intossicati dall'iprite, vale a dire con i polmoni, gli occhi e la pelle bruciati. O aggrediti dai gas neurotossici, che paralizzano e mordono i centri nervosi «con conseguenze atroci ma variabili». Oppure dai cianogeni che, da parte loro, non lasciano scampo. Bastano due ispirazioni e si resta secchi. Perché tanto feroce accanimento?

«Come fecero i tedeschi con gli ebrei e gli zingari durante il secondo conflitto mondiale. O i turchi con gli armeni nel corso del primo. Così oggi gli irakeni approfittano della guerra contro l'Iran per eliminare la minoranza curda. L'obiettivo è il genocidio. Halabja lo dimostra». L'accusa viene da Kendal Nezan che a Parigi, in veste di presidente, tiene le redini dell'Istituto curdo in rue La Fayette. Biblioteca, centro di documentazione audiovisiva, iniziative musicali «per la difesa di una cultura millenaria in pericolo». «È un popolo misconosciuto di quasi 20 mi-



Le terribili immagini del bombardamento chimico su Halabja: le prime cure ad un bimbo e i corpi di vittime annientate dall'azione dei gas chimici

lioni di anime, privo di immagine nel mondo. Pensi che noi dell'Istituto abbiamo dato la notizia del massacro di Halabja dieci giorni prima che diventasse noto a tutte le latitudini con le fotografie dei mucchi di morti e le notizie delle agenzie occidentali. Nessuno aveva raccolto la nostra denuncia. Eppure i morti sono stati migliaia: uomini, donne, bambini inermi. E non è la prima volta. Il genocidio è in opera da anni.

Che cosa spinge il governo irakeno?

«Il 77% delle risorse petrolifere irakeni sono nel Kurdistan, come buona parte di quelle agricole. I curdi, sottoposti a una violenta

snazionalizzazione, conducono da anni una guerra guerreggiata con l'Irak».

Ma Halabja è una città di curdi irakeni. Non è questa la prima spiegazione del massacro?

«L'Irak pratica la politica della terra bruciata. Già prima della guerra faceva saltare le case curde con la dinamite e spargeva i campi di pesticida, per impedire il risorgere di agglomerati umani. Non ha bisogno dell'Iran per colpire i curdi, l'Iran è il pretesto utile. Certo, Halabja era stata occupata dagli irakeni e poteva essere un obiettivo militare. Ma i morti sono civili indifesi. D'altra parte va detto che gli irakeni aiutano oggi i

Il bombardamento chimico su Halabja ultimo capitolo della guerra di sterminio Accuse all'Irak di massacro programmato ma non si risparmia nemmeno l'Iran

È passato un mese da quando l'aviazione irakena ha bombardato con gas chimici la città di Halabja, da poco occupata dagli irakeni. Le vittime sono state oltre cinquemila, in gran parte curdi civili, vecchi, donne, bambini. I bombardamenti chimici si sono susseguiti dalle due parti negli

ultimi anni, ma Halabja resta una città simbolo, come lo fu Guernica. I rappresentanti curdi all'estero accusano l'Irak di genocidio programmato, ma non risparmiano nemmeno l'Iran. Sostengono che c'è una guerra nella guerra, che ha come obiettivo lo sterminio di un popolo senza patria.

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

GIANNI MARSILLI

curdi di frontiera per fini tattici, non certo per amor fraterno. Ma l'Irak, questo è certo, mira al genocidio, all'eliminazione fisica di un popolo. È un regime eccezionalmente oscurantista e nazionalista. Oggi è in guerra contro Khomeini, che dà

qualche aiuto alla resistenza armata dei curdi in Irak. Ma dentro l'Iran vi sono curdi in guerra con Teheran dal '69, e lo stesso Khomeini ha dichiarato contro di loro una sorta di guerra santa... Per noi si tratta di scegliere tra la peste e il colera, questa è la conseguenza della

guerra».

Alleanze incrociate, curdi irakeni in buoni rapporti con l'Irak che però li stermina sulla frontiera, curdi irakeni aiutati dall'Iran, che però li combatte al suo interno. È la situazione contingente, spiega Kendal, né

potrebbe essere diversamente in presenza del conflitto che oppone Baghdad a Teheran. La questione curda si complica ulteriormente, viene affossata e vanificata ogni giorno sui campi di battaglia, stretta nella feroce contesa tra arabi e persiani per la supremazia nella regione. Le cifre che fornisce Kendal lasciano di ghiaccio. I villaggi distrutti sono oltre tremila, 825 le scuole che hanno subito la stessa sorte o che comunque hanno dovuto chiudere i battenti, più di duemila le moschee e le chiese ridotte a un mucchio di pietrame. È toccato al monastero di Mohee, nella regione di Berwari-Bala: era stato costruito nel 685, 1300 anni fa. Al monastero di Kayooma, della stessa epoca, nella stessa zona. Alla scuola teologica del monastero di San Yakoo, della chiesa cattolica caldea. I curdi in grande maggioranza sono musulmani sunniti. Con la minoranza cattolica non ci sono mai state tensioni significative. È gente di montagna, distribuita in quattro paesi diversi: Irak, Iran, Siria e Turchia. Una piccola minoranza vive anche in Unione Sovietica. Il Kurdistan è un'entità geografica, non politica.

«In presenza di un tentativo di genocidio l'obiettivo primario è sopravvivere».

dice Kendal. Partiti e movimenti indipendentisti esistono in tutti e quattro i paesi, ma non c'è un fronte unico. Combattono in Turchia, senza speranza. «Io sono un curdo turco - dice Kendal - e so che la lotta armata lì non ha futuro. Il rapporto di forza è assolutamente impari, la Turchia brucia di basi americane e della Nato». In Siria i curdi godono di uno status relativamente tollerante. In Irak vigono repressione e snazionalizzazione. Niente lingua (indoeuropea, scritta dal VII secolo, ricca di letteratura), niente scuole. Sono quasi 3 milioni, in un rapporto di uno a quattro con il resto del paese. Le organizzazioni nazionali si sono decisamente orientate verso l'indipendentismo e l'autodeterminazione. Sostengono che nessuno Stato li aiuta. Lo facevano gli americani, quando l'Irak scelse il campo di alleanze sovietico, ma hanno smesso dopo il conflitto con l'Iran. Non li aiutano i sovietici, benché fossero stati loro ad accogliere il leggendario Barzani, nel giugno del '47. Barzani era in guerra con l'Irak dal '43 e nel '46 era riuscito a creare una repubblica curda, nella regione di Mahabad. Era durata un anno, poi la ritirata divenne inevitabile. Tra i curdi, la «ritirata dei cinquecento», tra le montagne verso l'Urss, è un'epopea scritta

ta nella storia, come la Lunga marcia cinese. Oggi l'Urss, sostengono, non è più solidale con loro. «Sulla stampa sovietica e su quella dei paesi dell'Est non è apparsa una riga sul massacro di Halabja», dice Kendal. Nello stesso tempo i paesi occidentali riforniscono l'Irak di armi e veleni chimici. «Le organizzazioni curde l'hanno già proclamato: chiunque verrà trovato a collaborare con gli irakeni nella produzione militare sarà considerato criminale di guerra e passato per le armi, di qualsiasi nazionalità sia», ricorda Kendal. È di pochi mesi fa il sequestro di tre tecnici civili italiani: «Il sequestro è spesso l'arma dei poveri - risponde Kendal - e mi risulta che siano stati trattati con umanità e mai minacciati di morte. Era un'azione dimostrativa, perché il dramma curdo uscisse dall'anonimato». E mi consegna dei fogli fitti. Ogni riga, un nome, la data di nascita, l'età, la regione di provenienza. Sono morti sotto le bombe chimiche nell'87, i loro nomi sono stati inviati all'Onu, a tutte le organizzazioni umanitarie, alla Croce rossa internazionale, ai governi, ai partiti e alle organizzazioni democratiche». Un solo elenco comprende 137 nominativi. L'ultimo è quello di Rabyae Hashym Abdula. È stato ucciso il 27 maggio dell'anno scorso a Karye Milkan. Aveva 3 mesi di vita.

Agence France Presse 21.88

NEW YORK (Nations Unies), 21 mars (AFP) - L'Iran a demandé lundi une aide internationale pour soigner les victimes d'attaques irakiennes aux armes chimiques dans le Kurdistan irakien qui auraient fait selon Téhéran, quelque 5.000 morts et 5.000 blessés la semaine dernière.

Au cours d'une conférence de presse, le représentant de l'Iran à l'ONU, M. Mohammad Mahallati, a repris un appel lancé par le Croissant Rouge iranien et a indiqué qu'il avait demandé au secrétaire général de l'ONU de mobiliser toute l'assistance internationale disponible pour porter secours aux blessés, dont un certain nombre, a-t-il dit, ont été victimes de gaz innervants.

Les attaques ont été menées par voie aérienne à l'aide de bombes à fragmentation contenant aussi du gaz moutarde et du cyanure, a affirmé, M. Mahallati, ajoutant que les victimes étaient en majorité des femmes, des enfants et des personnes âgées.

Pour contrer les raids irakiens, contre les villes iraniennes, l'Iran avait lancé la semaine dernière une nouvelle offensive contre le Kurdistan irakien. Dans cette région montagneuse du nord-est de l'Irak, les forces iraniennes ont réussi à occuper quelque 1.000 km2 de terrain ainsi que la principale ville de cette zone, Halabja, qui compte 70.000 habitants.

NEW YORK - M. Mahallati a déclaré que Téhéran était prêt à accepter les offres de tout pays prêt à prendre en charge des blessés, le nombre des victimes et la gravité de leurs blessures dépassant largement les capacités hospitalières iraniennes.

Dans un message adressé aux Nations Unies vendredi soir et publié lundi, M. Mahallati faisait état de "4.000 morts et de milliers de blessés" à la suite d'attaques aux armes chimiques par les forces irakiennes contre les villes de Halabja et Khormal ainsi que des villages environnants. Le message précisait que les blessés avaient été évacués vers les hôpitaux à l'arrière du front.

Le diplomate iranien a qualifié cette attaque de "tournant décisif" de la guerre chimique dans le conflit et il a rappelé que l'Irak avait déjà été condamné à deux reprises par le Conseil de Sécurité pour utilisation d'armes chimiques, la dernière fois il y a tout juste deux ans, le 21 mars 1986. M. Mahallati a estimé qu'il était du devoir du Conseil de Sécurité comme celui du secrétaire général de l'ONU de condamner vigoureusement l'Irak pour cette attaque.

Il s'est étonné que M. Perez de Cuellar n'ait pas officiellement réagi.

Interrogé sur cette affaire, le porte-parole de l'ONU a déclaré que M. Perez de Cuellar était "extrêmement préoccupé" par les informations qui lui avaient été transmises.

NEW YORK (Nations Unies), 22 mars (AFP) - Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, s'est déclaré mardi "consterné" par l'escalade aiguë du conflit Iran-Irak au cours de ces derniers jours et a lancé un nouvel appel "dans les termes le plus énergiques" aux deux belligérants pour mettre fin à tout acte faisant obstacle à l'arrêt des hostilités.

Le secrétaire général a fait cette déclaration après des consultations entre les membres du Conseil de Sécurité de l'ONU sur les derniers développements dans le conflit et en particulier sur le recours, selon Téhéran, aux armes chimiques par l'Irak dans le Kurdistan irakien.

Les attaques aux armes chimiques menées par l'aviation irakienne suraie fait, selon Téhéran, quelque 5.000 morts et 5.000 blessés parmi la population kurde irakienne.

Dans une lettre adressée à M. Perez de Cuellar, l'Iran lui a demandé officiellement d'envoyer sur place une mission d'enquête pour constater "l'ampleur des crimes irakiens".

Un porte-parole de l'ONU a déclaré que M. Perez de Cuellar étudiait la requête iranienne.

Les Echos 24.3.88

DEUX REGIMES DETESTABLES

Tandis que la guerre dite des missiles continue de faire rage, tandis que cinquante-quatre marins de diverses nationalités perdent encore la vie dans le Golfe samedi dernier, les dirigeants irakiens ont franchi un nouveau pas dans l'horreur en gazant des milliers de Kurdes à Halabja, petite ville du Kurdistan irakien tombée récemment aux mains des troupes iraniennes. Même si le chiffre de

5.000 morts avancé par Téhéran n'est pas encore confirmé, les images des caméras de télévision et les témoignages de quelques journalistes occidentaux qui se sont rendus sur place reflètent l'ampleur du massacre.

Déjà condamné deux fois par le Conseil de sécurité pour avoir eu recours aux armes chimiques, Bagdad, si prompt à dénoncer la mollesse de la plus haute instance

des Nations unies quand il s'agit d'appliquer la résolution 598 exigeant l'arrêt des hostilités, vient de montrer une nouvelle fois le peu d'intérêt qu'il éprouve pour les règles les plus élémentaires du

droit international. En fait, comme l'a indiqué avec cynisme le ministre irakien de la Défense, le général Adnan Khairallah, l'Irak n'hésitera pas à recourir à « tous les moyens » pour défendre son territoire. Incapable de briser la volonté combattante de l'Iran, dont le potentiel humain est trois fois plus nombreux que le sien, l'Irak semble avoir choisi la fuite en avant, sans tenir compte de la moins du monde des réactions de l'opinion publique internationale.

Paradoxalement, un tel comportement risquerait de rendre presque sympathique une République islamique qui a pourtant fait depuis longtemps la preuve de son inhumanité. Ce qui vient de se passer dans le Kurdistan, et qui risque de se reproduire, devrait inciter plus que jamais les fournisseurs d'armes des deux parties à interrompre cette politique aberrante, tant il est vrai que deux régimes aussi détestables doivent être combattus avec la dernière énergie.

Le Nouvel Economiste 10.6.88

ARMES : MICROBES EN UNIFORME

Désarmement nucléaire aidant, les «grands» renforcent leur arsenal chimique.

Vaut-il mieux mourir gazé que vitrifié? A entendre MM. Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev parler exclusivement à Moscou de désarmement nucléaire, avec une brève allusion au désarmement conventionnel mais sans un mot sur l'arme chimique, on constate que la loi du silence prévaut toujours à propos de la plus controversée des armes modernes. Un silence qui favorise surtout sa prolifération. Plus d'une vingtaine de pays, y compris dans le tiers monde, sont capables de la fabriquer. A tel point qu'on a pu la surnommer la « bombe du pauvre ». Une industrie chimique modeste peut en produire pour un coût modique. « Il suffit de quelques casseroles et de beaucoup de personnel », caricature un chimiste français. Nombre

de pays en voie de développement, empêchés de s'équiper de l'arme nucléaire par le traité de non-prolifération qui a permis au club des puissances nucléaires de rester pratiquement stable depuis vingt ans, se sont tournés vers ce succédané. Aussi terrifiant dans ses effets qu'accessible technologiquement. **GRANDE GUERRE.** A Halabja, petite ville kurde du nord de l'Irak qui venait de tomber aux mains des Iraniens, les habitants vauquaient à leurs occupations, le 16 mars, quand le nuage toxique est arrivé. « Les gens ont dû tomber morts en moins de trente secondes », a raconté le Dr Jacques Milliano, chef d'une équipe de l'association néerlandaise Artsen zonder Grenzen (Médecins sans frontières), premier étranger parvenu sur les lieux du drame. Les uns, pendant qu'ils

étaient à table, les autres en allant chercher de l'eau ou en marchant dans la rue. « Les rescapés souffraient de brûlures, d'affections oculaires ou de troubles respiratoires comme les poilus de la Grande Guerre. Le Dr Milliano en a conclu que les Irakiens avaient probablement utilisé du gaz moutarde ou du gaz de cyanure. Ils n'en étaient pas à leur coup d'essai. A plusieurs reprises, les soldats iraniens ont été stoppés par des avions qui les ont aspergés d'un liquide jaune et gras dégageant une forte odeur d'ail caractéristique du gaz moutarde. Il avait simplement été épaissi, selon des techniques qui en prolongent les effets et augmentent sa toxicité. Faut-il accuser les Soviétiques, comme l'avait fait un grand quotidien américain, d'avoir fourni à l'Irak ces armes bannies par la

convention de 1925? Les enquêteurs de l'ONU démentent. Les agents chimiques utilisés contre les Iraniens sont, selon toute vraisemblance, de fabrication locale. L'Irak possède un complexe pétrochimique produisant de l'éthylène à Basorah et exploite des gisements de soufre dans la région de Mossoul. Or la combinaison de ces deux produits aboutit au gaz moutarde.

La Syrie, qui possède la technologie, en a-t-elle fait bénéficier Téhéran? Déjà, dans les années 60, l'Egypte avait été accusée d'utiliser du phosgène au Yémen. Une prolifération dont les grandes puissances sont largement responsables. Elles n'ont pas hésité à faire usage d'agents chimiques dans les conflits qui ont déchiré le tiers monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale: les Etats-Unis ont employé des défoliants - le fameux « agent orange » - au Vietnam. L'Union soviétique se serait servie de toxines en Asie du Sud-Est et en Afghanistan. Les deux pays manifestent, en outre, un intérêt croissant pour le perfectionnement de ces armes. Car les progrès de la chimie fine, des biotechnologies et du génie génétique ont conduit à des découvertes inquiétantes qui en font une menace plus discrète, mais presque aussi redoutable que celle du nucléaire.

Suite

APPRENTI SORCIER. L'arme chimique répugne, mais effraie moins que l'atome: mieux vaut se débarrasser massivement de ses ennemis qu'itérative de leur infliger des souffrances atroces, que de vitrifier la planète, estiment certains stratèges. Beaucoup se disent même convaincus que tout conflit sur le sol européen entraînera l'emploi des armes chimiques dès le début des opérations. D'abord, pour éviter de recourir au nucléaire. Ensuite, parce qu'elles confèrent à l'armée qui les emploie un avantage qui peut être décisif en obligeant l'adversaire à s'équiper de vêtements de protection extrêmement gênants. Aujourd'hui les experts croient voir s'estomper le malaise que ces armes, les seules dont l'emploi est interdit par les lois de la guerre, ont toujours suscité. Pourtant, les militaires leur reprochent d'être peu fiables, compte tenu des lacunes de la micro-météorologie. « Personne n'est encore capable de prévoir une inversion de température à tel endroit et dans tel délai, ou une averse sur Versailles au jour J et à l'heure H », souligne un général spécialiste de la défense NBC (nucléaire, bactériologique et chimique) qui préfère garder l'anonymat. Or une inversion de température peut prolonger l'effet des toxiques en les empêchant de se dissiper dans l'atmosphère. Un coup de vent peut rabattre le nuage sur l'assailant, voire sur les populations civiles. « Avec les produits chimiques et, surtout, bactériologiques, on joue à l'apprenti sorcier, remarque M. Jean-Baptiste Margeride, spécialiste de la guerre.

l'Utah. Et d'affronter le scepticisme de leurs hôtes. Le général Razouvanov déclarait à son retour: « Nous avons vu un ensemble type de munitions chimiques américaines. Malheureusement, il n'était pas complet. »

CHOLÉRA. Un autre obstacle à la conclusion d'un traité « vérifiable » de désarmement chimique est la confusion qui s'instaure, grâce aux progrès de la technologie, entre armes chimiques et armes bactériologiques, déjà interdites par la convention de 1972, à laquelle ont adhéré Moscou et Washington. Les armes chimiques dites de la troisième génération, c'est-à-dire les plus modernes, comprennent, outre les neurotoxiques sophistiqués et foudroyants, les antigènes. Le « bouillon de choléra » fabriqué en laboratoire est constitué, non pas du virus du choléra, mais de l'antigène qu'il produit, bref ce qui rend malade. En revanche, il ne crée pas de contagion. Pour les Soviétiques, il s'agit d'armes bactériologiques. Pour les Américains, ce n'est qu'une « banale » arme chimique, ce qui laisse supposer qu'ils en maîtrisent la technologie, contrairement aux Soviétiques...

Juste au moment où les négociations

Indépendance oblige :
la France veut pouvoir assurer
seule sa défense chimique

de Genève entraînent dans le vif du sujet et suscitent l'espoir d'un véritable désarmement chimique, la France décidait, à son tour, de se doter d'une capacité de dissuasion chimique. La loi de programmation militaire française pour 1987-1991 autorise, en effet, le ministre de la Défense, le plus officiellement du monde, à relancer la fabrication d'armes toxiques. Une entorse à la logique cartésienne française? « Non, plaident ses supporters, puisque la réduction progressive des stocks sovié-

tiques laisse en tout état de cause à l'Union soviétique une supériorité absolue pour dix ans au moins. » Une entorse à la stratégie de dissuasion? « Plutôt un complément, fait-on remarquer au ministère de la Défense, car il faut aussi se préoccuper du risque de contournement de la dissuasion. » « On ne va pas tirer une fusée nucléaire pour dissuader un soldat soviétique de franchir le Rhin, explique-t-on Rue Saint-Dominique. Sans une force conventionnelle suffisante, que faire, sinon se doter d'une capacité chimique? »

chimique, collaborateur de la Fondation pour les études de défense nationale. Mieux vaut la bombe à neutrons, qui tue sans détruire les matériels: ses radiations sont strictement délimitées, et les neutrons rapidement absorbés par l'atmosphère. »

Quels seraient les toxiques employés dans l'hypothèse d'une guerre chimique en Europe? « Pour le savoir, il suffit de regarder ce que possèdent les Soviétiques.

« Il suffit de quelques
casseroles
et de beaucoup de personnel »

ques », souligne un ancien ingénieur de l'armement qui travaille pour une organisation internationale. Sarin, soman et VX constituent apparemment l'essentiel du formidable arsenal chimique de l'Union soviétique, dont les silos récents, selon les experts occidentaux, de 200 000 à 700 000 tonnes de projectiles chargés de produits chimiques: « L'équivalent, au moins, de la flotte de guerre française », remarque un militaire français. Les Soviétiques eux-mêmes ont commencé à reconnaître, glasnost aidant, qu'ils détenaient des stocks de substances toxiques. « Pas plus de 50 000 tonnes », affirmaient, l'hiver dernier, des conseillers de M. Edouard Chevardnadze, le ministre des Affaires étrangères. Ce qui équivaut tout de même à 300 000 tonnes de munitions

environ. « De quoi gazer les objectifs civils et militaires de l'Otan jusqu'à plusieurs centaines de kilomètres au-delà de la ligne de front », font observer des stratèges occidentaux. Par comparaison, l'Alliance atlantique n'en détient que 5 500 tonnes. Les Etats-Unis, eux, possèdent un stock d'armes estimé à 40 000 tonnes, mais certaines sont très anciennes et le tiers seulement serait opérationnel. Le président Richard

Nixon avait, en effet, décidé d'interrompre la production de ces armes en 1969, à la suite d'un accident survenu près d'un site de fabrication. C'est seulement au mois de décembre dernier, pour répondre à la menace chimique soviétique, que les Américains ont lancé un nouveau programme de fabrication d'armes dites « binaires », c'est-à-dire composées de substances non toxiques séparément, qui ne deviennent dangereuses qu'en se mélangeant, donc au moment de l'emploi.

Reste la supériorité prêtée à l'armée rouge dans le combat en ambiance chimique: avec des unités spéciales comprenant au total une centaine de milliers d'hommes parfaitement entraînés, dotés de quelque 20 000 véhicules de détection et de décontamination. Pourquoi Moscou a-t-il mis à ce point sur ces armes réputées peu chevaleresques? « Sans doute parce que le Kremlin était hanté dans les années 50 par la crainte de son retard sur les Américains dans le domaine nucléaire », suggère un diplomate français. Il existe aussi une « préhistoire » du chimique en Union soviétique

qui date de la collaboration entre l'Allemagne de Weimar et l'URSS des années 20. L'Allemagne, muselée par le traité de Versailles, a vu dans la coopération avec l'Est la possibilité de retrouver une capacité militaire en échappant au contrôle occidental. La seconde étape s'est jouée à la fin de la Seconde Guerre mondiale, quand la majorité des usines chimiques allemandes et de leurs techniciens sont passés en Union soviétique...

Aujourd'hui les Soviétiques préfèrent négocier. En février dernier, Moscou reconnaissait détenir des stocks d'armes chimiques. En avril 1987, M. Gorbatchev annonçait l'arrêt de leur fabrication. Le 6 août, M. Chevardnadze se ralliait, lors de la conférence sur le désarmement de Genève, au principe, jusque-là considéré comme inacceptable, des visites d'inspection à prévus très court. Seul moyen, selon les Occidentaux, de garantir un

minimum de sérieux à un traité de désarmement chimique. Preuve suprême de bonne volonté: le 2 octobre dernier, Moscou invite des experts de quarante-cinq pays à assister, sur le site de Chikhany, à quelque 700 kilomètres au sud-est de Moscou, à la destruction d'un projectile chimique. Les Américains affirment que les armes les plus modernes n'ont pas été exposées. « Ils nous ont montré une gamme assez rétro », confirme un expert français qui assistait à cette démonstration. Un mois plus tard, c'était au tour des Américains d'inviter les spécialistes soviétiques à visiter des installations de destruction d'armes chimiques à Toole, dans

désaffecté au début des années 70. Il y a deux ans, la SNPE aurait commencé à étudier la possibilité de le réactiver, et prévu d'y investir 300 millions de francs, ce qu'officiellement elle dément. Est-ce à cette usine que fait allusion le Sipri quand il parle d'une installation de la région de Toulouse spécialisée dans la production de neurotoxiques depuis 1965, qui aurait été reconvertie dans la production d'armes binaires? La SNPE possède également à Sorgues, près d'Avignon, une usine qui manie surtout les organophosphorés, produits de base des insecticides, herbicides et fongicides, mais aussi des neurotoxiques qui constituent l'essentiel des stocks modernes d'armes chimiques. Elle aurait été construite avec un grand luxe de précautions. Enfin, son laboratoire du Bouchet, dans

l'Essonne, jouxte le centre de recherche de la Délégation générale pour l'armement (DGA), où s'effectuent toutes les expériences militaires en matière de défense biologique et chimique. Le directeur, M. Philippe Leroy, un ancien ingénieur de l'armement comme bon nombre des dirigeants de la SNPE, ne fait pas mystère de ses liens avec son voisin: le laboratoire du Bouchet travaille souvent sous contrat de la Dret (Direction des recherches, études et techniques de l'armée).

SALPÊTRE. Il n'y aurait d'ailleurs rien d'extraordinaire à ce que la SNPE soit au centre du dispositif français de fabrication des armes chimiques: toutes ses homologues européennes ou américaines qui ont la réputation d'en avoir fabriqué sont, comme elle, d'anciennes poudreries. Qu'il s'agisse de Du Pont de Nemours, qui a fait ses débuts en ramassant du salpêtre dans les caves pendant la Révolution française, d'International Chemical Industries (ICI) en Grande-Bretagne, des Poudreries réunies de Belgique (PRB) ou de la firme suédoise

Nobel. Mais les explosifs qui avaient fait leur fortune pendant les dernières guerres sont vite devenus d'un rapport insuffisant, compte tenu de la baisse de l'activité militaire, puis minière. Elles se sont donc lancées dans la chimie fine, certaines dans les pesticides, herbicides ou fongicides à base de phosphore. Sans rompre pour autant leurs liens traditionnels avec les militaires. C'est ainsi que, grâce aux recherches d'ICI, ont été mis au point dans les années 50 les neurotoxiques les plus violents, dénommés les agents V, et rebaptisés VX aux Etats-Unis.

Le second site français de fabrication

L'ARSENAL DE MORT

C'est seulement au cours de la Première Guerre mondiale que l'arme chimique a été employée à grande échelle. Les suffocants d'abord: gaz de chlore et phosgène. Ces toxiques lésent les tissus pulmonaires, produisant un œdème qui peut empêcher toute oxygénation sanguine. Les vésicants sont apparus en juillet 1917 avec l'ypérite, ou « gaz moutarde », pour tourner la protection assurée par les masques à gaz: quelques milligrammes sur la peau suffisent à provoquer des brûlures graves. Les hémotoxiques, comme l'acide cyanhydrique, asphyxient l'organisme en bloquant la respiration cellulaire.

Les neurotoxiques, à base d'organophosphorés, souvent baptisés « armes de la deuxième génération », bloquent la transmission nerf-muscle. Il en résulte une contracture des muscles: lisses (le cœur), des convulsions et un arrêt respiratoire. Le plus ancien des neurotoxiques, le tabun, a été découvert en 1933 par l'IG Farben. Ensuite sont venus le sarin et le soman, produits volatils comme le tabun, qui

agissent surtout par la voie respiratoire. Dans les années 50, naît un neurotoxique plus dangereux encore, à effet persistant et action percutanée: le VX. Les toxines constituent une classe à part d'agents chimiques, élaborés par des organismes vivants - animaux, végétaux ou bactéries. Certaines tuent, d'autres ont une action incapacitante. Les toxines botuliques peuvent être mille fois plus toxiques que le VX! D'autres sont produites par des champignons. C'est le genre de produits qui pourraient servir à empoisonner l'eau d'une ville en temps de guerre. Les agents biologiques qui mènent tout droit à la guerre bactériologique sont des bactéries, des virus ou des champignons. Ils peuvent être dispersés sous forme de gouttes ou d'aérosols ou encore par des insectes. Compte tenu des risques de contagion même pour l'agresseur, les recherches s'orientent de plus en plus vers la fabrication d'antigènes, c'est-à-dire de la toxine produite par le virus, qui est cause immédiate de la maladie, mais non contagieuse.



MATÉRIEL AMÉRICAIN.

ARMES BINAIRES. Le détonateur de cette nouvelle politique a été l'accord américano-soviétique sur l'élimination des armes chimiques qui laisse l'Europe quasi désarmée face à l'écrasante supériorité des Soviétiques. Doubé du gentleman's agreement passé entre le chancelier Helmut Kohl et le président Reagan au sommet de Tokyo, en mai 1985, pour que les Etats-Unis retirent d'ici à l'92 les stocks d'armes chimiques de l'Otan entreposés sur le sol de la République fédérale d'Allemagne. Sans permettre que Washington les remplace par ses nouvelles armes binaires. « En refusant d'entreposer sur leur sol les nouvelles armes américaines, les Européens font une erreur considérable », affirme le général Etienne Copel, ancien sous-chef d'état-major de l'armée de l'air, qui est l'un des plus chauds partisans du réarmement chimique occidental. Pour lui, la dissuasion nucléaire ne dissuade que le nucléaire, et seule la dissuasion chimique peut dissuader de l'emploi de l'arme chimique.

Quelques centaines de millions de francs ont été affectés aux armes chimiques dans la loi de programmation. La

France, dans ce domaine, ne part pas de zéro. Nombre d'experts internationaux estiment qu'elle fait déjà partie du « club ». Certains la désignent même comme la troisième puissance chimique mondiale, après l'Union soviétique et les Etats-Unis. Le Sipri, l'institut d'études stratégiques suédois, dont les publications font autorité dans les cercles militaires, évalue les stocks d'armes chimiques français à plusieurs centaines de tonnes. Leur lieu de fabrication et de stockage est un secret bien gardé. « Nous disposons de stocks minimaux, avec une chaîne de production à forte capacité, prévue pour pouvoir augmenter très vite les fabrications en cas de guerre chimique », se borne-t-on à reconnaître au ministère de la Défense.

Les regards convergent vers deux sites. D'abord, celui de Bracqueville, sur les rives de la Garonne, près de Toulouse. Il appartient à l'Etat qui en avait confié l'exploitation à la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE): c'était le centre de fabrication des armes chimiques dans les années 60. Il a été

Suite

de produits chimiques à usage militaire serait l'usine du Pont-de-Claix, près de Grenoble, qui appartient à Rhône-Poulenc. Créée en 1916 pour fabriquer du chlore et surtout du phosgène, l'un des gaz de combat utilisés pendant la Première Guerre mondiale, elle était voisine d'un atelier de chargement d'obus appartenant à la Défense nationale, dont elle a racheté le terrain quand il a été désaffecté après la Seconde Guerre mondiale.

Au début du conflit de 1939-1945, quand tout le monde craignait un recours à l'arme chimique, c'était surtout Le Pont-de-Claix qui fabriquait des organophosphorés, rappelle un industriel de la chimie, en soulignant que l'Etat français a fait appel traditionnellement à des usines situées dans le sud-est de la France, parce qu'elles sont loin des frontières. Aujourd'hui, l'usine de Pont-de-Claix continue à fabriquer du chlore et du phosgène, mais aussi des insecticides, des fongicides et des herbicides. Elle compte parmi ses clients la SNPE et l'armée. A Rhône-Poulenc, on souligne que « les rapports avec ces deux clients sont purement commerciaux » et que l'usine ne livre à la SNPE que « du chlore et de la soude », à l'armée que « des isolants électriques et des fluides thermiques ».

Seul le centre de recherche du Bouchet, qui appartient à la DGA, reconnaît fabriquer des neurotoxiques, en quantités infimes, pour permettre à la Manufacture d'armes de Saint-Etienne (MAS) d'éprouver ses matériels de protection. Chaque année, le laboratoire du Bouchet



RONALD REAGAN ET MIKHAIL GORBACHEV AU KREMLIN: PAS UN MOT SUR L'ARME CHIMIQUE.

lui livre quelques grammes de produits toxiques à bord d'un véhicule suivi et précédé de motards de la gendarmerie, pour tester les cartouches filtrantes des masques à gaz. Le pot est immergé à l'intérieur d'un bain de soude, qui détruirait tout en cas d'accident. La MAS est, en effet, le grand spécialiste de la protection nucléaire et chimique. Elle fabrique tout, hormis les combinaisons étanches - qui sortent des ateliers de la Société Paul Boyé - et les abris collectifs - spécialité de Bonna et Sofilitra, un fabricant de tuyaux. Du bout de papier qui se colore en présence d'une sub-

stance toxique, genre papier tournesol, au prototype Vab-Reco, véritable laboratoire ambulant monté sur un véhicule blindé sorti tout droit des usines Renault (RVI), qui peut évoluer en terrain contaminé par des armes chimiques ou nucléaires, tout en faisant des prélèvements et des analyses pour détecter la nature du toxique. En passant par le Detalac, appareil qui ne détecte que les organophosphorés, mais qui intéresse les étrangers : quelques dizaines d'appareils ont déjà été exportés, et la MAS espère pouvoir annoncer bientôt son premier gros contrat à l'exportation.

BERCEAUX. C'est encore la MAS qui, depuis trente-cinq ans, fabrique les masques à gaz de l'armée française. Elle a réactivé sa production depuis dix-huit mois. Finies les ceillères de 1914-1918, le nouveau masque comporte une large visière comme celle des casques de moto, et sa cartouche filtrante contient du charbon actif qui absorbe les toxiques. Sur le catalogue de la MAS, on trouve même des cagoules de protection, ainsi que des berceaux fermés avec filtre à air. L'ennui, c'est qu'elle n'en fabrique plus depuis des années. « La prévention civile est très insuffisante en France, remarque un spécialiste militaire de la protection NBC. Même dans l'armée, on ne reçoit que 50 000 cartouches de masque à gaz par an pour 500 000 hommes. » On retrouve encore la MAS au stade de la décontamination, avec des pulvérisateurs portatifs qui projettent une solution de soude sur les objets à décontaminer. Mais la France n'est pas vraiment en pointe dans ce domaine.

Indépendance oblige : la France veut être capable d'assurer seule sa défense chimique. Mais plus les progrès de la technologie permettront de contourner la dissuasion nucléaire, plus le coût de cette stratégie va devenir élevé et plus la question d'une défense européenne se posera avec acuité. **MARTINE ROYO**

la mort chimique

L'humanité 25.3.88

repères

ISRAËL. Dans les territoires occupés, les Palestiniens préparent d'importantes manifestations pour le 30 mars, date de la « Journée de la terre », qui commémore la sanglante répression d'un mouvement d'Arabes israéliens contre la confiscation de leurs terres par le gouvernement de Tel-Aviv. L'armée israélienne a opéré des centaines d'arrestations - préventives - en Cisjordanie et à Gaza.

RFA. Les employés de la fonction publique viennent d'obtenir une réduction de la semaine de travail de 40 heures à 39,5 heures d'ici à 1990, sans perte de salaire. Les sidérurgistes et les travailleurs des ports avaient remporté de semblables succès.

URSS-USA. Le prochain sommet Reagan-Gorbatchev aura lieu du 29 mai au 2 juin prochain, à Moscou. La signature d'un traité sur l'élimination de la moitié des arsenaux nucléaires stratégiques des deux puissances devrait être à l'ordre du jour.

NICARAGUA. Plusieurs milliers de soldats américains poursuivent d'inquiétantes manœuvres à proximité de la frontière, au Honduras. Parallèlement à cette opération - faisant doré - Reagan fait pression sur le Congrès pour obtenir une nouvelle aide financière aux contras.

« Ni sang, ni blessures, pas d'éclats non plus sur les corps - innombrables - d'hommes, de femmes, d'enfants, mais aussi de détail et des animaux domestiques, éparpillés... » David Hurst, qui livre ces lignes dans le journal britannique *The Guardian*, était au nombre des premiers journalistes étrangers qui ont pu se rendre dans la ville martyre de Halabja. Une cité de soixante-dix mille habitants, dans une province kurde de l'Irak, où un nouveau sommet dans l'horreur de la guerre Iran-Irak a été atteint : Ha-

labja, qui avait été prise par l'armée iranienne, a été bombardée à l'arme chimique par l'aviation irakienne.

Des centaines de millions de téléspectateurs, à travers le monde, ont pu voir l'insoutenable spectacle de corps allongés, comme saisis dans leur sommeil, jonchant les rues. Selon Téhéran, les bombes à fragmentation, à base d'ypérite (le gaz moutarde utilisé, pour la première fois, lors de la guerre de 1914-1918) et de cyanide, larguées par les Mirage irakiens, ont fait environ cinq mille morts et cinq mille blessés.

Une fois encore, la communauté internationale se déclare consternée et le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez De Cuellar, n'a pu que lancer un énième appel, « dans les termes les plus énergiques », aux deux belligérants. L'Irak et l'Iran s'accusent mutuellement de ne pas respecter les résolutions des Nations unies réclamant un cessez-le-feu. Mais cette terrible relance de la guerre du Golfe, à coups d'armes chimiques, de missiles sol-sol tirés au cœur des villes et d'attaques de pétroliers, pose une nouvelle fois la question de la responsabilité de ceux qui alimentent la boucherie.

Les Nations unies ont demandé, à plusieurs reprises, l'arrêt des livraisons d'armes à Téhéran et à Bagdad. Les autorités françaises, parmi d'autres puissances occidentales, sont restées sourdes. La France, répète-t-on à Matignon comme à l'Elysée, « continuera à approvisionner l'Irak », ce pays « ami ». Et l'on sait que, à ces livraisons officielles, avouées, il faut ajouter les ventes clandestines à l'Irak, ce pays pourtant présenté comme l'« ennemi ».

Le massacre de Halabja conduira sans doute nos dirigeants à verser quelques armes. Il reste que, jusqu'alors, une seule force politique, le PCF, a fermement exigé la cessation de ce commerce de mort. Pour l'ensemble des autres partis, l'intérêt des marchands de canon est supérieur.

Les bombardements irakiens à l'arme chimique attirent aussi l'attention sur la prolifération de ce type d'engins de mort dans le monde. Une convention sur l'arrêt de la production et l'élimination des stocks d'armes chimiques existants est, certes, en cours de négociation à Genève. Mais cela n'a pas empêché les Etats-Unis de lancer, parallèlement, la fabrication des munitions chimiques dites binaires (c'est-à-dire composées de deux produits inoffensifs, s'ils sont pris séparément, mais mortels s'ils sont mélangés). Les plus « performants », dit-on, en la matière.

La France n'est, dans ce domaine, pas en reste. La production à grande échelle d'armes chimiques figure, noir sur blanc, dans la loi de programmation militaire 1987-1991 présentée par le premier ministre, Jacques Chirac, à l'Assemblée, en 1986, et votée par tous les députés, communistes exceptés. Quelque 700 millions de francs devraient être prélevés sur les deniers publics, à cette fin.

Dernièrement, dans *L'Humanité*, Jean-Pierre Ravery révélait les préparatifs de la mise en production, dans les arsenaux français, de 350.000 projectiles chimiques. S'agit-il d'une commande de l'Irak ? De l'Irak ? Ou des deux ? Peu importe : l'odeur des cadavres de Halabja n'incommodera pas ceux qui ont donné le feu vert à ces livraisons.



Conspiration contre les otages

Pauvres Kauffmann, Carton et Fontaine ! D'ici au 24 avril prochain, leurs noms risquent de ne pas être prononcés souvent. François Mitterrand, Jacques Chirac et Raymond Barre ont monté une véritable conspiration du silence sur le sort des otages français détenus au Liban. C'est promis, juré entre eux : ce thème ne devra pas être mentionné pendant la campagne électorale. Pourtant, des pistes existent pour faire libérer nos concitoyens. Elles sont connues à Matignon et à l'Elysée. L'ordre est net : ne pas bouger. Le drame des otages ne peut être en aucune manière prétexte à spéculations électorales. Mais la libération de Kauffmann, Carton et Fontaine n'exige-t-elle pas la déploiement constant de tous les efforts ? Campagne ou pas, nous continuerons à traiter du sort des otages. Question d'honnêteté, de dignité. Et de solidarité.

La guerre des missiles se poursuit entre Bagdad et Téhéran

SILENCES SUR UNE TUERIE

Le bombardement chimique par le régime irakien de plusieurs régions kurdes d'Irak, d'Iran et de Turquie n'a toujours pas été condamné par les autorités françaises, accusées de complicité par Téhéran

Des violents combats se sont poursuivis hier dans le nord-est de l'Irak, où les forces iraniennes affirment continuer leur offensive, en dépit des bombardements chimiques opérés par l'aviation irakienne: de nouveaux raids ont eu lieu sur le Kurdistan d'Iran, où six villages avaient été touchés dès mercredi.

Hier encore, un appareil irakien a pénétré dans l'espace aérien turc et bombardé la région de Mardin, à proximité de la frontière syrienne. Le gouvernement d'Ankara a fait mine de protester, mais les organisations kurdes soupçonnent fortement Bagdad et Ankara de complicité dans cette affaire.

Bagdad, en tout cas, n'a absolument pas nié le massacre à l'arme chimique perpétré vendredi dernier à Halabja. Il aurait fait au moins cinq mille morts et

autant de blessés parmi la population kurde, et d'autres victimes chez les militaires iraniens qui venaient d'investir la ville abandonnée par l'armée irakienne. Un porte-parole militaire irakien a annoncé jeudi que « les bombardements de positions iraniennes dans la région Nord ont fait plusieurs milliers de tués ». Il a ajouté: « Nous continuerons à décimer les Iraniens », mais n'a pas soulevé un mot des victimes kurdes.

A Téhéran, le porte-parole de l'armée, Kamal Kharrazi, a déclaré au cours d'une conférence de presse que son pays disposait « d'éléments prouvant que la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne avaient fourni des armes chimiques à Bagdad ». Jeudi, le président du Parlement iranien, Hachemi Rafsandjani a repris à son compte les mêmes accusations. Il a affirmé que les

Etats-Unis et la France avaient fait obstacle à l'envoi d'une mission d'experts des Nations unies dans la région d'Halabja.

Pour l'Iran, cette attitude s'explique par le soutien inconditionnel de Washington et Paris à l'Irak, mais aussi par une volonté de camoufler leur responsabilité dans le massacre commis. Le premier ministre iranien, Mousavi, a laissé planer la menace d'une utilisation des mêmes armes par l'armée iranienne si les organisations internationales ne condamnaient pas formellement le bombardement d'Halabja.

Les Etats-Unis avaient réagi dès mercredi soir en condamnant l'utilisation d'armes chimiques « par tous les pays, partout et à tout moment ». Le porte-parole du département d'Etat a qualifié « d'horribles et dégoûtantes » les images

des victimes d'Halabja diffusées à la télévision, mais il a aussi insinué que l'Iran « pourrait aussi avoir utilisé des armes chimiques ». Ce que Téhéran a aussitôt démenti.

A Paris, il a fallu attendre jeudi après-midi pour que, enfin, un communiqué du Quai d'Orsay exprime la « très grande préoccupation » du gouvernement à la suite des « informations selon lesquelles des armes chimiques auraient été récemment utilisées dans le cadre du conflit tragique qui oppose l'Irak et l'Iran » et « réitére la condamnation absolue de cette pratique ». Un texte d'une rare hypocrisie où l'on cherche en vain la moindre allusion à l'auteur du massacre de vendredi: l'Irak.

Celui-ci a été très condamné, dès mercredi soir, par un communiqué de la

« Campagne internationale pour la paix et la démocratie en Irak et en Iran, section France » qui « exige que Bagdad et Téhéran mettent enfin un terme à cette guerre meurtrière qui ne profite qu'aux forces impérialistes de la région ».

Le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) souligne, pour sa part, que « ce n'est pas un hasard si les victimes appartiennent à un peuple dont les droits nationaux sont niés par les Etats de la région ». Il souligne la responsabilité des grandes puissances, y compris la France, qui fournissent technologies, armes et matériels

pour de telles opérations, rendant possibles les tueries quotidiennes. Une délégation d'un comité de solidarité avec les victimes du massacre de Halabja, qui regroupe des Kurdes de Turquie, d'Irak et d'Iran a été reçue hier à notre journal où elle a remis un appel à l'opinion publique française pour qu'elle contribue à l'arrêt de cette « violence contre l'humanité » en exigeant notamment l'arrêt immédiat de l'aide militaire française à l'Irak.

Hier, la tuerie se poursuivait, l'Irak et l'Iran pilonnant leurs capitales respectives à coups de missiles: soixante-dix personnes auraient été tuées dans un quartier populaire de Bagdad et des dizaines d'autres dans des hôpitaux et des mosquées de Téhéran touchées par les bombardements.

François Germain-Robin

La guerre brune

Les Etats-Unis ont commencé la production industrielle d'armes chimiques binaires. La France est prête à emboîter le pas.

D'APRES les premiers témoignages parvenus du Kurdistan irakien, les bombes lâchées sur six villages par des Mirage irakiens contenaient un mélange de gaz moutarde et d'acide cyanhydrique. Le premier s'attaque au système respiratoire et aux tissus, le second à la circulation sanguine et au système nerveux central.

Il faut toutefois rappeler que, en mars 1984, à la suite des premières accusations portées par l'Iran, un groupe d'experts internationaux avait trouvé dans une bombe qui n'avait pas explosé des traces de composés organophosphorés pouvant être assimilés au tabun, un gaz qui, comme les armes chimiques modernes, bloque les transmissions nerveuses.

Le gaz moutarde et l'acide cyanhydrique furent utilisés pour la première fois pendant la Première Guerre mondiale, à l'initiative des Allemands. Ce sont encore les Allemands qui mirent au point le tabun, à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

Aujourd'hui des stocks importants de ces gaz existent en URSS, aux Etats-Unis et en France, les trois seuls « grands » pays dont l'armée soit prête à utiliser des armes chimiques.

L'Irak a cependant les moyens de fabriquer ces trois gaz, et il est possible que les bombes irakiennes soient fabriquées sur place.

L'Irak est le seul pays à avoir de manière certaine utilisé des armes chimiques destinées à tuer depuis que Roosevelt mit un terme, au début de la Seconde Guerre mondiale, à leur emploi par les Japonais contre les Chinois. Hitler lui-même ne s'y était pas hasardé.

D'un point de vue américain ou français, les bombes irakiennes sont archaïques. Les armes chimiques modernes contiennent d'autres gaz neurotoxiques, essentiellement le sarin et le

soman, eux aussi inventés par les Allemands, et le VX inventé par les Britanniques au début des années 50. Dérivés des insecticides, ces gaz sont extrêmement puissants: 0,4 milligramme de VX suffit pour tuer un homme.

Nixon arrêta la production d'armes chimiques en 1969. Mais les recherches sur des armes de nouvelle génération se poursuivirent. Lors du sommet du 10 décembre dernier, Reagan et Gorbatchev signèrent une déclaration affirmant leur désir mutuel d'aboutir à une interdiction totale. Mais six jours plus tard, la fabrication industrielle d'armes chimiques reprenait aux Etats-Unis, après un arrêt de près de vingt ans.

Il s'agit cette fois de ce qu'on appelle les armes « binaires », composées de deux réceptacles, séparés comprenant chacun un produit non toxique, seul le mélange produisant l'effet désiré. Cinquante-huit millions de dollars ont été affectés par le Congrès à ce programme.

Les experts français et américains ont collaboré plusieurs années à la R&D sur ces nouvelles armes. Contrairement à ce qui se

passait aux Etats-Unis, où la question a été largement débattue devant le Congrès, le programme français reste tenu secret. Mais il s'est avéré que la France dispose depuis plusieurs années déjà des moyens de fabriquer en quelques mois un stock substantiel d'armes binaires.

Des essais ont été réalisés. L'un d'eux a failli provoquer un sérieux incident vers la fin des années 70, quand les enfants d'une école située entre le camp de Suippes et celui de Mourmelon, en Champagne, ont été intoxiqués pendant plusieurs heures à la suite d'un coup de vent imprévu. L'affaire a été étouffée.

Longtemps dissimulée, la doctrine française est, depuis la dernière loi de programmation militaire, qu'il est nécessaire d'entretenir des stocks à des fins défensives. Mais le responsable du programme français terminait en 1984 un article du « Journal of Defense and Diplomacy » en citant Staline: « Dans une guerre scientifique, celui qui ne se prépare qu'à la défensive creuse sa propre tombe. »

Il semble que l'état-major français se soit en partie rallié aux vues du bouillant général Copel, qui démissionna pour exprimer son scepticisme quant à la faculté qu'aurait le président de la République de faire effectivement usage de la force nucléaire.

Compte tenu de la mise en place par les Soviétiques de divisions blindées aptes à la guerre chimique, le général Copel voit dans l'arme chimique un outil de dissuasion plus efficace que l'arme nucléaire.

Olivier POSTEL-VINAY.

Agence France Presse 28.3.88

PARIS, 28 mars (AFP) - L'Iran a lancé un nouvel appel lundi aux organisations internationales, leur demandant de lui fournir d'urgence des médicaments indispensables pour soigner les victimes de bombardements aux armes chimiques, a indiqué l'agence iranienne IRNA reçue à Paris.

L'appel, qui émane du ministère iranien de la Santé, comporte une liste de neuf produits destinés au traitement « notamment des Kurdes irakiens blessés lors du bombardement par l'Irak de la localité irakienne de Halabja et des combattants iraniens intoxiqués en prodiguant les premiers secours à ces blessés ».

Les organisations internationales sont pressées de prendre contact avec le Croissant Rouge iranien, précise le texte diffusé par IRNA.

Depeche du Midi 26.3.88

L'Irak s'acharne contre les Kurdes

Selon Téhéran, les Irakiens ont effectué un nouveau bombardement chimique, jeudi soir, contre la ville-frontalière de Marivan au Kurdistan d'Iran.

Selon la radio officielle iranienne, les bombardements chimiques irakiens ont touché les abords de la ville frontalière de Marivan. Ces raids interviennent deux jours après l'annonce par Téhéran du bombardement irakien à l'arme chimique de six localités kurdes iraniennes.

Quant au bombardement d'Halabja qui aurait fait, selon Téhéran, cinq mille morts et cinq mille blessés parmi les Kurdes d'Irak, il semble déjà être tombé dans l'oubli. L'Irak n'a pas réussi jusqu'à présent à obtenir une condamnation explicite de l'Irak par l'O.N.U., ni même l'envoi d'une mission d'enquête. Selon le porte-

parole de l'O.N.U., une telle mission serait inutile car elle n'empêcherait pas une nouvelle utilisation de ce genre d'armes prohibées par le protocole de Genève de 1925.

Les milliers de Kurdes contaminés récemment par le recours massif aux gaz chimiques dans le Kurdistan risquent d'en mourir, a déclaré à ce propos un toxicologue belge, le professeur Aubin Heyndrickx, appelé en consultation aux Nations unies pour témoigner sur les effets des armes chimiques.

La Suisse à la rescousse

La Suisse a, pour sa part, décidé de porter secours aux populations civiles victimes de bombardements chimiques. Elle a, en effet, répondu positivement à une demande iranienne d'aide d'urgence.

IRAK-IRAN

Kurdes : les morts au champ d'horreur

Par représailles, Bagdad a gazé Halabja tombée aux mains des Iraniens.

Ypérite : ce mot terrible est indissolublement lié au souvenir de la guerre de 14-18. Il semblait devoir être remis à jamais dans les manuels d'histoire. Il évoquait une petite ville de Belgique, Ypres, où pour la première fois les poilus français virent s'abattre sur leurs lignes le nuage de mort d'un gaz baptisé « moutarde » en raison de son odeur. En 1925, à Genève, la communauté internationale, qui gardait encore en mémoire l'épouvantable calvaire des « gazés », élabore un protocole interdisant l'emploi de tous les gaz de combat. Mais voici qu'en ce printemps 88, soixante-dix ans après que, de la Somme à la Marne, les canons se sont tus, le cauchemar resurgit.

Cette fois, aux confins des mondes perse et arabe, où depuis bientôt huit ans Irakiens et Iraniens rééditent une version proche-orientale, et d'une égale sauvagerie, de la Grande Guerre.

Les images de la télévision iranienne, mais surtout les témoignages de journalistes occidentaux s'étant rendus sur place ne laissent aucun doute : le 16 mars, l'aviation irakienne a bien largué sur Halabja une ou plusieurs bombes contenant des gaz toxiques. Cette ville du Kurdistan comptait, avant la guerre, environ 70 000 habitants. Il en restait à peu près la moitié quand les Gardiens de la révolution iraniens et leurs alliés kurdes de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jalal Talabani se sont emparés de l'agglomération ainsi que de plusieurs villages de la région. Les Iraniens, qui ne pa-

raissent pas en mesure de lancer au sud, dans la zone de Bassorah, une offensive d'envergure, sont parvenus à marquer des points dans ce Kurdistan montagneux.

Les Irakiens ont-ils voulu faire payer leur « trahison » aux Kurdes de Halabja ? A 2 heures de l'après-midi, le 16 mars, un seul appareil a, en tout cas, lâché une ou plusieurs bombes qui ont immédiatement répandu une fumée jaune et blanche sur la ville. Instantanément foudroyés, des centaines et peut-être des milliers de civils sont morts. Spectacle atroce d'enfants gisant comme des pantins désarticulés, d'une femme serrant dans ses bras un bébé, mort comme elle. Des scènes que l'on croirait extraites d'un film d'épouvante.

Ce n'est certes pas la première fois que l'Irak utilise des gaz toxiques. Lors des grandes offensives iraniennes de 1984, 1986 et 1987, ce type d'arme avait été employé. Un rapport d'une commission spéciale de l'Onu publié en mars 1986 ne laissait guère de doute sur ce sujet. Le mois dernier, la revue britannique spécialisée *Jane's Defense Weekly* affirmait que l'Irak était devenu le plus gros producteur d'armes chimiques de la région, avec une capacité mensuelle de 70 tonnes, dont 60 tonnes d'ypérite. Mais jamais, semble-t-il, des gaz de combat n'avaient été répandus sur une localité de cette importance. Cette mesure de représailles n'est pas un acte isolé. Elle s'inscrit dans un contexte d'escalade : depuis un mois, l'Irak a tiré plus de cent missiles sur Téhéran, alors que l'aviation de Bagdad reprenait de plus belle sa « chasse aux pétroliers ». Manifestement, l'Irak n'est nullement à bout de souffle, et entend utiliser tous les moyens pour contraindre l'Irak à cesser les hostilités.

« Nous ne pouvons laisser l'Irak imposer, selon sa convenance, la forme de guerre qui l'arrange et attendre, les bras croisés, la prochaine offensive, nous déclarait récemment un diplomate irakien. Si l'Irak veut continuer la guerre, il doit en payer le prix. »

PIERRE BEYLAU

Agence France Presse 29.4.88

MANAMA, 29 mars (AFP) - L'Irak a violemment critiqué mardi le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, pour avoir consenti à envoyer à Téhéran une mission d'enquête sur l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak, et a maintenu sa pression sur les enlèvements de brut iranien en annonçant des raids contre deux pétroliers desservant l'Iran.

Le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, a adressé un message au secrétaire général de l'ONU, lui reprochant "son enthousiasme" à satisfaire les demandes iraniennes et qualifiant son attitude de "partiale".

Il l'a accusé de "n'avoir pas réagi" lorsque l'Irak l'a informé que l'Iran "avait utilisé à plusieurs reprises des armes chimiques" et "d'ignorer l'invasion iranienne du sol irakien et le bombardement des villes irakiennes".

M. Aziz a en outre accusé implicitement M. Perez de Cuellar de ne pas chercher un règlement global de la guerre irako-iranienne en adoptant les thèses iraniennes et en se "concentrant comme le veut Téhéran sur un seul aspect du conflit".

Il a en outre demandé à M. Perez de Cuellar d'envoyer une mission à Téhéran pour enquêter sur le sort de 27.000 prisonniers de guerre irakiens qui, affirme-t-il, ont disparu en Iran.

Des images filmées par la télévision iranienne montrant notamment des corps d'enfants sans blessures apparentes et recouverts d'une poudre blanche avaient soulevé une vague d'indignation dans le monde, et des manifestations de Kurdes avaient été organisées devant plusieurs ambassades irakiennes.

L'Irak avait lancé un appel à l'aide internationale pour soigner les survivants atteints par les gaz de combat et demandé une condamnation de l'Irak par l'ONU. Le secrétaire général de l'ONU a délégué à Téhéran une mission de deux experts, qui ont été refusés lundi par le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, M. Mohammad Javad Larijani.

MANAMA - L'Irak n'a pas démenti l'utilisation par son aviation de bombes chimiques contre la ville kurde de Halabja, et a affirmé à plusieurs reprises avoir le droit "d'utiliser de tous les moyens pour contrer l'invasion iranienne".

Depuis la reprise de la guerre des villes, le 28 février dernier, l'Irak affirme implicitement être prêt à mener une guerre totale pour forcer l'Iran à accepter la résolution 598 du Conseil de sécurité, qui ordonne un cessez-le-feu immédiat et le retour des troupes aux frontières internationales.

L'Irak exige que l'Iran cesse ses attaques en territoire irakien et menace de détruire des villes iraniennes entières si "l'agression iranienne se poursuit". Quelques heures après le déclenchement, le 14 mars dernier, d'une nouvelle offensive iranienne dans le Kurdistan irakien, l'Irak a décidé de rompre la trêve qu'il s'était imposée dans la guerre des villes et de reprendre le bombardement de Téhéran aux missiles sol-sol.

L'Irak exige, pour accepter un cessez-le-feu dans ce conflit qui dure depuis sept ans et demi, que l'Irak soit désigné comme l'agresseur et "puni" par un tribunal international.

Suite

Dans le Golfe, Bagdad a fait état de l'attaque par son aviation, dans la nuit de lundi à mardi, de deux pétroliers desservant l'Iran, poursuivant ainsi ses attaques contre les enlèvements de brut iraniens. Bagdad avait rapporté précédemment une attaque aérienne dans la nuit de dimanche à lundi contre un pétrolier au large de l'île iranienne de Lavan, située à 800 km de l'Irak. Ces deux attaques n'ont pas été confirmées de sources maritimes indépendantes.

Sur le terrain, l'Iran a affirmé avoir repoussé lundi dans le centre du front une attaque des troupes irakiennes et d'opposants iraniens. L'Armée de Libération Nationale de l'Iran (ALNI, opposition armée au régime de Téhéran basée à Bagdad), constituée par les Moujahidine du peuple, avait annoncé avoir déclenché lundi sa plus importante opération militaire en territoire iranien et avoir "libéré" 600 km² dans le sud-ouest de l'Iran, dans la région de Fakkeh.

Le Monde 28.3.88

Après les bombardements chimiques irakiens au Kurdistan

Une mission de l'ONU attendue à Téhéran « pour examiner les blessés »

Une mission des Nations unies se rendra, lundi 28 mars, à Téhéran, pour enquêter sur les récentes attaques aux armes chimiques dont sont accusées les forces irakiennes. Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, qui avait rappelé vendredi sa « condamnation sans ambiguïté » de tout recours aux armes chimiques, a

informé lui-même le représentant iranien à l'ONU, M. Mohammad Mahallati, de sa décision d'envoyer deux experts, dont un médecin, pour « une courte mission destinée à l'examen à Téhéran des blessés iraniens ».

M. Mahallati s'est déclaré satisfait de l'envoi de cette mission et a exprimé l'espoir que le Conseil de sécurité prendra des mesures efficaces contre l'Irak et a suggéré à titre d'exemple un embargo obligatoire sur les livraisons de produits chimiques à ce pays.

Dans les milieux officiels de l'ONU, on indique que les deux experts des Nations unies limiteront leur enquête aux hôpitaux de Téhéran. Il n'est pas question qu'ils se rendent dans le Kurdistan irakien occupé par l'Iran, comme le souhaitent les dirigeants iraniens.

L'annonce du départ de la mission intervient le jour même où l'Irak a confirmé qu'il enverra son ministre

des affaires étrangères à l'ONU les 4 et 5 avril à l'invitation de M. Perez de Cuellar pour des conversations à haut niveau sur une relance d'un régime de paix. L'Iran, pour sa part, n'a pas encore officiellement répondu à cette invitation. Mais le président iranien, M. Khamenei, a confirmé que Téhéran enverra un émissaire de haut rang à l'ONU, probablement vers la fin de mars.

À Bruxelles, le professeur Aubin Heyndrickx, appelé en consultation aux Nations unies pour témoigner sur les effets des armes chimiques, a déclaré que les milliers de Kurdes contaminés par le recours massif aux gaz chimiques dans le Kurdistan risquent de mourir. Interrogé par la *Libre Belgique* avant son départ pour New-York, le toxicologue belge a affirmé que la situation créée par les bombardements irakiens était « catastrophique ». « Dans nos cliniques universitaires, a-t-il dit, il faut pratiquement une

infirmière par malade intoxiqué. Qui va pouvoir s'occuper là-bas des blessés ? » Il a ajouté que l'ypérite avait un effet résiduel très élevé et qu'« elle restera dans le sol pendant vingt à trente ans ».

En Iran, cent treize civils au moins ont été tués, vendredi, par suite des raids aériens irakiens contre deux villages iraniens, selon l'agence iranienne IRNA. Quarante personnes ont été tuées à Bouroyerd (ouest de l'Iran), bombardé par quatre avions irakiens dont l'un a été abattu.

D'autre part, trois cents personnes ont été tuées et cinquante-deux autres blessées dans le bombardement de Miandoab (nord-ouest) par deux avions irakiens. — (AFP.)

Le Monde 29.3.88

La guerre du Golfe

Bagdad reconnaît implicitement avoir recours à l'arme chimique

L'Irak a reconnu implicitement, samedi 26 mars, avoir recours aux armes chimiques. Dans un communiqué officiel, les instances dirigeantes irakiennes, réunies sous la présidence de M. Saddam Hussein, ont dénoncé la condamnation de l'Irak par les instances internationales et les pays étrangers qui l'accusent d'utiliser des armes chimiques, et ont affirmé « son droit, ainsi que sa détermination, à avoir recours à tous les moyens à sa disposition pour contrer l'invasion iranienne ». Dans un geste sans précédent, le communiqué dénonce M. Javier Perez de Cuellar, pour avoir condamné sans ambiguïté le recours aux armes chimiques. Il l'accuse d'être « partial » et de s'occuper de questions secondaires au lieu de contraindre l'Iran à

accepter une paix globale.

Le quotidien *Al Thawra*, organe du parti Baas au pouvoir, affirme que personne n'a le droit de dicter à l'Irak le « type d'armes qu'il doit utiliser pour se défendre ». « A ceux qui se prévalent de la Convention de Genève, écrit-il, nous rappelons que cette Convention interdit également l'occupation par la force du territoire d'autrui. »

À Londres, l'hebdomadaire britannique *The Observer* reproduit deux documents émanant du commandement militaire irakien qui prouvent que ce dernier a bien donné l'ordre d'utiliser des armes chimiques au Kurdistan. Il s'agit d'un télégramme, marqué urgent, émanant du commandant de l'armée irakienne, Saadi Mahmoud Hussein, du district kurde de Zakho qui

informe le « commandant A » que le Parti démocratique kurde (PDK) a acheté 4000 masques à gaz pour se défendre « de nos armes chimiques quand nous attaquerons leurs bases ». Le deuxième document est une lettre du général irakien Abdel Waham Ezzat adressée à l'état-major du district kurde d'Erbil ordonnant le maintien d'un stock d'armes chimiques et biologiques à la disposition des unités de combat.

À Stockholm, environ un millier de personnes ont manifesté samedi devant l'ambassade d'Irak pour protester contre l'usage d'armes chimiques au Kurdistan. Les manifestants, parmi lesquels de nombreux réfugiés kurdes installés en Suède, ont défilé dans le centre de la ville, en portant des banderoles proclamant « Non à un nouvel Hiroshima ». À Washington, une centaine de manifestants ont jeté des pierres et de bouteilles dimanche contre la façade de l'ambassade d'Irak aux Etats-Unis.

Entre-temps, la guerre des fusées se poursuit. Dimanche, les Iraniens

ont tiré deux missiles soi-soi sur Bagdad. L'Irak pour sa part a envoyé deux fusées sur Téhéran et Ispahan. Sur le terrain, la situation dans le Kurdistan irakien continue d'être critique pour l'Irak. Les forces iraniennes, qui ont envahi, il y a deux semaines, la pointe orientale de la province de Souleymaniyeh affirment poursuivre leur progression. Après avoir occupé Halabja et Khormal, elles se sont scindées en deux formations progressant de part et d'autre des eaux du lac de Darbandikhan formées par le barrage qui alimente partiellement en électricité Bagdad. Selon Téhéran, les forces iraniennes ont réussi à s'approcher à huit kilomètres de la localité de Sayed Sadiq au nord du lac et, dimanche, une nouvelle opération, nommée Beit el Moqadass 4, leur a permis le contrôle d'une vingtaine de kilomètres de sud, dont plusieurs hauteurs de « grande importance stratégique ». — (AFP, Reuter.)

NEW YORK (Nations Unies) — Dans les milieux diplomatiques de l'ONU, la demande d'ajournement de l'Iran est interprétée comme une manœuvre pour acculer encore davantage l'Irak sur la défensive en déplaçant le thème des conversations à haut niveau, des modalités d'un règlement de paix vers celui plus restreint de la condamnation de la guerre chimique menée par Bagdad.

Dans les mêmes milieux on s'attend à ce que l'Iran retarde l'envoi de M. Javad Larjani, numéro deux de la diplomatie iranienne, à New York jusqu'à la publication des conclusions de la commission de l'ONU enquêtant actuellement en Iran sur l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak, en totale contravention avec les conventions internationales interdisant ce type d'armes.

M. Larjani sera alors en mesure de réclamer avant toute chose une condamnation de Bagdad. Selon Téhéran, les bombardements irakiens auraient fait la semaine dernière environ 5.000 morts et 5.000 blessés en majorité dans la population locale du Kurdistan irakien où l'Iran avait monté une offensive qui a réussi. Les forces iraniennes ont réussi à s'emparer de quelque 1.000 km² de territoire irakien dans cette région.

Dans sa lettre adressée lundi à M. Perez de Cuellar, M. Tarek Aziz n'a pas soufflé mot de sa venue prochaine à l'ONU. Dans les milieux diplomatiques on se demande si le chef de la diplomatie irakienne acceptera de venir aux dates prévues après l'ajournement des discussions avec l'Iran.

Le précédent round de négociations à haut niveau avait lui aussi donné lieu à plusieurs semaines de délais à l'automne dernier.

NEW YORK (Nations Unies) - Tant la situation militaire entre l'Iran, -caractérisée par la poursuite de la "guerre des villes" et des attaques contre le trafic maritime dans le Golfe-, que les manoeuvres diplomatiques engagées semblent mal augurer des efforts de M. Perez de Cuellar, constatent les observateurs.

Les membres permanents du Conseil de Sécurité qui discutent depuis le début de l'année de l'imposition de sanctions obligatoires contre l'Iran sous forme d'un embargo sur les livraisons d'armements sont toujours divisés; l'URSS et la Chine refusant toujours leur accord à une telle mesure.

La reprise de la "guerre des villes", puis celles de la "guerre chimique" irakienne et de la "guerre du Golfe" ont entraîné une remise en veilleuse de discussions sur les sanctions.

De son côté le secrétaire général de l'ONU qui comptait utiliser les conversations à haut niveau pour arracher à l'Iran une position claire et nette sur une solution négociée sur la base de la résolution 598 du Conseil, voit lui aussi ses efforts sérieusement compromis.

Wiener Zeitung 30.3.88

Kurdenführer Dschalal Talabani erhebt schwere Vorwürfe gegen den Irak

„Es ist ein kurdisches Hiroshima“

Der Irak verübe einen systematischen Völkermord an den Kurden und habe sich mit der Vergasung der Stadt Halabdscha durch Zyanidbomben ein „kurdisches Hiroshima“ zuschulden kommen lassen. Diese Vorwürfe gegen Bagdad erhebt einer der bedeutendsten Kurdenführer des Irak, Dschalal Talabani. Er führt die „Patriotische Union Kurdistans“. Mit Dschalal Talabani sprach Ferdinand Hennerbichler. Auszüge dieses Exklusivinterviews:

Giftgasopfer:

Die irakische Regierung verübt einen systematischen Völkermord an den Kurden. Sie setzt dabei mit aller Brutalität auch chemische Waffen ein. Darunter auch Zyanidbomben. Die irakische Armee hat buchstäblich die Stadt Halabdscha vergast. Eine Kurdenstadt von mehr als 50.000 Einwohnern. Dabei kamen mehr als 6000 Kurden in Halabdscha ums Leben. Vom Baby bis zum Greis. Unbewaffnete, friedliebende Menschen. Sie starben in elenden Qualen. Massenweise. Mehr als 6000 Menschen wurden verletzt. Das ist ein kurdisches Hiroshima. Ein unmenschlicher Völkermord an einem geschundenen und unterdrückten Volk, das um nichts anderes als um ein bißchen Menschlichkeit, um Freiheit und um Demokratie kämpft.

Reaktionen zum Giftgaskrieg:

Die Welt läßt die Kurden im Stich. Weder der Westen noch der Osten unterstützen die Kurden in ihrem Freiheitskampf. Der Westen, der Kapitalismus, erhebt aber wenigstens seine Stimme gegen den Völkermord an den Kurden, verurteilt Giftgaseinsätze, hört unseren Hilferufen zu, schickt TV-Teams, die Horrorbilder vom Leiden der Kurden in alle Welt ausstrahlen usw. Die Sowjetunion, die kommunistische Welt, schweigt. Am Schicksal der Kurden vergißt die Sowjetunion ihre eigenen Prinzipien und verfolgt eigene Interessen. Dadurch ermuntert die Sowjetunion den irakischen Präsidenten Saddam Hussein, den Völkermord an den Kurden fortzusetzen.

Giftgaslieferanten:

Zu den Giftgaslieferanten des Iraks zählen in erster Linie Firmen in der Bundesrepublik Deutschland, Holland und den Vereinigten Staaten.

Irangiftgas?

Der Iran setzt keinerlei Gift-

gase gegen die Kurden ein. Gegenteilige Informationen sind schlicht nicht wahr.

Golfkriegopfer:

Seit 1980 sind im Golfkrieg mehr als 50.000 Kurden getötet worden. Mehr als 100.000 Kurden wurden verletzt oder verwundet. Hunderttausende Kurden mußten vom Irak in den Iran flüchten, um ihr Leben zu retten. Das faschistische irakische Regime hat seit 1980 auch 1,5 Millionen Kurden im Irak deportiert. In ein internes Exil. Vor allem auch in Wüstengebiete. 3159 Dörfer und zwölf Städte wurden seit 1980 im irakischen Kurdistan zerstört. Bagdad will bis 1990 systematisch alle Kurden aus Kurdistan vertreiben.

Arabisierung Kurdistans:

Der Irak hat bis 1983 rund 2 Millionen Araber in Kurdistan angesiedelt. Die meisten davon waren Ägypter, Araberstämme aus dem Südirak und aus Saudi-Arabien. Der kurdische Widerstand hat die meisten dieser Araber aus dem irakischen Kurdistan wieder vertrieben. Heute gibt es noch zirka 50.000 arabische Siedler in Kurdistan. Der Irak ist mit seiner Politik gescheitert, Kurdistan zwangsweise zu arabisieren, um den Kurden ihr Land wegzunehmen.

Kurdischer Widerstand:

Der kurdische Widerstand ist heute wieder geeint. Wir haben bereits begonnen, eine kurdische Internationale zu bilden. Die wollen wir schlagkräftiger machen als die PLO. Wir streben auch Beobachterstatus bei der Sozialistischen Internationale an. Dieses Ansuchen wird derzeit geprüft. Intern haben wir u. a. auch die Arbeiterpartei PKK in der Türkei auf unsere Linie gebracht. Ich habe dabei vermittelt. Die Arbeiterpartei hat zugestimmt, künftig nur noch den bewaffneten Gegner zu treffen, keine Zivilisten mehr in den bewaffneten Kampf einzubeziehen und



Kurdenführer Talabani (rechts) mit Interviewer Hennerbichler
Foto: Archiv

auch keine eigenen Kader mehr anzugreifen. Im übrigen ist das Verhältnis unter den Kurden gut. Die „Patriotische Union Kurdistans“ ist zur größten bewaffneten Kraft im kurdischen Widerstand aufgestiegen. Die PUK rekrutiert rund 25.000 Mann. Etwa 10.000 von ihnen sind „Peschmergas“, Freiheitskämpfer, rund 15.000 sind lokale Milizionäre. Die Kurden sind trotz aller Völkermorde an ihnen auf dem Schlachtfeld militärisch im Vormarsch. Die Kurden haben bisher im Irak zwischen 30.000 und 40.000 km² Heimatland befreit. Das ist ein Gebiet rund dreimal so groß wie der Libanon oder etwa die Hälfte von Österreich.

Kurdenstaat:

Die Kurden verteidigen sich in erster Linie. Sie kämpfen gegen Ausrottung, Vernichtung und Zerstörung. Erst in zweiter Linie verfolgen die Kurden politische Ziele. Sie kämpfen heute für das Selbstbestimmungsrecht einschließlich des Rechtes auf einen eigenen, unabhängigen Staat.

Aktuelle Lage im Golfkrieg:

Die „Kurdische Demokratische Partei“ des Iraks kontrolliert heute das gesamte Kurdistan entlang der irakisch-türkischen Grenze.

Von Dohuk, Zakho, bis Amadih und Gebiete südlich des Dreiländerecks Türkei-Irak-Iran. Die „Patriotische Union Kurdistans“ hat die Kontrolle über die Provinzen Arbil, Kirkuk und Sulaimaiya in der Hand. Praktisch sind die Regionen östlich von Kirkuk, südlich des großen Zab-Flusses und westlich der iranisch-irakischen Grenze vor Sulaimaniya befreit und in Kurdenhand. Verbände der PUK rücken derzeit Richtung Sulaimaniya vor und stehen rund 30 km vor der Universitätsstadt. Die Iraner greifen die Region um den strategisch wichtigen Derbendichan-Stausee an. Dieser Stausee versorgt Bagdad mit Strom.

Die Kurden haben zuletzt mehr als 700 irakische Soldaten gefangen genommen, die Iraner mehr als 4000 Iraker.

Österreich:

Österreich hat eine gute Einstellung zu den Kurden. Österreich setzt allerdings keine Taten für die Kurden. Gute Worte, keine Taten. Ich appelliere an Österreich, wenigstens 100 verletzte Kurden zur ärztlichen Behandlung zu akzeptieren, den Kurden dringend benötigte Medikamente zu schicken, Zelte oder Gasmasken.

Le recours aux armes chimiques au Kurdistan

Téhéran réclame une condamnation formelle de Bagdad

Les deux experts mandatés par les Nations unies pour enquêter en Iran au sujet de l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak - le Dr Manuel Dominguez Carmona et M. James Hoiger - ont été reçus, le lundi 28 mars, peu après leur arrivée à Téhéran, par M. Mohammad Javad Larjani, vice-ministre iranien des affaires étrangères. Ce dernier a affirmé que « le peuple iranien et l'opinion publique internationale attendent des Nations unies une condamnation formelle du régime irakien pour l'emploi d'armes chimiques en violation du protocole de Genève de 1925 » et demandé que l'ONU « prenne des mesures pour forcer Bagdad à respecter les conventions internationales dans ce domaine ».

A Bagdad, la presse irakienne poursuit ses attaques contre les Nations unies, qui, au lieu de résoudre le conflit irako-iranien « d'une manière globale et définitive », cherche, selon elle à « camoufler l'agression iranienne au moyen de déclarations hostiles à l'Irak (...) », « encourageant Téhéran à persévérer dans son défi à la volonté internationale, représentée dans la résolution 598 du Conseil de sécurité ».

L'Irak a lancé un nouvel appel aux organisations internationales, leur demandant de lui fournir d'urgence des médicaments indispensables pour soigner les victimes des bombardements aux armes chimiques. Répondant à cet appel, la Norvège et la Suède ont d'ores et déjà annoncé qu'elles étaient prêtes à accueillir les gazés de Halabja dans leurs hôpitaux.

A Paris, l'UNEF a appelé à participer le mardi 29 mars à 18 heures à un rassemblement qui aura lieu devant l'ambassade d'Irak, rue de la Faisanderie, « afin de protester contre le massacre de la ville de Halabja, d'exiger que soient immé-

diatement interdite la fabrication et l'utilisation des armes chimiques et d'imposer au gouvernement français qu'il cesse les ventes d'armes aux belligérants de la guerre Iran-Irak, et qu'il use de ses moyens politiques et diplomatiques pour qu'aucun pays ne continue à alimenter le carnage que constitue le conflit du Golfe ». Par ailleurs, l'UNEF voudrait attirer l'attention sur le fait que « ce sont des Mirage français qui servent au régime irakien pour envoyer des bombes chimiques au Kurdistan d'Irak et d'Iran », que « la loi de programmation militaire adoptée l'année dernière par l'Assemblée nationale prévoit la fabrication à grande échelle d'armes chimiques » et que « cela constitue un danger pour la paix mondiale ».

Entre-temps, la guerre du Golfe se poursuit sans répit. L'Irak a annoncé lundi après-midi avoir tiré trois missiles sol-sol sur la ville de Qom, haut lieu du clergé chiite iranien, alors que deux pétroliers étaient attaqués dans le Golfe par des vedettes probablement iraniennes. Le premier, le superpétrolier danois *Karama-Maersk*, a été sérieusement touché, alors que les dégâts sont mineurs à bord du second pétrolier, le *Golar-Kansai* (libérien).

Au centre du front irano-irakien, dans la région de Fakkeh, les forces de Téhéran affirment avoir repoussé une attaque des troupes de Bagdad, appuyée par les Moudjahidines, tuant ou blessant plus d'un millier d'assailants. A Bagdad, l'Armée de libération nationale iranienne (ANLI) des Moudjahidines du peuple, appuyée et financée par les Irakiens, affirme pour sa part avoir pris le contrôle de 600 kilomètres carrés dans le sud-ouest de l'Iran, notamment dans la région frontalière de Fakkeh.

Iran-Irak : escalade de l'horreur

L'Irak banalise la guerre chimique

En difficulté sur la frontière nord, le régime de Bagdad « gaze » ses propres ressortissants. Avec l'aide de l'URSS et d'entreprises ouest-allemandes et britanniques.

Les rues de Halabja, un village du Kurdistan irakien, à 300 kilomètres au nord de Bagdad, sont jonchées de cadavres. Ils ne portent pas de blessures apparentes. Pas plus que cette femme effondrée sur le pas de sa porte, un bébé serré dans ses bras. Une poudre blanche les recouvre.

Les images diffusées la semaine dernière par la télévision irakienne sont celles de la guerre chimique déclenchée par l'Irak. Ne pouvant arrêter l'avance de l'ennemi dans le Kurdistan, les troupes irakiennes ripostent en changeant une nouvelle fois les règles du jeu tragique qui dure maintenant depuis huit ans. C'est déjà parce que ses forces étaient dépassées sur le terrain que Bagdad avait porté la guerre dans les eaux du Golfe puis au cœur des villes, prenant les populations civiles en otages.

En vingt-huit jours, la capitale iranienne a essuyé le tir de 103 missiles, Bagdad de 41.

Mais ce n'était pas suffisant pour l'état-major irakien, décidé à « semer la mort ». Comme en mars 1986, lorsque les troupes de Khomeiny avaient pris la péninsule de Fa'o, l'Irak envole donc les gaz.

Selon le Pr Aubin Heyndrickx, un toxicologue belge dont l'équipe a été dépêchée en Iran pour soigner les blessés à la demande des Nations unies, les hôpitaux de Téhéran sont submergés. Dans la seule journée du vendredi 19 mars, on aurait relevé 3 800 morts et 10 000 intoxiqués à la suite du bombardement chimique de la ville de Marivan dans le Kurdistan irakien.

L'un des gaz qui sème la mort parmi les Kurdes n'est autre que le tristement célèbre gaz moutarde produit en Irak à raison de 60 tonnes par mois. Mais les troupes de

Saddam Hussein utilisent également le Tabun, le Sarin (produits respectivement à raison de 4 tonnes par mois) et l'hydrogène cyanuré. Cette dernière substance appartient, elle, à la deuxième génération des armes chimiques, celles dites binaires. En clair, c'est le mélange de deux composants, juste avant de toucher la terre, qui permet la pulvérisation du gaz foudroyant. Or, selon un expert militaire français, « les Irakiens, seuls, sont incapables d'utiliser ce type d'arme, qui suppose une mise au point extrêmement complexe du vecteur. Seuls les Soviétiques sont en mesure de manipuler de telles armes pour leur compte », poursuit-il.

Saddam Hussein, qui a investi près de deux milliards de dollars dans la guerre chimique, a également fait appel aux Allemands de l'Ouest, nous indique notre correspondant à Tel-Aviv. Selon les services secrets israéliens, c'est sous couvert de production d'engrais chimiques que des industriels de RFA auraient fourni à l'Irak une partie des substances employées aujourd'hui sur le champ de bataille. Mais les Britanniques auraient également contribué à augmenter le potentiel chimique de Bagdad.

Jusqu'à présent, les Irakiens se sont contentés de répandre leur gaz par bombardements aériens ou grâce à des mortiers. Mais, toujours selon les informations recueillies à Jérusalem, l'Irak étudierait actuellement, en collaboration avec l'Egypte et l'Argentine, et avec l'aide de spécialistes ouest-allemands, un missile sol-sol capable d'emporter une tête chimique à plus de 600 kilomètres. C'est-à-dire jusqu'à Téhéran.

Alexandre BOUSSAGEON (avec Ben PORAT à Tel-Aviv)

Quotidien de Paris 5.4.88

L'apocalypse de la guerre chimique

Priorité

● A l'heure où les opinions publiques se plaisent au chant des sirènes du désarmement nucléaire, peu de voix s'élèvent pour rappeler qu'il est d'autres priorités tout aussi inquiétantes que l'atome et que celles-ci concernent les armes classiques et les armes chimiques ou bactériologiques. Le peu d'informations circulant — et pour cause — sur les armes chimiques font que celles-ci soit, peu ou prou, reléguées au rayon de la science-fiction. Dans la conscience collective, l'éventualité d'une guerre chimique s'apparente un peu à la « guerre des mondes », si bien que nul n'y croit vraiment.

Ce qui se passe, aujourd'hui même, dans le conflit Iran-Irak, devrait pourtant suffire à réveiller l'opinion. Il n'en est rien. Ce siècle a d'abord soif de mettre le nucléaire à l'index et il faut croire qu'il n'est pas capable d'affronter deux menaces à la fois.

La guerre chimique n'est pourtant pas le seul fruit de l'imagination débridée de quelques auteurs en

quête de frissons. Toutes les grandes puissances, et même les bien moins grandes, disposent de stocks chimiques capables de semer la mort sur l'ensemble de la planète malgré les dénégations des uns ou des autres. On en a eu la preuve évidente lorsqu'un accident dans une anodine usine d'engrais, à Sverdlovsk, en URSS, a provoqué la mort de plusieurs milliers de personnes victimes de la maladie du charbon. C'était en 1979. Depuis, et pour éviter les accidents, les scientifiques ont inventé les armes chimiques « binaires » (lire ci-contre) dont il n'est pas dit qu'elles évitent la guerre. On le voit bien dans le Kurdistan, comme en Afghanistan.

Ce qu'il est intéressant de noter, c'est que l'arme chimique dont le principe, malgré la convention de Genève, n'a jamais été abandonné, a connu un développement spectaculaire au moment où, dans les années 60, l'OTAN a abandonné sa doctrine de dissuasion massive au profit d'une stratégie de riposte graduée. Comme il s'agissait, en fait, de reculer, tant que faire se pouvait, le seul de l'emploi du

nucléaire, les Soviétiques se sont empressés selon leur habitude de remplir ce vide nouveau dans la défense occidentale. La riposte foudroyante de l'Ouest n'étant plus inéluctable, Moscou a recherché les moyens de s'assurer une victoire qui ne serait pas nucléaire. Ces moyens, c'étaient, pour partie, les armes chimiques.

Or, voici que précisément l'Occident entre dans une nouvelle phase de reflux du nucléaire. L'accord de Washington sur le démantèlement des armes chimiques, le prochain traité sur une réduction de 50 % des armements stratégiques intercontinentaux et les querelles occidentales sur la modernisation des armes nucléaires de courte portée entraînent de nouveaux dangers et en resuscitent de plus anciens, comme celui des armes chimiques.

Voilà, entre autres raisons, pourquoi il serait sage, avant de jeter à la mer un nucléaire assurant la paix depuis quarante ans, de se soucier d'abord d'exiger un véritable désarmement classique et chimique. Cela ce serait une véritable priorité.

Ph. M.

Les armes chimiques viennent tragiquement de s'inscrire dans l'actualité avec leur utilisation dans le Kurdistan par l'Irak. Dans la seule ville d'Alabja, elles auraient fait près de 5 000 victimes.

ployés à concentration élevée dans des espaces clos), les sternutatoires irritant les voies respiratoires supérieures sous forme d'aérosols (le CB est le plus utilisé), les urticants engendrant des brûlures et des démangeaisons.

De l'hallucination à la mort

« Les agents incapacitants, souligne l'ingénieur général de l'armement Pierre Ricaud, qui, pendant des années, a travaillé dans ce domaine pour l'armée, visent moins à mettre en fuite l'adversaire qu'à le rendre incapable de poursuivre sa tâche ou son combat, d'une manière plus insidieuse et pour plus longtemps, sans mettre ses jours en danger, ni lui laisser de séquelles. » Parmi eux, on trouve toute la gamme des psychotropes provoquant des hallucinations, des dépressions, des séductions importantes, des troubles profonds de type schizophrénique. Enfin, parmi les agents léthaux, ceux-là même utilisés dans le conflit irako-iranien, on distingue quatre catégories au mécanisme d'action très différents. Les suffoquants, employés à grande échelle pendant la Première Guerre mondiale, comme le chlore qui a inauguré la guerre chimique à Ypres le 22 avril 1915, le phosgène, utilisé la même année sur le front russe, peuvent provoquer des troubles circulatoires et rénaux aboutissant à la mort. Les vésicants, apparus en 1917 avec l'emploi de l'ypérite, et utilisés, parmi d'autres toxiques, dans le conflit irako-iranien, provoquent de graves brûlures. Les hémotoxiques, par inhibition de l'enzyme qui permet aux cellules d'utiliser

suite

l'oxygène sanguin asphyxient l'organisme.

Les plus dangereux sont les neurotoxiques organophosphorés qui sont d'une extrême toxicité.

Ces agents sont des inhibiteurs irréversibles de l'acétylcholinestérase, une des enzymes clés du système nerveux. Autrement dit, ils touchent la « cible moléculaire », il en résulte une contracture des muscles lisses, des convulsions et un arrêt respiratoire.

Un progrès décisif a été accompli pour ce qui concerne la panoplie des armes chimiques, avec la création de systèmes dits « binaires ». Il s'agit de joindre dans une même munition deux agents chimiques qui, pris individuellement, ne sont pas nocifs mais dont le mélange, sous l'action d'un détonateur, donne une composition d'une extrême toxicité. Un tel système facilite d'abord la manipulation de l'arme mais facilite aussi son stockage sans avoir à craindre les accidents.

Mourir à Ypres

La guerre chimique débuta véritablement, sous forme de vastes opérations, le 22 avril 1915 à Ypres, lorsque les Allemands lâchèrent au vent des positions françaises un nuage de 180 tonnes de chlore, en ouvrant les valves de 6 000 bouteilles d'acier.

L'attaque se solda, du côté français, par 15 000 hommes hors de combat, dont 5 000 moururent par la suite. Deux jours plus tard, une nouvelle attaque allemande

fit 5 000 morts parmi les troupes canadiennes.

Progressivement, le phosgène remplaça le chlore et une première attaque sur le front oriental, le 31 mai 1915, causa 6 000 morts dans les rangs russes.

Le 12 juillet 1917, les Allemands utilisèrent pour la première fois des obus chargés d'hyperite. A partir de juin 1918, le quart des obus tirés par les Français étaient à l'hyperite. Et comme le rappelle l'ingénieur général Pierre Ricaud, parmi les victimes d'un régiment de réserve bavarois se trouvait un certain caporal de 29 ans : Adolf Hitler.

Entre les deux guerres, l'arme chimique fut utilisée par les Italiens en Abyssinie contre les armées du Négus, et par les Japonais contre les Chinois. D'importantes recherches sur de nouveaux toxiques sont effectuées, principalement en Allemagne où le Tabun est préparé pour la première fois à la veille de Noël 1936.

Le Soman fut découvert en 1944 par le Dr Kuhn, prix Nobel. A la veille du second conflit mondial le stock d'armes chimiques, tous toxiques confondus, était évalué à 135 000 tonnes aux Etats-Unis, 40 000 tonnes en Grande-Bretagne, 7 000 tonnes au Japon notamment.

Les Sarin, VX, etc., apparaissent dans les années soixante. Un irritant, le CS, a été largement utilisé par les Américains au Vietnam. Depuis, l'arme chimique a fait son apparition en Afghanistan, dans le conflit irako-iranien.

Iran-Irak : les terribles enseignements d'un conflit

PAR LE GÉNÉRAL PIERRE M. GALLOIS

● La guerre des villes, ces coups que se portent Irakiens et Iraniens en se lançant mutuellement des centaines de fusées balistiques, est un des aspects nouveaux de cette guerre interminable qui dépasse — et de beaucoup — les deux belligérants et même la zone du Moyen-Orient. Une technique d'armement nouvelle décide le plus souvent d'une stratégie nouvelle et il se pourrait qu'en ce moment, celle-ci s'élabore dans cette région où semblent s'accumuler les turbulences du monde.

La Chine vient de livrer à l'Arabie Saoudite une quantité non divulguée de fusées balistiques à moyenne portée. Il s'agirait d'une version non nucléaire de l'engin DF 3A qui figure en bonne place sur la panoplie stratégique de Pékin. Et voici un vaste secteur géographique à portée de ces fusées : l'Inde occidentale, l'ensemble de l'Iran, la région de Rostov-sur-le-Don, la Libye et, naturellement, Israël. Ryad a mené son affaire

secrètement, à l'insu des Etats-Unis jusqu'ici alliés privilégiés.

Certes, les Allemands lancèrent quelque 4 000 fusées V2 sur l'agglomération londonienne sans que le sort de la guerre en ait été modifié. Mais si une seule de ces V2 avait été munie d'une ogive nucléaire, le III^e Reich aurait imposé sa paix comme les Etats-Unis imposèrent la leur au Japon.

Il ne s'agit pas, à proprement parler, d'une technique nouvelle mais, ce qui est nouveau, c'est qu'aujourd'hui les fusées qu'échangent Bagdad et Téhéran — sinon celles que vient d'acquérir l'Arabie Saoudite — peuvent être fabriquées en très grande série, à bas prix, qu'elles sont imparables et qu'équipées de charges explosives classiques, elles deviennent redoutables dès lors qu'elles sont employées en très grande quantité.

De surcroît, si ces fusées ne projettent pas à distance des agents chimiques, elles peuvent être munies de nouveaux explosifs à base

de vapeur incendiaire (Fuel Air Explosive) qui étendent leurs effets de destruction sur plusieurs centaines de mètres.

Les peuples irakien et iranien supportent ces bombardements contre lesquels ils sont sans défense. Mais la question se pose : comment se comporteraient les populations de l'Europe occidentale, autrement plus « fragiles », si elles étaient soumises aux effets des premiers projectiles d'un tel bombardement, bombardement non nucléaire s'entend ? Il y a gros à parier que, redoutant une « escalade » dans la violence, elles imposeraient à leurs gouvernements respectifs qu'ils composent. Faute d'être à même de riposter sur le même mode — n'en ayant pas les moyens — les dirigeants des pays occidentaux se trouveraient dans un cruel embarras. Pareille hypothèse est aujourd'hui sans fondement. Mais l'Histoire enseigne qu'il faut également se soucier du pire.

P.-M. G.

2.04.88

In the north, Iran wages propaganda as well as military battle

Aims to build international pressure on Iraq with tours of devastated area

By Warren Ritchey
Staff writer of The Christian Science Monitor

Halabja, Iranian-occupied Iraq
A plume of earth and dust rises high into the air as an Iraqi artillery shell explodes in a field to the north. The Iranian pilot points to it, then banks his helicopter hard right for a sweeping view of the valley below.

More plumes suddenly rise above the nearby town of Dojaila. The helicopter circles back out of artillery range and flies low over Halabja. From the air the sprawling village appears a ghost town, its narrow streets empty except for debris blasted into the street by bombs dropped from Iraqi jets weeks earlier.

The bodies have long since been carried away and buried. Few residents of the Kurdish city remain in their homes.

the number killed or wounded.

In the meantime, Iran says it gained strategic artillery positions on heights near the eastern shore of Lake Darbandikhan. Iranian forces are reported to be

are hoping that condemnation of Iraq's use of chemical weapons against civilians will help prevent Iraq's future use of chemical weapons against Iranian soldiers. That would help, in Iran's view, to clear the way for an all-out invasion of Iraq.

In the meantime, a debate has begun about whether Iran, too, has used chemical weapons on the warfront. Iraq maintains that Iran has used such weapons and has produced injured Iraqi soldiers as proof.

Iran says that Iraq may have mistakenly bombed its own troops.

"We have absolutely refrained from the use of chemical weapons in spite of the fact that we have the capability to produce and deploy them," Kamal

Most who survived Iraq's bombing and chemical attacks here on March 16-18 have fled to northern Iraq or refugee camps in Iran. Many others have been taken to hospitals in Iran for treatment.

The helicopter pilot deposits a group of reporters, gas masks slung over their shoulders, on a green pasture west of the village. Suddenly Halabja comes alive with an array of armed men.

Today, Halabja is a garrison town for units of Iran's Revolutionary Guard Corps and the Kurdish guerrillas who helped push Iraqi forces back in the mid-March campaign. The capture of the town and surrounding areas marks the most significant advance of Iranian forces into Iraqi territory since the occupation of the strategic Faw Peninsula in southern Iraq in 1986.

But as much as any strategic gain, Iran views the battle at Halabja as having important symbolic value. It is believed to be the first time Iraq has used chemical weapons against a significant concentration of civilians, and Iran is hoping the incident will lead to international efforts to condemn and punish Iraq. (Interview with Iran's deputy foreign minister, Page 11.)

That is why, nearly three weeks after Iraq's chemical attacks, Iran is flying helicopter loads of journalists to Halabja to document what Iranian officials maintain are Iraqi war crimes.

The Iranians say that more than 5,000 persons died in the chemical attacks. The figure is described as a rough estimate by Iranian military officers. There has been no opportunity to verify independently

Kharrazi, head of Iran's War Information Headquarters, said last week.

But he added, "You have to know our patience has limits. We are now waiting for international bodies to do something to prevent the continued use of chemical weapons by our enemy. At this stage it doesn't mean we aren't going to use chemical weapons."

Since the Halabja attacks, Iran has accused Iraq of continuing to carry out chemical weapons attacks. From March 21-26, Iran says, Iraq chemically bombed five Kurdish villages in the vicinity of Qara Dagh, some 30 kilometers (18 miles) south of Sulaymaniyah in Iraq. And on April 2 and 3, Iran says, Iraq dropped chemical weapons on three

Iran hopes condemnation of Iraq's chemical attacks would prevent future use and clear the way for an invasion.

suite

villages near Faveh in Iran, injuring 15 civilians. The reports could not be independently verified. Requests last week to visit Faveh were denied by Iranian officials.

An Iraqi pilot shot down and captured by Iran on March 17 in a region south of Halabja said he was surprised when he was shown the Iranian video tape showing that Kurdish civilians had remained in the city with the advancing Iranian forces. He said Iraqi pilots assumed that the Iraqi Kurds of Halabja had fled before the Iranian soldiers arrived in the city.

The pilot, Maj. Ahmad Shaker of Iraq's 44th Squadron, is now a prisoner of war held in Tehran. He agreed to speak to reporters and said he had not been forced by Iran to hold the press conference.

Major Shaker said that pilots were aware that Iraq from time to time used chemical weapons against Iranian troops if they were threatening to break through Iraqi defensive positions in Iraq. He estimated that 20 to 25 jets, each carrying three or four, "special bombs" took part in the chemical attacks in and around Halabja in mid-March.

The pilot denied that he dropped any "special bombs" near Halabja. He admitted, however, that he had dropped chemical weapons on marshy areas outside Basra on the southern warfront in 1983.

Shaker, who has a wife and three children in Baghdad, said he didn't consider himself guilty for his involvement in dropping chemical bombs. "We are under orders. We are officers. We have to fly when the orders come," Shaker said.

He said that Iraq had two types of chemical weapons, as he put it "one is very dangerous and the other is soft."

Iranian officials say Shaker was referring to cyanide bombs, which kill within 10 seconds, and mustard gas, which is slower acting and remains in the air for up to 20 minutes.

The Iraqi pilot said, "God will ask us, all of us, about this bad method of killing."

And he added, "I ask all nations in the world to put this war in their mind and work and work and work in order to bring an end to the war."

FAMILLE CHRETIENNE 14.04.88

LE MONDE

IRAN-IRAK

LES RETOMBEES DE LA GUERRE CHIMIQUE

L'usage de gaz de combat par les Irakiens contre les civils kurdes incite à l'escalade dans la guerre et oblige les grandes puissances à un choix difficile.

À l'intérieur de toute guerre, il existe quatre armes dont l'emploi est universellement considéré comme inadmissible : la famine organisée, les gaz asphyxiants, la bombe bactériologique et la bombe atomique. Celui qui les utilise, même contre un adversaire peu sympathique, nuit à sa cause. C'est le cas de l'Irak. Le bombardement aux gaz, effectué en mars par son aviation, a fait 5.000 morts aux poumons brûlés. Cela marque un tournant dans le conflit qui l'oppose à l'Iran depuis sept ans et demi. L'Irak inquiet désormais presque autant que l'Iran.

Les premiers gaz asphyxiants de la guerre moderne ont été utilisés par les Allemands en 1915, à Ypres, en Flandre. Leur couleur les faisaient surnommer « gaz moutarde ». En 1939, la France redoutait une nouvelle guerre chimique. Elle a équipé de masques à gaz certains civils, les militaires et même les chevaux et mulets de l'armée auxquels il fallait passer un « masque à gaz pour solipèdes », ce qui n'était pas une opération facile. En fait, la Seconde Guerre mondiale a employé d'autres armes. Les gaz ont alors semblé être mis au rancart.

Ils ont pourtant discrètement réapparu en 1986 sur trois fronts. En Angola, les mercenaires cubains, armés par l'URSS, en ont utilisé contre les rebelles pro-occidentaux de l'Unita. L'aviation soviétique a bombardé aux gaz asphyxiants certaines vallées afghanes. Enfin l'Irak a fait quatre petites attaques ponctuelles aux gaz, à titre expérimental. Dans ces trois cas, il s'agit de guerres longues où les gaz ont été utilisés pour tenter - en vain - de gagner (Angola, URSS) ou de ne pas

perdre (Irak). C'est un aveu de faiblesse exaspérée, où l'on transgresse la règle implicite du jeu.

Paradoxe : Ce sont 5.000 citoyens irakiens que l'aviation de leur pays a sciement gazés en mars dernier. Elle a bombardé une vallée du Kurdistan irakien que les troupes iraniennes avaient conquise, puis dépassée. Bagdad a considéré ces Kurdes comme des collaborateurs de l'ennemi. Les Kurdes, qui se disent descendants des anciens Mèdes, habitent une vaste région montagneuse partagée entre l'Iran, l'Irak et la Turquie. Comme leurs voisins Arméniens, ils n'ont pas pu constituer un Etat.



Journaux Mondes, par leur G. d'Alger.

Dans chacune des trois nations, cette ethnologie est minoritaire et soupçonnée de séparatisme. Pour sa conquête du Kurdistan irakien, l'Irak a envoyé des Kurdes iraniens : ils ont invité leurs frères de race à faire sécession en formant un Etat qui se proclamerait indépendant de l'Irak arabe. Les gaz sont venus asphyxier cette tentative.

UN EXEMPLE D'ECRIVABLE

Quels que soient les motifs, cette reprise de la guerre chimique inquiète beaucoup de nations. Quel pays n'aurait pas, en cas de conflit, de bonnes raisons subjectives de transgresser les règles ? De plus, la fabrication de gaz de combat, aisée et peu coûteuse, est à la portée de tout pays du Tiers monde. Il suffit de 27 kilos de « gaz moutarde » pour tuer un million de personnes. L'Irak vient donc de redonner publiquement un exemple dangereux. Son ennemi iranien a beau jeu de le dénoncer et d'en tirer un avantage diplomatique.

Précisément, les subtils dirigeants iraniens ont pour but une victoire diplomatique et psychologique ; et non une conquête militaire que l'Iran, trois fois plus peuplé, pourrait techniquement se permettre. L'Iran veut d'abord faire reconnaître par l'ONU que l'Irak est l'agresseur. Historiquement, c'est exact. En 1980, ce sont les troupes irakiennes qui ont franchi la frontière du fleuve Chott-el-Arab, sous prétexte de « provocations » iraniennes. L'Iran voudrait ensuite faire destituer le président irakien Saddam Hussein, c'est-à-dire montrer symboliquement son pouvoir sur un pays musulman étranger ; enfin obtenir « de justes compensations » qui ont tout pour inquiéter.

LE JEU SUBTIL DE L'IRAK

L'imam Khomeiny, actuellement très malade, a demandé aux dirigeants iraniens de ne pas perdre la guerre, certes, mais de ne pas non plus la gagner sous forme d'une invasion territoriale qui ferait peur à tout le monde arabe. L'Iran veut dominer sans inquiéter. Son but, à moyen terme, est de prendre la tête de la révolution islamique mondiale. Le Liban lui sert de terrain d'essai pour cette conquête subversive.

C'est dans cette logique que des pèlerins iraniens ont suscité des émeutes meurtrières à La Mecque l'an dernier. Les lieux saints de l'Islam se trouvent en Arabie saoudite. L'Irak prétend que leur gestion devrait être assurée non par les seuls Saoudiens, mais par des musulmans de tous pays. En réponse, les Saoudiens soutiennent l'Irak avec les dollars de leur pétrole.

Les grandes puissances et les pays arabes modérés doivent maintenant faire un choix difficile. Cesser de soutenir l'Irak parce qu'il a employé les gaz, c'est risquer une victoire de l'Iran, aux conséquences inquiétantes. Et comment un Irak écrasé rembourserait-il les 18 milliards de francs qu'il doit à la France ? Mais ne pas sanctionner l'arme chimique, c'est inciter n'importe quel pays à l'utiliser impunément.

Cette affaire pourrait avoir accessoirement une conséquence pour la Communauté Economique Européenne. La Turquie est candidate à l'entrée dans le Marché commun, bien que la plus grande partie de son territoire se trouve en Asie. Or, la présence de minorités turques en Iran et en Irak et de Kurdes en Turquie risquerait d'impliquer l'Europe dans des problèmes supplémentaires, alors que l'Europe des Douze est déjà difficile à mener.

Florent Trioux

HALABJA

Ancient people, fierce and proud,
Thrust from side to hostile side,
Pawns in vicious, bitter strife,
Their rights denied.

None will grant the right of choice,
Freedom is a word that's banned,
Oppressed and left without a voice
In any land.

Children's pleasures-still more rare,
Simple happiness bereft,
Pains of hunger, ache of care ;
No joy is left.

Unwanted, yet still not free,
Still enchained, a race apart,
Dreams denied of liberty,
And wounded heart.

And now final cruel blow,
Used as pawns in savage strife ;
Man, wife, child, you cannot know
At stake is life.

Cynical, the devils plan,
Cowardly, with evil guile ;
Now awaiting every man
Destruction vile.

Freedom dead ; nothing to choose,
Homestead not, nor any wealth ;
Nothing left in life to lose
But life itself.

Oh sweet child, with choking breath,
Be consoled in God's own Name,
In your agonising death
It is your HE will reclaim
In happiness.

Ben PIDGEON
Paris le 28 Mars 1988

Le dossier des armes chimiques

De toutes les négociations sur le désarmement, celle sur les armes chimiques est d'une « urgence prioritaire », affirmait jeudi dans une note adressée à la conférence de l'ONU sur le désarmement le ministre allemand des Affaires étrangères Hans Dietrich Genscher. Les 5000 Kurdes gazés à Halabja lors d'une attaque aérienne irakienne qui, selon des experts, n'aurait été menée que par un seul avion, peut-être deux, est une illustration tragique de cette urgence. D'autant plus que l'Irak a, semble-t-il, produit récemment de telles armes de son côté. En ce domaine comme dans celui des armes nucléaires, c'est une fois de plus l'équilibre de la terreur qui peut s'avérer dissuasif. L'histoire des armes chimiques semble le prouver et tout désarmement ne peut s'effectuer que sur ces bases.

A lternativement objet de dramatisation ou d'oubli, l'arme chimique revient à l'actualité.

Brièvement, faisons le point :

1. Ancienne comme l'histoire (paix, huile bouillante, soufre et « feux grégeois »), l'arme chimique a atteint son plein emploi durant la Première Guerre mondiale : gaz lacrymogènes et asphyxiants (chlore et phosgène) d'abord, vesicants provoquant des brûlures graves ensuite (ypérite).

Le Reich hitlérien a développé à partir de 1933 des produits susceptibles de provoquer la mort presque instantanément et à petite dose : les neurotoxiques (sarin, tabun, soman) fabriqués par l'I.G. Farben. Contrairement aux attentes, Hitler fut dissuadé de les employer par la crainte des représailles promises par Roosevelt avec les mêmes produits dont le dictateur supposait les secrets de fabrication connus par les filiales américaines de l'I.G. Farben.

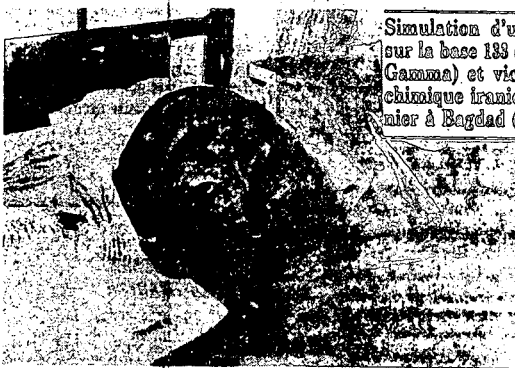
2. Les savants et les stocks allemands furent récupérés par les Alliés en 1945, pour la plus grande part par l'URSS. Depuis lors, a été fait à plusieurs reprises mention d'emploi de toxiques : au Yémen (1963-1969, ypérite d'origine soviétique), au Laos (1975), au Vietnam, au Cambodge et en Afghanistan, sous forme de toxines trichotécènes ou de gaz innervants et incapacitants. Dans le conflit Iran-Irak, pour la 3^e fois, fin mars, les Iraniens accusent les Irakiens d'emploi de toxiques. Les premières fois les commissions d'enquête de l'ONU avaient conclu à l'emploi probable d'ypérite, sans d'ailleurs totalement exclure, semble-t-il, l'usage par l'Irak de quelques toxiques. Les images produites par l'Irak ces derniers jours de mars 1988 montrent des brûlés qui pourraient l'avoir été par de l'ypérite, mais aussi des corps soudainement atteints par la mort sans blessures apparentes qui pourraient avoir été victimes de neurotoxiques. L'exacte réalité ne pourra être établie qu'après enquête par des experts.

INTERDITES DE PREMIER EMPLOI

3. Les armes chimiques sont interdites de premier emploi, mais non de production et de riposte, par la Convention de Genève ratifiée par 118 nations (dont l'Irak et l'Iran). La Convention de 1972, ratifiée par 113 pays, de rédaction plus précise que celle de 1925, interdit l'emploi, la production et le stockage de produits biologiques et toxines et prescrit leur destruction.

Aucune de ces deux Conventions ne prévoit de système de vérification. Leur efficacité est donc aléatoire, notamment pour les armes

chimiques : les nations signataires conservent le droit de riposte, et, par voie de conséquence, droit de recherche et de production. C'est pourquoi, en vue de mettre fin notamment à la prolifération, l'élimination totale des armes chimiques et recherchée par la Conférence du désarmement de Genève. Les négociations sont devenues actives depuis que Gorbatchev, inquiet par la décision américaine de 1980 de reprendre les fabrications arrêtées en 1969, et Reagan ont en 1985 convenu d'intensifier les rencontres pour arriver à une Conven-



Simulation d'une attaque aérienne chimique sur la base 183 de Nancy-Olhey, en haut (photo Gamma) et victime irakienne d'une attaque chimique iranienne hospitalisée le 7 avril dernier à Bagdad (photo AFP).

tion précise et comportant des vérifications.

4. L'élimination des armes chimiques rencontre d'importants obstacles, résumés ci-après.

a) A l'inverse des armements nucléaires, les armements chimiques (production et stockage), ne peuvent être décelés par ce qu'il est communément appelé « les moyens nationaux », c'est-à-dire les satellites. Des vérifications sur place sont nécessaires.

b) L'industrie civile (chimique, colorants, parfums, cosmétiques, etc.) peut fabriquer facilement, rapidement et secrètement des produits de guerre. De plus, les découvertes modernes permettent la réalisation d'armes « binaires » composées de deux produits neutres dont le mélange est toxique, et ne se produit qu'à l'arrivée sur l'objectif avec un double avantage : les manipulations à l'arrière sont sans danger et ne mettent pas en évidence un produit nocif en rupture de la Convention.

c) Alors que les armes atomiques ne peuvent être produites que par un nombre restreint de nations, on estime que 24 pays au moins sont actuellement capables d'avoir une production de guerre chimique.

d) En raison de la possibilité de camoufler une industrie de guerre, ou de transformer une production civile en fabrication d'armement, le contrôle doit prévoir des rapides vérifications « à la demande » et sur

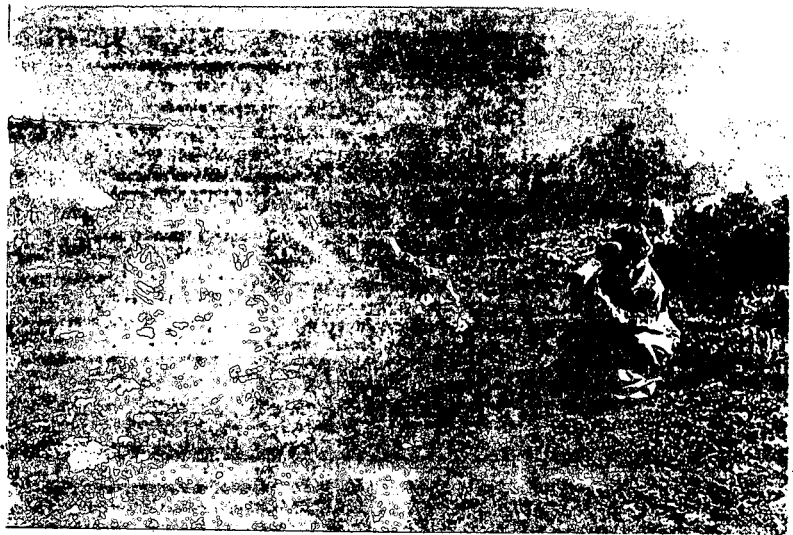
place. Ceci exige le montage d'un système complexe et coûteux (disponibilité permanente d'experts et de moyens de transport, législation internationale détaillée, arbitrage, sanctions, etc.), sans lequel les infractions seront aisées et d'autant plus dangereuses que les nations seront devenues confiantes.

e) Les nations « fermées » chez lesquelles les libertés d'information et de circulation sont réglementées, limitées ou interdites conserveront un avantage certain pour garder secrètes leurs infractions éventuelles par rapport aux nations « ouvertes » comme le sont les démocraties en général.

f) « Aucun traité international ne pourra donner une garantie absolue contre l'éventualité d'une attaque chimique... », constate un document d'étude d'une Conférence tenue au Canada en octobre 1987 sur l'interdiction des armes chimiques.

DOTATIONS SECRÈTES

Les discussions se poursuivront néanmoins avec de bonnes probabilités de réussite. En effet, les deux Grands, à partir du moment où leurs capacités respectives tendront à s'équilibrer - comme c'est le cas en nucléaire - ne trouvent plus intérêt à poursuivre leurs productions. Reste à mettre sur pied un système de contrôle fiable entre eux et - plus difficile peut-être - de nature à éviter la prolifération déjà en cours. Ce sera long.



cienne. Leurs recherches sont, par contre, avancées pour une production moderne.

La France possède des stocks conservés secrets : « L'incertitude fait partie de la dissuasion... » dit André Giraud. Leur faible importance probable apparaît dans la position prise à Genève. Les négociateurs français proposent la constitution de « stocks de sécurité » nationaux de 1 000 à 2 000 t, restreints donc, mais « à valeur dissuasive significative ». Ces stocks astreindraient les adversaires éventuels à prendre, comme les troupes occidentales soumises à la supériorité soviétique pendant dix ans, des mesures de protection qui sont estimées en général provoquant une diminution de 40 % de la valeur opérationnelle des unités combattantes.

6. La suppression des armes nucléaires de portée de 500 km à 5 500 km (option double zéro) crée un trou dans l'échelle de la riposte graduée. A la place des barreaux ainsi devenus manquants, l'arme chimique peut s'insérer; elle accroît ainsi sa valeur relative dans le système de défense et de dissuasion.

GÉNÉRAL
J. COMPAGNON (C. R.)

DEPECHE DU MIDI 14.04.88

Armes chimiques : des Kurdes accusent la France.

Ahmad Bamarai, l'un des porte-paroles de l'Union patriotique du Kurdistan en Europe, a accusé hier, la France de fournir une partie des armes chimiques dont se sert l'Irak pour bombarder les populations kurdes d'Irak, comme il l'a fait le 16 mars dernier à Halabja. « Nous sommes en train d'élaborer un dossier identifiant les firmes de France, d'Allemagne, de Belgique et d'Espagne, qui fournissent à l'Irak les éléments lui permettant de produire ces armes chimiques en utilisant les conseils d'experts venus de ces pays, mais aussi des pays de l'Est », a précisé Ahmad Bamarai.

Quand un journal ou un journaliste force notre estime

JOURNAL DE GENEVE

27.04.88

Toute guerre est tragique, certes, mais il y a des seuils de l'horreur que les pays en guerre s'interdisent de franchir. Tel n'est pas le cas de l'Irak, qui n'hésite pas à utiliser l'arme chimique.

La guerre chimique ou l'horreur ordinaire

Sont-ils quelques centaines ? 2 000 ? Ou 3 000, comme le prétendent les Iraniens ? Il est, pour le moment, impossible de le savoir. Mais il est un fait que les habitants de Halabja, une ville du Kurdistan — des civils pour l'essentiel —, ont été surpris, rattrapés dans leur fuite par la mort ; celle-ci, avec les jours, prend un tour bien ordinaire.

Cette fillette aux cheveux blonds, couchée dans un champ, ce bébé sans ride, dans son bonnet de coton, cette mère étendue face contre terre, sur le palier de sa maison, pour protéger son enfant, ces hommes, les corps à demi sortis de leur camion, n'ont plus que quelques photos pour hurler à leur place. Avec les jours, au silence qui dut suivre la mort instantanée de tout un bourg, succède celui du monde politique.

Le Comité international de la Croix-Rouge, bien sûr, a immédiatement condamné, avec la dernière énergie, des méthodes qui sont contraires au droit international et sont à proscrire pour toujours. Le secrétaire général de l'ONU vient d'envoyer sur place une commission d'enquête. Un certain nombre de porte-parole ont dit la réprobation de leur gouvernement.

Mais quel homme d'Etat s'est levé pour dire, haut et fort : « Ça suffit » ? Cette mort collective et inutile ne suscite que des réactions timides, comme gênées. L'émotion qui suivit, en 1984, l'emploi, par l'Irak, d'armes chimiques dans les marais du Madjun s'est déjà émusée. La banalisation n'est pas loin.

C'est d'abord l'effet d'une guerre étrange, dans laquelle les grandes puissances, depuis huit ans, maintiennent parcimonieusement la ba-

lance entre les belligérants, assurant à celui-ci juste ce qu'il faut de soutien matériel, refusant à celui-là tel appoint en armements, évitant surtout de prendre parti pour l'un ou pour l'autre. L'Irak, qui a fort bien saisi le ressort pervers de cette neutralité, sait qu'en se servant d'armes aussi monstrueuses, il n'encourra ni sanctions ni réprobation bien nettes. De peur d'être taxé d'unilatéral, personne, aucun gouvernement n'ose faire exploser son indignation.

Du coup l'Irak, qui a pourtant signé en 1931 la convention de Genève (interdisant l'emploi des armes chimiques), s'estime en droit d'employer « tous les moyens » pour repousser l'invasisseur iranien. Plus encore, il a récidivé en menaçant de doter les missiles dont il se sert dans la guerre des villes, de charges chimiques. A titre de « représailles et de dissuasion ». Sans reconnaître vraiment avoir fait usage de gaz au Kurdistan, il le revendique. Un tabou est tombé.

Cette banalisation a ensuite un autre fondement : l'aide qu'un certain nombre de firmes européennes, allemandes, britanniques, autrichiennes, belges, italiennes, suisses même, auraient offerte à l'Irak ; même si des efforts sérieux ont été menés par les pays de l'OCDE, dès le milieu des années 80, pour stopper la fourniture de matières premières chimiques et d'installations de laboratoire. A l'instar de la Syrie, qui dispose de ses propres installations, l'Irak, selon l'*Independent* a mis sur pied trois unités de production, l'une à Samarra (ville sacrée pour les chiites, et donc à l'abri des bombes iraniennes), une autre à Al-Fajullah, une troisième à Salman Pak. Le ré-

gime de Saddam Hussein est en mesure de produire 60 tonnes de gaz moutarde par mois, et quatre tonnes de sarin et de tabun. Il n'y est pas parvenu tout seul.

Voilà qui en dit long sur les risques de prolifération des armes chimiques. Risques d'autant plus réels que ces armes ne nécessitent pas, pour certaines d'entre elles du moins, un savoir-faire particulier poussé.

Leur composition est fréquemment très proche de certains pesticides, rendant de plus en plus difficile le contrôle de leur dissémination. A la conférence du désarmement de Genève, les experts des Etats industrialisés constatent avec surprise que les représentants du Tiers Monde tendent à traîner les pieds dans la rédaction de la convention sur les armes chimiques. Est-ce le premier signe de la banalisation d'un type d'armement qui, à la longue, pourrait devenir « arme du pauvre », comme le napalm, comme les mines posées par les Iraniens dans le Golfe ?

De surcroît, les pays riches qui peuvent avoir livré en douce produits et équipements, ne se contentent pas de fermer pudiquement les yeux sur la réalité de cette dissémination. Ils montrent l'exemple.

Les images qui nous en ont été transmises, enfin, sont porteuses d'équivoque : elles devraient figurer l'horreur, elles ne montrent pour beaucoup, que des visages lisses et endormis. Cette « mort très douce », évoquée par Hannah Arendt dans *Eichmann à Jérusalem*, cette mort « miséricordieuse » à laquelle croyaient beaucoup de nazis pour justifier l'holocauste, n'est que l'Apocalypse masquée. ●

LONDRES, 23 mars (AFP) - Une cinquantaine de manifestants kurdes occupent "pacifiquement" depuis mardi après-midi le quartier général londonien du comité britannique de la Croix Rouge, pour protester contre les récents bombardements à l'arme chimique effectués par l'aviation irakienne dans le Kurdistan, selon un porte-parole de la Croix Rouge.

Selon une représentante de l'organisation humanitaire, Mme Pamela Mounter, les manifestants, qui brandissaient des pancartes indiquant qu'ils faisaient la grève de la faim, ont annoncé leur intention de poursuivre pendant quatre jours l'occupation des locaux de la Croix Rouge.

Les manifestants ont également rendu public un communiqué conjoint des différentes associations kurdes du Royaume Uni, qui demande à l'ONU l'envoi immédiat d'une mission d'enquête dans le Kurdistan irakien, et au Comité International de la Croix Rouge - celui de "l'aide médicale et humanitaire nécessaire".

Selon Mme Mounter, et un porte-parole de Scotland Yard, des négociations, afin de mettre fin à cette occupation, se poursuivaient "dans le calme" mercredi matin, entre les manifestants, le comité de la Croix Rouge, et la Police londonienne.

LONDRES, 23 mars (AFP) - La police britannique a fait évacuer tôt mercredi matin, sans incidents, une cinquantaine de manifestants kurdes qui occupaient pacifiquement le siège de la Croix Rouge à Londres pour protester contre l'usage d'armes chimiques par l'Irak au Kurdistan, a indiqué un porte-parole de l'organisation humanitaire.

Au cours de l'occupation, commencée mardi après-midi, les manifestants ont diffusé un communiqué conjoint des différentes associations kurdes du Royaume-Uni demandant à l'ONU l'envoi immédiat d'une mission d'enquête dans le Kurdistan irakien. Le texte appelle par ailleurs le Comité International de la Croix Rouge à envoyer sur place "l'aide médicale et humanitaire nécessaire".

"Ce sont des gens sincères (...), nous éprouvons de la sympathie pour eux, mais notre travail doit se poursuivre", a déclaré mercredi matin un porte-parole de la Croix Rouge.

LONDRES, 24 mars (AFP) - Les quelque quarante militants Kurdes qui avaient envahi vendredi le bureau de la compagnie aérienne Air France dans le centre de Londres ont quitté les lieux sans incident vers 20 heures (heure de Paris), quatre heures après le début de l'occupation.

Ils sont sortis en chantant des slogans, sans intervention de la police, après avoir obtenu la promesse d'un représentant de l'ambassade de France qu'ils seraient refusés lundi prochain à la mission française à Londres.

Les manifestants, qui ont qualifié leur action de "pacifique", entendaient protester contre les récents bombardements à l'arme chimique effectués par l'aviation irakienne au Kurdistan, qui ont fait selon eux 20.000 victimes.

Ils ont également demandé à la France de cesser de soutenir "le régime fasciste de Saddam Hussein" (le président irakien). Ils réclament du gouvernement français une prise de position ferme et claire condamnant ces bombardements et souhaitent l'envoi d'une mission d'enquête au Kurdistan et la dénonciation à l'ONU des bombardements irakiens.

Ils ont démenti avoir menacé de s'asperger d'essence au cas où on aurait menacé de les déloger par la force, ainsi que l'avait indiqué un porte-parole de Scotland Yard.

Mardi dernier, des militants kurdes avaient occupé les locaux de la Croix Rouge à Londres, également pour protester contre l'utilisation par l'Irak d'armes chimiques au Kurdistan.

LONDRES, 25 mars (AFP) - Une quarantaine de militants Kurdes ont envahi vendredi vers 15 h GMT le bureau de la compagnie aérienne Air France, dans le centre de Londres, pour protester contre les récents bombardements à l'arme chimique effectués par l'aviation irakienne au Kurdistan et le soutien de la France au régime irakien.

Les manifestants ont déclaré à l'AFP qu'ils demandaient au gouvernement français de condamner les bombardements au Kurdistan, qui ont fait, selon eux, entre 6.000 et 20.000 victimes. Ils demandent également à la France d'envoyer sur place une mission d'enquête et de cesser de soutenir "le régime fasciste de Saddam Hussein" (le président irakien).

Un représentant de l'ambassade de France est sur place pour négocier avec les manifestants. Il leur a fait part d'un communiqué publié jeudi par le Quai d'Orsay faisant état de "sa condamnation absolue" de l'utilisation des armes chimiques.

LONDRES - De son côté, un porte-parole de la police a indiqué que les manifestants menacent de s'asperger de pétrole si on essaie de les déloger. Ils ont engagé des discussions avec le personnel du bureau d'Air France à New Bond Street qui était injoignable au téléphone.

Les policiers ont pris position devant l'agence et attendent le résultat des discussions, a ajouté le porte-parole de Scotland Yard.

Mardi dernier, une cinquantaine de Kurdes avaient occupé les locaux de la Croix-Rouge à Londres pour protester contre l'usage d'armes chimiques par l'Irak au Kurdistan. Ils avaient été évacués sans incident par la police quelques heures plus tard.

Les manifestants avaient rendu public un communiqué conjoint des différentes associations kurdes au Royaume-Uni, qui demandait à l'ONU l'envoi immédiat d'une mission d'enquête dans le Kurdistan irakien et au Comité International de la Croix-Rouge l'envoi sur place d'une aide médicale et humanitaire.

Des étudiants kurdes manifestent contre l'Irak sur la place Rouge

MOSCOU, 26 avr (AFP) - Une cinquantaine d'étudiants kurdes, en majorité originaires d'Irak et de Syrie, ont pu manifester mardi sur la place Rouge puis défiler dans le centre de Moscou en scandant "mort à Saddam Hussein", le président irakien, a constaté un correspondant de l'AFP.

L'URSS est liée par un traité d'amitié avec l'Irak, dont elle est le principal fournisseur d'armes. Mais les relations entre Moscou et Bagdad se sont quelque peu tendues en raison des réticences de l'Union soviétique à voter au Conseil de Sécurité de l'ONU pour un embargo sur les livraisons d'armes à l'Iran.

A 13H00 (11H00 heure de Paris) les protestataires se sont rassemblés en face de la cathédrale de Basile le Bienheureux, sans que la police, dont la présence ne semblait pas avoir été renforcée pour l'occasion, ne s'y oppose. Ils ont arboré des photos d'enfants kurdes victimes de bombardements à l'arme chimique et des affiches - en russe, en anglais et en allemand - dénonçant les "massacres" au Kurdistan irakien ou réclamant la libération des "prisonniers politiques détenus dans les prisons irakiennes".

Les manifestants, qui ont affirmé qu'il y avait également des Kurdes de Turquie parmi eux, ont en outre distribué des tracts en russe tapés à la machine sur lesquels on peut lire: "Nous Kurdes, représentons toutes les régions du Kurdistan et étudiant en URSS, condamnons la politique de génocide et le recours aux armes chimiques par le régime irakien contre la population de la ville de Halabja (...). Nous appelons à l'aide l'Union soviétique et l'opinion mondiale dans son ensemble".

Des étudiants kurdes...

MOSCOU - Selon eux, "le bombardement à l'arme chimique par les forces armées irakiennes", le mois dernier, de la ville d'Halabja, dans le Kurdistan irakien, a fait "des milliers de morts et de blessés". "Il s'agit de l'Hiroshima du Kurdistan", a lancé l'un des manifestants.

Sous les bourrasques de neige qui balayaient la place Rouge, les étudiants, dont certains venaient de l'Université de Moscou, d'autres de Léninegrad, de Kiev et de Kharkov (en Ukraine), ont scandé en russe et en kurde "A bas les fascistes irakiens", "mort à Saddam Hussein" et "Kurdistan".



Kurdistan". Ils ont ensuite tenté de s'approcher du mausolée de Lénine, mais en ont été poliment dissuadés par les miliciens (policiers en uniforme).

A 13H15, les manifestants, parmi lesquels deux femmes, se sont engagés dans une rue longeant l'hôtel Rossia. Un officier de la milice les a avertis qu'ils "gênaient la circulation" et leur a demandé de se disperser, leur rappelant que la mairie de Moscou leur avait refusé l'autorisation de manifester. Un autre policier les a accusés de "provocation".

Les protestataires se sont cependant dirigés vers les berces de la Moskova. Là, six miliciens aidés par des dizaines de jeunes gens en civil les ont empêchés d'aller plus loin.

MOSCOU - Les étudiants, qui voulaient initialement se rendre à pied à l'ambassade d'Irak, se sont alors assis sur le trottoir. Puis quatre bus et une camionnette ont été amenés par les forces de l'ordre et les correspondants occidentaux se sont vus enjoindre de quitter les lieux.

Vers 14H00, à l'issue de longues tergiversations, les étudiants ont fini par se disperser, après, ont-ils affirmé, avoir été menacés de représailles par les policiers, qui ont noté quelques noms.

L'un d'entre eux a déclaré avoir été averti que s'il ne quittait pas les lieux, il serait "renvoyé en Irak".

"Nous demandons à la presse soviétique d'évoquer le génocide au Kurdistan irakien. Le peuple soviétique n'a pas été informé de cela", a expliqué un de leurs porte-parole.

Il s'agit de la première manifestation non officielle sur la place Rouge rassemblant un nombre relativement important de protestataires depuis les manifestations de Tatars de Crimée de l'été 1987.

QUOTIDIEN DE PARIS 26.03.88

L'IRAK BOMBARDE LES CIVILS

COURRIER PICARD 26.03.88

MOBILISATIONS A PARIS

Vendredi 25 mars devant l'UNESCO, la Fédération internationale des droits de l'homme et la Ligue des droits de l'homme en Iran ont dénoncé la poursuite de la guerre et l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak. La LDHI a demandé en particulier à la France, à l'URSS et à tous les autres de mettre un terme aux ventes d'armes à des régions qui font fi depuis longtemps de la vie de leur citoyens.

A l'initiative des Kurdes résidant à Paris s'est constitué un Comité de solidarité avec les victimes du massacre de Halabjeh afin d'organiser une aide médicale d'urgence pour les blessés et rescapés et de réclamer l'arrêt immédiat de l'aide française à l'Irak. Une manifestation devant l'ambassade d'Irak a réuni environ 300 personnes le mardi 29 mars.

Les bombardements d'armes chimiques par l'aviation irakienne à plusieurs reprises dans la période du 19 au 22 mars dernier, causant la mort de milliers de civils dans la région de Halabjeh (Kurdistan) a soulevé l'indignation et la réprobation générales.

Par contre on est bien obligé de constater que dans notre pays les médias en général, après avoir donné l'information, se sont peu attardés sur la question. Et pour cause!

Outre le fait que les puissances impérialistes s'enrichissent sur plus un million de cadavres, en vendant des armes aux deux belligérants,

- l'Irak est fermement soutenu par la France qui l'arme généreusement: les avions qui ont largué leurs bombes à l'ypérite et au cyanure, sont fort probablement des Mirage français F-1.

- si l'industrie pharmaceutique et de pesticides irakienne a pu servir de base pour la fabrication de ces produits, c'est grâce à la technologie occidentale (Allemagne, USA, Italie, Grande-Bretagne ...) qu'elle a pu mettre au point ces bombes.

- le traité de Genève (1925) qui interdit l'utilisation des armes chimiques, n'en interdit pas la fabrication et admet même implicitement le droit de les utiliser en riposte à une agression de même nature!

Et c'est pourquoi les multiples blâmes des organismes interna-

tionaux contre l'Irak qui utilise l'arme chimique dans sa guerre contre l'Iran depuis mars 1984, blâmes jamais suivis de sanctions, ne sont que des paroles hypocrites pour masquer l'aval implicite des puissances impérialistes. On sait comment celles-ci se servent de ces guerres locales comme champs d'expérimentation!

Et c'est au moment où l'opinion publique constate les effets particulièrement meurtriers et sauvages de ces gaz, que Chirac déclare que l'armée française constituera «un stock minimum» d'armes chimiques comme arme de dissuasion, en complément de l'arme nucléaire!

En effet, lors de la loi de programmation militaire votée par le Parlement en 1986, 700 millions de francs ont été prévus pour la production d'armes chimiques.

Ces événements mettent encore davantage en relief le caractère de plus en plus barbare de l'impérialisme générateur de souffrance et de mort pour les peuples. Ils doivent nous inciter à redoubler d'efforts dans notre lutte contre lui pour hâter la destruction de ce système.

Mais dès aujourd'hui il faut se mobiliser pour exiger:

- L'interdiction de la fabrication d'armes chimiques.

- L'arrêt des livraisons d'armes, quelles qu'elles soient, aux pays en guerre et en particulier à l'Irak et à l'Iran.

Londres : des Kurdes envahissent Air France

Une quarantaine de militants kurdes ont envahi hier après-midi le bureau de la compagnie aérienne Air France dans le centre de Londres et menacé de s'asperger de pétrole si on essayait de les déloger.

« Les Kurdes occupent les lieux et discutent avec le personnel de l'agence d'Air France » a précisé un porte-parole de Scotland Yard.

Les forces de police ont pris position devant l'agence de New Bond Street et attendent le résultat des discussions.

AL SACE 29.03.88

Des Kurdes occupent le bureau d'Air France à Londres

Une quarantaine de militants Kurdes ont envahi hier après-midi le bureau de la compagnie aérienne Air France, dans le centre de Londres, pour protester contre les récents bombardements à l'arme chimique effectués par l'aviation irakienne au Kurdistan et le soutien de la France au régime irakien.

Les manifestants ont déclaré qu'ils demandaient au gouvernement français de condamner les bombardements au Kurdistan, qui ont fait, selon eux, entre 6000 et 20.000 victimes. Ils demandent également à la France d'envoyer sur place une mission d'enquête et de cesser de soutenir le régime fasciste de Saddam Hussein (le président irakien). Ils ont menacé de s'asperger de pétrole si on essayait de les déloger.

Les militants Kurdes ont quitté les lieux sans incident vers 20 h.

OCCUPATION D'AIR FRANCE

A LONDRES. Une quarantaine de militants kurdes ont envahi hier vers 15 h le bureau de la compagnie aérienne Air France, dans le centre de Londres, pour protester contre les récents bombardements à l'arme chimique effectués par l'aviation irakienne au Kurdistan et le soutien de la France au régime irakien. Les manifestants ont déclaré à l'AFP qu'ils demandaient au gouvernement français de condamner les bombardements au Kurdistan, qui ont fait, selon eux, entre 6 000 et 20 000 victimes.

Vers 20 heures, les militants kurdes ont quitté les lieux sans incident en chantant des slogans, sans intervention de la police, après avoir obtenu la promesse d'un représentant de l'ambassade de France qu'ils seraient reçus lundi prochain à la mission française à Londres.

VAR MARTIN 29.03.88

EN BREF

Autriche.- Trois à quatre manifestants kurdes ont pénétré hier, de force, dans l'ambassade d'Irak à Vienne et ont été refoulés par un membre des services de sécurité irakien qui a tiré plusieurs coups de feu.

Cet incident a eu lieu au cours d'une manifestation devant l'ambassade, qui rassemblait quelques 70 Kurdes protestant contre « la guerre chimique au Kurdistan, qui a fait 5.000 morts et 9.000 blessés ».

Fin de la manifestation des Kurdes devant l'ambassade américaine à Londres

LONDRES, 28 mars (AFP) - Les quelque 200 Kurdes qui manifestaient depuis dimanche soir devant l'ambassade des Etats-Unis à Londres pour protester contre "l'usage d'armes chimiques par l'armée irakienne au Kurdistan", se sont dispersés sans incident lundi midi, a annoncé Scotland Yard.

Les manifestants kurdes ont demandé, en vain, à être refusés par l'ambassadeur américain à Londres afin de lui remettre une lettre de protestation contre "le génocide des Kurdes" et "le soutien des Etats-Unis et des puissances occidentales au régime du président irakien Saddam Hussein".

"Nous organiserons prochainement d'autres actions afin de sensibiliser l'opinion publique sur les atrocités au Kurdistan", a indiqué un porte-parole des manifestants, le Dr Kamal Meerawdali.

Vendredi dernier, quelques dizaines de Kurdes avaient occupé pendant quatre heures les locaux de la compagnie aérienne Air France à Londres. Mardi, ils avaient investi pacifiquement le bâtiment de la Croix-Rouge britannique.

Un membre du personnel de l'ambassade d'Irak à Vienne blessé lors d'une manifestation kurde

VIENNE, 28 mars (AFP) - Un membre du personnel de l'ambassade d'Irak à Vienne a été légèrement blessé lors d'une échauffourée lundi matin, pendant une manifestation de quelque 70 Kurdes qui protestaient devant cette ambassade contre "la guerre chimique au Kurdistan qui a fait 5.000 morts et 9.000 blessés", a annoncé la police autrichienne.

Quelque 60 manifestants ont été appréhendés à la suite de l'incident, a indiqué la police dans un communiqué. Selon la police, cinq à 10 manifestants ont réussi à s'introduire de force dans l'ambassade. Plusieurs coups de feu ont alors été tirés à l'intérieur du bâtiment avant que les intrus n'en furent expulsés, a précisé la police selon laquelle d'autres manifestants ont jeté des pierres contre l'ambassade, brisant plusieurs vitres.

L'ambassadeur d'Irak en Autriche, M. Wahbi Razzak Al-Qaraguli, a critiqué dans la soirée, dans une déclaration à l'agence autrichienne APA, le manque de protection policière de son ambassade et il a demandé une surveillance renforcée.

Le ministre autrichien de l'Intérieur, M. Karl Blecha, a pour sa part présenté à M. Al-Qaraguli, "les regrets du gouvernement autrichien" et lui a annoncé qu'une enquête était en cours. Celle-ci devrait aboutir "si nécessaire", selon M. Blecha, à un renforcement de la surveillance policière de l'ambassade.

La Norvège accepte d'accueillir des Kurdes victimes des gaz

OSLO, 28 mars (AFP) - La Norvège accueillera cinq gazés, victimes de l'attaque de la ville d'Halabja dans le Kurdistan irakien, a déclaré lundi un porte-parole du gouvernement norvégien.

Les cinq Kurdes seront probablement admis pour traitement à l'hôpital d'Haukeland de Bergen, a ajouté le porte-parole.

La Suède avait déjà annoncé dimanche qu'elle était prête à accueillir pour les soigner quelques victimes du bombardement d'Halabja.

MANAMA - Les mouvements de protestation kurdes se sont succédés dans le monde. Deux cents kurdes ont manifesté devant l'ambassade des Etats-Unis à Londres pour demander à Washington de "cesser son appui au régime fasciste irakien de Saddam Hussein (le président irakien)". D'autres Kurdes ont manifesté devant les ambassades d'Irak à Washington et à Vienne, où des coups de feu ont été entendus.

D'autre part, l'opposition armée iranienne, l'Armée de libération nationale iranienne (ALNI), constituée des Moudjahidine du Peuple, basée en Irak, a annoncé le déclenchement de sa plus importante opération militaire en territoire iranien qu'elle a baptisée Khorshid Taban (soleil brillant).

Selon un communiqué, 15 brigades de l'ALNI ont pris dans la nuit de dimanche à lundi, le contrôle de 600 km² à l'ouest de la ville de Shush ainsi que la route qui relie Dezfool à la localité frontalière de Fakkeh, dans l'ouest de l'Iran, et ont anéanti une division iranienne.

D'autre part, l'aviation irakienne a mené, selon Bagdad, des raids contre quatre villes iraniennes, Kuhdast, Ilam, Dezfool, et Borujerd.

Par ailleurs, des vedettes manifestement iraniennes ont poursuivi les attaques de pétroliers traitant avec des ports arabes. Deux super-pétroliers, l'un danois, le Karama Maersk, et l'autre libérien, le Golar Kansaf, ont été attaqués à quelques heures d'intervalle dans le sud du Golfe. Le premier a été sérieusement touché, alors que les dégâts sont mineurs à bord du second pétrolier. Les deux attaques n'ont pas fait de victimes.

VIENNE, 28 mars (AFP) - Trois à quatre manifestants kurdes ont pénétré lundi de force dans l'ambassade d'Irak à Vienne et ont été refoulés par un membre des services de sécurité irakien qui a tiré plusieurs coups de feu, apprend-on de source policière autrichienne.

Cet incident a eu lieu au cours d'une manifestation devant l'ambassade, qui rassemblait quelque 70 Kurdes protestant contre "la guerre chimique au Kurdistan qui a fait 5.000 morts et 9.000 blessés".

Selon un porte-parole des manifestants, un gardien de l'ambassade, armé d'un fusil-mitrailleur a tiré plusieurs coups de feu. Aucune personne n'a été blessée dans cet incident. La police autrichienne qui n'a pas été autorisée à pénétrer dans l'ambassade a confirmé avoir entendu des coups de feu.

Plusieurs vitres de l'ambassade ont été brisées au cours de la manifestation qui a été dispersée par la police. Cette dernière a appréhendé une cinquantaine de manifestants, apprend-on de source judiciaire.

LONDRES, 28 mars (AFP) - "Halte à la guerre chimique au Kurdistan". "A bas le régime fasciste de Saddam Hussein". Autour de quelques banderoles, quelque deux cents manifestants kurdes veillent pacifiquement depuis dimanche soir devant l'ambassade des Etats-Unis, en plein centre de Londres, pour "protester contre 27 ans de génocide".

"Nous ne partirons pas tant que nous n'aurons pas remis notre lettre à l'ambassadeur en personne", explique leur porte-parole, le Dr Kamal Meerawdali. "Nous resterons autant qu'il le faudra".

"Dans cette lettre, nous demandons aux Etats-Unis, comme aux autres puissances occidentales, de cesser d'appuyer le gouvernement irakien. Tout gouvernement qui soutient l'Irak, partage la responsabilité de ses crimes au Kurdistan", ajoute-t-il.

Cette manifestation s'inscrit dans le cadre d'une série d'actions spectaculaires destinées, selon ces Kurdes, à "attirer l'attention de l'opinion londonienne et internationale sur les atrocités au Kurdistan".

Les manifestants veulent "faire pression pour que les pays occidentaux condamnent le régime irakien devant l'ONU et envoient une mission de cessez-le-feu au Kurdistan". Ils souhaitent également que les victimes des attaques chimiques au Kurdistan puissent être soignées dans les hôpitaux américains et d'Europe occidentale. Enfin, ils exigent le "retrait des troupes irakiennes" du Kurdistan et "le droit à l'autodétermination pour le peuple kurde".

Mardi dernier, quelques dizaines d'entre eux avaient occupé les locaux de la Croix-Rouge britannique. Vendredi soir, ils avaient occupé pacifiquement le bâtiment de la compagnie aérienne Air France.

Environ 6.000 à 7.000 Kurdes sont installés en Grande-Bretagne, parmi lesquels 3.000 sont originaires de Turquie.

LONDRES, 28 mars (AFP) - Plusieurs centaines de manifestants kurdes, dont des femmes et des enfants, ont passé une bonne partie de la nuit de dimanche à lundi devant l'ambassade des Etats-Unis à Londres pour protester contre l'emploi par l'Irak d'armes chimiques au Kurdistan.

Aux premières heures de la matinée, ils étaient toujours devant l'ambassade dont ils attendent l'ouverture pour remettre une lettre de protestation à l'ambassadeur.

Dimanche à minuit quelque 500 Kurdes, selon les organisateurs, 200, selon la police, avaient manifesté pendant deux heures dans les rues de la capitale britannique pour se rendre à l'ambassade américaine où ils ont pris position depuis 2H30, veillant tout le reste de la nuit à la chandelle.

"Cette nuit c'était le nouvel an Kurdistan mais nous ne l'avons pas fêté comme d'habitude. Nous avons décidé de manifester de manière pacifique pour protester contre l'usage d'armes chimiques au Kurdistan qui ont fait au moins 5.000 victimes Kurdes. La plupart des gens qui sont ici ont perdu des parents dans cette attaque", a affirmé un responsable de cette manifestation à la presse britannique.

La semaine dernière, quelques dizaines de kurdes avaient occupé les locaux de la Croix Rouge (mardi), puis ceux d'Air France (jeudi), pour protester contre l'usage d'armes chimiques au Kurdistan. Lors de l'occupation pendant quatre heures du bureau londonien d'Air France, ils avaient demandé au gouvernement français de "condamner clairement, devant l'ONU, l'usage par l'Irak d'armes chimiques" et de cesser de soutenir "le régime fasciste de Saddam Hussein" (le président irakien).

MIDI LIBRE 29.03.88

ARMES CHIMIQUES

LES KURDES MANIFESTENT A LONDRES, VIENNE ET PARIS

■ Les manifestations organisées par des Kurdes depuis quelques semaines dans la plupart des capitales européennes se multiplient et prennent parfois des aspects dramatiques. Hier à Vienne, une centaine de manifestants se sont regroupés devant l'ambassade d'Irak et ont commencé à scander des slogans contre le pouvoir de Bagdad et contre l'utilisation des armes chimiques. Des banderoles étaient déployées sur lesquelles on pouvait lire : 5.000 morts et 9.000 blessés.

A un moment, cinq ou six manifestants sont parvenus à rentrer dans les locaux de l'ambassade. Un garde irakien a surgi du poste de sécurité, armé d'une mitrailleuse et a ouvert le feu en direction du plafond. Les manifestants se sont alors retirés en courant et la police autrichienne n'a pas été autorisée à pénétrer dans l'ambassade.

Il semblerait que les coups de feu n'aient atteint personne, mais la police a arrêté une cinquantaine de Kurdes qui sont actuellement interrogés.

Hier soir, un petit nombre de blessés kurdes originaires de la ville irakienne d'Halabja sont arrivés à Vienne. Ils doivent suivre

un traitement médical approprié à la suite des attaques aux gaz perpétrées par les forces irakiennes. D'autres personnes, blessées dans des circonstances identiques, sont arrivées dimanche à Stockholm.

Téhéran a, par ailleurs, lancé hier un nouvel appel aux organisations internationales, leur demandant de lui fournir d'urgence des médicaments indispensables pour soigner les victimes de bombardements aux armes chimiques.

Le ministre iranien de la Santé a communiqué une liste de neuf produits destinés au traitement des Kurdes irakiens blessés lors du bombardement par l'Irak de la localité irakienne de Halabja et des combattants iraniens intoxiqués en leur prodiguant les premiers secours.

A Londres, c'est une retraite aux flambeaux qui avait été organisée par la communauté kurde. Dans la nuit de dimanche à lundi, plusieurs dizaines de manifestants se sont regroupés pour une veillée devant l'ambassade américaine. Un des porte-paroles de la manifestation a expliqué que les Kurdes avaient choisi l'ambassade des Etats-

Unis : « Parce que l'Amérique est un grand pays qui autorise les plus petits à agir de la sorte ».

Tout s'est déroulé dans le plus grand calme et, au cours de la nuit, un membre de la mission diplomatique américaine est sorti pour s'entretenir avec les Kurdes et recueillir une pétition.

Vendredi, c'est devant les locaux de la représentation d'Air France à Londres que les Kurdes s'étaient rassemblés. Ils entendaient protester contre les ventes françaises d'armes à Bagdad. Ils sont restés quelques heures dans les bureaux de l'agence et en sont repartis sans incident, l'ambassadeur de France, Luc de la Barre de Nanteuil ayant promis de recevoir une délégation aujourd'hui.



▲ Hier enfin à Paris, devant le siège de l'Unesco, quelques manifestants appartenant aux Fedayins se sont regroupés autour de panneaux demandant l'arrêt de la guerre Iran-Irak et la suppression des armes chimiques (Photo Router).

BAGDAD, 29 mars (AFP) - L'Irak a adressé mardi un message officiel au secrétaire général des Nations Unies, M. Javier Perez de Cuellar, l'accusant notamment de "partialité" en faveur de l'Iran.

M. Perez de Cuellar avait fait part vendredi dernier de sa "condamnation irrévocable" de l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak et envoyé en Iran une mission de l'ONU, qui est arrivée lundi à Téhéran, pour examiner les blessés iraniens.

Dans un message rendu public mardi à Bagdad, le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, a reproché à M. Perez de Cuellar notamment son "enthousiasme" à satisfaire les demandes de l'Iran et son insistance à "ignorer" l'invasion iranienne du territoire irakien.

M. Aziz, qui a demandé à M. Perez de Cuellar que le message soit distribué en tant que document officiel de l'ONU, a réaffirmé la "détermination de l'Irak à recourir à tous les moyens disponibles pour se défendre".

M. Aziz a d'autre part demandé à M. Perez de Cuellar d'envoyer "immédiatement" une mission de l'ONU en Iran pour enquêter sur les conditions de détention des "dizaines de milliers" de prisonniers de guerre irakiens et en particulier sur le sort de 27.000 d'entre-eux qui "ont disparu et dont on ne retrouve aucune trace", selon le message.

BAGDAD - M. Aziz a souligné dans son message "l'amertume et la déception" de l'Irak à la suite du communiqué "partial et inéquitable" de M. Perez de Cuellar sur le recours aux armes chimiques.

"L'Iran a utilisé à plusieurs reprises les armes chimiques et nous vous en avons informé, mais vous n'avez pas réagi d'une manière prompte et active comme vous le faites aujourd'hui avec promptitude et enthousiasme pour satisfaire les demandes d'un régime barbare qui fait fi de l'Organisation dont vous êtes le secrétaire général", a écrit M. Aziz à M. Perez de Cuellar.

Le ministre irakien a reproché également au secrétaire général de l'ONU d'avoir publié son communiqué tout en sachant que l'Iran est la partie qui poursuit la guerre et refuse, depuis huit mois, d'appliquer la résolution 598 du Conseil de sécurité ordonnant un cessez-le-feu sur tous les fronts en prévision d'un règlement de paix globale.

"Vous n'avez pas bougé et vous n'avez pas condamné lorsque je vous ai informé du bombardement sauvage de nos villes par l'Iran", a ajouté M. Aziz.

"L'Iran, a-t-il poursuivi, a lancé une nouvelle invasion et a occupé une ville irakienne --Halabja, dans le Kurdistan irakien-- sous les yeux du Conseil de Sécurité et, en dépit de tout cela, vous ignorez l'invasion irakienne et toutes les violations de la loi internationale par l'Iran pour vous concentrer, comme le veut Téhéran, sur un seul aspect du conflit".

HERALD TRIBUNE 29.03.88 Shots Fired at Vienna Kurdish Rally

The Associated Press

VIENNA — Shots were fired Monday during a Kurdish demonstration outside the Iraqi Embassy in Vienna to protest the use of chemical weapons, the police said. No one was hurt in the incident.

A participant in the demonstration told an Austrian radio station that a man with an automatic rifle fired shots into the streets from inside the embassy building.

A police spokesman confirmed that at least six shots had been fired inside the building.

The police said 64 people were arrested for their part in the two-hour protest, one of many at Iraqi missions all over the world.

The demonstrator told the Austrian radio station that a delegation of three or four protesters wanted

to speak to officials from the embassy to protest the use of chemical weapons in the Gulf War.

Iran claimed that after its forces overran the Iraqi Kurdish town of Halabja, the Iraqi Air Force on March 16 and 17 dropped cyanide gas and nerve gas that killed at least 3,000 people and injured 10,000.

The demonstrator, who was not identified by the radio, accused Iraq of "war crimes" and "violating human rights."

The police spokesman said some demonstrators forced their way into the building and "shoved" embassy personnel, but embassy security guards forced the protesters back out of the building.

Iran Attacks Tankers

Iranian gunboats attacked two

tankers Monday and Iraq claimed that its warplanes hit a ship the day before, all three in the southern reaches of the waterway, Reuters reported from Dubai.

Shipping sources said Iranian gunboats attacked the 337,700-ton Danish Karama Maersk and the 219,287-ton Liberian-flag Golar Kansai off the coast of the United Arab Emirates.

No casualties were reported in the two attacks by Iranian gunboats. They brought to nine the number of neutral ships hit by Tehran in eight days.

Meanwhile, the Iranian news agency IRNA said Iraqi aircraft bombed residential areas of three western Iranian cities, killing and wounding civilians.

30.03.88

VOLKS



STIMME

Zentralorgan der Kommunistischen Partei Österreichs

Kurden: Proteste gegen Irak — Giftgasopfer trafen in Wien ein

WIEN. Sechs kurdische Giftgasopfer sind Dienstag früh an Bord einer iranischen Maschine in Wien eingetroffen. Zwei der Patienten werden jetzt im AKH, die übrigen in einer Wiener Privatklinik ärztlich betreut.

Unter den Opfern des wohl schwersten Giftgaseinsatzes der irakischen Luftwaffe im Verlauf des Golfkrieges, der rund 5000 Zivilisten der kurdischen Stadt Halabjah das Leben gekostet hat, befindet

sich auch der 16jährige Sohn des iranischen Parlamentspräsidenten Hashemi Rafsanjani, der, auf freiwilligem Fronteinsatz, von dem Nervengas schwer verletzt wurde.

Zur Kundendemonstration am Montag vor und in der irakischen Botschaft in Wien, bei der auf die Demonstranten von einem Botschaftsangehörigen scharf geschossen wurde, nahm am Dienstag Innenminister Blecha Stellung. Noch am Tag des Zwischen-

falls hat der irakische Botschafter bei Blecha eine verstärkte Bewachung seines Gebäudes angefordert. Der Zugang zur Botschaft wurde der Polizei bis jetzt verweigert. Von den 60 vorübergehend festgenommenen Demonstranten hatte keiner eine Schusswaffe bei sich.

Inzwischen mehrten sich auch in Österreich die Proteste gegen den irakischen Völkermord am kurdischen Volk. Die KfO und der anti-

imperialistische Solidaritätsclub protestierten gegen den Giftgasangriff.

Bei einer Versammlung der KPÖ-Leopoldstadt wurde Montagabend eine Protestresolution an die Bundesregierung abgeschickt, sich für die Einrichtung eines internationalen Tribunals einzusetzen, bei dem auch jene westeuropäischen Firmen angeprangert werden, die dem Irak die Erzeugung und Verwendung von Giftgas ermöglichen.

Irak et armes chimiques

Une mission de l'ONU en Iran

Les deux experts mandatés par les Nations Unies pour enquêter en Iran au sujet de l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak ont été reçus lundi, peu après leur arrivée à Téhéran, par M. Mohammad Javad Larjani, vice-ministre des Affaires étrangères chargé des affaires économiques et internationales, a annoncé l'agence iranienne IRNA reçue à Paris.

Le vice-ministre iranien a entretenu les experts de l'ONU des « attaques criminelles de l'Irak contre les villes iraniennes et de l'emploi par le régime de Bagdad d'armes chimiques », ajoute IRNA.

M. Larjani a, selon l'agence, affirmé que « le peuple iranien et l'opinion publique internationale attendaient des Nations Unies, une condamnation formelle du régime irakien pour l'emploi d'armes chimiques en violation du protocole de Genève

de 1925 » et demandé que l'ONU « prenne des mesures pour forcer Bagdad à respecter les conventions internationales dans ce domaine ».

L'agence iranienne affirme par ailleurs que les experts mandatés par le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar ont visité lundi un hôpital à Téhéran où un grand nombre de victimes des « bombardements chimiques irakiens » sont actuellement traités. « De nombreux Kurdes hospitalisés dans la capitale iranienne sont des femmes et des enfants victimes des gaz irakiens utilisés par le régime de Bagdad dans la localité de Halabja la semaine dernière ».

Selon Téhéran, le bombardement aux armes chimiques dans cette seule localité, le 18 mars dernier, aurait fait 5.000 morts parmi sa population kurde.

L'Irak critique l'ONU.

L'Irak a violemment critiqué mardi le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, pour avoir consenti à envoyer à Téhéran une mission d'enquête sur l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak.

Le secrétaire général de l'ONU a délégué à Téhéran une mission de deux experts, qui ont été reçus lundi par le vice-ministre iranien des Affaires étrangères M. Mohammad Javad Larjani.

Le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, a adressé un message à M. Perez de Cuellar lui reprochant « son enthousiasme » à satisfaire les demandes iraniennes et qualifiant son attitude de « partielle ».

Il l'a accusé de « n'avoir pas réagi » lorsque l'Irak l'a informé que l'Iran « avait utilisé à plusieurs reprises des armes chimiques » et « d'ignorer l'invasion iranienne du sol irakien et le bombardement des villes irakiennes ».

M. Aziz a en outre accusé implicitement M. Perez de Cuellar d'adopter les thèses iraniennes. Il lui a demandé aussi d'envoyer une mission à Téhéran pour enquêter sur le sort de 27.000 prisonniers de guerre irakiens qui, affirme-t-il ont disparu en Iran.

Des images filmées par la télévision iranienne montrant notamment des corps d'enfants sans blessures apparentes et recouverts d'une poudre blanche avaient soulevé une vague d'indignation dans le monde. L'Irak n'a pas démenti l'utilisation par son aviation de bombes chimiques contre la ville kurde de Halabja, et a

affirmé à plusieurs reprises avoir le droit « d'user de tous les moyens pour contrer l'invasion iranienne ».

Depuis la reprise de la guerre des villes, le 28 février dernier, l'Irak affirme implicitement être prêt à mener une guerre totale pour forcer l'Iran à accepter la résolution 598 du Conseil de sécurité, qui ordonne un cessez-le-feu immédiat et le retour des troupes aux frontières internationales.

L'Iran exige, pour accepter un cessez-le-feu, dans ce conflit qui dure depuis sept ans et demi, que l'Irak soit désigné comme l'agresseur et « puni » par un tribunal international.

Dans le Golfe, Bagdad a fait état de l'attaque par son aviation, dans la nuit de lundi à mardi, de deux pétroliers desservant l'Iran. Quant à l'Iran, il a affirmé avoir repoussé lundi dans le centre du front une attaque des troupes irakiennes et d'opposants iraniens.

Enfin, le Premier ministre grec M. Andreas Papandréou a indiqué mardi que la Grèce profitera de sa présidence de la Communauté Européenne à partir du 1er juillet prochain pour prendre une initiative de paix dans le conflit entre l'Iran et l'Irak.

Le Premier ministre grec a fait cette déclaration à l'issue d'un entretien avec le ministre iranien des Affaires étrangères, M. Ali Velayati, en visite officielle en Grèce depuis lundi. Ce dernier a indiqué qu'il avait eu de « bonnes discussions » avec les dirigeants grecs et s'est félicité de « la position très positive du gouvernement néo-démocratique ».

STAMPA 9.04.88



MANIFESTAZIONE DI CURDI A ROMA

Roma. Momenti di tensione ieri mattina dinanzi agli uffici delle linee aeree irachene, durante una manifestazione di cittadini curdi contro l'uso delle armi chimiche. I dimostranti, circa 200, scandivano slogan e issavano cartelli contro Saddam Hussein. Ad un tratto un giovane sostenitore del leader iracheno ha cominciato a gridare con le mani in alto « Viva Hussein ». E' stato circondato da un gruppo di dimostranti e scaraventato a terra. La polizia è intervenuta immediatamente. La manifestazione è poi proseguita regolarmente e si è sciolta verso mezzogiorno.

L'EVENEMENT DU JEUDI

7.04.88

LA JUSTICE CONTRE LA GUERRE

Je me révolte contre les images de massacres des populations civiles au Kurdistan irakien que nous avons reçues sans explication, sans commentaire. (...) Les Français savent que les populations civiles appartenant à la minorité ethnique kurde sont gazées dans leurs villages. Une sorte d'Oradour oriental en plein air (...).

Je voudrais dire qu'il existe des moyens juridiques de mettre un terme aux atrocités de ce conflit, et à ce conflit lui-même. Les conventions de Genève adoptées sous l'égide de la Croix-Rouge réglementent strictement le droit de la guerre et la protection des populations civiles. Le contrôle du respect de ces obligations est confié par les Etats à la Croix-Rouge. Or celle-ci a lancé en 1983 un SOS, estimant, devant l'ampleur des atrocités, qu'elle ne pouvait assumer elle-même ce travail. Quels sont les Etats qui ont

entendu cet appel leur redonnait toute la responsabilité du contrôle? (...)

La charte des Nations unies prévoit justement l'envoi de la police ou de l'armée internationale, les Casques bleus, pour sauver ce qui peut l'être avant de pouvoir rétablir un ordre juridique (...).

Notre mauvaise conscience de marchands de canons ne devrait pas nous faire oublier que nous devons aussi porter l'habit du pompier dans cette région du monde.

La France doit, puisqu'on nous assure qu'elle est encore gouvernée en ce moment, demander la convocation du Conseil de sécurité des Nations unies, demander la création d'une mission d'enquête internationale, et prendre avec les autres pays les mesures d'interposition et de sanction qui s'imposent.

Françoise Bouchet, juriste, Paris.

Irakiens gazent Irakiens



C'est à l'unanimité que le Parlement européen a condamné l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak en violation flagrante du droit international. Le 20 mars dernier, l'emploi de ces gaz a provoqué le décès de plus de 5.000 civils dans la ville kurde de Halabja. Sur la photo, deux des victimes: une mère et son bébé (photo News). Encore ne faut-il pas en rester à l'indignation. Aussi les Douze sont-ils invités à rechercher les moyens d'une action concertée avec les Etats qui ont voté en faveur de la résolution 598 du Conseil de Sécurité des Nations unies sur un cessez-le-feu immédiat et d'imposer à tout le moins aux belligérants un embargo sur les ventes d'armes. Le Conseil est encore invité à agir pour empêcher la déportation des Kurdes dans des camps de concentration.

RETOMBÉES

L'humanité saura-t-elle trouver les hommes de main capables de supprimer, de neutraliser le responsable du bombardement des Kurdes par des armes chimiques ? Parce qu'il doit quand même exister, l'individu qui en a donné l'ordre. Ces hommes ne doivent pas manquer, soit bénévoles révoltés, soit mercenaires cupides sans scrupules.

Car enfin, soit ces actes barbares sont permis et alors bombarder tous les pays pauvres qui viendront bien un jour manger dans notre assiette, les pays riches qui nous regardent de haut ; bombarder Paris, inutile mégapole qui se nourrit sur le dos de la province qu'elle méprise ; et bombarder mon voisin qui m'empêche de... non, non, pas mon voisin, il

pourrait y avoir des retombées. Soit ils sont absolument interdits, et je ne comprends pas pourquoi on se contente de filmer des milliers de morts innocents, de tous âges — Ah le choc des photos ! — en toute impunité pour le coupable.

Mais, par pitié, cessez cette hypocrisie. Dites-nous ce qu'il en est vraiment. On recherche désespérément les Barbie d'une trop vieille guerre et on laisse consciencieusement sévir les Barbie d'aujourd'hui. Hommes politiques qui exigez nos suffrages, la moindre des politesses serait que vous serviez à quelque chose. Vous avez tous les pouvoirs :

Les gaz, comme vos indifférences, n'ont pas d'odeur.
JACQUES SIGOT
MONTREUIL-BELLAY

MOSCOU, 26 avr (AFP) - Une cinquantaine d'étudiants kurdes, venant en majorité d'Irak et de Syrie, ont manifesté mardi sur la Place Rouge puis ont défilé dans le centre de Moscou en scandant notamment "mort à Saddam Hussein", le président irakien, a constaté un correspondant de l'AFP.

L'URSS est liée par un traité d'amitié avec l'Irak, dont elle est le principal fournisseur d'armes. Mais les relations entre Moscou et Bagdad se sont quelque peu tendues en raison des réticences de l'Union Soviétique à voter au Conseil de Sécurité de l'ONU l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Irak.

Les manifestants entendaient notamment protester contre "le bombardement à l'arme chimique par les forces armées irakiennes", le mois dernier, de la ville d'Halabja, dans le Kurdistan irakien.

Au bout d'une heure, les étudiants, qui voulaient se rendre à pied jusqu'à l'ambassade d'Irak, se sont dispersés après, ont-ils affirmé, avoir été menacés de représailles par les forces de l'ordre.

Il s'agit de la première manifestation non officielle rassemblant un nombre relativement important de protestataires depuis les manifestations de Tatars de Crimée de l'été 1987.

PARIS, 27 avr (AFP) - Quelque 150 personnes ont manifesté mercredi à Paris pour protester contre le "massacre" de populations civiles kurdes par l'armée irakienne.

Les manifestants ont défilé entre la place de la République et Richelieu Drouot en brandissant des pancartes sur lesquelles on pouvait notamment lire "Halte à la guerre de génocide au Kurdistan irakien" et "Non aux armes chimiques au Kurdistan".

La manifestation était organisée à l'appel de Ligue des Droits de l'homme, du mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) et du comité Kurde d'Halabja.

Plusieurs milliers de personnes ont été tuées par des bombardements irakiens aux armes chimiques dans le Kurdistan irakien, en particulier dans la ville d'Halabja en mars dernier.

PARIS, 27 avr (AFP) - Quelque 150 personnes ont manifesté mercredi à Paris pour protester contre le "massacre" de populations civiles kurdes par l'armée irakienne.

Les manifestants ont défilé entre la place de la République et Richelieu Drouot en brandissant des pancartes sur lesquelles on pouvait notamment lire "Halte à la guerre de génocide au Kurdistan irakien" et "Non aux armes chimiques au Kurdistan".

La manifestation était organisée à l'appel de Ligue des Droits de l'homme, du mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) et du comité Kurde d'Halabja.

Plusieurs milliers de personnes ont été tuées par des bombardements irakiens aux armes chimiques dans le Kurdistan irakien, en particulier dans la ville d'Halabja en mars dernier.

L'Humanité

27.04.88

► UNE MANIFESTATION CONTRE les bombardements chimiques irakiens au Kurdistan aura lieu mercredi, 27 avril à 18 h 30, de la République à Richelieu-Drouot, à l'appel du Comité Halabja, du MRAP, de la CIMADE et de la Ligue des droits de l'homme.

LE PARISIEN

27.04.88

6. — A l'appel de la Ligue des droits de l'homme et avec un soutien du M.R.A.P., un important défilé est prévu ce soir à 17 h 30, de la République à Richelieu-Drouot. Les participants qui entendent ainsi protester contre l'utilisation par l'Irak contre les Kurdes de gaz chimiques, rejoindront le carrefour Richelieu-Drouot (IX) en empruntant les boulevards Saint-Martin, Saint-Denis, Bonne-Nouvelle, Poissonnière et Montmartre.

Le Monde

28.04.88

● Manifestation de Kurdes. — Une cinquantaine d'étudiants kurdes, en majorité originaires d'Irak et de Syrie, ont manifesté, le mardi 26 avril, sur la place Rouge, puis ont défilé dans le centre de Moscou en scandant notamment : « Mort à Saddam Hussein », le président irakien. L'URSS est le principal fournisseur d'armes de l'Irak, mais les relations entre Moscou et Bagdad se sont récemment tendues. — (AFP.)

Irak Les bombardements chimiques effectués le 16 mars par l'aviation irakienne contre un village kurde constituent un crime de guerre.

Halabja vue par la presse mondiale

PAR HAMZA KAIDI ET MAUD SISSUNG

Largement couverte sur le plan de l'information, la tragédie de Halabja (voir J.A. n° 1422) a suscité peu de commentaires dans la presse francophone. A quelques exceptions près, les journaux s'en sont tenus à la description de l'horreur révélée par les photos et quelques envoyés spéciaux, assortie de titres-choc : « Kurdes : les morts au champ d'honneur » (*Le Point*), « Halabja, ville pestiférée » (*Le Figaro*), « L'arme répugnante de Saddam Hussein » (*Le Nouvel Observateur*).

Parmi les exceptions, figure sans doute au premier rang le *Journal de Genève* (voir Mention bien, p. 43). Suit *La Libre Belgique*, qui a consacré à l'affaire de longs articles, dont une interview du professeur Heyndrickx, de l'université de Gand, devenu, depuis la remise en service des armes chimiques par l'Irak, l'un des plus grands spécialistes mondiaux en la matière.

Interrogé sur ce que l'on peut faire pour les quelque 20 000 personnes qui ont été contaminées au Kurdistan, le professeur Heyndrickx répond : « C'est la catastrophe. Dans nos cliniques universitaires, il faut pratiquement une infirmière par malade intoxiqué. Qui va pouvoir s'occuper là-bas des blessés ? Ils vont crever sur place. »

La Libre Belgique consacre aussi un bref article à la fabrication d'armes chimiques, intitulé « L'arme du pauvre ». « Facile à obtenir, simple à produire et pas cher. La terrifiante aisance avec laquelle une personne ayant quelques rudiments scientifiques peut se procurer les composantes d'une arme chimi-



« En se référant au précédent de la Société des Nations, l'ONU pourrait bien décréter un embargo sur les livraisons d'armes à l'Irak »

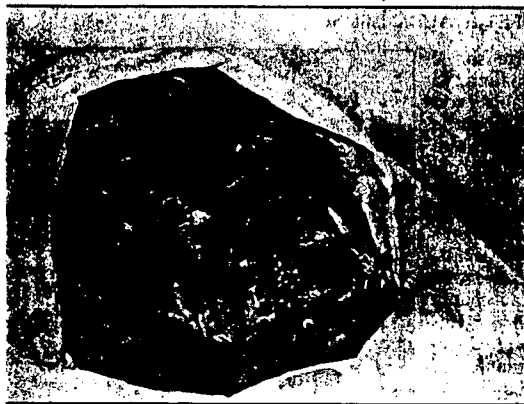
des obus chimiques de façon ponctuelle et limitée ». Aucun exemple n'accompagnant cette affirmation, on est en droit de se demander à quelle logique obéit l'évocation d'un éventuel emploi des gaz de combat par ceux qui, en l'occurrence, étaient visés par une telle opération.

« Barbares ». C'est l'épithète que le *Wall Street Journal* applique à l'Irak. « Les attaques, écrit ce quotidien, ont été particulièrement barbares, même par rapport aux critères de ce dirigeant barbare de l'Irak qu'est Saddam Hussein. » C'est donc l'indignation qui l'emporte dans ce journal, mais au terme d'une analyse poussée de la situation, il soulève un intéressant — et décourageant — point de droit international : l'envoi d'une mission d'enquête sur le terrain pose problème pour l'ONU parce que la zone de Halabja, bien qu'aux mains des Iraniens, est située en territoire irakien, et Baghdad n'a pas consenti à son envoi.

Le quotidien britannique *The Guardian* fait état de précédentes missions du même ordre, acceptées, celles-là, par les Iraniens, et affirme que « le seul pays, dans la guerre du Golfe, dont des enquêtes répétées de l'ONU ont montré qu'il employait des armes chimiques, c'est l'Irak ». N'hésitant pas à qualifier de « criminels de guerre » ceux qui ont commis pareille « atrocité », il se distingue de ses confrères en observant que les Iraniens, dont il précise qu'« ils ne sont pas des saints », n'auraient rien à gagner à recourir aux mêmes méthodes.

Comme le remarquait un ambassadeur européen en poste à Téhéran et que cite l'hebdomadaire américain *Newsweek*, en employant des armes chimiques contre des civils à Halabja, l'Irak « a averti qu'il était prêt à porter partout ailleurs la guerre chimique, y compris à Téhéran ». Avertissement ? Peut-être, mais surtout froide détermination de briser la récente offensive

Saddam Hussein a opté pour « la tactique de la terre brûlée pour empêcher les Iraniens de s'installer dans les territoires conquis »



Ensuite, parce que ce sont sans doute les beaux avions Mirage fabriqués chez nous qui sèment la mort chimique parmi les populations civiles du Kurdistan. »

Evoquant le souvenir laissé par l'ypérite au cours de la guerre 1914-1918, *Le Point* écrit que « le cauchemar qui semblait devoir être remis à jamais dans les manuels

que a été démontrée, en 1986, par une étude de l'université d'Amsterdam [...] ». En quelques jours, les étudiants sont en effet parvenus, à titre individuel, à obtenir auprès d'entreprises chimiques tous les composants nécessaires. Pour 240 dollars seulement, ils ont pu acheter de quoi produire 27 kg de gaz moutarde nitrogène. « Cette quantité est suffisante pour tuer un million de personnes. »

Liquidation des Kurdes

Le Nouvel Observateur écrit de son côté : « Le consensus contre les armes chimiques a résisté à plus de soixante-dix ans de conflits et de guerres qui furent parmi les plus impitoyables que le monde ait connus. Aujourd'hui, le régime de Saddam Hussein tente ouvertement de réhabiliter cet armement prohibé et d'en banaliser l'usage. Les protestations internationales sont restées étonnamment discrètes. »

« Pourtant, en ce référant au précédent de la Société des Nations, l'ONU pourrait bien décréter un embargo sur les livraisons d'armes au régime de Saddam Hussein. »

« La France devrait alors donner l'exemple. D'abord, parce qu'elle est dépositaire du protocole de Genève.

d'histoire resurgit en ce printemps 88, soixante-dix ans après que, de la Somme à la Marne, les canons se sont tus ». Ensuite, il évoque « le spectacle atroce d'enfants gisant comme des pantins désarticulés, d'une femme serrant dans ses bras un bébé mort comme elle, et des scènes que l'on croirait extraites d'un film d'épouvante ».

Enfin, *L'Express* estime que Saddam Hussein a opté pour « la tactique classique de la « terre brûlée » pour empêcher les Iraniens de s'installer dans les territoires conquis : tapis de bombes classiques, mais aussi chimi-

ques ». A l'instar de nombreux médias de langue française, la presse anglo-saxonne incline volontiers, elle aussi, à renvoyer dos à dos les deux adversaires de la guerre du Golfe. Certes, tous les commentateurs anglo-saxons s'accordent à jeter l'anathème sur l'emploi des armes chimiques par l'Irak, mais la plupart s'empressent d'ajouter que l'Iran pourrait, lui aussi, y recourir à son tour.

L'hebdomadaire britannique *The Sunday Times* cite ainsi, sans plus de précisions, de « hauts responsables américains » selon lesquels « les Iraniens ont employé, depuis deux ans,

iranienne au Kurdistan et, par la même occasion, de liquider les Kurdes, cette minorité rebelle que l'Irak n'a jamais réussi à mettre au pas. »

Et pour y parvenir, l'Irak a utilisé d'une arme atroce, condamnée par toute la communauté internationale.

Comme le révèle le quotidien britannique *The Observer*, des documents militaires irakiens ont été récupérés par le Parti démocratique kurde, un des principaux mouvements de résistance. L'un d'eux était une lettre portant en rubrique « contrôle de la distribution des armes chimiques et biologiques » et adressée par le général d'artillerie commandant le district militaire d'Arbil, au Kurdistan, à toutes les unités du 24^e bataillon. Elle commençait par cette invocation : « Au nom d'Allah le Compatissant, le Miséricordieux. » •

« Au nom d'Allah, l'Irak a usé d'une arme atroce, condamnée par la communauté internationale, pour briser l'offensive iranienne au Kurdistan »

Un rapport des Nations unies s'abstient de condamner l'Irak

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

Demandé par les deux pays belligérants du Golfe, un rapport de l'ONU sur l'utilisation d'armes chimiques a été rendu public le mardi 26 avril. Elaboré par un médecin militaire espagnol, le colonel Manuel Dominguez, le rapport affirme que « des armes chimiques ont de nouveau été employées tant en Iran qu'en Irak » et que « le nombre de victimes civiles augmente ». Aucune allusion ne permet de déceler si, selon l'auteur de l'enquête, de telles armes ont été utilisées par l'une des deux armées ou les deux armées ? la fois.

Après s'être rendu, entre le 28 mars et le 11 avril, dans plusieurs régions désignées par les autorités iraniennes et irakiennes, notamment dans la ville frontalière de Halabja, le colonel Dominguez a conclu que, des deux côtés de la frontière, des personnes hospitalisées présentaient des effets d'ypérite (gaz moutarde) et d'inhibiteur d'acétylcholinestérase, un agent toxique utilisé fréquemment dans la fabrication d'armes chimiques. Certains débris

examinés portaient des « inscriptions en caractères cyrilliques », note le rapport, qui remarque également que, du côté iranien, la plupart des malades étaient des civils, alors qu'en Irak il s'agissait de militaires.

La teneur du rapport semble déplaire profondément aux autorités iraniennes, qui auraient souhaité que celui-ci mit clairement en cause l'Irak. Déjà le représentant de Téhéran, qui estime que le rapport est un « chef-d'œuvre d'hypocrisie », a demandé l'envoi en Iran d'une nouvelle équipe d'experts. Pour sa part, M. Perez de Cuellar s'est borné à remarquer, le 26 avril, que « les nationalités étaient difficiles à déterminer, tant pour les armes que pour les utilisateurs de celles-ci ».

S'il est en effet malaisé, pour un expert officiel entièrement dépendant du bon vouloir des autorités locales, de déterminer avec précision la nature des événements qui se sont déroulés dans une zone de guerre, il est également intéressant de noter

que les amis de l'Irak ne souhaitent pas qu'une éventuelle condamnation de Bagdad pour l'utilisation d'armes chimiques puisse être célébré à Téhéran comme une victoire diplomatique.

CHARLES LESCAUT.

● **Manifestation à Paris contre les massacres au Kurdistan irakien.** - Quelques cent-cinquante personnes ont manifesté, mercredi 27 avril, à Paris pour protester contre le « massacre » de populations civiles kurdes par l'armée irakienne. Les manifestants ont défilé entre la place de la République et le carrefour Richelieu-Drouot en brandissant des pancartes sur lesquelles on pouvait notamment lire : « Halte à la guerre de génocide au Kurdistan irakien » et « Non aux armes chimiques au Kurdistan ». La manifestation était organisée à l'appel de la Ligue des droits de l'homme, du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) et du comité kurde de Halabja.

PARLEMENT EUROPÉEN

échos de la session

AVRIL-1988

KURDES GAZES

C'est à l'unanimité que le Parlement européen a condamné l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak en violation flagrante du droit international. En mars dernier, l'emploi de ces gaz a provoqué le décès de plus de 5.000 civils dans la ville kurde de Halabja. Encore ne faut-il pas en rester à l'indignation. Aussi les Douze sont-ils invités à rechercher les moyens d'une action concertée avec les Etats qui ont voté en faveur de la résolution 598 du Conseil de Sécurité des Nations unies sur un cessez-le-feu immédiat et d'imposer à tout le moins aux belligérants un embargo sur les ventes d'armes. Le Conseil est encore invité à agir pour empêcher la déportation des Kurdes dans des camps de concentration.

ENVIRONNEMENT

LE PLUTONIUM A UNE ODEUR...

Le 21 janvier dernier, le Parlement a créé une commission d'enquête sur « la manutention et le transport de matières nucléaires » à la suite du scandale Transnuklear qui concernait notamment le Centre d'études nucléaires (CEN) de Mol en Belgique. Au scandale Transnuklear s'est peut-être ajouté un scandale « commission d'enquête », dans la mesure où celle-ci, présidée par Alexander SHERLOCK (DE, RU), a dû d'emblée faire face aux réticences nationales et même communautaires. Dès la première

réunion, les commissaires CLINTON DAVIS et MOSAR invités à témoigner étaient absents (ils allaient être entendus plus tard). Le lendemain, le directeur du Centre d'études nucléaire, M. Yvo Van Vaerenbergh, n'est pas venu car il n'avait pas reçu du Secrétaire d'Etat à l'Energie belge, Firmin Aerts, son ministre de tutelle, l'autorisation de témoigner.

Mécontentement de la commission d'enquête et le COREPER - le Comité des représentants permanents (qui prépare les travaux du Conseil) - s'empare du dossier. « Il n'y a pas, dit-il, d'obligation pour les membres des gouvernements des Etats membres ni pour les fonctionnaires nationaux d'assister aux réunions des commissions d'enquête du Parlement européen ». Soit. Mais « rien n'empêche qu'ils comparaissent devant ces commissions d'enquête ». Bien. « Chaque Etat membre y examine cas par cas et DANS un souci de bonne COLLABORATION avec le Parlement européen les invitations des commissions d'enquête du Parlement européen ». Cependant, « lors de leur éventuelle comparution, les fonctionnaires nationaux liés par l'obligation du secret professionnel et de confidentialité peuvent toujours refuser de répondre à des questions qui relèvent du secret professionnel ». En un mot comme en cent, tout repose sur la bonne volonté des autorités nationales et sur la réalité de leur « souci de bonne collaboration avec le Parlement »...

Réunie pour la cinquième fois le 13 avril, la commission d'enquête est arrivée à la conclusion que certaines activités des sous-traitants tels que Smet Jet et Transnuklear n'étaient pas connues en détail des gestionnaires du CEN, que la tenue des registres par la

JERUSALEM, 23 mars (AFP) - Les Israéliens "ont eu le coeur soulevé par l'horreur" des images du bombardement à l'arme chimique par l'Irak de la localité kurde irakienne de Halabja, a déclaré mercredi à l'AFP M. Yossi Ahiméir, porte-parole de la présidence du Conseil israélien.

La télévision israélienne a diffusé mardi soir les premières images de cette attaque irakienne aux gaz de combat sur la localité kurde de Halabja (300 km au nord de Bagdad) et qui aurait fait, selon l'Irak, plus de 5.000 victimes.

"Ces images, d'une cruauté inouïe, ont toutefois laissé silencieuse une grande partie du monde et prouvé une fois de plus l'hypocrisie d'une large partie de l'opinion internationale plus prompte à s'émouvoir des images montrant des soldats israéliens battant des civils palestiniens", a affirmé M. Ahiméir.

Le député Haim Kaufman, chef de file du Likoud (droite nationaliste), a demandé mardi au ministère israélien des Affaires étrangères d'exiger une réunion du conseil de sécurité des Nations Unies sur "l'usage criminel d'armes chimiques par l'armée irakienne", rapporte mercredi le quotidien Yedioth Aharonoth.

Depuis plusieurs mois, notent les observateurs, les dirigeants israéliens n'excluent pas l'éventualité d'un bombardement du territoire israélien par des missiles porteurs d'ovives chimiques.

JERUSALEM - Le ministre de la Défense avait révélé, en 1987, au parlement, que la Syrie disposait "d'armes chimiques" et que plus de "4 millions de masques à gaz ainsi que des équipements spéciaux de protection" étaient prêts à être distribués à la population israélienne en cas d'attaque.

Depuis, plusieurs exercices d'alerte aux gaz de combat ont eu lieu dans les grands centres urbains israéliens. Le dernier en date remonte au 17 mars et a eu lieu à Kiryat Ata, l'une des banlieues nord de la ville de Haifa (nord d'Israël). Des milliers de masques à gaz ont été distribués à la population au cours de cet exercice.

Une équipe de psychologues et de psychiatres de l'armée israélienne a étudié au cours de cet exercice les réactions des civils, encore peu préparés à l'éventualité d'une guerre chimique.

La menace d'un bombardement de l'arrière israélien par des missiles sol-sol à longue portée s'est aggravée depuis la publication d'informations faisant état de la présence récente, en Arabie Saoudite, de missiles sol-sol chinois CSS-2 "Vent d'Orient", d'une portée maximale de 2.500 à 3.560 km.

Cette affaire avait suscité l'inquiétude des dirigeants israéliens et le directeur du cabinet du Premier ministre, M. Yossi Ben Aharon, avait déclaré "l'Etat d'Israël a prouvé dans le passé qu'il n'a pas l'habitude d'attendre qu'un danger potentiel devienne effectif".

"Nous considérons ce développement dans la région comme très grave et nous étudions avec les Etats-Unis la manière de parer à cette menace", a déclaré pour sa part, le Premier ministre Yitzhak Shamir. De source proche de ce dernier, on a indiqué que cette question a été au centre des discussions qu'il a eues la semaine dernière à Washington avec le secrétaire à la Défense Frank

PARIS, 24 mars (AFP) - Le MRAP, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples, a condamné jeudi l'utilisation par l'Irak de gaz toxiques au Kurdistan irakien et a dénoncé "l'implication de grandes puissances, y compris la France" dans la fourniture de matériels "pour de telles opérations".

"L'extermination au moyen de gaz toxiques de milliers d'hommes, femmes et enfants kurdes par les forces irakiennes ajoute un épisode particulièrement révoltant à l'histoire des crimes contre l'humanité", déclare le MRAP dans un communiqué faisant allusion aux informations sur l'emploi par l'Irak d'armes chimiques contre la ville d'Halabja, au Kurdistan irakien.

"Les responsables de ces horreurs devront un jour en répondre. Mais, par delà leur condamnation nécessaire, le MRAP entend souligner l'implication de grandes puissances, y compris la France, qui fournissent technologies, armes et matériels pour de telles opérations et rendent ainsi possible les tueries quotidiennes de la guerre entre l'Iran et l'Irak", ajoute le communiqué.

"Il est urgent que l'opinion intervienne activement pour exiger l'arrêt concerté des fabrications d'armes chimiques", conclut le MRAP.

PARIS, 24 mars (AFP) - Le gouvernement français a exprimé jeudi sa "très grande préoccupation" à la suite des informations sur l'emploi par l'Irak d'armes chimiques dans la ville d'Halabja, au Kurdistan irakien, et réitéré sa "condamnation absolue" de cette pratique.

"Les autorités françaises ont pris connaissance avec une très grande préoccupation des informations selon lesquelles des armes chimiques auraient été récemment utilisées dans le cadre du conflit tragique qui oppose l'Irak et l'Iran depuis près de 8 ans", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

"Elles réitérent leur condamnation absolue de cette pratique en violation flagrante du Protocole de Genève de 1925", a ajouté le porte-parole.

Au Quai d'Orsay, on rappelle par ailleurs les "mesures de contrôle très strictes" prises par la France pour empêcher le détournement à des fins militaires de substances chimiques utilisées dans l'industrie civile. Il existe des contrôles à l'exportation sur les produits toxiques qui pourraient servir à la fabrication d'armes chimiques, ajoute-t-on.

La France, qui est préoccupée par la supériorité des stocks chimiques soviétiques et la prolifération de ces armes dans le tiers monde, "adhère avec détermination" à l'élaboration d'une convention d'interdiction des armes chimiques, souligne-t-on de même source.

Agence France Presse

PARIS, 24 Mars (AFP) - Le Parti Socialiste a condamné Jeudi "avec la plus grande fermeté le recours barbare aux armes chimiques (dans la guerre irako-iranienne) dont l'utilisation est interdite par les conventions internationales et réaffirme son soutien à l'aspiration légitime des Kurdes au respect de leur identité dans le cadre des Etats existants".

Selon des informations de sources iraniennes et kurdes, quelque 4.000 Kurdes ont trouvé la mort au cours d'attaques aux armes chimiques lancées par l'Irak dans les combats de Halbaja, nord de l'Irak, la semaine dernière.

Dans un communiqué, M. Louis Le Penec, secrétaire national aux relations internationales du parti socialiste, souligne que les "événements dramatiques renforcent encore l'urgence d'un cessez-le-feu et de l'ouverture de négociations entre l'Irak et l'Iran pour le retour à la paix sur la base du respect des frontières et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des deux peuples".

Le communiqué indique que l'"usage massif par l'armée irakienne d'armes chimiques contre des localités du Kurdistan irakien" (...) fait suite à "toute une série de très graves exactions contre la population des régions kurdes de l'Irak : déplacements de population, exécutions sommaires etc. qui durent depuis des années".

VAR MATIN

25.3.88

La France condamne la guerre chimique

Le gouvernement français a exprimé hier, sa « très grande préoccupation » et sa « condamnation absolue », après les bombardements chimiques irakiens qui auraient fait 5.000 morts civils, samedi dernier, dans la localité kurde d'Halbaja, dans l'est de l'Irak.

« Les autorités françaises ont pris connaissance, avec une très grande préoccupation, des informations selon lesquelles des armes chimiques auraient été récemment utilisées dans le cadre du conflit tragique qui oppose l'Irak et l'Iran depuis près de huit ans », a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

« Elles réitérent leur condamnation absolue de cette pratique en violation flagrante du Protocole de Genève de 1925 », a ajouté le porte-parole.

LETTRE DE L'EXPANTION

18.4.88

LE MAIRE DE CHAMALLIERES se serait inquiété auprès de Jean-Bernard Raymond du silence de la France à la suite de l'utilisation par l'Irak d'armes chimiques au Kurdistan.

LYONNE REPUBLICAIN

27.04.88

La Ligue des droits de l'homme, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), la CIMADE et le Comité kurde d'Halbaja ont appelé, mardi, à manifester mercredi, à partir de 18 h 30, de la République à Richelieu-Drouot pour protester contre le massacre des Kurdes par l'armée irakienne au moyen d'armes chimiques.

United Nations

Press Release

Department of Public Information · Press Section · New York

SG/SH/4103
25 March 1988

SECRETARY-GENERAL AND RED CROSS CONSULT ON QUESTION OF CHEMICAL WEAPONS

The following statement was made today by the Spokesman for Secretary-General Javier Perez de Cuellar.

On the question of chemical weapons, the Secretary-General is in touch with the President of the ICRC. The ICRC (International Committee of the Red Cross) has offered emergency assistance to the victims of attacks.

Sadly, there is considerable and most serious evidence in the public domain that chemical weapons have again been used by Iraqi forces in the past few days, causing a high number of casualties, including civilians in both Iran and Iraq.

The Secretary-General's position is absolutely clear. He has consistently and unequivocally condemned the use of chemical weapons whenever and wherever this may occur. There is a total prohibition under international humanitarian law of the use of chemical weapons in any circumstances.

Ligue des droits de l'homme

« Halte au massacre du peuple kurde »

Ouest France

14.4.88

« Le peuple kurde subit un massacre à l'arme chimique qui ressemble fort à un génocide », s'indigne, dans un communiqué, la section péripatolaise de la Ligue des droits de l'homme. « Déjà trois mille villages systématiquement détruits. L'Irak a été condamné à deux reprises par le conseil de sécurité de l'ONU ;

mais faut-il le rappeler, ce sont des Mirage F1 qui larguent les bombes, la France étant le premier fournisseur d'armes à l'Irak, poursuivent les militants péripatolais. Attention, actuellement des techniciens français construisent une centrale nucléaire en Irak. Souhaitons qu'ils ne deviennent pas des otages en suris. »

Agence France Presse

PARIS, 24 Mars (AFP) - Le Parti Socialiste a condamné Jeudi "avec la plus grande fermeté le recours barbare aux armes chimiques (dans la guerre irako-iranienne) dont l'utilisation est interdite par les conventions internationales et réaffirme son soutien à l'aspiration légitime des Kurdes au respect de leur identité dans le cadre des Etats existants".

Selon des informations de sources iraniennes et kurdes, quelque 4.000 Kurdes ont trouvé la mort au cours d'attaques aux armes chimiques lancées par l'Irak dans les combats de Halabja, nord de l'Irak, la semaine dernière.

Dans un communiqué, M. Louis Le Penec, secrétaire national aux relations internationales du parti socialiste, souligne que les "événements dramatiques renforcent encore l'urgence d'un cessez-le-feu et de l'ouverture de négociations entre l'Irak et l'Iran pour le retour à la paix sur la base du respect des frontières et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des deux peuples".

Le communiqué indique que l'"usage massif par l'armée irakienne d'armes chimiques contre des localités du Kurdistan irakien" (...) fait suite à "toute une série de très graves exactions contre la population des régions kurdes de l'Irak : déplacements de population, exécutions sommaires etc. qui durent depuis des années".

VAR MATIN

25.3.88

La France condamne la guerre chimique

Le gouvernement français a exprimé hier, sa « très grande préoccupation » et sa « condamnation absolue » après les bombardements chimiques irakiens qui auraient fait 5.000 morts civils, samedi dernier, dans la localité kurde d'Halabja, dans l'est de l'Irak.

« Les autorités françaises ont pris connaissance, avec une très grande préoccupation, des informations selon lesquelles des armes chimiques auraient été récemment utilisées dans le cadre du conflit tragique qui oppose l'Irak et l'Iran depuis près de huit ans », a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

« Elles réitérent leur condamnation absolue de cette pratique en violation flagrante du Protocole de Genève de 1925 », a ajouté le porte-parole.

LETRE DE L'EXPANTION

18.4.88

LE MAIRE DE CHAMALLIERES se serait inquiété auprès de Jean-Bernard Raymond du silence de la France à la suite de l'utilisation par l'Irak d'armes chimiques au Kurdistan.

LYONNE REPUBLICAIN

27.04.88

La Ligue des droits de l'homme, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), la CIMADE et le Comité kurde d'Halabja ont appelé, mardi, à manifester mercredi, à partir de 18 h 30, de la République à Richelieu-Drouot pour protester contre le massacre des Kurdes par l'armée irakienne au moyen d'armes chimiques.

United Nations

Press Release

Department of Public Information · Press Section · New York

SG/SM/4103
25 March 1988

SECRETARY-GENERAL AND RED CROSS CONSULT ON QUESTION OF CHEMICAL WEAPONS

The following statement was made today by the Spokesman for Secretary-General Javier Perez de Cuellar.

On the question of chemical weapons, the Secretary-General is in touch with the President of the ICRC. The ICRC (International Committee of the Red Cross) has offered emergency assistance to the victims of attacks.

Sadly, there is considerable and most serious evidence in the public domain that chemical weapons have again been used by Iraqi forces in the past few days, causing a high number of casualties, including civilians in both Iran and Iraq.

The Secretary-General's position is absolutely clear. He has consistently and unequivocally condemned the use of chemical weapons whenever and wherever this may occur. There is a total prohibition under international humanitarian law of the use of chemical weapons in any circumstances.

Ligue des droits de l'homme

Ouest France

14.4.88

« Halte au massacre du peuple kurde »

« Le peuple kurde subit un massacre à l'arme chimique qui ressemble fort à un génocide », s'indigne, dans un communiqué, la section palmoise de la Ligue des droits de l'homme. « Déjà trois mille villages systématiquement détruits. L'Irak a été condamné à deux reprises par le conseil de sécurité de l'ONU ;

mais faut-il le rappeler, ce sont des mirages F1 qui larguent les bombes, la France étant le premier fournisseur d'armes à l'Irak, poursuivent les militants palmoises. Attention, actuellement des techniciens français construisent une centrale nucléaire en Irak. Souhaitons qu'ils ne deviennent pas des otages en sursis. »

Clark condemns gas attacks on Kurdish towns in north Iraq

OTTAWA (CP) — Canada has condemned the use of chemical weapons against Kurds in northern Iraq.

External Affairs Minister Joe Clark told the House of Commons yesterday the weapons had been used against the Kurds, but he was not willing to acknowledge that the Iraqi armed forces had used them until the United Nations makes a final determination that the poison gas was dropped by Iraqi forces.

However, Clark said the Canadian government is appalled at the "atrocious and inhuman attacks" and had called in the Iraqi ambassador to Ottawa to register Canada's "strongest possible" complaints.

Accounts of the attacks on Kurdish villages have estimated casualties of 3,000 to 5,000 people, including many families. Gruesome television footage appeared this week depicting mass deaths from apparent gas attacks, aimed at Kurdish dissidents living within Iraqi borders who sympathize with Iran.

During the daily question period, opposition spokesmen asked Clark to press the matter strongly at the United Nations and demanded that Canada take a leading role in bolstering an arms embargo against Iran and Iraq.

Clark said the Canadian government is appalled at the "atrocious and inhuman attacks" and had called in the Iraqi ambassador to Ottawa to register Canada's "strongest possible" complaints.

Mouvement de la Paix du Nord: "Non à l'horreur de la guerre chimique!"

"A nouveau les armes chimiques viennent d'être employées massivement, cette fois sur la pollution kurde aux frontières de l'Iran et de l'Irak.

"Ces horreurs, jointes à bien d'autres, nous rappellent qu'il est du devoir des nations, y compris la France, de travailler ensemble à réduire les conflits régionaux qui continuent d'ensanglanter de vastes zones de la planète, d'abord par un embargo des livraisons d'armes.

"Il faut arriver absolument à un traité international de destruction contrôlée des armes chimiques, et d'interdiction, contrôlée

aussi, de leur fabrication. Des négociations sont en cours entre l'Est et l'Ouest, parallèlement aux autres pourparlers sur les armes nucléaires et les armes conventionnelles; elles sont prometteuses.

"La France contribuerait grandement à leur succès en arrêtant la fabrication d'armes chimiques modernes dans laquelle elle s'est engagée depuis quelques mois.

"Le Mouvement de la Paix du Nord souhaite que la réflexion sur cette question ne soit pas négligée durant la campagne présidentielle mais traitée avec le sérieux nécessaire."

Quotidien de Paris

27.04.88

LE NOUVELLE OBSERVATEUR

15-21/04/88

N'oubliez pas les Kurdes

Le mardi 22 mars, à son Journal de 20 heures, A 2 a donné des images particulièrement bouleversantes de la ville de Halabja, au Kurdistan d'Irak, bombardée massivement à l'arme chimique par l'armée irakienne. Peu après, dans la même édition, nous avons vu le président Mitterrand faire acte de candidature pour un second mandat.

Si je comprends toute l'importance que peut avoir pour les Français l'élection présidentielle, et par voie de conséquence la place de cet enjeu national dans la presse, je ne parviens pas à m'expliquer le peu d'écho qu'a suscité dans votre journal la tuerie de Halabja. Il ne m'appartient certes pas de porter un jugement sur vos choix; pourtant, je m'étonne qu'une place si large soit faite (n° 1220) à la déclaration du candidat Mitterrand et à tous les scénarios de l'après-8 mai, alors que vous n'accordez qu'un bref « Profil bas » à Saddam Hussein, qui vient pourtant de prendre place parmi les grands bouchers de l'histoire (page 28). Il est heureux toutefois que Jacques Julliard ait exprimé sa réprobation dans sa chronique, page 31. Au regard de l'événement, cela reste fort maigre.

Je tiens « le Nouvel Observateur » pour un journal de gauche. Or être de gauche, à mon avis, oblige à prendre parti pour les faibles et les opprimés, pour les individus et pour les groupes et — à combien plus forte raison — pour les peuples. Or qui plus que les Kurdes mérite la solidarité de la gauche internationale? Opprimés en Turquie, où le pouvoir central les maintient dans une situation économique moyenâgeuse, où interdiction leur est faite de parler la langue kurde, où la présence constante et massive de l'armée s'accompagne de toutes sortes d'exactions, les Kurdes continuent à manifester leur volonté d'obtenir leurs droits nationaux, au besoin par les armes. Pris en tenaille dans la guerre du Golfe, les Kurdes d'Irak et d'Iran voient aussi, en dépit des sévères pertes humaines qu'ils subissent, reculer le moment où leurs droits élémentaires leur seront reconnus. La situation ne saurait être plus dramatique. C'est pourquoi, dans la mouvance d'opinion créée par la tragédie de Halabja, il serait judicieux et bon de rappeler à l'opinion publique le douloureux calvaire du peuple kurde.

GEORGES NYDEGGER,
président de l'Association
Suisse-Kurdistan.



BREF...

ARMES CHIMIQUES: L'ONU TIRE LA SONNETTE D'ALARME

Le secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, a lancé hier une mise en garde sur « les perspectives terrifiantes » de banalisation des armes chimiques, dans un rapport confirmant l'utilisation récente de ces armes en Iran et en Irak. M. Perez de Cuellar a demandé à la communauté internationale de prendre des mesures concrètes pour faire respecter scrupuleusement le protocole de Genève de 1925 interdisant l'usage des armes chimiques.

Selon l'Iran les forces irakiennes avaient procédé à d'intenses bombardements chimiques dans le Kurdistan irakien le mois dernier durant une offensive iranienne, provoquant quelque 5 000 morts parmi les civils. L'Irak avait rétorqué en accusant à son tour l'Iran d'utiliser des armes chimiques dans cette même région à la fin du mois dernier.

Agence France Presse

Contrôles stricts des substances chimiques à destination de l'Irak et de l'Iran

NEW YORK (Nations Unies), 10 mai (AFP) — Le Conseil de Sécurité de l'ONU a recommandé à tous les gouvernements l'établissement ou le maintien de stricts contrôles sur l'exportation vers l'Irak et l'Iran des substances entrant dans la composition d'armes chimiques, dans une résolution adoptée lundi à l'unanimité.

C'est la première fois que les membres du Conseil vont au delà d'une simple condamnation de principe de l'usage des armes chimiques, (répétée dans la résolution adoptée lundi), et présentent des recommandations pratiques à la communauté internationale pour tenter de mettre un terme à ces violations du protocole de Genève de 1925. Le Secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar avait récemment mis en garde le Conseil contre les risques "terrifiants" de voir le protocole de Genève finir par tomber en désuétude. C'est aussi la première fois dans l'histoire du conflit Iran-Irak que les membres du Conseil consacrent un texte de résolution au problème exclusif de la guerre chimique.

A l'issue des travaux du Conseil, l'ambassadeur des Etats Unis, M. Vernon Walters a exprimé la préoccupation de Washington devant des indices montrant que tant l'Irak que l'Iran continuent à renforcer leur capacité de production d'armes chimiques par l'acquisition de substances nécessaires à leur fabrication; et il a souligné le soutien total des Etats Unis pour la "ferme action" du Conseil de Sécurité.

Suite

NEW YORK (Nations Unies) - Fréquemment considérées comme "l'arme nucléaire des pays pauvres" en raison de leur pouvoir de destruction massive et leur facilité de fabrication, les armes chimiques ont été employées de façon de plus en plus fréquente dans le conflit Iran-Irak où elles ont fait des milliers de victimes.

Les accusations les plus fréquentes pèsent sur l'Irak. Les plus graves, lancées par Téhéran en mars dernier, dénonçaient l'usage de gaz chimiques par les forces irakiennes sur la ville kurde irakienne d'Halabja après sa capture par l'Iran. Selon l'Iran ces attaques auraient fait 5000 morts et 5000 blessés dans la population civile. Téhéran s'est toujours défendu d'utiliser de telles armes, malgré les accusations de Bagdad et des Etats Unis.

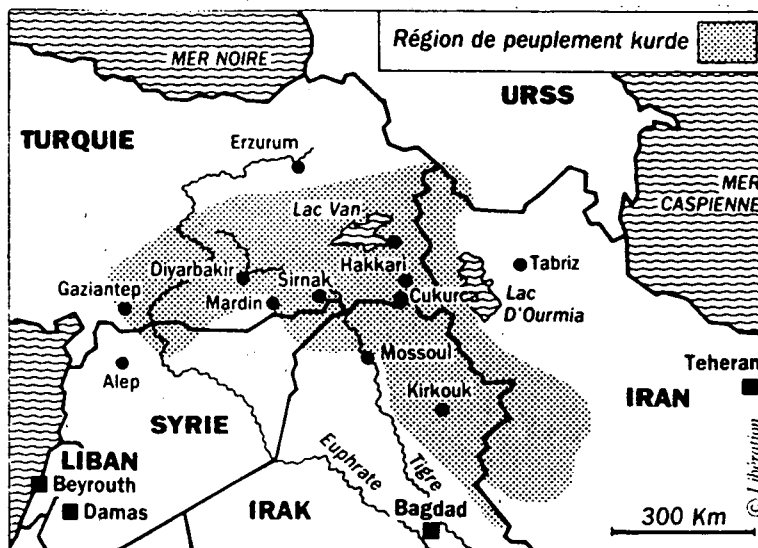
Le texte adopté par le Conseil de Sécurité est dû à une initiative de l'Allemagne Fédérale et il a été aussi co-parrainé par l'Italie et le Japon. La RFA, avec le soutien de plusieurs autres membres du Conseil, souhaitait aller plus loin dans cette résolution et faire peser indirectement la menace de sanctions obligatoires en cas de non application de ce texte.

Mais les diplomates ouest-allemands en définitive y ont renoncé devant les réserves de certains de leurs collègues qui estimaient que le Conseil ne devait pas aciter des sanctions, même implicitement, sans avoir soigneusement étudié auparavant s'il serait en mesure d'aller aussi loin.

NEW YORK (Nations Unies) - L'omission dans la résolution de tout langage relevant du Chapitre 7 de la Charte de l'ONU (sanctions obligatoires) a été vivement regretté du côté iranien où l'on estime que le texte adopté ne représente qu'un "tout petit pas en avant".

L'Iran avait récemment appelé le Conseil de Sécurité à imposer un embargo international contre l'Irak sur toutes les substances et la technologie utilisées pour la fabrication d'armes chimiques.

La résolution du Conseil qui a été adoptée au cours d'une séance sans débats, fait suite à la publication le mois dernier du rapport d'une commission d'enquête de l'ONU sur la poursuite de la guerre chimique dans le conflit. Les experts de l'ONU avaient conclu à une intensification de l'usage des armes chimiques notamment contre des personnes civiles, mais il s'étaient abstenus d'en blâmer l'un ou l'autre des belligérants.



THE EUROPEAN PARLIAMENT

RESOLUTION

on the use of chemical weapons in the Iran-Iraq war

The European Parliament,

- having regard to the international convention on the prevention of the crime of genocide adopted by the United Nations General Assembly in Paris on 9 December 1948,
 - having regard to the Geneva Protocol of 17 June 1925 prohibiting the military use of toxic, asphyxiant or similar gases and bacteriological substances and Resolutions 2162 B (XXIV), 2603 A (XXIV) and 2603 B (XXIV) also adopted by the United Nations General Assembly,
 - having regard to the Declaration adopted in May 1987 by the United Nations Security Council condemning the use of chemical weapons in the war between Iraq and Iran,
 - having regard to the numerous resolutions by the European Parliament demanding a total ban on chemical and bacteriological weapons,
- A. whereas since 1980 a bitter war has been in progress between Iran and Iraq, resulting in the deaths of many hundreds of thousands of men, women and children and in the injury and suffering of countless others,
- B. outraged that the Iraq government has immeasurably increased the horror of this war by the use of chemical weapons in particular during the air raids on 16/17 March 1988 on the Kurdish town of Halabja and other places situated in Iraq territory, but at that time overrun by Iranian forces,
- C. whereas these air raids are reported to have cost 5 500 lives and to have injured thousands of other people, mainly among the indigenous Kurdish population,
- D. distressed by the atrocious sufferings of hundreds of victims who have suffered burns to their eyes, lungs and their whole bodies and who in most cases will die as a result or will suffer for the rest of their lives from the irreversible effects of the gases which have affected their nervous and blood systems,
- E. deeply shocked at the evidence that the Iraqi Government has started what amounts to a war of extermination against the Kurds of Iraq by using chemical weapons and by carrying out mass executions of prisoners,
- F. aware of the danger of the increasing use of missiles in the so-called 'war of the cities' and more generally concerned by the fact that the Middle Eastern countries possess even more sophisticated intermediate-range weapons such as CSS Missiles in Saudi Arabia, JERICHO Missiles in Israel, Silk Worm Missiles in Iran and SS 21 in Syria,
- G. whereas Iraq and all the Member States of the European Community have acceded to the Geneva Convention which prohibits all use of chemical weapons,
- H. whereas both sides in the Gulf war are reported to be capable of manufacturing and delivering chemical weapons,
1. Condemns in the strongest possible terms the use of chemical weapons by Iraq in flagrant violation of international law;
 2. Calls on the Iraq Government to discontinue forthwith its use of chemical weapons;
 3. Calls on the Iran Government to abjure the use of chemical weapons by way of retaliation or otherwise;
 4. Urges all parties concerned to desist immediately from the use of missile attacks on cities;
 5. Calls on the Council and the Member States of the European Community to adopt measures to put pressure on Iraq and Iran to respect the international conventions prohibiting the use of chemical and biological weapons;
 6. Calls on governments of all Member States to ensure that chemicals and equipment which can be used in the production of chemical weapons are not being exported from their countries to Iran or Iraq;

SUITE

7. Calls on the Foreign Ministers meeting in European Political Cooperation to agree urgently on joint action with the states which voted in favour of Security Council Resolution 598 on an immediate cease-fire and to enforce at last an embargo on weapon sales to both belligerent parties;
8. Believes that the events in Iraq make urgent an agreement on the complete prohibition of chemical weapons in the Conference on Disarmament in Geneva;
9. Asks the Commission to supply the necessary means forthwith to ensure that the survivors are given medical treatment and social assistance;
10. Demands that the Council do all in its power to prevent the deportation of Kurds to concentration camps;
11. Instructs its President to forward this resolution to the Commission, the Council, the Foreign Ministers meeting in political cooperation, the Governments of Iraq and Iran and the Secretary-General of the United Nations.

**MINISTER FOR
FOREIGN AFFAIRS
AND TRADE**



NEWS RELEASE

No. M43 Date 24 March 1988

CHEMICAL WEAPONS

The Minister for Foreign Affairs and Trade, Mr Bill Hayden, today condemned the continued use of chemical weapons in the Gulf war. In particular, Mr Hayden spoke out against the recent shocking use of chemical warfare against the Kurdish town of Halabja.

There are credible reports of over 10,000 casualties and over 5,000 deaths from the use of chemical weapons.

This was the worst single incident of CW use since World War One, Mr Hayden said. The extent of casualties and the fact that they were unprotected civilians, made this attack particularly shocking.

Australians were horrified by this expansion of chemical weapons use.

Mr Hayden also expressed grave concern about Iran's threats of retaliation in kind. He urged Iranian leaders to forswear use of chemical warfare.

Mr Hayden stressed that Australia wished to see the development, acquisition, stockpile, transport and use of chemical weapons completely prohibited. Australian representatives and experts are active in the Conference on Disarmament where such a ban is being negotiated.

Mr Hayden recalled that the Australian Government had moved in May 1987 to control the export of chemicals which could be used as precursors of chemical weapons

in order to ensure that Australian industry was not, even inadvertently, tainted by association with chemical warfare production

Mr Hayden praised the cooperative attitude adopted by Australia's chemical industry in that exercise.

Mr Hayden said that Australia was cooperating with many other countries in efforts against chemical weapons.



PARTI SOCIALISTE

Secrétariat International

PARIS, le 23 Mars 1988

DECLARATION DE Louis LE PENSEC

L'usage massif par l'armée irakienne d'armes chimiques contre des localités du Kurdistan irakien vient de faire des milliers de victimes dans la population civile.

Ces bombardements font suite à toute une série de très graves exactions contre la population des régions kurdes de l'Irak : déplacements de populations, exécutions sommaires, etc..., qui durent depuis des années.

Le PS condamne avec la plus grande fermeté le recours barbare aux armes chimiques, dont l'utilisation est interdite par les conventions internationales. Il réaffirme son soutien à l'aspiration légitime des Kurdes au respect de leur identité dans le cadre des Etats existants.

Il souligne enfin que ces événements dramatiques renforcent encore l'urgence d'un cessez-le-feu et de l'ouverture de négociations entre l'Irak et l'Iran, pour le retour à la paix sur la base du respect des frontières et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des deux peuples.

10, RUE DE SOLFÉRINO - 75333 PARIS CEDEX 07 - TÉL. (1) 45.50.34.35 - TÉLEX : 200174 F TFI F PS

LONDRES, 29 mars (AFP) - L'Internationale Socialiste a vivement condamné mardi le recours à l'arme chimique contre la population kurde en Irak, dans un communiqué publié par son secrétariat basé à Londres.

Cette action semble être "la violation la plus sérieuse en date" de la Convention de Genève adoptée en 1925, interdisant l'emploi des armes chimiques, estime l'Internationale Socialiste.

L'organisation demande également aux Nations Unis d'ouvrir une enquête sur cette affaire afin de désigner le responsable de cette "atrocité".

Téhéran accuse l'Irak d'avoir utilisé des armes chimiques dans la localité irakienne de Halabja la semaine dernière. Selon Téhéran, ce bombardement aurait fait 5.000 morts parmi la population kurde.

LONDRES, 30 mars (AFP) - L'ambassadeur d'Irak en Grande-Bretagne, M. Mohamed Al Mashat, a été convoqué mardi en fin d'après-midi au Foreign Office où un diplomate britannique lui a fait part de la "profonde préoccupation" de Londres à la suite d'informations faisant état de l'emploi d'armes chimiques dans la guerre du Golfe, a indiqué le Foreign Office mercredi.

Le représentant du Foreign Office s'est déclaré "particulièrement choqué" par l'usage par Bagdad d'armes chimiques "contre la population civile de la ville d'Halabja", dans le Kurdistan irakien occupé par l'Iran, qui aurait fait des milliers de morts ou blessés.

Londres dispose maintenant "de solides preuves" concernant cette attaque, a indiqué un porte-parole officiel, qui s'est refusé à préciser la nature et l'origine de ces preuves.

De même source, on a souligné qu'il s'agissait d'une "violation grave et sérieuse du protocole de Genève de 1925 et des lois internationales sur les droits de l'Homme."

L'ambassadeur d'Irak n'a ni confirmé ni démenti ces accusations, a précisé un porte-parole du Foreign Office. Ce dernier a ajouté que la Grande-Bretagne "condamnait sans réserve cette (attaque) et tout autre emploi d'armes chimiques."

FEDERATION INTERNATIONALE DES
DROITS DE L'HOMME



ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE ACCRÉDITÉE AUPRÈS DES NATIONS UNIES, STATUT B DU CONSEIL DE L'EUROPE, ET DE L'UNESCO

27, RUE JEAN-DOLENT, 75014 PARIS, FRANCE, TÉL. III 43.31.94.95.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

IRAK

UN NOUVEAU CRIME CONTRE L'HUMANITE

La F.I.D.H. qui a depuis longtemps alerté l'opinion et les organisations internationales dans lesquelles elle dispose d'un statut consultatif, sur les crimes commis contre le peuple Kurde par les Gouvernements de la TURQUIE, de la SYRIE, de l'IRAN et de l'IRAK,

Rappelant l'absence de réactions des Nations Libres après le bombardement au phosphore de la ville de GUERNICA (ESPAGNE) en 1937 et ses conséquences,

Dénonce le nouveau crime contre l'humanité perpétré par l'aviation irakienne contre des populations civiles au moyen d'armes chimiques qui ont fait plusieurs milliers de victimes,

Adjure les Gouvernements des pays qui se réclament des Droits de l'Homme, de cesser immédiatement toute livraison d'armes, tant à l'IRAN qu'à l'IRAK,

et de prendre d'urgence les mesures nécessaires pour interdire et punir la fabrication et le trafic d'armes chimiques et bactériologiques.

PARIS, le 23 Mars 1988

WASHINGTON, 9 avr (AFP) - Environ 300 Kurdes, certains portant des masques à gaz, ont manifesté vendredi devant l'ambassade d'Irak à Washington pour protester contre l'utilisation par Bagdad d'armes chimiques contre les civils dans sa guerre contre l'Iran.

Les manifestants portaient des photos de certaines des victimes d'Halabja, ville du Kurdistan irakien attaquée à l'arme chimique en mars dernier par l'Irak après avoir été capturée par l'Iran. Environ 5.000 personnes ont été tuées dans cette attaque, selon un bilan iranien.

Le Parti Démocratique du Kurdistan, qui avait appelé à cette manifestation, a affirmé que selon les survivants, plusieurs milliers de victimes se trouvent toujours sous les décombres de la ville et que 7.000 personnes ont été blessées dans l'attaque.

Les manifestants, qui ont qualifié le président irakien Saddam Hussein de "boucher des Kurdes", ont appelé à une condamnation internationale de l'Irak et à l'envoi par les Nations Unies et les organisations humanitaires de médicaments et de produits de première nécessité à Halabja.

L'Irak a implicitement reconnu utiliser des armes chimiques en affirmant son droit d'user de "tous les moyens" pour se défendre contre l'Iran.

BONN, 31 mars (AFP) - Près d'une centaine de Kurdes ont occupé jeudi les bureaux des Nations Unies et de la Ligue arabe à Bonn, pour protester contre les récents bombardements aux armes chimiques par l'aviation irakienne de la ville d'Halabja, dans le Kurdistan irakien occupé par les forces iraniennes, a-t-on appris de source policière.

Dans un communiqué envoyé au siège de l'ONU à Genève, les Kurdes réclament une réunion extraordinaire du conseil de sécurité des Nations Unies sur "la question kurde au Proche-Orient" et demandent le retrait des forces iraniennes de la zone occupée du Kurdistan irakien, précisant que la "responsabilité" des bombardements incombe "aux deux régimes".

Ils affirment que les bombardements du 14 mars sur Halabja ont fait 12.000 morts et demandent l'envoi d'une aide humanitaire sur place.

Armes chimiques: le silence de Bagdad

Un mutisme en forme d'aveu après les bombardements irakiens de régions kurdes qui auraient fait 5000 morts selon l'Iran. Washington condamne l'usage des armes chimiques et Téhéran menace de s'en servir si l'ONU ne réagit pas.

L'Iran a menacé de recourir à des armes chimiques contre l'Irak au cas où le Conseil de sécurité serait incapable d'avoir recours à de telles armes. Le directeur du Bureau iranien d'informations sur la guerre, Kamal Kharrazi, a affirmé mercredi à Téhéran, en réponse à des journalistes étrangers, que « l'Iran a les moyens de riposter à l'Irak avec des armes chimiques », mais que « sa décision en ce sens n'était pas encore prise ». « La possibilité du recours par l'Iran à de telles armes, a-t-il ajouté, dépendra de la réaction du Conseil de sécurité devant l'emploi par l'Irak d'armes chimiques... Si d'importantes mesures ne sont pas prises pour arrêter l'Irak, nous serons obligés de nous défendre. »

A Washington, le porte-parole de la Maison-Blanche, Marlin Fitzwater a déclaré mercredi: « Nous condamnons l'utilisation des armes chimiques et des gaz par quiconque, partout et à tout moment » en qualifiant les images des bombardements chimiques irakiens montrées la veille à la télévision américaine « d'horribles et de dégoutantes ». L'Irak pour sa part maintenait mercredi le mutisme sur les accusations dont il a fait l'objet au sujet d'un recours massif aux armes chimiques contre la ville kurde irakienne de Halabja après son occupation par l'Iran, et contre six localités iraniennes, faisant 5000 morts, selon Téhéran.

L'Irak, qui avait reconnu la perte de Halabja (70000 habitants), avait accusé l'Iran de l'avoir « détruite » et l'état-major irakien n'a pas fait état de bombardements au cours des dernières 24 heures. Bagdad a en revanche annoncé la chute sur un quartier résidentiel de la capitale, d'un missile iranien, le 28^e depuis le 28 février, faisant « plusieurs tués et blessés civils ».

Depuis le début du conflit en 1980, l'Irak et l'Iran se sont accusés mutuellement à plusieurs reprises, d'avoir utilisé des armes chimiques. Téhéran avait notamment affirmé, lors de grandes offensives terrestres de ses troupes au sud de l'Irak en 1984, 1986 et 1987, que Bagdad avait usé d'armes interdites par le protocole de Genève de 1925. Selon différentes sources, les deux belligérants sont capables de produire des armes chimiques en quantité.

La revue britannique spécialisée « Jane's Weekly Defence », avait affirmé il y a un mois que l'Irak était devenu le plus important producteur de ce type d'armes au Moyen-Orient avec une capacité mensuelle de fabrication de 60 tonnes de gaz moutarde, 4 tonnes de gaz tabun et 4 tonnes de gaz sarin. Les deux principales usines de production sont selon le « Jane's », construites à Samarra (100 km au nord-ouest de Bagdad) et al-Fallujah (65 km à l'ouest de la capitale).

Pour sa part, l'Iran a commencé à

produire des têtes de missiles sol-sol à charge chimique, à Damghan (nord de Téhéran), avait récemment indiqué le quotidien britannique l'« Observer ». L'Iran a été également identifié par la justice de plusieurs pays comme étant l'acheteur de différentes cargaisons d'armes chimiques dont la dernière, composée de 8 conteneurs, avait été saisie fin février à Rotterdam.

L'ONU a effectué quatre missions d'enquête, en 1984, 1985, 1986 et 1987 dans les deux pays pour vérifier la véracité des accusations des deux parties et en mars 1986, le Conseil de sécurité avait, pour la première fois, condamné l'Irak pour avoir utilisé des armes chimiques contre les forces iraniennes lors de l'offensive iranienne dans la péninsule méridionale irakienne de Fao. Au cours de cette opération,

12000 soldats iraniens avaient été atteints par des gaz de combat, avait alors affirmé Téhéran. En juin 1987, une commission d'enquête de l'ONU avait confirmé, dans un rapport, que des soldats des deux pays avaient été victimes d'armes chimiques.

D'après AFP

● Le Comité international de la Croix-Rouge a dénoncé l'utilisation d'armes chimiques dans le conflit Irak-Iran dans un communiqué diffusé mercredi à Genève où il indique avoir fait part aux autorités iraniennes de sa disponibilité à intervenir en faveur des victimes. Le CICR rappelle que l'emploi d'armes chimiques « est condamnable en tout temps, que ce soit contre des militaires ou des civils, étant absolument interdit par le droit international ».

Le Nouvel Observateur 15-21.88

N'oubliez pas les Kurdes

Le mardi 22 mars, à son Journal de 20 heures, A 2 a donné des images particulièrement bouleversantes de la ville de Halabja, au Kurdistan d'Irak, bombardée massivement à l'arme chimique par l'armée irakienne. Peu après, dans la même édition, nous avons vu le président Mitterrand faire acte de candidature pour un second mandat.

Si je comprends toute l'importance que peut avoir pour les Français l'élection présidentielle, et par voie de conséquence la place de cet enjeu national dans la presse, je ne parviens pas à m'expliquer le peu d'écho qu'a suscité dans votre journal la tuerie de Halabja. Il ne m'appartient certes pas de porter un jugement sur vos choix ; pourtant, je m'étonne qu'une place si large soit faite (n° 1220) à la déclaration du candidat Mitterrand et à tous les scénarios de l'après-8 mai, alors que vous n'accordez qu'un bref « Profil bas » à Saddam Hussein, qui vient pourtant de prendre place parmi les grands bouchers de l'Histoire (page 28). Il est heureux toutefois que Jacques Julliard ait exprimé sa réprobation dans sa chronique, page 31. Au regard de l'événement, cela reste fort maigre.

Je tiens « le Nouvel Observateur » pour un journal de gauche. Or être de gauche, à mon avis, oblige à prendre parti pour les faibles et les opprimés, pour les individus et pour les groupes et — à combien plus forte raison — pour les peuples. Or qui plus que les Kurdes mérite la solidarité de la gauche internationale ? Opprimés en Turquie, où le pouvoir central les maintient dans une situation économique moyenâgeuse, où interdiction leur est faite de parler la langue kurde, où la présence constante et massive de l'armée s'accompagne de toutes sortes d'exactions, les Kurdes continuent à manifester leur volonté d'obtenir leurs droits nationaux, au besoin par les armes. Pris en tenaille dans la guerre du Golfe, les Kurdes d'Irak et d'Iran voient aussi, en dépit des sévères pertes humaines qu'ils subissent, reculer le moment où leurs droits élémentaires leur seront reconnus. La situation ne saurait être plus dramatique. C'est pourquoi, dans la mouvance d'opinion créée par la tragédie de Halabja, il serait judicieux et bon de rappeler à l'opinion publique le douloureux calvaire du peuple kurde.

GEORGES NYDEGGER,
président de l'Association
Suisse-Kurdistan.

Le Monde 8.4.88

Le conflit irano-irakien

Des survivants de Halabja racontent

New-York. — « Mes yeux sont devenus lourds, j'avais du mal à respirer. J'ai vomis huit ou neuf fois. » Mohamed Azizi a vingt-cinq ans. Le 16 mars dernier, il était à Halabja, au Kurdistan irakien, quand les Irakiens ont attaqué ce village avec gaz moutarde et gaz innervants. Un bilan effroyable : cinq mille morts et sept mille blessés, d'après les autorités iraniennes.

Mohamed avait l'habitude des attaques irakiennes contre son village, réputé pour son nationalisme kurde. A l'abri dans sa cave, il a immédiatement compris que cette attaque-là était différente. « Nous avons senti les gaz », explique-t-il, en ponctuant ses mots par des toussotements. Quand il s'est aventuré dehors, au bout de plusieurs heures, il a vu les rues recouvertes de victimes, mortes ou agonisantes. « A chaque fois que j'ouvrais une porte, il y avait derrière des enfants, des femmes, des hommes en train de mourir. »

Aujourd'hui, Mohamed Azizi est soigné dans un hôpital new-yorkais (cent victimes d'Halabja sont soignées dans des hôpitaux étrangers, à cause du manque de place dans les hôpitaux iraniens). Il se souvient et raconte ce qu'il a

vécu à des journalistes, invités par la mission iranienne aux Nations unies.

Trois filles d'une dizaine d'années, mal à l'aise et intimidées, tentent maladroitement de protéger leurs yeux bouffis des éclairages violents des équipes de télévision. « Quand elles sont arrivées, elles ont pleuré pendant vingt-quatre heures », explique le docteur Lief-Dienstag, qui dirige le service de pédiatrie. Les survivants sont suivis par des psychiatres, tout particulièrement les trois enfants, orphelins depuis l'attaque.

Tous souffrent de brûlures et de lésions aux yeux et aux poumons. L'un des survivants présente également des signes de moelle osseuse endommagée. Mais le plus grave, c'est que personne ne peut savoir comment ces lésions évolueront.

« Je peux vous dire ce qu'est une blessure par balle, et ce qu'elle va provoquer », explique le docteur Lief-Dienstag. Je ne sais pas ce qui va arriver à ces enfants, je ne sais pas comment vont être leurs poumons dans six mois, et aucun des experts que nous avons consultés ne le sait. » — (AP.)

Un médico español investiga para la ONU el uso de armas químicas en la guerra del Golfo

EL PAÍS / AGENCIAS, Madrid / Teherán

El coronel médico del Cuerpo de Sanidad español Manuel Domínguez Carmona y el diplomático chileno James Holger, enviados especiales del secretario general de la ONU, Javier Pérez de Cuéllar, llegaron ayer a Teherán para visitar los hospitales donde se encuentran, según las autoridades de la república islámica, miles de víctimas evacuadas del Kurdistán iraquí y que han sufrido los efectos de armas químicas supuestamente utilizadas por Bagdad.

La televisión de la república islámica emitió ayer unas imágenes rodadas supuestamente en el Kurdistán iraquí en las que podían verse numerosos cadáveres de hombres, mujeres y niños, sin ninguna señal en sus ropas, pero con la piel calcinada. Otras filmaciones hechas en diversos hospitales de Teherán mostraban a varias personas con horribles quemaduras en la cara y otras partes del cuerpo.

La agencia oficial iraní, Irna, aseguraba ayer que entre las víctimas de las armas químicas se encuentra un hijo del presidente del Parlamento, Hachemi Rafsanjani, y otro del procurador de la revolución.

Domínguez Carmona y James Holger visitarán a los heridos y las zonas donde fueron utilizadas estas armas, cuyo empleo está prohibido por tratados internacionales. Según Irán, más de 10.000 kurdos murieron o resultaron heridos por los ataques con armas químicas contra zonas civiles. Irak a acusado a Pérez de Cuéllar de actuar con "parcialidad" a favor de Irán.

La Embajada iraní en Madrid

hizo ayer un llamamiento a las instituciones españolas y a los médicos especialistas para que contribuyan en la labor humanitaria de rehabilitación de los heridos por las armas químicas, bien mediante el envío de medicamentos o con su contribución personal. El llamamiento se dirige a especialistas en enfermedades respiratorias y para el tratamiento de quemados.

Por encargo de la ONU

Domínguez Carmona, de 62 años, investiga desde febrero de 1984, por encargo de la ONU, el empleo de armas químicas por parte de Irak. Ha viajado al frente al menos cuatro veces y ha tratado a numerosos soldados iraníes afectados por productos químicos de alta toxicidad introducidos en proyectiles lanzados desde aviones iraquíes.

La primera visita a Irán, como miembro de una comisión de siete técnicos creada por la ONU, la efectuó en febrero de 1984. En aquella ocasión, fuentes próximas a los investigadores aseguraron que algunos de los proyec-

tiles utilizados por Irak para lanzar productos químicos habían sido fabricados en España, y concretamente en una empresa radicada en el País Vasco y especializada en bombas de aviación. El dato, sin embargo, no fue confirmado oficialmente.

Domínguez Carmona está en situación de disponible en el Ejército y es profesor de Medicina Preventiva en la universidad Complutense. Es considerado un experto especialmente en guerra bacteriológica. Varios de los afectados llegaron a ser trasladados a centros españoles —como el hospital militar Gómez Ulla, de Madrid— para su tratamiento médico. A lo largo de estos años, el coronel Domínguez ha optado habitualmente por no hacer declaraciones públicas sobre sus trabajos, ya que, como suele comentar, su misión consiste en elaborar documentos confidenciales para la ONU, y sólo este organismo tiene capacidad para hacerlos públicos.

Su compañero en esta misión es el diplomático chileno James Holger, de 60 años, casado con una pianista profesional, y que ha sido hasta hace meses representante especial del secretario general de las Naciones Unidas, Javier Pérez de Cuéllar, en Chipre. Holger ha logrado durante su misión en la isla, partida en dos desde la invasión turca de 1984, un sólido prestigio de negociador hábil y conciliador. Anteriormente estuvo destinado en la fuerza de pacificación de la ONU en Líbano.



EL PAÍS, jueves 24 de marzo de 1988

Irán denuncia el bombardeo de Halabia

La guerra química llega al Kurdistán iraquí

ANGELES ESPINOSA, Beirut

Millones de telespectadores de todo el mundo se han estremecido ante las espeluznantes imágenes de las consecuencias del bombardeo con armas químicas en el Kurdistán iraquí, del que las autoridades iraníes acusan a Bagdad. La grabación, realizada por la televisión iraní y autenticada por los testimonios de los periodistas extranjeros desplazados a la zona, corresponde a la ciudad de Halabia, tomada la semana pasada por las fuerzas iraníes y las de la oposición kurda iraquí.

En el vídeo difundido por Teherán pueden verse numerosos cuerpos con los trajes típicos kurdos, sin heridas aparentes y con todos los síntomas de haber resultado víctimas de armas químicas. Irán viene denunciando desde el jueves que cerca de 5.000 personas han resultado muertas y otras tantas heridas

por la utilización de gas mostaza y otros enervantes por Irak en sus bombardeos sobre Halabia (de 70.000 habitantes), la ciudad vecina de Jormal y los pueblos de alrededores. Los heridos han sido evacuados a hospitales iraníes, según Teherán.

Irak, que no ha comentado estas informaciones iraníes, acusa,

por su parte, a Irán de haber "destruido la ciudad de Halabia y los pueblos vecinos" y de dar cuenta de combates para "justificar sus actos de destrucción".

No es la primera vez que Irán acusa a Irak de ese tipo de agresión, contrario a todas las leyes internacionales para tiempos de guerra, que afecta sobre todo a la población civil y de una crueldad extremada. Irak ha solido responder responsabilizando a Irán de haber arrojado las armas químicas sobre sus propios soldados por impericia en su manejo. Ante estas denuncias, las Naciones Unidas formaron una comisión investigadora, de la que for-

ma parte un coronel español, que se ha desplazado en varias ocasiones a ambos lados del frente, pero cuyos informes al secretario general son confidenciales.

El delegado iraní en la 17ª Conferencia Islámica, que desde el pasado lunes se reúne en Ammán, pidió ayer a los ministros de Exteriores participantes que condenen a Bagdad por el empleo de armas químicas.

MONDE

Massacres chimiques au Kurdistan

L'arme répugnante de Saddam Hussein

Depuis soixante ans, le consensus international contre les bombardements de gaz avait tenu. Le dictateur irakien a osé le rompre

L a ruelle est silencieuse comme la mort chimique qui a frappé là. Les corps sont épars. Sur le seuil d'une porte, un vieillard s'est affaissé sur lui-même. On traverse un couloir. Au fond, il y a la grande cour. Sur le côté, droit, tout contre le mur, trois corps de jeunes filles. De l'autre côté, un groupe de quatre femmes plus âgées, enchevêtrées. Plusieurs serrent contre elles dans leurs robes des enfants, comme pour les protéger. Devant la cuisine, un autre corps, sur le dos. Tout est immobile. La maison se trouve à Halabja, une ville kurde dans le nord de l'Irak. Les premiers témoins arrivés après le bombardement ont pu observer, de rue en rue, le même spectacle d'horreur.

En termes juridiques internationaux, les bombardements chimiques ordonnés par le président Saddam Hussein contre les populations kurdes de son pays — tout comme les pilonnages chimiques des positions iraniennes sur le front du sud — s'appellent des crimes de guerre. Au lendemain de la Première Guerre mondiale dans laquelle les Allemands furent les premiers à utiliser cette arme, les Alliés ont tenté de traduire en justice l'empereur Guillaume ainsi que les inventeurs de l'arme chimique, pour « *suprême offense à la loi morale commune à tous les peuples* (1) ». Mais il n'existait aucun support juridique pour une telle requête. Pourtant les gaz de combat avaient fait plus d'un million de victimes, dont au moins cent mille morts. Les souvenirs d'horreur ont produit chez les civils comme chez les militaires, au lendemain de la guerre, une répulsion durable. Les capacités nouvelles de bombardement à distance grâce à l'aviation laissaient craindre, dans une guerre future, l'utilisation de cette arme répugnante contre les civils.

Pour couper court à ses visions d'horreur — qui ne semblent pas aujourd'hui décourager les maîtres de Bagdad —, la communauté internationale a mis au point en 1925 le protocole de

Genève. Il interdit l'usage des armes chimiques. Leur stockage reste toutefois autorisé, ainsi que la riposte avec des « *moyens de même nature* » en cas d'attaque. L'Irak a ratifié cette convention en 1931. Celle-ci constitue depuis plus d'un demi-siècle l'un des rares accords de limitation des armements de l'histoire de l'humanité qui ait été durablement respecté. Lorsqu'en 1935 Mussolini a utilisé l'arme chimique contre les Ethiopiens, la Société des Nations — et ce fut une de ses heures de gloire — a imposé un embargo sur les livraisons d'armes au régime fasciste italien. Et la décision fut à peu près appliquée par l'ensemble des membres de la SDN.



Halabja après le bombardement du 20 mars.

Lorsque la Seconde Guerre mondiale a éclaté, deux pays avaient des arsenaux bourrés d'armes chimiques : l'URSS, qui avait fournis les plus gros contingents de gazés de la Première Guerre mondiale, et l'Allemagne nazie. Avec le sarin et le tabun, les chimistes de Hitler avaient mis au point des types de produits neurotoxiques dix fois plus « efficaces » que le phosgène et l'ypérite, le « *poison infernal* » de la Grande Guerre. Pourtant, les Soviétiques n'ont à aucun moment utilisé les gaz, même quand la Wehrmacht campait aux portes de Moscou et de Leningrad. Et lorsqu'une partie de l'état-major allemand a proposé à Hitler, en 1944, de « *traiter* » les plages de Normandie à l'arme chimique, le dictateur nazi a écarté le projet. Peur des représailles sans doute.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la répulsion persistante et la vigilance internationale devant le moindre soupçon d'utilisation des armes prohibées ne se sont jamais démenties. L'Égypte a constamment nié avoir

utilisé des gaz au Yémen dans les années 60. Et c'est sous la pression de l'opinion publique, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, que l'Amérique a dû arrêter en 1971 l'utilisation au Vietnam de produits chimiques en principe non mortels tels que les herbicides, les vomitifs et les lacrymogènes. Les accusations lancées par l'administration Reagan en 1982 contre l'usage des « *pluies jaunes* », au Laos, au Cambodge et en Afghanistan, par l'Union soviétique n'ont jamais pu être sérieusement étayées (2). Mais elles ont soulevé, tant que le doute subsistait, l'indignation de l'opinion internationale.

Le consensus contre les armes chimiques a donc résisté à plus de soixante ans de conflits et

de guerres qui furent parmi les plus impitoyables que le monde ait connues. Aujourd'hui, le régime de Saddam Hussein tente ouvertement de réhabiliter cet armement prohibé et d'en banaliser l'usage.

Les protestations internationales sont restées étonnamment discrètes. Pourtant, en se référant au précédent de la Société des Nations, l'ONU pourrait fort bien décréter un embargo sur les livraisons d'armes au régime de Saddam Hussein. La France devrait alors donner l'exemple. D'abord parce qu'elle est dépositaire du protocole de Genève. Ensuite parce que ce sont sans doute les beaux avions Mirage fabriqués chez nous qui sèment la mort chimique parmi les populations civiles du Kurdistan.

FRANÇOIS SCHLOSSER ●

(1) « *La Guerre chimique et bactériologique* », par Daniel Riche, Belfond, 1982.

(2) « *Yellow Rain : The story collapses* », in « *Foreign Policy* », n° 68, 1987.

Il genocidio del popolo curdo

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE
GIANNI MARSILLI

PARIGI. Secondo il professor Aubin Heyndrickx, responsabile del laboratorio tossicologico dell'ospedale universitario di Gand in Belgio, gli irakeni hanno bombardato Halabja con una micidiale mistura di tre gas diversi: iprite, già usata dai tedeschi fin dalla prima guerra mondiale, neurotossici e cianogeni, lasciati cadere a breve distanza l'uno dall'altro per ottenere un cocktail di morte di inedita efficacia. Il professor Heyndrickx ha tratto le sue convinzioni dall'esame di reperi di terra, di acqua e carcasse d'animali che i suoi assistenti hanno raccolto in loco, dopo aver operato dei prelievi sulle vittime - uomini, donne, bambini - della Guernica 1988. Il Belgio vanta una tradizione di triste ospitalità: fin dal 1984, dai tempi cioè del primo impiego da parte irakena di armi batteriologiche (la «pioggia gialla») e di gas «da combattimento», accoglie nei suoi ospedali le vittime di simili atrocità. Aubin Heyndrickx invierà ora l'esito dei suoi esami alle Nazioni Unite: «La cifra fornita dagli irakeni - ha detto - è certamente veritiera. Ai 5mila morti fanno aggiunti più di 10mila intossicati. Intossicati dall'iprite, vale a dire con i polmoni, gli occhi e la pelle bruciati. O aggrediti dai gas neurotossici, che paralizzano e mordono i centri nervosi «con conseguenze atroci ma variabili». Oppure dai cianogeni che, da parte loro, non lasciano scampo. Bastano due ispirazioni e si resta secchi. Perché tanto feroce accanimento?

«Come fecero i tedeschi con gli ebrei e gli zingari durante il secondo conflitto mondiale. O i turchi con gli armeni nel corso del primo. Così oggi gli irakeni approfittano della guerra contro l'Iran per eliminare la minoranza curda. L'obiettivo è il genocidio. Halabja lo dimostra». L'accusa viene da Kendal Nezan che a Parigi, in veste di presidente, tiene le redini dell'Istituto curdo in rue La Fayette. Biblioteca, centro di documentazione audiovisiva, iniziative musicali «per la difesa di una cultura millenaria in pericolo». «È un popolo misconosciuto di quasi 20 milioni di anime, privo di immagine nel mondo. Pensi che noi dell'Istituto abbiamo dato la notizia del massacro di Halabja dieci giorni prima che diventasse noto a tutte le latitudini con le fotografie dei mucchi di morti e le notizie delle agenzie occidentali. Nessuno aveva raccolto la nostra denuncia. Eppure i morti sono stati migliaia: uomini, donne, bam-

bini inermi. E non è la prima volta. Il genocidio è in opera da anni».

Che cosa spinge il governo irakeno?

«Il 77% delle risorse petrolifere irakeni sono nei Kurdistan, come buona parte di quelle agricole. I curdi, sottoposti a una violenta snazionalizzazione, conducono da anni una guerra guerreggiata con l'Irak».

Ma Halabja è una città di curdi iraniani. Non è questa la prima spiegazione del massacro?

«L'Irak pratica la politica della terra bruciata. Già prima della guerra faceva saltare le case curde con la dinamite e spargeva i campi di pesticida, per impedire il risorgere di agglomerati umani. Non ha bisogno dell'Iran per colpire i curdi: l'Iran è il pretesto utile. Certo, Halabja era stata occupata dagli iraniani e poteva essere un obiettivo militare. Ma i morti sono civili indifesi. D'altra parte va detto che gli iraniani aiutano oggi i curdi di frontiera per fini tattiche, non certo per amor fratello. Ma l'Irak, questo è certo, mira al genocidio, all'eliminazione fisica di un popolo, in un regime eccezionalmente oscurantista e nazionalista. Oggi è in guerra contro Khomeini, che dà

qualche aiuto alla resistenza armata dei curdi in Irak. Ma dentro l'Iran vi sono curdi in guerra con Teheran dal '69, e lo stesso Khomeini ha dichiarato contro di loro una sorta di guerra santa... Per noi si tratta di scegliere tra la peste e il colera, que-

sta è la conseguenza della guerra».

Alleanze incrociate, curdi iraniani in buoni rapporti con l'Irak che però li stermina sulla frontiera, curdi irakeni aiutati dall'Iran, che però li combatte al suo interno. È la situazione contingente, spiega Kendal, né potrebbe essere diversamente in presenza del conflitto che oppone Baghdad a Teheran. La questione curda si complica ulteriormente, viene affossata e vanificata ogni giorno sui campi di battaglia, stretta nella feroce contesa tra arabi e persiani per la supremazia nella regione. Le cifre che fornisce Kendal lasciano di ghiaccio. I villaggi distrutti sono oltre tremila, 825 le scuole che hanno subito la stessa sorte o che comunque hanno dovuto chiudere i battenti, più di duemila le moschee e le chiese ridotte a un mucchio di pietrame. È toccato al monastero di Mohee, nella regione di Berwari-Bala: era

Il bombardamento chimico su Halabja ultimo capitolo della guerra di sterminio Accuse all'Irak di massacro programmato ma non si risparmia nemmeno l'Iran

È passato un mese da quando l'aviazione irakena ha bombardato con gas chimici la città di Halabja, da poco occupata dagli iraniani. Le vittime sono state oltre cinquemila, in gran parte curdi civili, vecchi, donne, bambini. I bombardamenti chimici si sono susseguiti dalle due parti negli

ultimi anni, ma Halabja resta una città simbolo, come lo fu Guernica. I rappresentanti curdi all'estero accusano l'Irak di genocidio programmato, ma non risparmiano nemmeno l'Iran. Sostengono che c'è una guerra nella guerra, che ha come obiettivo lo sterminio di un popolo senza patria.

stato costruito nel 685, 1300 anni fa. Al monastero di Kayooma, della stessa epoca, nella stessa zona. All'epoca, nella stessa zona. Al monastero di San Yakoo, della chiesa cattolica caldea. I curdi in grande maggioranza sono musulmani sunniti. Con la minoranza cattolica non ci sono mai state tensioni significative. È gente di montagna, distribuita in quattro paesi diversi: Irak, Iran, Siria e Turchia. Una piccola minoranza vive anche in Unione Sovietica. Il Kurdistan è un'entità geografica, non politica.

«In presenza di un tentativo di genocidio l'obiettivo primario è sopravvivere», dice Kendal. Partiti e movimenti indipendentisti esistono in tutti e quattro i paesi, ma non c'è un fronte unico. Combattono in Turchia, senza speranza. «Io sono un curdo turco - dice Kendal - è so che la lotta armata lì non ha futuro. Il rapporto di forza è assolutamente impari, la Turchia brucia di basi americane e della Nato». In Siria i curdi godono di uno status relativamente tollerante. In Irak vigono repressione e snazionalizzazione. Niente lingua (indoeuropea, scritta dal VII secolo, ricca di letteratura), niente scuole. Sono quasi 3 milioni, in un rapporto di uno a quattro con il resto del paese. Le organizzazioni nazionali si sono decisamente orientate verso l'indipendentismo e l'autodeterminazione. Sostengono che nessuno Stato li aiuta. Lo facevano gli americani, quando l'Irak scelse il campo di alleanze sovietico, ma hanno smesso dopo il conflitto con l'Iran. Non li aiutano i sovietici, benché fossero stati loro ad accogliere il leggendario Barzani, nel

giugno del '47. Barzani era in guerra con l'Irak dal '43 e nel '46 era riuscito a creare una repubblica curda, nella regione di Mahabad. Era durata un anno, poi la ritirata divenne inevitabile. Tra i curdi, la «ritirata dei cinquantenni», tra le montagne verso l'Urss, è un'epopea scritta nella storia, come la Lunga marcia cinese. Oggi l'Urss, sostengono, non è più solidale con loro. «Sulla stampa sovietica e su quella dei paesi dell'Est non è apparsa una riga sul massacro di Halabja», dice Kendal. Nello stesso tempo i paesi occidentali riformiscono l'Irak di armi e veleni chimici. «Le organizzazioni curde l'hanno già proclamato: chiunque verrà trovato a collaborare con gli irakeni nella produzione militare sarà considerato criminale di guerra e passato per le armi, di qualsiasi nazionalità sia», ricorda Kendal. E di pochi mesi fa il sequestro di tre tecnici civili italiani: «Il sequestro è spesso l'arma dei poveri - risponde Kendal - e mi risulta che siano stati trattati con umanità e mai minacciati di morte. Era un'azione dimostrativa, perché il dramma curdo uscisse dall'anonimato». E mi consegna dei fogli fitti. Ogni riga, un nome, la data di nascita, l'età, la regione di provenienza. Sono morti sotto le bombe chimiche nell'87, i loro nomi sono stati inviati all'Onu, a tutte le organizzazioni umanitarie, alla Croce rossa internazionale, ai governi, ai partiti e alle organizzazioni democratiche. Un solo elenco comprende 137 nominativi. L'ultimo è quello di Rabyay Hashym Abdulle. È stato ucciso il 27 maggio dell'anno scorso a Karye Milkan. Aveva 3 mesi di vita.